

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 04/04/2019

N° : 2019/120

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 70
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 94
Transports, déplacements et accessibilité	page 101
Urbanisme et aménagement	page 124
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 146
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 154
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 186
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 225
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 227
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 245

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 257
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 274
Transports, déplacements et accessibilité	page 281
Urbanisme et aménagement	page 296
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 315
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 326
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 328
Mer, Littoral et Ports, protection de mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 332
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 341
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 346

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 28 FÉVRIER 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

28 FÉVRIER 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 4 mars 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Pascal MONTECOT représenté par Nicolas ISNARD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Eric LE DISSÈS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5300/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux "Le Hameau des Pins" située Avenue des Calanques à Marseille 9^{ème}**
MET 19/9999/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 10 logements sociaux « Le Hameau des Pins » située Avenue des Calanques à Marseille 9^{ème}.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 2 062 021 euros est financée par un emprunt de 1 341 395 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 603 627,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 86524 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 341 395 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 86524.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 10 logements « Le Hameau des Pins » située Avenue des Calanques à Marseille 9^{ème}.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ce droit à réservation sera prorogé pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5301/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 14 logements sociaux "Cauvière" située Boulevard Cauvière à Marseille 9^{ème} MET 19/9998/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 14 logements sociaux « Cauvière » située Boulevard Cauvière à Marseille 9^{ème}.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 2 242 349 euros est financée par un emprunt de 1 548 829 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 696 973,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de Prêt N° 87899 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 548 829 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87899.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 14 logements « Cauvière » située Boulevard Cauvière à Marseille 9^{ème}.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ce droit à réservation sera prorogé pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5302/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération de réhabilitation de 194 logements sociaux "La Source" située Rue Marius Briata à Marseille 12^{ème} MET 19/9997/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 194 logements sociaux « La Source » située Rue Marius Briata à Marseille 12^{ème}.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 7 366 645 euros est financée par un emprunt de 6 357 845 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 861 030,25 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 87841 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 357 845 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87841.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 194 logements « La Source » située Rue Marius Briata à Marseille 12ème.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de neuf logements réservés concernant ladite opération. Les droits à réservation seront prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-5303/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10029/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Dans le cadre de réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux plancher et plafonds de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de 1 ligne

du prêt initialement garantie par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 5 436 321,49 euros.

L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 196 129 225 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 149 800 198 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 46 329 027 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 361 509 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération 2004_A096 du 16 avril 2004 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour la construction de 104 logements « La Grande Thumine » à Aix-en-Provence ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagé, initialement contractée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 1 ligne du prêt initialement garantie par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 5 436 321,49 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagé, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagé sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisibles indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5304/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM GRAND DELTA HABITAT pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux "Résidence ELO" située quartier les Croses à Salon de Provence MET 19/9812/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux « Résidence ELO » située quartier les Croses à Salon de Provence.

Portée par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT, cette opération d'un montant total de 2 804 531,00 euros est financée par un emprunt de 2 165 225,00 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% par la ville de Salon de Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 190 873,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM GRAND DELTA HABITAT, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 79990 en annexe signé entre la SA HLM GRAND DELTA HABITAT et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 165 225,00 euros souscrit par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°79990.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements « Résidence ELO » située quartier les Crozes à Salon de Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM GRAND DELTA HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM GRAND DELTA HABITAT opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM GRAND DELTA HABITAT.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son Vice-Président, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-5305/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 49 logements sociaux "Chemin de Sarnègue" située chemin de Sarnègue à Saint-Chamas**
MET 19/9813/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 49 logements sociaux « Chemin de Sarnègue » située chemin de Sarnègue à Saint-Chamas.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE), cette opération d'un montant total de 6 636 205,39 euros est financée par un emprunt de 5 018 812 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% par la ville de Saint-Chamas.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 258 465,40 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 987 224 142,12 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 714 728 280,76 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 272 495 861,36 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 188 689,48 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 77371 en annexe signé entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 018 812,00 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77371.

Ce prêt, constitué de 6 lignes, est destiné à financer une opération de construction de 49 logements « Chemin de Sarnègue » située chemin de Sarnègue à Saint-Chamas.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE) opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques (SFHE).

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au budget et aux finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5306/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Publique Locale "Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre" pour le financement de travaux d'adaptation réglementaire dans le cadre du programme industriel « Stratobus » situé à Istres - Abrogation de la délibération n° FAG 022-2680/17/CM du 19 octobre 2017**
MET 19/10049/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer des travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel, et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

Portée par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », la part à financer en 2018 de cette opération est estimée à un montant total de 10 188 834 euros et sera financée par un emprunt d'un montant total de 8 000 000 euros proposé par un pool bancaire dont le chef de file est la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 4 000 000 euros.

Pour information, l'activité de la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » est aujourd'hui exclusivement centrée sur la mise en œuvre du projet de diversification et de développement économique du pôle aéronautique « Istres - Jean Sarrail ». Son développement s'organise autour de deux axes structurants. D'une part l'accueil d'activités de services aéronautiques (maintenance, réparation, ingénierie, logistique aéroportuaire) principalement à destination militaire, et d'autre part l'accueil d'activités du domaine des essais, de la simulation, des mesures et de la certification en capitalisant sur les savoir-faire de niveau mondial d'ores et déjà présents à Istres. Ce projet fait partie des projets structurants, est intégré à l'Opération d'Intérêt Régional « Logistique et Mobilité Durable », et est labellisé sur l'axe principal de l'amorçage de la filière industrielle « Dirigeables ». L'opération de travaux envisagée permettra dès 2018 d'accueillir le démonstrateur du programme « Stratobus » porté par Thales Alenai Space ainsi que des activités de maintenance aéronautique dont la création d'un poste de travail « Gros porteur » de type A330.

L'analyse financière de la SPL du Pôle Aéronautique d'Istres est marquée par la jeunesse de la structure et des projets qu'elle souhaite développer.

A la fin de l'année 2017, le besoin en fond de roulement est couvert par le fond de roulement disponible. Le résultat net 2017 de - 829 335 euros, est impacté par un niveau de chiffre d'affaire net très limité, de 294 610 euros. Cette perte contribue à la perte cumulée de 2 04 043 euros constatée depuis la création de la société. Elle ne compromet cependant pas l'équilibre des fonds propres qui se positionnent à 14 767 076 euros. La capacité d'autofinancement, à l'image du résultat net négatif, traduit un besoin d'autofinancement significatif de 626 266 euros. Ainsi, la rentabilité de la société devra être recherchée en priorité, ainsi que sa capacité à atteindre un retour sur investissement rapide au regard d'un prévisionnel d'exploitation. La situation financière actuelle de la SPL est en phase transitoire dont la pérennité future dépendra de la rentabilisation de l'activité, et des programmes à mener. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération correspondante.

Pour rappel, une première délibération a été adoptée pour octroyer une garantie d'emprunt à la SPL du Pôle Aéronautique d'Istres pour cette même opération. L'offre bancaire n'ayant, finalement, pas été maintenue, il convient ainsi d'abroger la délibération n° FAG 022-2680/17/CM du 19 octobre 2017 et d'approuver une nouvelle délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2252-1 à L.2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 portant approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 022-2680/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 octroyant la Garantie d'Emprunt à la SPL Pôle Aéronautique d'Istres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les projets industriels de son territoire;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 022-2680/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 000 000 d'euros à souscrire par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » auprès du pool bancaire dont la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse est chef de file.

Ce prêt est destiné à financer une opération de travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

Article 3 :

Sous réserve que les caractéristiques financières du contrat de prêt soient celles décrites ci-dessous, il est accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % du prêt suivant :

Objet	Financement des travaux de réhabilitation du Hall Mercure
Montant	8 000 000 d'euros
Agent du crédit et des suretés (chef de file)	Caisse d'Epargne CEPAC
Engagement par Prêteurs	Caisse d'Epargne CEPAC : 2 000 000 euros CIC : 2 000 000 euros Crédit Agricole Alpes Provence : 2 000 000 euros Crédit Maritime : 2 000 000 euros
Durée	20 ans
Taux fixe	3,00 %
Echéances	Constantes et trimestrielles
Différé d'amortissement partiel	Différé d'amortissement en capital de 12 mois maximum
Base de calcul des intérêts	30/360
Commission de participation	Caisse d'Epargne CEPAC : 5 000 euros CIC : 3 000 euros Crédit Agricole Alpes Provence : 3 000 euros Crédit Maritime : 3 000 euros

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ».

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie avec la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », ainsi que le contrat de prêt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5307/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de réhabilitation de 296 logements collectifs locatifs "Salvador Allende" situés rue Marcel Baudin et avenue Benoit Frachon à Port-Saint-Louis-du-Rhône**
MET 19/10047/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 296 logements collectifs sociaux « Salvador Allende » situés rue Marcel Baudin et Avenue Benoit Frachon à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 10 097 504 euros est financée par un emprunt de 8 147 582 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 666 641,90 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129

euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt n° 73080 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 147 582 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°73080.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 296 logements « Salvador Allende » situés rue Marcel Baudin et avenue Benoit Frachon à Port-Saint-Louis-du-Rhône. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Cette garantie est accordée conjointement avec la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 13 logements réservés concernant ladite opération. Les droits à réservation seront prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5308/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux "Résidence Saint Roch" située 13 avenue de Paradis Saint-Roch à Martigues
MET 19/9785/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux « Résidence Saint Roch » située 13 avenue de Paradis Saint Roch à Martigues.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 4 383 611 euros est financée par un emprunt de 3 314 859 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Martigues.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 823 172,45 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017 met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite loi Galland ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 87812 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 314 859 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87812.

Ce prêt, constitué de quatre lignes est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements « Résidence le Saint-Roch » située 13 avenue de Paradis Saint-Roch à Martigues.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5309/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10000/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Famille et Provence.

Dans le cadre de réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux planché et plafonds de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Famille et Provence a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement des 19 lignes de prêts pour un montant total de 6 032 790,04 euros.

Ces prêts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par la SA HLM Famille et Provence pour réitérer son engagement de garantie.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir des bilans 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 19 lignes de prêts pour un montant total de 6 032 790,04 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêts réaménagés, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Famille et Provence aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes du prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Famille et Provence.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Famille et Provence concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5310/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10001/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Logis Méditerranée.

Dans le cadre de réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce

dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux plancher et plafonds de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Logis Méditerranée a accepté les réaménagements proposés par de la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement des 11 lignes de prêts pour un montant de 9 119 322,68 euros.

Ces prêts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par le bailleur pour réitérer son engagement de garantie.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir des bilans 2017, met en évidence un actif comptable égal à 311 384 076 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 226 951 453 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 84 432 623 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 6 146 685 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit au renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des

garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ».

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 11 lignes de prêts pour un montant total de 9 119 322,68 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Logis Méditerranée aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et

consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisibles indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes des prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29/06/2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Logis Méditerranée concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logis Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-5311/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10002/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Erilia.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux plancher et plafonds de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Erilia a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement des 12 lignes du prêt initialement garanties par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 7 888 802,52 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 12 lignes de prêts initialement pour un montant total de 7 888 802,52 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Erilia aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes des prêts réaménagés sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes du prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Erilia.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la

SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Erilia concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Erilia, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-5312/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10003/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Logirem.

Dans le cadre de réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux plancher

et plafonds de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Logirem a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de 3 lignes des prêts initialement garanties par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 1 738 446,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 3 lignes des prêts initialement garanties par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 1 738 446,05 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Logirem aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêts réaménagés sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes du prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Logirem.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Logirem concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logirem, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-5313/19/BM

■ Approbation du transfert des garanties d'emprunts accordées initialement à la SA HLM Néolia vers la SA HLM Immobilière Méditerranée dans le cadre d'une cession de patrimoine MET 19/10004/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la Loi Evolution du Logement et Aménagement Numérique (dite Loi ELAN), le Groupe Action Logement a entrepris une redéfinition du maillage territorial de ses entités afin, dans un premier temps de tendre vers plus d'efficacité et d'efficience, et dans un deuxième temps d'éviter une concurrence entre les sociétés du Groupe.

Ainsi, les Conseils d'Administration de la SA HLM Néolia et de la Société Immobilière 3F, sous gouvernance Action Logement, ont acté le principe d'une cession du patrimoine situé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur de la SA HLM Néolia, le Cédant, vers la SA HLM Immobilière Méditerranée, le Repreneur, elle-même filiale de la Société Immobilière 3F.

Cette cession est réalisée à la Valeur Nette Comptable des actifs sans plus-value, sur un principe de neutralité financière et comptable pour le Cédant, avec prise en jouissance par le Repreneur au 1^{er} janvier 2019.

Douze opérations de logement social situées sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont concernées par cette cession. Le financement de ces opérations a donné lieu à l'établissement de 37 prêts octroyés par la Caisse des Dépôts et Consignations et garantis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En raison de cette vente des biens immobiliers du Cédant au Repreneur, le Cédant a sollicité la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le transfert desdits prêts.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 € et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 €. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 €.

Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, le taux d'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 passant de 10.5% à 5,6 %.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de maintien de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 2009-B437 du 27 novembre 2009 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction de 5 logements « Impasse des Clématites » à Meyreuil ;
- La délibération 2009-A212 du 11 décembre 2009 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition en VEFA de 28 logements « Les Hauts de Pertuis » à Pertuis ;
- La délibération 2012-B405 du 29 novembre 2012 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition en VEFA de 17 logements « La Belugue » à Bouc Bel Air ;
- La délibération 2012-B406 du 29 novembre 2012 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction de 9 logements « Avenue Charles de Gaulle » à Trets ;
- La délibération 2014-B331 du 25 septembre 2014 relative à l'approbation d'une garantie

d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition en VEFA de 21 logements « Les Lumières » à Gardanne ;

- La délibération 2015-B077 du 19 février 2015 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction du centre de soins palliatifs « Villa Izoi » à Gardanne ;
- La délibération 2015-A020 du 12 mars 2015 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction de 38 logements « Le Pesquier » à Gardanne ;
- La délibération 2015-A021 du 12 mars 2015 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition-amélioration de 6 logements « Rue Kruger » à Gardanne ;
- La délibération FAG019-2019/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition en VEFA de 26 logements « Font de Garach Cogedim » à Gardanne ;
- La délibération FAG011-2267/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'acquisition en VEFA de 23 logements « Font de Garach Sageprim » à Gardanne ;
- La délibération FAG010-2668/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction de 2 logements « Rue des Marguerites » à Mimet ;
- La délibération FAG011-2669/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour la construction de 19 logements « Rue de François » à Gardanne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Caisse des Dépôts et Consignations a consenti au cédant 37 prêts relatifs à 12 opérations de logement social sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en raison de la cession du patrimoine de la SA HLM Néolia à la SA HLM Immobilière, le repreneur a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le transfert desdits prêts ;
- Qu'il est demandé au Bureau de la Métropole de bien vouloir se prononcer sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit du repreneur.

Délibère

Article 1 :

Sont maintenues les garanties d'emprunts de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le remboursement des 37 prêts d'un montant total initial de 10 043 212,68 euros consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations au Cédant, et transférés au Repreneur.

Article 2 :

Un tableau récapitulatif précisant les caractéristiques financières des prêts transférés « Etat de dette par Garant au 01/01/2019 – Région PACA » est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée résiduelle des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Repreneur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer au Repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par le Cédant concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le Repreneur, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-5314/19/BM

■ Rétération de garantie d'emprunt à la CDC Habitat Social dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10048/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Nouveau Logis Provençal devenue depuis le 1^{er} janvier 2019 CDC Habitat Social, Siret 55204648400259 à la suite d'une fusion absorption.

Dans le cadre de réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Nouveau Logis Provençal devenue au 1^{er} janvier 2019 la CDC Habitat Social a accepté, les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement des 4 lignes de prêts pour un montant total de 5 574 747,84 euros.

Ces prêts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole est donc sollicitée par la CDC Habitat Social pour réitérer son engagement de garantie.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal devenue au 1^{er} janvier 2019 la CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractés par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue au 1^{er} janvier 2019 la CDC Habitat Social à la suite d'une

fusion-absorption, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et Consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent 4 lignes de prêts pour un montant total de 5 574 747,84 euros.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêts réaménagés, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la CDC Habitat Social aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêts réaménagés sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagés à taux révisibles indexés sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagé référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues. A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la CDC Habitat Social.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal devenue CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal devenue CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Nouveau Logis Provençal concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CDC Habitat Social.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisée à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la CDC Habitat Social, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-5315/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour le financement d'opérations d'aménagement MET 19/10052/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire la Métropole mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement structurant. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur ses différentes structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

Dans cet objectif, la Métropole soutient financièrement ses propres structures d'aménagement et de développement économique en leur accordant une garantie d'emprunt lorsque la réalisation des opérations relève d'un intérêt public.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence pour

lui accorder une garantie d'emprunt. Le prêt à garantir consenti par la Société Générale est destiné à financer la réalisation des opérations d'aménagement et des acquisitions dans le cadre des concessions et conventions passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'EPAD Ouest Provence assure un rôle d'aménageur par la maîtrise d'ouvrage opérationnelle des projets d'aménagement urbain qu'il pilote en complément de l'action des autres acteurs institutionnels, communes et Métropole Aix-Marseille-Provence, par l'acquisition du foncier et la viabilisation, par la réalisation d'espaces et d'équipements publics rétrocédés à la collectivité.

L'EPAD Ouest Provence a également une mission de développement économique par sa contribution à la stratégie de développement économique du territoire, l'identification des activités porteuses à implanter sur les zones de projet et la définition des actions à engager pour leur concrétisation.

Le 13 décembre 2018, par la délibération n°FAG 018-4935\18\CM, l'EPAP Ouest Provence a obtenu une première garantie d'emprunt de la Métropole d'un montant de 2 500 000 euros pour le financement des opérations inscrites à son Budget 2018.

Pour assurer le financement de ces opérations, l'EPAD Ouest Provence est amené à contracter un emprunt d'un montant de 2 500 000 euros auprès de la Société Générale.

Les caractéristiques financières du prêt à contracter par l'EPAD Ouest Provence auprès de la Société Générale sont les suivants :

Montant du financement : 2 500 000 euros

Conditions financières :

Durée : 10 ans

Périodicité : Trimestrielle

Amortissement : Trimestriel-Linéaire

Taux fixe : 1,24 %

Base de calcul : Exact /360

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %.

L'analyse financière de l'EPAD Ouest Provence, effectuée à partir de son Compte Administratif 2017, met en évidence un actif comptable égal à 135 968 322 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 99 534 161 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 36 434 161 euros. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 317 494 euros.

Le stock de produits, significatif et en hausse de 4 776 905 euros, atteint 72 378 620 euros, et représente 53% de l'actif de l'EPAD. Il est constitué de biens destinés à la vente. En revanche, l'épargne brute ne

permet pas de couvrir le remboursement d'emprunt de 5 142 634 euros, l'épargne nette 2017 est mécaniquement négative et s'établit à -3 515 245 euros.

Les projections 2018 de la situation financière de l'EPAD tendent vers une dégradation significative de l'épargne nette qui tendrait vers -16 498 000 euros, compte tenu notamment du report de 10 millions d'euros de recettes. Ce report concerne des ventes de terrains aménagés suite à un avis défavorable de la commission nationale d'aménagement commercial.

Dans ce contexte de baisse des recettes propres de l'EPAD, l'emprunt sollicité serait ainsi susceptible de financer une partie du cycle d'exploitation, dans une situation qui présente par ailleurs un ratio d'endettement (Dettes financières / Fonds propres) qui avoisine 100%.

La Métropole est consciente des risques auxquels l'EPAD est potentiellement exposé et devra veiller à suivre l'évolution de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser des opérations d'aménagement sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-5 ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du 26 avril 2006 relative aux garanties d'emprunts accordées par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 018-4935/18/CM du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018 approuvant une garantie d'emprunt à l'EPAD Ouest Provence pour le financement d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'EPAD Ouest Provence est amené à réaliser des opérations d'aménagement et des acquisitions dans le cadre de concessions et conventions passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que pour ce faire, il est nécessaire à l'EPAD Ouest Provence de souscrire un emprunt de 2 500 000 euros auprès de la Société Générale ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présentent ces opérations pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à l'EPAD Ouest Provence pour le remboursement de ce prêt.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 500 000 euros à souscrire par l'EPAD Ouest Provence auprès de la Société Générale .

Ce prêt est destiné à financer la réalisation des opérations d'aménagements et des acquisitions dans le cadre des concessions et conventions passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par l'EPAD Ouest Provence auprès de la Société Générale et définies comme suit :

Montant du financement : 2 500 000 euros

Conditions financières :

Durée : 10 ans

Périodicité : Trimestrielle

Amortissement : Trimestriel-Linéaire

Taux fixe : 1,24 %

Base de calcul : Exact /360

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EPAD Ouest Provence dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'EPAD Ouest Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues

par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Société Générale, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole-Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAD Ouest Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer cette convention de garantie avec l'EPAD Ouest Provence, le contrat de prêt qui sera passé entre la Société Générale et l'EPAD Ouest Provence ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-5316/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à l'OPH 13 Habitat dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/10053/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par l'OPH 13 Habitat.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS), la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

L'OPH 13 Habitat a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement d'une ligne de prêt pour un montant total de 258 352,58 euros.

Ce prêt étant initialement garanti par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par l'OPH 13 Habitat pour réitérer son engagement de garantie.

L'analyse financière de l'OPH13 Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal 1 463 844 585 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 840 905 941 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 622 938 644 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 4 133 864 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de renouvellement de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les bailleurs sociaux afin de permettre une production constante et équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement d'une ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'OPH 13 Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencée à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations ». Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent une ligne de prêt pour un montant total de 258 352,58 euros.

La garantie est accordée pour la ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que l'OPH 13 Habitat aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisables indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à la ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant

constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de l'OPH 13 Habitat.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'OPH 13 Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à l'OPH 13 Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par l'OPH 13 Habitat concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'OPH 13 Habitat.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH 13 Habitat, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-5317/19/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MET 19/9653/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des 3 décembre 2018 et 14 janvier 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité de 2 demandes d'indemnisation suite aux travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS AIX-2018/10/08 : PLANET SUSHI du 31/01/2018 au 30/11/2018,
- BHNS AIX-2019/01/09 : LE TAJ du 08/11/2017 au 31/12/2018.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
AIX-2018-08-03	SOCIETE NOUVELLE ON'COPIES	31 avenue Robert Schuman 13090 Aix en Provence	08/11/2017 au 30/11/2018	29 291,00€	18 906,00€
AIX-2019-01-09	OPTICAL CENTER OPTICAL RICHARD	9 Avenue Victor HUGO 13100 Aix-en-Provence	10/01/2018 au 31/08/2018	115 571,00€	70 843,00€
TOTAL				144 862,00€	89 749,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	6 326,67 €
Total général BHNS L'AIXPRESS	96 075,67 €€

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 2 demandes

d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 2 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 3 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 janvier 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 2 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 2 dossiers précités pour un montant total de 89 689,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-5318/19/BM

**■ Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1er, 5ème et 6ème arrondissements).
MET 19/9654/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec le plan «Ambition Centre-Ville», la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent apporter au centre-ville une attractivité et une qualité de vie qui l'affirme comme un lieu de destination.

La requalification de la place Jean-Jaurès s'inscrit pleinement dans ce plan «Ambition centre-ville» qui vise la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville. Plus grande place de Marseille et deuxième espace public de la ville après le Vieux-Port, elle est le symbole de la typicité locale, l'emblème d'un Marseille historique. La place se mue en grande place méditerranéenne, polyvalente, piétonne et accessible.

Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une place végétalisée, créer une harmonie visuelle, tels sont les principaux objectifs de ces travaux d'aménagement de la Place Jean Jaurès.

Les travaux se dérouleront entre 2018 et 2020.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier métropolitain.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a concomitamment adopté la délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification de la place Jean Jaurès des pôles du secteur de la Plaine à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) de l'Opération Grand Centre-Ville.

Par ailleurs, il a également voté la délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement «Grand Centre-Ville» à Marseille - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille pour le dit projet de requalification de la place Jean Jaurès au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'intervention de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de requalification qui seront réalisés sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux commerces impactés par ces travaux d'aménagement a été défini et joint à la présente délibération pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- La délibération URB 002-3276/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement «Grand Centre-Ville» à Marseille - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine

Article 2 :

Est approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement qui seront réalisés sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 020-5319/19/BM

**■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements)
MET 19/9655/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour soulager son centre-ville. Le Cours Lieutaud est l'un des axes les plus sollicités de la ville qui souffre de multiples nuisances. Il forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud. L'ensemble du secteur se situe au Site Patrimonial Remarquable (SPR). Sa requalification est essentielle au renouvellement du secteur.

Le Plan de Déplacement Urbain approuvé par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 28 juin 2013, prévoit la requalification du Cours Lieutaud en Boulevard Urbain multimodal, dont l'objectif est de garantir, une circulation fluide des véhicules, des aménagements cyclables continus, et un minimum d'espaces publics garanti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite redonner un visage plus apaisé à cet axe fortement sollicité. Une ambition facilitée par la mise en service complète de la Rocade L2 en octobre 2018, rocade de contournement de l'agglomération. A l'horizon 2020, cet axe de 8 km de long reliant les autoroutes Est et Nord devrait permettre d'alléger d'environ 15% la circulation sur le cours Lieutaud.

Par délibération du 29 juin 2018, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a approuvé la participation financière du département sur cette opération pour un montant de 9 000 000 € HT pour un coût global de l'opération évalué à 13 333 333 € HT.

Les objectifs principaux de la requalification du Cours Lieutaud sont les suivants :

- Reconquérir l'espace public (avec 40% d'espace alloué à la voiture, contre 80% actuel),
- Créer des alignements d'arbres à hautes tiges sur chaque rive du Cours et révéler les qualités du cours originel,
- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation,
- Organiser des espaces piétons plus confortables et un stationnement rationnel (livraisons, 2 roues, expositions de motos),

- Offrir des itinéraires confortables et continus pour les modes doux,
- Souligner l'axe du Cours et ses transversales,
- Favoriser la diversité des usages et la mutabilité de l'espace public,
- Proposer un traitement de qualité des 2 grands carrefours (Salvator/Thurner ; Cours Julien /Rue du marché des Capucins),
- Mettre en valeur le patrimoine bâti : pont de la Rue d'Aubagne, passerelle Estelle, escalier Bédarrides.

Les travaux se dérouleront entre 2019 et 2020.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a pareillement approuvé la délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'intervention de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de rénovation qui seront réalisés sur le cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux commerces impactés par ces travaux d'aménagement

a été défini et joint à la présente délibération pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI-001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de la requalification du cours Lieutaud à Marseille ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices

économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Est approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-5320/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

MET 19/9710/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération d'aménagement - Requalification de la promenade du Port Vieux de La Ciotat.

Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 Février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation pour cet aménagement.

Par délibération FAG 047-4101/18/CM séance du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Les travaux nécessaires à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de La Ciotat, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CMIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de La Ciotat, pour sa part, poursuit son grand projet urbain qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés sur ce secteur. La requalification du Port-Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littoral et de mettre en valeur la façade portuaire et historique de la ville.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises ;
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront

- nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel ;
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ;
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le principe de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018 relative à l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération FAG 047-4101/18/CM du 28 juin 2018 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation pour cet aménagement ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de La Ciotat, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de La Ciotat, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains du chantier de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-5321/19/BM

■ Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Gestion de l'administration - Communication" MET 19/10088/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du fonctionnement général de la Métropole, la fonction communication a besoin d'acquérir des biens et prestations, liés aux besoins de son activité : il s'agit de matériels de captation, de diffusion et de reproduction d'images et de sons, de matériel réutilisable d'exposition, ainsi que de droits immatériels liés à de la production filmographique et d'images animées.

Ces acquisitions, nécessaires à la communication de la Métropole, permettront, par capitalisation d'actifs, de constituer un fonds d'images et documentaire, partie intégrante du patrimoine matériel et immatériel de la Métropole.

La mise en valeur de son patrimoine immatériel contribuera également à l'attractivité de la Métropole et de ses territoires : image, réputation et savoir-faire concourent à nourrir la marque métropole.

L'opération est autofinancée par la Métropole.

L'opération d'investissement numéro 2019002700 « Achat de matériels de communication », montant de l'opération 490 000 euros inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 190013 BP du programme 01 – Gestion de l'administration de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 490 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019002700 « Gestion de l'administration – Communication » pour un montant 490 000 euros rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration Code AP 190013 BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2019 : 245 000 euros

CP 2020 : 245 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-5322/19/BM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/9945/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Finances-Gestion-Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du service public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière (manifestation organisée avec succès depuis plus de 20 ans) ;
- l'organisation de formations ;
- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les collectivités territoriales.

Les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand

professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

Compte tenu de l'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence que ses collaborateurs soient toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à ses problématiques, il est proposé que la Métropole adhère à l'AFIGESE.

L'AFIGESE dispose de neuf groupes de travail sur les thématiques suivantes :

- dématérialisation ;
- dette ;
- évaluation des politiques publiques ;
- fiscalité et dotations ;
- nouveaux périmètres, transferts de compétences et mécanismes de financement ;
- pilotage des politiques d'actions sociales ;
- pilotage et outils d'aide à la décision ;
- qualité des comptes et certification ;
- tarification et calcul de coût.

Afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse participer à cinq groupes de travail, il est proposé que la Métropole dispose de cinq représentants au sein de cette association.

Aussi, en vertu des dispositions statutaires de l'AFIGESE, les adhérents personnes morales acquittent une cotisation annuelle pour chacun des représentants qu'ils souhaitent désigner afin de participer notamment aux travaux de groupes.

Ainsi, pour cinq représentants participant aux groupes de travail, le montant de la cotisation pour l'année 2019 est de 1 598 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG n°152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'AFIGESE, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association pour l'année 2019, et ce, pour cinq représentants qui participeront aux groupes de travail organisés par l'association .

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole à l'Association Finances-Gestion-Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) pour cinq représentants ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1 598 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Fonction 020 - Nature 6281 – Sous-politique A 440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-5323/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales proposé par la Direction Générale des Finances Publiques
MET 19/9946/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Une grande majorité des collectivités locales et leurs groupements proposent aujourd'hui à leurs administrés une offre de services en ligne variée et souhaitent dans ce cadre développer le paiement en ligne.

Avec le dispositif PayFiP, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a voulu répondre à cette

demande et permettre aux usagers des collectivités territoriales de régler leurs redevances et produits locaux, par carte bancaire et prélèvement unique sur Internet. Ces deux moyens de paiement sont indissociables.

Pour bénéficier de ce service, la chaîne de recouvrement doit être adaptée afin que les factures réglées selon cette procédure soient reconnues par les systèmes d'information de la collectivité locale, puis émargés dans la comptabilité du régisseur, après paiement effectif. La mise en œuvre du projet prévoit une interopérabilité entre les systèmes d'information de la collectivité et le dispositif PayFiP. Le coût de PayFiP est estimé à environ 100 euros.

Afin de faciliter le paiement de la taxe de séjour intercommunale par les hébergeurs, les services de la Métropole ont adapté le système d'information fiscal dédié à la taxe de séjour pour pouvoir l'interconnecter au dispositif PayFiP. Pour finaliser la mise en place du paiement en ligne, il est nécessaire de ratifier une convention d'adhésion au service de paiement en ligne PayFiP. La convention est conclue pour une durée indéterminée et peut-être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sans préavis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'adhésion, ci-annexée, au service de paiement en ligne des recettes publiques locales entre la Métropole Aix-Marseille-

Provence et la Direction Générale des Finances Publiques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'adhésion ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence Fonction 633 - Nature 627 – Sous-politique A 440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-5324/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 17/1415 relative à l'opération de restructuration des réseaux humides - Chemin du Moulin sur la commune du Puy-Sainte-Réparate
MET 19/9857/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc

qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune du Puy Sainte Réparate, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1415 avec la commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération de restructuration des réseaux humides chemin du Moulin.

En effet, il convient de rectifier la répartition des montants entre les compétences eau, assainissement et pluvial.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole, qui demeure à 305 000 € HT. Les modifications sont présentées à l'annexe 1 de l'avenant 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1415 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération de restructuration des réseaux humides du chemin du Moulin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1415 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate, pour l'opération de restructuration des réseaux humides de chemin du Moulin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix, Opération d'Investissement DI10, Article 21532 ;
- pour le pluvial, au budget Principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – DI909 - imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses.

FAG 026-5325/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°17/1411 relative à l'opération d'installation d'une canalisation de secours et de renouvellement des équipements de la station de traitement des effluents industriels sur la commune de Rousset
MET 19/9859/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial,

à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Rousset, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée conclue avec la commune de Rousset afin d'ajuster les plans de financement des trois opérations concernées par la convention en cause.

S'agissant de l'opération de travaux relative à la création d'un bassin d'orage pour la station d'épuration de Rousset :

Les travaux sont aujourd'hui terminés. Dans le cadre de la procédure d'établissement du décompte général et définitif, le Groupement titulaire du marché de travaux a sollicité le paiement, selon les formes prescrites, d'une rémunération portant sur des travaux supplémentaires. Après instruction par la Commune, en sa qualité de Maître d'Ouvrage délégué, et par son Maître d'œuvre, les demandes formées ont été négociées à la baisse et un accord a été trouvé permettant la résolution définitive de ce différend. Cet accord, formalisé dans le projet de protocole transactionnel ci-annexé, prévoit le paiement au Groupement titulaire d'une rémunération complémentaire de 12 179,76 euros HT.

Dans la mesure où la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la Commune de Rousset n'habilite pas cette dernière à approuver un protocole transactionnel, l'approbation de celui-ci vous est soumise au titre du présent rapport.

Il est précisé que la rémunération complémentaire prévue par ce protocole sera directement réglée par la Commune, en qualité de maître d'ouvrage délégué, au nom et pour le compte de la Métropole et donnera lieu par la suite à remboursement dans les conditions prévues par cette convention.

S'agissant des autres opérations concernées :

Les opérations, objets de la convention ayant été engagées par la Commune avant le transfert de la compétence assainissement à la Métropole, certaines dépenses ont été liquidées avant la date du transfert. Il convient en conséquence d'ajuster l'enveloppe de ces opérations.

Cet avenant a pour effet de réduire de 64 % l'enveloppe de financement, toutes opérations confondues, de 2 185 814,51 euros TTC (montant initial) à 778 754,60 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de délégation de maîtrise

d'ouvrage n° 17/1411 conclue avec la Commune de Rousset pour l'opération d'installation d'une canalisation de secours et de renouvellement des équipements de la station de traitement des effluents industriels pour en modifier l'annexe financière.

- Qu'il convient d'habiliter la commune de Rousset à signer le protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention n° 17/1411 de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée à la commune de Rousset, ci-annexé, portant sur l'ajustement des montants affectés aux opérations de travaux et réduisant l'enveloppe globale de la convention de 64 %, de 2 185 814,51 euros TTC (montant initial) à 778 754,60 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Est approuvé le protocole transactionnel, ci-annexé, portant sur une rémunération complémentaire de 12 179,76 euros H.T. au profit du groupement momentané des entreprises NGE Génie civil et EHTP dans le cadre du marché à procédure adaptée n° 12/2016 conclu par la Commune de Rousset concernant les travaux de construction d'un bassin d'orage de 1200 m³ pour la station d'épuration de Rousset.

Article 4 :

Monsieur le Maire de la Commune de Rousset, agissant en qualité de maître d'ouvrage délégué au titre de la convention en date du 29 décembre 2017, est autorisé à signer le protocole transactionnel ci-annexé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Le règlement des sommes stipulées par le protocole transactionnel sera effectué au groupement momentané des entreprises NGE Génie civil et EHTP par la Commune de Rousset, en qualité de maître d'ouvrage délégué, au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il donnera lieu à compensation intégrale au profit de la Commune dans les conditions prévues par l'article 5.2. de la Convention de Maîtrise d'ouvrage Déléguée conclue avec la Métropole Aix-Marseille- Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-5326/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 18/0173 relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable sur la commune de Saint-Cannat
MET 19/9869/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, ainsi qu'un premier avenant à cette convention par délibération n° FAG015-4270/18/BM du 18 octobre 2018.

L'avenant 1 a porté sur une augmentation du montant de l'opération 3 : Amélioration de la suppression portant l'enveloppe globale de la convention de 423.000eurosTTC à 512.000eurosHT, soit une augmentation de 20,8 %.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier une annexe financière à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

En effet, la Commune s'est engagée dans l'opération de forage pour recherche d'eau souterraine. Le forage profond a nécessité, en raison de la qualité des sols, trop instables, le recours à un tubage acier à l'avancement du forage, pour tenter d'atteindre la nappe profonde.

Ce tubage a engendré des coûts non prévus au devis initial, pour un montant total de prestations complémentaires de 9 690,00 euros HT, soit 11 628,00 euros TTC.

De plus, l'opération touchant à sa fin, un ajustement des sommes prévues dans l'enveloppe est effectué afin de correspondre aux montants réellement engagés par la Commune.

Cet avenant a pour effet d'augmenter le coût de l'opération présenté à l'annexe 1 de 8 423,20 euros TTC par rapport au montant initial de 92 600 euros TTC, soit une augmentation de 9,1 % de cette opération. Le montant total définitif de l'opération

présentée en annexe 1 se porte donc à 101 023,20 euros TTC.

Cette augmentation porte le montant global de la convention de 423 800 euros TTC (montant initial) à 520 423 euros TTC (incluant les deux avenants), soit une augmentation globale de 22,8 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n° FAG015-4270/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable avec la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-5327/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Saint Chamas d'équipements relatifs à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
MET 19/9809/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et

conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant une Commune du Territoire du Pays Salonais (Saint Chamas) et une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Saint Chamas, portant sur l'opération suivante :

- Le déplacement de poteaux incendie et l'installation de bornes incendie sur le territoire de la commune :

Les travaux concernent le déplacement de 6 poteaux incendie et la mise en œuvre de 3 bouches incendie en lieu et place « Place du Champs de Mars », « Chemin de Ragues du Nord » et sur le port de plaisance.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 7 775,29 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2019 et suivants du budget du Conseil de Territoire du Pays Salonais dans l'Autorisation de Programme 183180BP - Opération : n° 2018301600 - Nature : 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-5328/19/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement de réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement d'eaux usées avenue Jean Moulin, chemin de la Croix, à Fos-sur-Mer MET 19/10468/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle s'est donc substituée, au jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial, aux communes pour l'exécution des opérations de travaux en cours.

La commune de Fos-sur-Mer projette la construction d'un bâtiment scolaire au droit des chemins de la Croix et de l'avenue Jean Moulin.

Le terrain d'assiette foncière sur lequel les travaux de construction sont prévus est traversé par des réseaux publics d'assainissement d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Pour permettre la réalisation du bâtiment, il est indispensable de dévier ces réseaux, afin de permettre leur pérennité et leur exploitation.

Ces travaux, gérés par la ville, seront prévus dans le cadre de l'opération globale de construction afin d'une part d'optimiser leur coût et d'autre part pour s'assurer d'une garantie globale des ouvrages auprès d'une seule entreprise.

Compte tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

La convention, annexée au présent rapport, indique l'opération concernée dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune de Fos-sur-Mer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

La convention prend effet à compter de la signature de ladite convention, et pour une durée nécessaire à l'achèvement des travaux.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Assainissement 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503300, nature 238, code opération 2017503300 et à l'Etat spécial du Territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-5329/19/BM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes

MET 19/9881/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Par délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a délégué certaines de ses compétences au Bureau de la Métropole, dont la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Bureau de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Par délibération n°FAG 047-3817/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein de la commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (EveRé). A ce titre, la Métropole a désigné un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein du collège « collectivités » de cette commission, ainsi que trois représentants titulaires et trois représentants suppléants pour siéger au sein du collège « exploitant ». Cependant, compte tenu de la nouvelle délégation de fonction de Monsieur Pascal MONTECOT, il convient de le désigner pour siéger au sein du collège « exploitant ». Il convient donc de modifier, notamment sur ce point, la délibération précitée ;
- Par délibération n°FAG 041-1772/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de l'OPH Habitat Marseille Provence. Cependant, suite à la démission de Madame Chantal BRUSSIÈRE, désignée en qualité de personnalité qualifiée, il convient de pourvoir à son remplacement et de modifier sur ce point la délibération précitée ;
- Par délibération n°ECO 012-2852/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son intégration au Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Grand Prix de France – Le Castellet » et a désigné, à ce titre, ses représentants au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du GIP. Cependant, une erreur s'est glissée dans la qualité des représentants de la Métropole au sein de l'assemblée générale. En effet, un titulaire et un suppléant ont ainsi été désignés alors que la convention constitutive du GIP prévoit que la Métropole dispose de deux sièges de titulaires au sein de cette assemblée. Par ailleurs, il convient de pourvoir au remplacement de Monsieur Jean ROATTA, désigné en qualité de représentant de la Métropole à l'assemblée générale et au conseil d'administration. Par suite, il convient donc de modifier sur ces points l'article 4 de la délibération précitée ;
- Par délibération n°FAG 053-2711/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du collège

« collectivités » de la Commission de suivi de site (CSS) relative à l'unité de traitement de déchets industriels exploitée à Rognac par la SOLAMAT MEREX. Par courrier du 15 novembre 2018, le Préfet des Bouches-du-Rhône demande à la Métropole de confirmer ses précédentes désignations afin de pourvoir à la constitution de la nouvelle commission de suivi de site, la précédente commission étant arrivée à échéance ;

- Suite à la modification des statuts du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH), devenu un syndicat mixte fermé dénommé le Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune, il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de ce syndicat, telles qu'approuvées par la délibération n°DEA 006-3667/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 ;
- Enfin, suite à la modification des statuts du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 025-3608/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;
- Qu'il appartient désormais au Bureau de la Métropole de procéder à ces désignations ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission de suivi de site (CSS) du centre de traitement multifilière de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (EveRé), du conseil d'administration de l'OPH Habitat Marseille Provence et du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Grand Prix de France – Le Castellet », telles qu'approuvées par la délibération n° FAG 047-3817/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018, la délibération n°FAG 041-1772/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, et par l'article 4 de la délibération n°ECO 012-2852/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Article 3 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du collège « collectivités » de la Commission de suivi de site (CSS) relative à l'unité de traitement de déchets industriels exploitée à Rognac par la SOLAMAT MEREX, du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH) et du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 053-2711/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la délibération

n°DEA 006-3667/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 et la délibération n°FAG 025-3608/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-5330/19/BM

■ Création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaires d'activité

MET 19/10019/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines et faire face à un accroissement temporaire d'activité, il est proposé au Bureau de définir ou de créer l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée les créations de poste, sur emploi permanent.

2 postes d'ingénieurs territorial en chef à temps complet
1 poste d'attaché territorial hors classe à temps complet
6 postes de rédacteur territorial à temps complet
7 postes d'adjoint—administratif territorial à temps complet
2 postes de technicien territorial à temps complet
2 postes d'adjoint technique territorial à temps complet
1 poste d'agent social territorial à temps complet
3 postes d'adjoints territorial d'animation à hauteur de 17h30 hebdomadaire

Article 2 :

Afin de promouvoir les agents inscrits sur les listes d'aptitudes de promotion interne de l'année 2018, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet :

1 poste d'administrateur territorial
11 postes d'attaché territorial
4 postes de rédacteur territorial
1 poste de rédacteur territorial principal 2^{ème} classe
5 postes d'ingénieur territorial
5 postes de technicien territorial
1 poste de technicien territorial principal 2^{ème} classe
47 postes d'agent de maîtrise
1 poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives

Article 3 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée les redéfinitions de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidature de fonctionnaire correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les créations d'emploi comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour le poste :

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :

- Un Chef de service projet urbain à la Direction de la Planification et l'Urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe, assurer l'alimentation au fond des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme intercommunaux du Territoire Marseille Provence (PLUi, RLPi) ainsi que des procédures connexes (AVAP, SPR...).

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

Pour le Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets du Territoire Marseille Provence à la Direction Ressource :

- Un Chargé des Marchés Publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Rédiger les pièces techniques et financières des marchés publics. Contrôler les propositions techniques et financières des entreprises. Elaborer un outil informatique pour les données financières et d'exploitation. Analyser le résultat technique de l'exécution pour renouvellement ou l'ajustement des futures procédures.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Article 4 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidature de fonctionnaire correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les créations d'emploi suivantes :

Description des missions et compétences attendues pour le poste :

Pour La Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Un Chef de service protocole inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Gérer, animer, encadrer les agents du service. Définir des objectifs et réaliser les entretiens professionnels des agents. Assurer la mise en œuvre et la coordination des activités du service. Assurer la cohérence des missions entre le niveau central et le niveau territorial ainsi qu'avec les autres collectivités.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour La Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie :

- Un Chef de Projets GEMAPI à la Direction Mer Littoral Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) telle que définie par les politiques publiques. Assurer une expertise hydraulique de façon transversale sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Assurer un lien permanent avec la division GEMAPI du Service Mer, Littoral et Milieux Aquatiques. Assurer la gestion de l'équipe du Bassin versant de la Touloubre.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé d'opérations GEMAPI à la Direction Mer Littoral Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagements du domaine compétence et le suivi des études et travaux. Assurer une expertise de suivi des travaux de façon transversale sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Mettre en œuvre certains chantiers en rivière.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé d'opérations à la Direction Mer Littoral Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la maîtrise d'ouvrage pour les projets de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. Assurer la maîtrise d'œuvre complète pour le suivi des études et travaux sur le secteur BOLMON. Assurer l'animation du volet information sensibilisation et éducation à l'environnement. Assurer une expertise de

suivi des travaux de façon transversale sur l'ensemble du territoire de la Métropole.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chargé de Mission hydraulique et morphologie de cours d'eau GEMAPI à la Direction Mer Littoral Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. Assurer une expertise hydraulique de façon transversale sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Assurer le suivi des modélisations d'écoulement des cours d'eau. Assurer le suivi des études de diagnostic des ouvrages hydrauliques. Assurer le suivi d'études et suivis hydro-morphologiques des cours d'eau et de leurs principaux affluents. Assurer le suivi des dossiers réglementaires.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé de Missions SIG Géomatique GEMAPI à la Direction de la Stratégie et de la Cohérence Territoriale, inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. Assurer la production et l'exploitation des données d'information géographique, géolocalisées et des cartographies thématiques sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Assurer le développement du Système d'information géographique dédié au domaine d'activité.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé des relations avec les prestataires extérieurs GEMAPI à la Direction Mer Littoral Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. Assurer le suivi des dossiers réglementaires du service. Assurer la réalisation technique et le suivi des dossiers de subventions du service en lien avec la direction ressources. Assurer le suivi des actions de communication interne et externe en lien avec la compétence GEMAPI.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Chargé de travaux GER à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer des missions de construction, d'aménagement, de réhabilitation et d'entretien en bâtiment tous corps d'état.

Profil : maîtriser les procédures des marchés publics, des procédures administratives et financières des collectivités publiques, capacité d'organisation, d'analyse et de synthèse. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un Responsable de division gestion des demandes à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer le traitement et la gestion des demandes bâtementaires de la Métropole en contrôlant les délais et les coûts.
Profil : élaborer et suivre un budget, connaître les bases du code des marchés publics et la réglementation en matière de sécurité et d'accessibilité des sites, capacité rédactionnelle, force de proposition. Titulaire d'un BAC +3 minimum.
- Un Chargé d'opération CT1 à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer la mise en œuvre technique, administrative et financière, d'actions de la Métropole décidées en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements bâtis neufs ou la réhabilitation d'équipements existants sur les CT1,3 et 5.
Profil : gérer un budget, maîtriser la conduite de projets, capacité de négociation, qualités relationnelles. Titulaire d'un BAC +3 minimum.
- Un chargé de marchés CT 1-3-5 à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : élaborer les actes comptables des dépenses réalisées et assurer un suivi administratif et financier des marchés à procédure adaptée.
Profil : connaître les clauses se rapportant à la gestion financière et comptable dans les marchés publics, esprit d'analyse et d'anticipation. Titulaire d'un BAC +3 minimum.
- Un Chargé d'opération CT1-3-5 à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie

des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la mise en œuvre technique, administrative et financière, d'actions de la Métropole décidées en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements bâtis neufs ou la réhabilitation d'équipements existants sur les CT1,3 et 5.

Profil : gérer un budget, maîtriser la conduite de projets, capacité de négociation, qualités relationnelles. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un Chargé d'opération CT2 à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des Bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la mise en œuvre technique, administrative et financière, d'actions de la Métropole décidées en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements bâtis neufs ou la réhabilitation d'équipements existants sur les CT2-4-6.

Profil : gérer un budget, maîtriser la conduite de projets, capacité de négociation, qualités relationnelles. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un Chef de division sécurité bâtiments à la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'Ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la mise en application de la politique métropolitaine dans le domaine de la prévention du risque incendie et panique sur les bâtiments métropolitains et veiller au respect de la réglementation en vigueur.

Profil : rédiger des marchés de fourniture et/ou de prestation de service, connaître la réglementation dans le domaine de la prévention des risques bâtimentaires, dynamisme et réactivité. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un Chargé d'opérations aménagement et habitat – lutte contre l'habitat indigne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer la conduite des opérations de renouvellement urbain et d'amélioration du parc de logements définies par les politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne dans les tissus d'habitat ancien ou dans des copropriétés semi-

récentes. Mise en œuvre et conduite d'opérations d'habitat à l'échelle territoriale. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires.

Profil : Titulaire d'un diplôme Bac +3 minimum.

- Deux chargés d'actions foncières inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer l'ensemble des actions pour maîtriser le foncier nécessaire à la conduite des projets de lutte contre l'habitat indigne. Assurer le traitement des mises en demeure d'acquiescer et suivre les procédures d'acquisitions foncières amiables, par voie de préemption et par voie d'expropriation. Mettre en œuvre et suivre les cessions foncières.

Profil : Titulaire d'un diplôme Bac+3 minimum

- Quatre Chargés d'opérations de relogements inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer l'accompagnement social des ménages dans le cadre des procédures de relogement liés aux opérations d'urbanisme, de renouvellement urbain, de lutte contre l'habitat dégradé. Assurer les opérations d'hébergement et de relogement, en élaborant un plan d'action. Rechercher, mobiliser et coordonner les moyens internes et externes d'accompagnement des ménages. Assurer l'interface entre les particuliers et les institutions.

Profil : Titulaire d'un diplôme Bac+3.

- Un Juriste inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : sécuriser juridiquement les montages opérationnels proposés et les procédures notamment d'expropriations à conduire, assurer les relations avec les services juridiques de la métropole pour la mise au point de consultations externes dans le champ de la lutte contre l'habitat indigne, assurer la relation avec les services juridiques pour la saisine des tribunaux dans le cadre des procédures à conduire sur les copropriétés dégradées

Profil : Titulaire d'un diplôme Bac+3 minimum.

- Un Chargé d'opérations commerce inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Favoriser et permettre l'implantation de nouveaux commerces qualitatifs (y compris commerces éphémères) en développant différentes actions et outils, en relation avec les services et partenaires concernés
 Profil : Titulaire d'un diplôme Bac+3 minimum.

- Un Chargé communication et relations partenaires, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : proposer une stratégie de communication sur la lutte contre l'habitat indigne déclinée selon les cibles visées (grand public, propriétaires et copropriétaires, locataires, milieu associatif, partenaires, médias); définir les outils nécessaires et préparer la commande publique auprès de prestataires; préparer des documents d'étapes illustrés et communicants en collaboration avec les chargés d'opération.

Profil : Titulaire d'un diplôme Bac+3 minimum.

- Un Coordinateur et responsable logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des rédacteur territoriaux ou attachés territoriaux ou des techniciens territoriaux ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner, organiser et animer. Accueillir informer accompagner orienter le public de l'habitat. Mise en œuvre des moyens nécessaires pour assurer la fiabilité et la qualité des réponses aux différents types d'accueil. Supervision de l'activité de l'accueil; organisation et planification des ressources selon les flux. Accompagnement professionnel des agents et identification des adaptations et des besoins de formation nécessaires

Profil : Titulaire d'un diplôme de niveau BAC minimum.

- Deux chargés d'études affaires foncières inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le traitement des mises en demeure d'acquiescer et suivre les procédures d'acquisitions foncières amiables et par voie d'expropriation.

Profil : être en capacité de croiser des données pour produire une analyse globale, être force de proposition. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un chargé d'opération aménagement inscrit à la nomenclature en référence aux cadres

d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la conduite des opérations d'aménagement, de renouvellements urbains définis par les politiques publiques

Profil : connaître l'organisation et le fonctionnement du territoire, les instances, processus et circuits de décision des Collectivités, avoir un esprit de synthèse. Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un géomaticien / infographiste inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : recenser l'ensemble des données nécessaires à la prise de décisions en matière de lutte contre l'habitat indigne et les intégrer dans le SIG métropolitain, concevoir un outil de géolocalisation des interventions de la Direction.

Profil : capacité de compréhension des enjeux de formalisation graphique, maîtriser les systèmes d'informations géographiques. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

- Un directeur de la lutte contre l'habitat indigne inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre le plan de lutte contre l'habitat indigne adopté par la Métropole avec une action renforcée sur la Ville de Marseille, définir les modalités de mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à l'échelle métropolitaine.

Profil : Connaître les techniques de formalisation de stratégies, de négociation et de communication, maîtriser les outils de la commande publique. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

- Sept chargés d'opérations aménagement et habitat – lutte contre l'habitat indigne inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer la conduite des opérations de renouvellement urbain et d'amélioration du parc de logements définies par les politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne dans les tissus d'habitat ancien ou dans des copropriétés semi-récents.

Profil : Connaître les règles et procédures applicables au domaine de l'habitat et de

l'urbanisme réglementaire, opérationnel et du foncier, capacité de planification. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

Pour La Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport Espace Public et Voierie :

- Un Chargé d'études mobilité quartiers politiques de la ville à la Direction Etudes et stratégies, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer le pilotage de l'étude mobilité visée dans le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de Marseille. Assurer également l'interface entre les travaux engagés dans le PDU en cours d'élaboration, et l'ensemble des quartiers politique de la ville de la Métropole, notamment au regard de leur accès à l'emploi et aux équipements et services structurants métropolitains.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé de mission ZFE à la Direction Agenda, programmation, mobilité durable, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs ou des attachés territoriaux.
Description du poste : Piloter la mise en place d'une zone à faible émissions (ZFE) sur le centre-ville de Marseille et apporter son expertise pour toutes les questions liées à la qualité de l'air liées aux transports. Mettre en place des mesures accompagnatrices pour en faciliter l'acceptation.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Chef de projet sécurité transport à la Direction de proximité Est Qualité, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des techniciens ou ingénieurs territoriaux
Description des missions : mettre en œuvre les démarches sécurité et qualité de la Métropole sur l'ensemble des réseaux de transport. Suivre la mise en œuvre opérationnelle des mesures auprès des exploitants des services des transport et l'adaptation des process en concertation avec les directions de proximité.
Profil : Titulaire d'un diplôme de niveau BAC minimum
- Deux chargés de projets travaux à la Direction infrastructures, stationnement et équipements de mobilité, inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux
Assurer la conduite d'opération d'aménagements plus ou moins complexes, d'infrastructures et de superstructures des

équipements de développement du transport en commun et des modes actifs. Le chef de projet peut aussi participer à la réalisation d'opérations conduites par un autre chef de projet en soutien ponctuel ou plus important en phase conception ou suivi de travaux
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chargé de projets au service des transports, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou attachés territoriaux.
Description des missions : au sein de la DGA Déléguée, prendre en charge, coordonner certaines actions et assister les Directions de Proximités dans la mise en œuvre de projets d'exploitation métropolitains nécessitant une expertise et un pilotage spécifiques.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Chargé de mission SIG et outils de mobilisation mobilité au service des transports, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.
Description des missions : Mettre en place, gérer et animer les outils de cartographie et de modélisation, nécessaires à la compréhension de la mobilité sur le territoire, afin d'alimenter la production stratégique et les nombreuses études mobilité nécessaires à l'élaboration des schémas directeurs, à la mise en œuvre des projets d'infrastructures et à l'amélioration de l'exploitation des réseaux de transport.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chef de cellule comptable à la Direction Ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés et rédacteurs territoriaux.
Description des missions : Encadrer la cellule comptable. Superviser et gérer l'exécution comptable (dépenses, recettes, régies). Recenser les besoins pour l'élaboration du budget de la DGA et participer à l'élaboration des propositions budgétaires. Créer et gérer les tableaux de bord et participer à l'élaboration des procédures comptables.
Profil : Titulaire d'un diplôme de niveau BAC minimum.

Pour La Direction Générale Adjointe Communication et Relations Extérieures :

- Un Responsable ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description des missions : Seconder le Chef de service dans l'organisation, la coordination et la supervision du fonctionnement administratif et financier.

Assister le chef de service dans les relations avec les services juridiques, de la commande publique, des ressources humaines et des finances de la Métropole.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

- Un Social média manager à la Direction Editions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : Développer une stratégie de présence sur les différents réseaux sociaux et tenter d'influencer les différentes communautés, imaginer et créer des stratégies de campagnes pour l'institution, être amené à décliner cette stratégie sur les réseaux sociaux avec le community manager.

Profil : Titulaire d'un Bac +3.

- Un Community manager à la Direction Editions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : créer et optimiser les espaces d'échanges de la métropole sur les réseaux sociaux. Relayer des événements organisés par les services de la métropole ou de ses partenaires. Concevoir des événements fédérateurs (vote interactif, jeux concours...). Programmer la mise des contenus.

Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux :

- Un chef de mission à la Direction Moyens Généraux et Logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : Assister le chef de service Moyens Généraux et Logistique dans le domaine de la logistique nécessaire au fonctionnement de l'ensemble des Direction (mobilier, déménagement, nettoyage, fournitures de bureau, impression et duplication de documents administratifs...).

Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour La Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité à la Direction Innovation Stratégie Mutations industrielles :

- Un Chef de projet développement prospection commerces inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés ou rédacteurs territoriaux.

Description du poste : Favoriser et permettre l'implantation de nouveaux commerces qualitatifs sur le territoire métropolitain en développant différentes actions et outils, en relation avec les services et partenaires concernés.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC minimum

Pour le Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets du Territoire Marseille Provence :

- Un Chef de service à la Direction Propreté et Cadre de Vie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe

Profil : Encadrer et diriger une équipe.

Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

- Un Responsable de Division Valorisation Energétique à la Direction de la Valorisation des Déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Suivre techniquement et financièrement les contrats de DSP. Consolider les tonnages entrants et traités afin de valider les factures. Assurer une expertise technique du fonctionnement des Centres de Stockage de Déchets en post-exploitation. Suivre la réglementation des ICPE et des procédures de traitement des déchets dans le cadre de la loi de Transition Energétique. Participer aux études sur la mise en œuvre d'une stratégie métropolitaine de traitement des déchets.

Profil : Connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité et le règlement de la collecte des déchets et de leur traitement. Encadrer et diriger une équipe. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Responsable de Division à la Direction de la Valorisation des Déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer la traçabilité des tonnages ferrés et routiers transférés vers le CTM EVERE, contrôler les tonnages journaliers entrants sur les centres de transfert et faire un état mensuel en vue des facturations. Assurer la gestion des centres de transfert : exploitation, suivi administratif et financier, gestion du personnel des centres de transfert, modernisation des équipements, gestion des marchés, suivi du parc roulant (wagons et caissons).

Profil : Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics. Connaître et veiller au respect de la réglementation. Connaître les notions de

comptabilité publique. Encadrer et diriger une équipe. Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence :

- Un Chef de Projet travaux à la Direction des Grands Travaux, inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Conduire les opérations des grands projets d'infrastructures et aménagements urbains répondant aux grands axes de la politique de la Métropole. Piloter, organiser et encadrer une équipe chargée de réaliser grands projets d'infrastructures et aménagements urbains répondant aux grands axes de la politique de la Métropole. Apporter un appui technique, juridique et administratif dans ce domaine.

Manager des projets.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Deux Ingénieurs systèmes transports guidés à la Direction Projet Métro Tramway inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Sous la direction du chef de service, assurer le suivi et la coordination des études techniques en interface avec les services et les prestataires internes ou externes à la collectivité dans les domaines de l'exploitation des systèmes de transports et la sécurité des transports guidés.

Profil : Connaître les règles de la maîtrise d'ouvrage. Maîtriser les connaissances techniques relatives au domaine d'activité. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Pour le Pôle Espace Public Voirie du Territoire Marseille Provence à la Direction Ressources et Méthodes :

- Un Chef de service marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Animer, contrôler l'activité d'une équipe chargée de la passation des marchés publics.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence à la Direction de l'Environnement et des Ports de plaisance :

- Un Chargé de mission environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Elaborer, mettre en œuvre et suivre les plans d'actions relevant des compétences environnementales du territoire.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

- Un Directeur adjoint ports de plaisance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Secondier le directeur de l'environnement et des ports de plaisance. Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité de la direction. Mettre en œuvre les outils de gestion des activités et d'élaboration, de suivi et d'exécution du budget de la direction et du budget annexe des ports.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum

Pour le Pôle Services à la Population du Territoire du Pays d'AIX à la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial :

- Deux Ingénieurs Réseaux inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et des ingénieurs territoriaux en chef.

Description du poste : Mise en œuvre et suivi d'exécution de contrats de concession de service public d'eau et d'assainissement sur le territoire du Pays d'AIX et assurer les missions d'exploitation à la charge du maître d'ouvrage.

Profil : Maîtrise des contrats de concession de service publics, des logiciels de bureautique et des logiciels métier (SIG, GMAO), des procédures administratives et institutionnelles. Connaissances en infrastructures et équipements des réseaux d'eau et d'assainissement, en finance publique et d'entreprise. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chef de Service Travaux Réseaux inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Au sein de la Direction Adjoint Eau et Assainissement, le chef de service travaux réseaux organise la mise en œuvre du programme d'investissement sur les réseaux d'eau et d'assainissement et leurs ouvrages annexes. Effectif prévisionnel du service : 1 ingénieur chef de projet, 4 techniciens chargés d'opérations.

Profil : Connaissances techniques avancées en hydraulique, eau potable, assainissement et voirie. Maîtrise des logiciels de

bureautique et des logiciels métier (SIG, GMAO), des procédures administratives (commande publique, budget...) et institutionnelles. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chef du Service Ingénierie Générale inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Le Chef de service est en charge de la réalisation des études générales ainsi que la définition du programme de travaux nécessaires à la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du territoire du Pays d'AIX en PROVENCE.

Profil : Connaissances techniques en hydraulique, eau potable, assainissement et voirie. Maîtrise des logiciels de bureautique et des logiciels métier (SIG, GMAO), des procédures administratives (commande publique, budgets) et institutionnelles. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chef de projet Travaux Réseau inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Au sein de la Direction Adjointe Eau et Assainissement, et sous la responsabilité du chef de service, le chargé de projets met en œuvre le programme d'investissement sur le réseau d'eau et d'assainissement et leurs ouvrages annexes.

Poste : Connaissances techniques avancées en hydraulique, eau potable, assainissement et voirie. Maîtrise des logiciels de bureautique et des logiciels métier (SIG, GMAO), des procédures administratives (commande publique, budgets) et institutionnelles. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chef de Service suivi des compétences conventions de gestion inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Au sein de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, le chef de service assure le suivi des compétences transférées sous convention de Gestion avec les communes.

Poste : Connaissances techniques en réseaux, voirie et en ouvrages particuliers (bassin de rétention, station de pompage, AEP, DECI...), du code des marchés publics et de la MOP. Maîtrise de l'outil informatique, de la gestion du projet. Connaissance en urbanisme, gestion des risques et règles issues de la loi sur l'eau, des normes et exigences de sécurité. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Article 5 :

Pour la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines :

Au regard des besoins de la Métropole et de l'accroissement de l'activité de certains services, il y a lieu de créer 2 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé pour chaque poste.

- Deux gestionnaires dématérialisation inscrits à la nomenclature en référence au grade d'adjoint administratif territorial.

Pour la DGA Projet Métropolitain et Conseil de Développement :

- Un Chargé de mission inscrits à la nomenclature en référence au grade d'attaché territorial.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-5331/19/BM

■ Instauration de la mission "référént déontologue" et création d'un barème de rémunération des intervenants MET 19/10068/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon l'article 28 bis de la loi du 13 juillet 1983, tout fonctionnaire a le droit de consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la prise en charge des interventions du référent déontologue.

Dans la limite des crédits inscrits au budget métropolitain, les dépenses suivantes pourront être mandatées par la Métropole dans les conditions suivantes :

- 1- Barème des rémunérations des intervenants :
 - Forfait par intervention d'une demi-journée (4h) : 250 euros brut
 - Forfait par intervention d'une journée (8h) : 500 euros brut
- 2- Frais d'hébergement dans la limite de 60 euros par nuitée (petit déjeuner inclus)
- 3- Montant forfaitaire de 15,25 euros par repas.

Ces paiements et remboursements seront effectués sous réserve d'attestation de « service fait » et sur présentation des justificatifs correspondant à la période d'intervention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires notamment les articles 6 ter A, 25 à 28 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-485 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique ;
- Le décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique ;
- Le décret n°2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public et de droit privé ou des administrations de l'Etat ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le concours d'un intervenant expérimenté est nécessaire à l'accomplissement de la mission de référent déontologue ;
- Que cet intervenant est rémunéré à la vacation et après service fait.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prise en charge des interventions du référent déontologue dans les conditions suivantes :

- 1- Barème des rémunérations des intervenants :
 - Forfait par intervention d'une demi-journée (4h) : 250 euros brut
 - Forfait par intervention d'une journée (8h) : 500 euros brut
- 2- Frais d'hébergement dans la limite de 60 euros par nuitée (petit déjeuner inclus)
- 3- Montant forfaitaire de 15,25 euros par repas.

Ces paiements et remboursements seront effectués sous réserve d'attestation de « service fait » et sur présentation des justificatifs correspondant à la période d'intervention.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence désigne la ou les personnes en charge de la fonction de référent déontologue. Pourront notamment être sollicitées des personnes extérieures à la fonction publique territoriale, telles que des hauts magistrats de l'ordre judiciaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-5332/19/BM

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires pour les manifestations programmées en 2019 sur le site archéologique de Saint Blaise
MET 19/10021/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des manifestations programmées en 2019 sur le site archéologique de Saint Blaise, il est nécessaire de recruter des intervenants vacataires pour assurer les conférences et les ateliers lors des manifestations suivantes :

- L'objet du mois : Cette manifestation est proposée depuis 2014. A partir d'un objet découvert sur le site de Saint-Blaise, un scientifique développe, pour un public averti mais non spécialiste, une thématique concernant le site et son environnement. Les dates des conférences sont programmées les samedis 30 mars 2019, 27 avril 2019 et 25 mai 2019. La rémunération par conférence est fixée au forfait journalier de 373 euros brut soit 1119 euros brut pour les trois interventions.
- L'agora des savoirs : Depuis 2013, le Pays de Martigues en partenariat avec l'association ArchéoMed dont l'objet est de mieux faire connaître l'archéologie en milieu éducatif principalement au collège et au lycée, accueille à Saint Blaise les scolaires et le grand public en vue de leur proposer des ateliers d'expérimentation archéologique. Cette année, la manifestation aura lieu le 17, 18 et 19 mai 2019. Ainsi, il s'agit de recruter un vacataire pour l'atelier de l'anthropologue qui sera rémunéré pour les trois jours d'intervention au forfait journalier de 373 euros brut soit 1119 euros brut pour les trois interventions.

La rémunération totale de ces interventions représente un montant de 2 238 euros brut, calculée sur la base d'un état de présence après service fait.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'intervenants expérimentés est nécessaire à la réalisation des manifestations ponctuelles programmées sur le site archéologique de Saint Blaise, rémunérées à la vacation et après service fait

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'agents vacataires pour les manifestations programmées sur le site archéologique de Saint Blaise à savoir « l'objet du mois » les samedis 30 mars 2019, 27 avril 2019 et 25 mai 2019 et « l'Agora des savoirs » les 17, 18 et 19 mai 2019.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au forfait journalier de 373 euros brut, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-5333/19/BM

■ Approbation des tarifs de la prestation séjours d'hiver pour le Conseil de Territoire Istres Provence au titre de l'année 2019 MET 19/9991/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres-Ouest Provence.

Pour l'exercice 2019, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale un week-end ski à Ancelle et une colonie glisse et découverte pour les 8-17 ans.

Il revient à la Régie Action Sociale de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de ces prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs de la prestation séjours d'hiver au personnel, aux retraités et ayants droits de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrit au Budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-5334/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association (INTERDOC), Association des Documentalistes de Collectivités territoriales et paiement de la cotisation 2019 MET 19/9835/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « INTERDOC, Association des Documentalistes de Collectivités territoriales » a pour objet de favoriser la coopération, les échanges professionnels et la formation des documentalistes de collectivités territoriales et établissements publics locaux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- l'organisation de réunions générales,
- la diffusion d'informations auprès de ses membres,
- le financement d'actions de formation,
- et l'organisation de groupes de travail.

Ainsi, cette association met en place des outils documentaires appropriés à l'activité d'un service de documentation, facilite la mise en commun de réflexions et de compétences documentaires pour valoriser le métier de documentaliste et la fonction des services de documentation au sein des collectivités territoriales.

Par délibération n° FAG 046-3816/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association INTERDOC.

Compte tenu de son objet et des actions proposées par cette association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association INTERDOC pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation est fixé à 150 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 046-3816/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2018 portant adhésion à l'association des Documentalistes de Collectivités territoriales (INTERDOC) et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association INTERDOC met en place des outils documentaires appropriés à l'activité d'un service de documentation, facilite la mise en commun de réflexions et

de compétences documentaires pour valoriser le métier de documentaliste et la fonction des services de documentation au sein des collectivités territoriales ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018 ;
- Que compte tenu de son objet et des actions proposées par cette association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association INTERDOC pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « INTERDOC, Association des Documentalistes de Collectivités territoriales » pour l'année 2019 ainsi que le paiement de la cotisation, d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-5335/19/BM

■ Approbation d'une convention de cession du droit à valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

MET 19/9840/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un double objectif de réduire ses dépenses énergétiques et de s'inscrire dans la transition énergétique au travers de son Plan Climat Air Energie métropolitain en cours d'élaboration, la Métropole effectue chaque année des travaux, notamment sur son patrimoine bâti, améliorant ainsi son impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la pollution atmosphérique. En effet, de nombreux bâtiments publics du territoire Métropolitain, de par leur ancienneté, sont devenus particulièrement énergivores.

De nombreux outils ont été mis en place par les lois successives relative à ces sujets, et notamment le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (ou CEE), instauré par la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Energétique (dite loi POPE) du 13 juillet 2005, renforcé par les lois Grenelle (2010) et Territoire à Energie Positive pour la Croissante Verte - TEPCV (2015).

Définition du dispositif :

Ce dispositif a pour objectif de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (et notamment le CO₂), en incitant les entreprises et collectivités à réaliser des travaux d'amélioration énergétique sur les bâtiments, les transports, l'industrie, etc., afin de limiter les conséquences du changement climatique.

Par ce dispositif, les fournisseurs d'énergie appelés « les obligés » (grandes entreprises distributrices d'électricité, gaz, chaleur et froid et distributeurs de fioul domestique) doivent réaliser et promouvoir des investissements économes en énergie. En effet, ils se voient attribuer des obligations triennales de réalisation d'économies d'énergie pour lesquelles ils reçoivent des CEE. Ainsi, plus les travaux sont « performants », plus l'obligé percevra de CEE.

Afin de remplir leurs obligations, deux solutions s'offrent à eux :

- Inciter les clients consommateurs à investir dans des équipements économes en énergie, en soutenant financièrement les projets de leurs clients et acquérir ainsi directement des CEE,
- Faire appel au marché des CEE que les collectivités et entreprises, appelées « les éligibles », génèrent grâce aux actions d'économie d'énergie qu'ils engagent.

Si un obligé n'a pas atteint le quota qui lui est fixé, il doit payer des pénalités financières dissuasives dont le montant s'élève à 15€/MWh (Mégawattheure) en dessous de l'objectif fixé par l'Etat.

La Métropole réalisant chaque année 7 à 8 millions d'euros de travaux sur ses équipements, elle génère, de par ces investissements, des économies d'énergies éligibles au dispositif des CEE.

Ces économies peuvent ainsi générer jusqu'à 10 à 15 % de recettes selon les travaux effectués.

Le champ des actions éligibles est vaste :

- Bâtiment (Isolation du bâti, chauffage et production d'eau chaude sanitaire, éclairage à LED et détection de présence, etc.)
- Industrie (Éclairage, utilités électriques (moteurs, compresseurs), économiseur sur chaudière, etc.)
- Réseaux (Réseaux de chaleur, éclairage public, etc.).
- Transport (Pneus basse consommation, formation à la conduite économe...).

Aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite valoriser les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générés dans le cadre de la réalisation de ces travaux d'amélioration énergétique.

Les collectivités territoriales ont plusieurs options pour valoriser ces CEE :

- Valoriser le CEE dans le cadre de la passation des marchés de travaux, afin de permettre aux candidats de répondre directement sur un prix minoré des montants CEE perceptibles ;
- Réaliser les travaux, obtenir les CEE auprès du Pôle National des CEE et les revendre sur le marché du CEE ;
- Céder par anticipation ces droits à CEE à un obligé ou un « tiers délégataire » en amont des travaux. Une convention de partenariat doit être établie.

S'agissant de ces deux dernières hypothèses de valorisation, le Conseil d'Etat a eu l'occasion de préciser que la convention conclue par une personne publique à la seule fin de céder à titre onéreux ses CEE ou ses droits à obtention de CEE ne constitue pas un contrat de la Commande Publique. Sa conclusion n'est donc subordonnée à aucun préalable de publicité et de mise en concurrence.

Parmi ces trois solutions, la cession des droits par anticipation à un obligé via un tiers délégataire présente plusieurs avantages certains :

- Réduire les procédures administratives de création, de dépôt et de vente des CEE sur la plateforme nationale, déchargeant ainsi la Métropole des procédures afférant à la valorisation en interne de ces CEE ;
- Négocier pour une durée de deux ans un prix de vente des CEE fixe garantissant une rentabilité sûre à l'opération ;
- Générer des recettes nettes pour la Métropole ;
- Intégrer aux marchés de travaux la collecte, auprès des entreprises, des documents utiles au dépôt des dossiers CEE, intégrant ainsi cette pratique dans le quotidien des techniciens permettant de monter en compétence.

C'est pourquoi, il est proposé d'approuver un partenariat avec l'entreprise SONERGIA tiers délégataire exerçant à Marseille, à travers un projet de convention par laquelle :

- La Métropole s'engage sur une période courant jusqu'au 31 décembre 2020 à céder à SONERGIA les droits à CEE générés par les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.
- SONERGIA s'engage à acquérir ces droits pour un prix fixé à 5 000 euros par Giga Wh.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver la cession des droits à valorisation des CEE ;
- Qu'il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver le partenariat avec SONERGIA, tiers délégataire exerçant à Marseille, afin de valoriser nos CEE jusqu'à la fin de la 4ème période à savoir le 31 décembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole et Sonergia portant engagement de cession, sur la période courant jusqu'au 31 décembre 2020, des droits à CEE issus des travaux réalisés pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

FAG 037-5336/19/BM

**■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 19/10056/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 14 963.23 euros (Quatorze mille neuf cent soixante-trois euros et vingt-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. COMERY Stéphane – sinistre du 03 octobre 2016 – montant : 388.12 euros,
- Mme VINCENTELLI Paule – sinistre du 20 janvier 2018 – montant : 851.40 euros,
- M. FRATANI Thierry – sinistre du 19 avril 2018 – montant : 373.02 euros,
- M. BOREL Anthony – sinistre du 13 juin 2018 – montant : 4 818, 69 euros,
- M. ROUX David – sinistre du 14 juin 2018 – montant : 948.00 euros,
- M. ROMEL Patrick – sinistre du 15 juin 2018 – montant : 432.00 euros,
- SCI ROSE – sinistre aout 2018 – montant : 5 508.00 euros,
- Mme BEYSENS Lara – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 1644.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 14 963.23 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 12 343,71 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 2 619,52 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-5337/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune d'Istres relative à la réalisation d'aménagement du Centre d'Art Contemporain
MET 19/10226/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°URB014-16084 du Bureau métropolitain du 30 mars 2017 la Métropole a

approuvé l'acquisition en vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) d'un volume brut d'une surface de plancher d'environ 2037 m² sur deux niveaux du programme de construction à usage mixte du Forum des Carnes à Istres.

Il est proposé d'installer au rez de chaussée de cet espace, le centre d'art contemporain, actuellement situé dans des locaux ne correspondant plus aux normes inhérentes aux activités d'un équipement culturel moderne. Pour ce faire les travaux de mise hors d'air et d'aménagements intérieurs du lot livré brut doivent être réalisés. Ces travaux nécessitent des interventions sur la dalle haute du parc de stationnement sous-sol de l'espace et une mise au point technique complexe des travaux d'étanchéité et de réalisation du parvis piéton contigu à l'opération. Ces ouvrages sont sous conduite d'opération communale, aussi, afin d'optimiser l'ensemble des interfaces, il est proposé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Commune d'Istres qui réalisera, au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'opération d'aménagement du Centre d'Art Contemporain.

Le coût de l'opération (valeur février 2018) est de 1 400 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code des Transports ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

- La délibération FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etat Spéciaux de Territoires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 27 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune d'Istres relative à la réalisation des travaux d'aménagement, du Centre d'Art Contemporain d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la délibération, la convention et toutes les pièces en découlant.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 en section d'investissement, Autorisation de Programme n° 175151 BP – CULTURE, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-5338/19/BM

**■ Cession du bungalow installé sur le site de la Robole à Aix-en-Provence - Modification de la délibération n° FAG 006-13/12/18 BM
MET 19/10232/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération FAG 006-4710/18/BM du 13 décembre 2018 concernant la cession du bungalow installé sur le site de la Robole à Aix-en-Provence a été entachée d'une erreur matérielle, mentionnant le nom de la

commune de Coudoux, au lieu de la commune de Fuveau.

En conséquence, il convient de modifier la délibération n° FAG 006-4710/18/BM et de préciser que c'est bien au profit de la commune de Fuveau que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de céder à titre gratuit le bungalow du site de la Robole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La délibération n° FAG 006-13/12/18 BM du 13 décembre 2018 est modifiée afin de corriger une erreur matérielle et de préciser que le bungalow sis à la Robole à Aix-en-Provence a été cédé à la commune de Fuveau.

Article 2 :

Les autres dispositions de la délibération n° FAG 006-13/12/18 BM du 13 décembre 2018 restent inchangées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

FAG 040-5339/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Admical et paiement de la cotisation 2019.

MET 19/10016/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités territoriales, devenues en quelques années des acteurs majeurs du mécénat dans les territoires, pérennisent et structurent aujourd'hui leurs recherches de fonds privés afin de répondre à la baisse des dotations de l'Etat.

On note d'ailleurs que depuis la loi Aillagon sur le mécénat en 2003, le mécénat connaît une croissance exponentielle en France, mais les collectivités qui développent ce type de financements restent encore peu nombreuses.

Dans ce contexte et considérant les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles nos collectivités doivent faire face, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité associer les acteurs privés aux projets de la collectivité à travers l'acte de don.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité lancer sa démarche Mécénat et adopter une charte éthique, matérialisant sa volonté de proximité avec les forces vives économiques du territoire et les administrés dans l'appropriation des projets ou actions conduits par la collectivité.

La stratégie mécénat en cours d'élaboration sera basée sur des projets métropolitains qui pourront notamment relever du développement et de l'attractivité du territoire, ou concerner des événements ou équipements à rayonnement métropolitain voire des projets de restauration de patrimoine, ou protection et valorisation de l'environnement naturel.

Le mécénat de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra s'exprimer dans de nombreux champs de l'intérêt général car il n'existe pas de frontières étanches entre les mécénats de type culturel, patrimonial ou environnemental. C'est d'ailleurs à la croisée de ces domaines que naissent souvent les expériences les plus novatrices.

La présente délibération a ainsi pour objet de poursuivre l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Admical, association reconnue d'utilité publique pour le développement du mécénat industriel et commercial.

En effet, l'adhésion à l'Admical confère à la Métropole Aix-Marseille-Provence de nombreux avantages, tels que l'accompagnement dans notre gestion de politique de mécénat, un support pour nos questions juridiques et fiscales, l'accès à de nombreuses

ressources documentaires et informations actualisées sur le mécénat, au E-Répertoire des mécènes; des opportunités de communications sur les réseaux Admical; l'accès à de nombreux événements et moments de rencontres et networking avec d'autres acteurs de l'écosystème (*Mécènes Forum, Les Labs...*)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 040-28/02/19 BMFAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 058-4110/18/CM du 28 juin 2018 actant le lancement de la démarche Mécénat au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'approbation d'une charte éthique et l'adhésion à l'Admical ;
- Les statuts de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'utilité d'être accompagné par une association reconnue d'utilité publique pour des questions juridiques et fiscales et d'avoir accès à des ressources documentaires à jour dans le domaine du mécénat.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Admical, association reconnue d'utilité publique ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1950 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette adhésion sont inscrits au Budget primitif de l'exercice 2019 de la Métropole voté, Sous politique B312 Fonction 020 Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-5340/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de réhabilitation de la Zone d'Activités Terre du Fort - Démarche écoparc Vaucluse - Commune de Pertuis
MET 19/9746/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Programme :

Le programme de la réhabilitation de la ZA Terre du Fort a été validé lors du Conseil communautaire de la CPA par délibération n°2015_A335 en date du 17 décembre 2015.

A l'issue de la réalisation de son schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales, la commune de Pertuis avait sollicité une modification du programme pour y intégrer des aménagements hydrauliques complémentaires.

Ce programme modificatif a été validé lors du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 2 février 2017, délibération n° 2017_CT2_031. Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Pertuis a été approuvée lors de cette même séance.

Le projet concerne la requalification des voiries de la Zone d'Activités Terre du Fort avec une réhabilitation du système hydraulique du secteur.

Le programme du projet se caractérise donc comme suit :

Voirie :

- Adaptation et requalification des chaussées,
- Amélioration des caractéristiques du carrefour Roberval/Papin,
- Aménagement de trottoirs et de traversées piétonnes sécurisées,
- Aménagement de places de stationnement et de zones de livraisons pour le stockage des poids-lourds,
- Création de pistes ou bandes cyclables sur les emprises disponibles,
- Adaptation de la signalisation horizontale et verticale.

Réseaux :

- Création d'un réseau pluvial en intégrant les modifications à apporter au réseau du canal des arrosants,
- Création du génie civil pour la fibre optique,
- Adaptation de l'éclairage public avec candélabres équipés en LED.

Espaces Verts :

- Requalification des espaces verts.

Planning :

Compte tenu de l'ampleur des travaux à réaliser, l'opération de requalification sera traitée en trois phases :

- Phase 1 = rue Bajac
- Phase 2 = rues Philippe Girard, Jacquard, Roberval et giratoire, pluvial sur une partie de la rue Louis Lumière,
- Phase 3 = rues Louis Lumière et Papin

Un plan localisant ces phases est joint en annexe.

Financement :

Le budget prévisionnel affecté à chaque phase est le suivant :

Secteur phase n° 1 = 1 300 000euros HT
Secteur phase n° 2 = 1 200 000euros HT
Secteur phase n° 3 = 1 250 000euros HT

L'estimation prévisionnelle de cette opération s'élève à 3 750 000euros HT, soit 4 500 000euros TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 84 «ECOPARC VAUCLUSE»	Montant plafond (soit 9,23% pour la phase 1 10% pour la phase 2 9,6% pour la phase 3)	Phase 1 = 120 000euros Phase 2 = 120 000euros Phase 3 = 120 000euros soit un total de 360 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence		Phase 1 = 1 180 000euros Phase 2 = 1 080 000euros Phase 3 = 1 130 000euros soit un total de 3 390 000euros
TOTAL HT		3 750 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse dans le cadre de la démarche ECOPARC VAUCLUSE, sur un projet réalisé en trois phases ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A188 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 validant la création de l'Autorisation de Programme d'un montant de 3,5Meuros pour la réhabilitation de la ZA Terre du Fort ;
- La délibération n° FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 validant l'Autorisation de Programme pour un montant de 5Meuros ;
- La délibération n°2017_CT2_031 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 approuvant la modification du programme de travaux et la signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Pertuis ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réhabilitation de la ZA Terre du Fort sur la Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse au titre du dispositif écoparc Vaucluse pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est également autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Départemental de Vaucluse, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour les travaux sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération DI317 - Autorisation de Programme n°2017/11, Nature 238 Fonction 61.

La recette éventuelle correspondante est inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 1323 – Fonction 61 – Code opération n°317.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5341/19/BM

■ Promotion économique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les salons professionnels et économiques MET 19/9750/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et conformément à sa stratégie, telle que définie par l'Agenda du développement économique métropolitain voté le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en place et participe à des opérations de promotion économique pour attirer les porteurs de projet et favoriser leur implantation sur le territoire.

Seconde métropole de France, adossée au premier port de Méditerranée, connectée à un réseau dense d'infrastructures et de plateformes logistiques, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'affirme comme un centre euro-méditerranéen majeur de décisions et d'échanges de niveau mondial. Elle appuie son développement sur 6 filières clés, des pôles d'excellence en matière d'enseignement supérieur et de recherche et sur des pôles de compétitivité.

De même et ce, dans un contexte d'économie hypermondialisée, la Métropole Aix-Marseille-Provence voit l'émergence de projets structurants aux forts effets d'entraînement sur son économie locale et internationale : Henri-Fabre (aéronautique), French Tech (innovation numérique), PIICTO, Marseille Immunopôle, cité des énergies-ITER, ou encore Euroméditerranée, qui sont autant de projets moteurs pour le développement du territoire métropolitain.

Afin de soutenir cette dynamique économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la promotion de son territoire notamment en participant à des salons professionnels et économiques.

En 2018, avec cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé à des manifestations pour maintenir son action de proximité en faveur de l'attractivité et du développement économique de son territoire.

Les actions réalisées en 2018 sont les suivantes :

- Make the Choice, dispositif initié par l'UPE 13 début 2018, a permis à 100 jeunes sans formation, d'accéder pendant un an à du

coaching et aux outils nécessaires pour développer leur projet d'entreprise. Il a également permis à 100 chefs d'entreprise de promouvoir les valeurs liées à l'entrepreneuriat en devenant leurs coaches. La Métropole a soutenu cette démarche de développement et de dynamisation entrepreneuriale du territoire en se mobilisant autour de ce dispositif inédit et innovant, véritable levier de socialisation et d'intégration.

- SITL (Semaine Internationale du Transport et de la Logistique) s'est tenue à Paris Villepinte du 20 au 23 mars 2018. Elle est le seul événement qui réunit toutes les filières du transport et de la logistique comptant 40 500 professionnels liés à ces filières. La SITL Europe réunit depuis plus de 30 ans l'ensemble de ces acteurs en France et à l'international. Son positionnement unique plaçant l'utilisateur au cœur des préoccupations, en fait un événement incontournable du secteur.
- Global Industrie, du 27 au 30 mars 2018, a été le rendez-vous de l'excellence et des perspectives industrielles, réunion de 4 événements complémentaires (MIDEST, SMART INDUSTRIES, INDUSTRIE et TOLEXPO). Soutenu et voulu par les plus hautes autorités de notre pays, l'Alliance Industrie du Futur, les collectivités et les organisations professionnelles, Global Industrie est véritablement le point d'orgue de la Semaine de l'Industrie en procurant l'occasion unique de rencontrer l'ensemble des acteurs du secteur et de découvrir ses partenaires et l'industrie de demain, notamment pour les projets Henri Fabre, PIICTO ou Jean Sarail.
- Forum Reset et RSE PACA : Le Forum national Reset est une journée pour les entreprises, territoires et réseaux de France qui mettent au cœur de leurs préoccupations la RSE, les actions territoriales et les nouveaux modèles économiques pour se rencontrer, échanger, mettre en avant leurs bonnes pratiques, valoriser leurs actions, découvrir de nouvelles initiatives. L'édition 2018 s'est déroulée le 10 avril au Parc Chanot.
- La 5^{ème} édition du FOWT (Floating Offshore Wind Turbines), le plus grand événement mondial consacré à l'éolien offshore flottant s'est déroulé à Marseille les 25 et 26 avril 2018 au Palais du Pharo et une journée de sessions académiques à l'école Centrale le 27 avril. Soutenu par la Métropole, il est organisé par le Pôle Mer, France Energie Eolienne et la CCI-MP. Ce sont plus de 800

- spécialistes de 25 pays qui se sont réunis pour partager leurs expériences, dernières recherches et avancées techniques. FOWT a également accueilli 5 délégations étrangères en provenance du Japon, de l'Ecosse, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Marseille, la région méditerranéenne et plus largement la France ont confirmé leur position de leader de l'éolien en mer flottant.
- Viva Technology co-organisé par Publicis et Les Echos a tenu son édition 2018 les 24, 25 et 26 mai au parc des expositions de la Porte de Versailles. Les grands noms de la technologie et de l'économie numérique du monde entier s'y sont donné rendez-vous pour analyser l'impact du digital sur de multiples secteurs d'activité. Destiné principalement aux professionnels (start-up, investisseurs et cadres dirigeants), Viva Tech offre l'occasion d'échanger avec des intervenants du secteur, de découvrir des produits et innovations en avant-première. Par ailleurs, l'innovation en Afrique aura été mise à l'honneur cette année et plusieurs start up métropolitaines ont pu assister à cet événement.
 - Aero'Nov Connection, soutenu par le Pôle de compétitivité Safe Cluster, le rendez-vous incontournable de l'aéronautique et du spatial en Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur. L'édition 2018 a de nouveau été l'occasion de mettre à l'honneur le savoir-faire et les compétences en région et d'accueillir un panel de PME, start up et grands groupes nationaux et internationaux dans un cadre propice aux échanges. Cette 6^{ème} édition, s'est déroulée au Parc Chanot les 27 et 28 juin 2018.
 - Summer Stadium Job, un forum inédit dans un lieu emblématique : trouver son job en musique à l'Orange Vélodrome ...un forum emploi intégré au sein d'un espace du festival, le 30 juin 2018 les festivaliers ont ainsi pu entrer en contact avec la cinquantaine d'entreprises partenaires de l'événement. Une journée hors du commun durant laquelle l'emploi, la valorisation du talent et la musique électro se rencontrent. Un lieu d'exception et une ambiance décontractée favorisant la rencontre entre des entreprises dynamiques, des écoles motivées et des candidats enthousiastes.
 - Les Universités d'été de la filière santé AFSSI Connexions se sont déroulées les 2 et 3 juillet 2018 à Marseille. Cet événement se définit comme la marketplace annuelle française pour la R&D des Sciences de la Vie et a rassemblé plus de 200 participants, 130 structures et généré plus de 1 000 rendez-vous.
 - La 8^{ème} édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series s'est tenue les 18, 19 et 20 octobre 2018 au théâtre Joliette. Créé en 2011, le Marseille Web Fest est le rendez-vous européen et international des professionnels de l'audiovisuel du digital et des nouveaux contenus à Marseille. Unique en Europe, le Festival International établit un pont entre la culture et l'économie numérique en proposant sur 3 jours la projection d'une sélection internationale de web-séries de fiction. Chaque année, il met en valeur la diversité de la création et souhaite être avant tout un incubateur de nouveaux talents et servir de tremplin à la création.
 - Les Forums emploi Marseille Nord ZFU (12^{ème} édition) et Vallée de l'Huveaune (9^{ème} édition) qui se sont déroulés respectivement les 8 et 29 novembre 2018. Avec un objectif partagé de permettre aux demandeurs d'emplois de rencontrer sur une demi-journée des entreprises qui recrutent et qui sont implantées dans ces deux territoires, les deux manifestations ont réuni plus de 2 000 visiteurs et une centaine d'entreprises avec plus de 1 200 offres d'emplois proposées.
 - La 7^{ème} édition BioFIT s'est déroulée les 4 et 5 décembre 2018 à Lille. Elle s'inscrit comme la 1^{ère} convention d'affaires européenne entièrement dédiée au transfert de technologies, aux collaborations académie-industrie et aux innovations early stage dans le domaine des Sciences de la Vie. BioFIT ambitionne également devenir le marché européen du capital-amorçage et capital-risque en Sciences du Vivant. L'édition 2019 aura lieu à Marseille.
- La Métropole Aix-Marseille-Provence entend poursuivre son programme de promotion du territoire ainsi que son soutien aux actions économiques et, pour ce faire, participera aux éditions 2019 des événements suivants :
- Make the Choice, 2^{ème} édition
 - Global industrie
 - Vivatech
 - La 6^{ème} édition du FOWT (Floating Offshore Wind Turbines)
 - La Convention d'affaires Aero'Nov Connection
 - Le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace – Paris Le Bourget

- AFSSI Connexions

- Le Forum des Entrepreneurs de l'UPE 13

- La 9^{ème} édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series

- Les forums emplois Marseille Nord ZFU/TE et Vallée de l'Huveaune

- Le Salon des Entrepreneurs 13 de la CPME

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en son nom propre ou à travers ses 6 territoires, participera également en 2019 à tout événement susceptible de lui permettre d'accroître sa visibilité, son rayonnement économique et son attractivité auprès des porteurs de projets, des créateurs, des talents...

Il est proposé au Bureau de la Métropole l'affectation d'un budget de 150 000 euros TTC maximum pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux salons économiques et professionnels mentionnés ci-dessus ainsi que toute autre manifestation permettant de valoriser l'économie du territoire et de ses entreprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la nécessité d'organiser et de participer à différentes manifestations pour favoriser la promotion économique du territoire,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation d'une somme de 150 000 euros TTC maximum, pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux événements économiques et professionnels lui permettant de promouvoir l'économie de son territoire.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer tout document relatif à la participation à ces différentes manifestations de promotion économique.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : article 6233 foires et manifestations- fonction 64-sous politique B330.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5342/19/BM

**■ Cession à titre onéreux d'un terrain de la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne à l'entreprise EURL Errera Jose
MET 19/9765/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La Zone Artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones Artisanale du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'avaient pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite au désistement d'un précédent acquéreur, la SCI ELLENA, l'entreprise EURL ERRERA JOSE souhaite acquérir le lot n° 17, d'une superficie de 1 116 m², sur la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne au prix de 54,24 euros hors taxes par m², soit un montant total de 60 530 euros hors taxes.

Spécialisée dans la maçonnerie générale et implantée depuis 18 ans sur la commune de Pélissanne, la société est en plein développement et a besoin de s'agrandir.

Le projet consiste en la construction de 280 m² au sol avec le rez-de-chaussée destiné à un entrepôt, l'étage étant consacré aux services administratifs.

Cette extension permettra la création de 3 à 4 emplois sur la commune.

En date du 16 janvier 2019, France Domaine a émis un avis estimant à 60 530 euros HT le lot n° 17.

Ceci exposé, il est proposé de vendre un terrain d'environ 1 116 m², sur le lot n° 17 à l'entreprise EURL ERRERA JOSE, au prix unitaire de 54,24 euros hors taxes par m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018

portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du 02 juillet 2015 n°145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le courrier du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 portant à connaissance de la volonté de transfert des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n°ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-3675/18/BM du 18 mai 2018 prise par le Bureau de la Métropole et portant cession du lot 17 à la SCI ELLENA ;
- L'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 ;
- L'avis de France Domaine du 16 janvier 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain, lot n° 17 de la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne, d'une superficie de 1 116 m² au prix de 54,24 euros hors taxes par m², soit un montant total de 60 530 euros hors taxes à l'entreprise EURL Errera Jose ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2019 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par l'entreprise EURL Errera Jose sont irrecevables.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-5345/19/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre-l'Etang à la société SCI Distri Cash - Retrait de la délibération ECO 004-24281/18/BM du 18 octobre 2018**
MET 19/9821/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un dernier grand terrain de 42 887 m² situé sur la ZAC Euroflory à Berre l'Etang.

La SCI Goodman a fait l'acquisition le 18 décembre 2018 d'une partie du terrain de 17447 m² pour construire une extension du bâtiment Panzani dont elle est propriétaire sur un terrain limitrophe.

La société Distri Cash se positionne sur le reliquat de ce terrain soit une parcelle de 25 440 m² constituée par l'ensemble des parcelles cadastrées CV n°296, 297, 299, 300, 301, 303, 305, 130, 253, 284, 288 et CW n° 278, 280, 282, 284, 254, 255, 260 et 261. Elle souhaite y construire un ensemble d'entrepôts et bureaux.

Cette société créée en 1991 à la Rochelle, déploie en France dix plateformes de distribution de pneumatiques et pièces détachées automobiles. Cette activité évolue sans cesse depuis sa création et particulièrement ces cinq dernières années compte tenu du développement de la clientèle et de l'augmentation des ventes à l'export. Depuis août 2003, un de ces dix établissements est implanté dans la zone des Milles à Aix-en-Provence. Avec une croissance rapide et importante, ce site a besoin d'espaces supplémentaires.

L'ouverture de ce site entrainera le transfert de 40 emplois et la création de 5 à 10 postes supplémentaires à court et moyen terme.

Il est proposé de définir le prix de vente en tenant compte des considérations suivantes :

- La réalisation de la voie d'accès,
- L'achat d'une superficie non nécessaire au besoin initial pour l'implantation du projet du fait de la configuration du terrain,
- Le dénivelé très important avec le terrain voisin nécessitant des travaux de soutènement.

France Domaine a été consulté concernant la valeur des parcelles concernées. Par avis du 18 février 2019, l'ensemble a été estimé à 363 000 euros hors taxes.

En conséquence, il est proposé de fixer le prix de vente à 16 euros HT le m², soit 407 040 euros hors taxes.

Il convient également de retirer la délibération du Bureau de la Métropole ECO 004-24281/18/BM du 18 octobre 2018, qui comportait deux erreurs matérielles quant aux numéros des parcelles à céder et ne visait pas les parcelles nécessaires au désenclavement de l'emprise foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ECO 004-24281/18/BM du 18 octobre 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la vente de terrain à la société Distri Cash ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération du Bureau de la Métropole ECO 004-24281/18/BM en date du 18 octobre 2018.

Article 2 :

Est approuvée la vente d'un terrain de 25 440 m² constitué des parcelles CV n°296, 297, 299, 300, 301, 303, 305, 130, 253, 284, 288 et CW n° 278, 280, 282, 284, 254, 255, 260 et 261 à la SCI DISTRICASH ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 16,00 euros hors taxes le m², soit 407 040 euros hors taxes.

Article 3 :

Un droit à construire sera déterminé par voie d'avenant au cahier des charges de cession des terrains de la ZAC Euroflory à Berre l'Etang, pour les parcelles susvisées, dans les conditions de la présente délibération.

Article 4 :

Est autorisé le démarrage anticipé des travaux entre la promesse de vente et la réitération par acte authentique, dans les conditions précisées au compromis de vente.

Article 5 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxe du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 6 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2019 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 avril 2020 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la SCI Distri Cash sont irrecevables.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes, et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 8 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

Article 9 :

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-5346/19/BM

■ Clôture de la convention de mandat relative à la construction du bâtiment Luminy Biotech III dans le cadre de l'extension du village d'entreprises de Luminy Biotech - Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes MET 19/9775/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire Marseille Provence - a souhaité accompagner la dynamique technopolitaine du Campus Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (CUSTeL), notamment dans le domaine des sciences du vivant et particulièrement des biotechnologies, dont le développement est un enjeu majeur pour la recherche et l'économie de notre région.

Ces dernières années, de nombreuses entreprises de biotechnologies se sont créées sur Luminy, d'autres sont venues rejoindre Marseille Luminy, attirées par les compétences scientifiques et technologiques. L'immobilier d'entreprises est une nécessité pour répondre notamment aux entreprises sortant de l'incubateur et aux entreprises issues de la recherche dont l'activité exige une proximité avec des laboratoires de recherche publique.

Afin d'être en mesure de répondre à la demande croissante d'entreprises de biotechnologie en développement, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence s'est engagée dans l'extension du village d'entreprises par la construction d'un bâtiment dit Luminy Biotech III, d'une superficie de 966 m² sur 3 niveaux.

Ce bâtiment répondait précisément aux besoins de la société Biotech Germande, qui en développement, était à l'étroit dans les locaux loués sur une partie du bâtiment Luminy Biotech I.

Par délibération ECO 003-182/08/CC du 8 février 2008, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a approuvé une autorisation de programme d'un montant de 2 500 000 euros TTC soit 2 090 301 euros HT (taux de TVA de 19,6%) et le lancement de l'opération, confiée par mandat n°08/00146 à Marseille Aménagement (devenue Soleam).

Dans ce cadre, le 6 janvier 2009, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a notifié à la société d'économie mixte Marseille Aménagement, une convention de mandat pour la réalisation de l'opération Luminy Biotech III, correspondant au programme défini.

Par délibération DEV 003-1631/09/CC du 9 novembre 2009, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a approuvé l'Avant Projet Détaillé et autorisé son Président ou son représentant à solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Par délibération n° FCT 013-589/13/CC du 13 octobre 2013, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence - a approuvé les transferts des contrats de SEML Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

La mission étant terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 11 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète des missions suivantes. Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception avec réserves en date des 29 mai et 24 juin 2013. Les dernières levées de réserves ont été constatées par la maîtrise d'œuvre le 25 novembre 2014, hormis pour le lot 2 - Gros Oeuvre (marché 11-23-2) l'entreprise titulaire de ce marché ayant déposé le bilan entre temps. Un Décompte Général Définitif à 0,00 euros a clôturé le marché de cette entreprise.

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 1^{er} octobre 2018, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 2 313 631,72 euros TTC (taux de TVA passé de 19,6 % à 20% en 2014) comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte :
2 196 384,52 euros TTC
- la rémunération de la SPL SOLEAM :
117 247,20 euros TTC
TOTAL : 2 313 631,72 euros TTC

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 2 500 953,61 euros TTC se ventilant comme suit :

- versement de la Métropole - Territoire Marseille Provence : 2 488 278,80 euros TTC
- Produits financiers : 12 674,81 euros TTC
TOTAL 2 500 953,61 euros TTC

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence s'élevant à 187 321,89 euros TTC.

La demande de versement de la subvention d'investissement accordée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de la réalisation de cette opération est en cours d'instruction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 003-182/08/CC du 8 février 2008 approuvant l'autorisation de programme pour la construction d'un

bâtiment à vocation de bureaux/laboratoires sur le village d'entreprises de Luminy Biotech ;

- La convention de mandat notifiée le 6 janvier 2009 ;
- La délibération DEV 003-1631/09/CC du 9 novembre 2009, relative à l'approbation par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence de l'Avant-Projet-Détaillé et à l'autorisation du Président ou son représentant à solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution ;
- L'arrêté attributif d'une subvention d'investissement de 200 000 euros votée en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille Provence par délibération n° DEB 12-1153 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ou de la Commission permanente du 27/09/2012 ;
- La délibération n° FCT 013-589/13/CC du 13 octobre 2013, relative à l'approbation par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – du transfert des contrats de SEML Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée,
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes,

Délibère

Article 1 :

Est donné quitus à la SPL SOLEAM dans le cadre de la convention de mandat n°08/00146 pour les études et la construction du bâtiment Luminy Biotech III sur le village d'entreprises de Luminy Biotech.

Article 2 :

Est approuvée la reddition des comptes de l'opération ci-annexée, laissant apparaître un solde en faveur de

la Métropole – Territoire Marseille-Provence, s'élevant à 187 321,89 euros TTC.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget EST du territoire de Marseille Provence - Opération 2008114900 – Sous politique B320 – Service 900 000 – Chapitre 23 – Fonction 515

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à ce quitus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-5347/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'organisation du "Pays Salonais Business Place"
MET 19/9822/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire métropolitain. Pour cela, ont été fixées dans une convention cadre, le « Metropolitan Business Act » les priorités communes ainsi que les domaines nécessitant une convergence des actions et des moyens.

Dans le même objectif d'accélération et de soutien au développement économique, les partenariats locaux, comme celui regroupant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la CCI Marseille Provence et la Fédération des entrepreneurs du Pays Salonais, autour du « Pays Salonais Business Place », sont maintenus en 2019.

En effet, cette manifestation initialement dénommée « RDV des entrepreneurs du Pays Salonais » qui conserve pour cœur de cible les TPE/PME, a démontré depuis sa mise en place en 2012 entre l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » et la CCI Marseille Provence, son intérêt et ses retombées pour le développement économique du territoire.

Le jeudi 7 février 2019 à Salon de Provence, l'ensemble des entreprises implantées sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ont été invitées à participer à cette manifestation destinée à

- faciliter les courants d'affaire de proximité en mettant en relation acheteurs et vendeurs du territoire,
- initier de nouveaux contacts inter-entreprises et

favoriser les opportunités de business,
- permettre aux TPE/PME d'élargir leur réseau professionnel.

Environ 50 de ces entreprises ont tenu sur un stand, moyennant une participation, afin de faire connaître leurs produits, prestations et savoir-faire.

Dans le cadre de ce partenariat, chacune des parties a mis en œuvre via la convention des moyens de communication, administratifs, techniques et financiers.

A ce titre, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence versera a posteriori une participation financière de 6 000 € (six mille euros) à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, afin de cofinancer les coûts de réalisation de l'évènement.

Elle a pris également en charge :

- la réservation gracieuse d'un lieu d'accueil pourvu des équipements et des personnels techniques nécessaires à la tenue de la manifestation,
- et a mis à disposition du personnel pour collaborer sur la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017 portant approbation de la convention cadre entre la Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 portant approbation de l'agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°ECO 002-3522/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la mise en place du dispositif "Pacte PME" sur le territoire métropolitain ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, par la conclusion d'une convention cadre en début d'année 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire ;
- Que l'un des axes de leurs interventions communes porte sur le développement du Business des entreprises sur le territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont mis en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » dont l'objectif est de faciliter la mise en relation entre TPE/PME/Start Up du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co- exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP souhaitent participer à l'organisation du "Pays Salonais Business Place" destiné à faciliter les courants d'affaire de proximité en mettant en relation acheteurs et vendeurs du territoire et permettre aux TPE/PME d'élargir leur réseau professionnel.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation de 6 000 euros au profit de la CCI Marseille Provence ainsi que des moyens en communication, administratifs, techniques et financiers tels que présentés.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la CCI Marseille Provence et la Fédération des Entrepreneurs du Pays Salonais.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui présente les disponibilités nécessaires au Compte 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-5348/19/BM

■ Approbation d'une convention type de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un opérateur privé, relative à la participation au MIPIM 2019 et/ou SIMI 2019 MET 19/9848/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises et de grands projets structurants afin de stimuler la création d'emplois.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Notre territoire, représenté successivement par la Communauté de communes Marseille Provence Métropole, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et aujourd'hui par la Métropole Aix-Marseille-Provence, expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 17 ans. Il participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) organisé mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se tient début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 26 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 400 investisseurs, venus de 90 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec les acteurs et les décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise

dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, plus de 30 000 participants et 470 exposants.

En 2019 la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action de promotion du territoire au MIPIM et au SIMI.

Ainsi, par délibération N°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation aux éditions 2019 de ces deux salons, qui se dérouleront :

- du 12 au 15 mars 2019, s'agissant du MIPIM ;
- du 11 au 13 décembre 2019, s'agissant du SIMI.

Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité, la Métropole associe à sa participation à ces salons l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, et ce dans le cadre d'une convention de partenariat conclue avec l'ensemble de ces partenaires.

Au-delà de ce partenariat avec les institutions publiques du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer en 2019 un partenariat avec les acteurs du secteur privé de l'immobilier, à l'instar de ce que font beaucoup des collectivités présentes au MIPIM et au SIMI.

En effet, lors de ces deux salons spécialisés, la proximité avec les professionnels du monde de l'immobilier, tels que les promoteurs et les courtiers « brokers », prend tout son sens dans la promotion d'un territoire commun.

Le principe retenu est de proposer à chaque partenaire intéressé de participer, aux côtés de la Métropole, soit au MIPIM et au SIMI 2019, soit à l'un de ces deux salons seulement.

Dans le cadre de ce partenariat, le partenaire bénéficiera d'une visibilité sur le stand de la Métropole et sur les outils de communication, ainsi que d'un accès facilité dans ces salons.

De son côté, le partenaire apportera son soutien à la participation de la Métropole, d'une part en s'associant aux actions de promotion du territoire métropolitain menées par la Métropole lors de ce(s) salon(s) professionnel(s), et d'autre part, en versant à la Métropole une participation financière dont le montant sera fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer.

Ainsi, pour une participation au MIPIM et au SIMI 2019, le montant de la participation financière du partenaire sera de 7 500 euros HT, soit 9 000 euros TTC.

Pour une participation au seul MIPIM 2019, le montant de sa participation financière sera de 4 166,50 euros HT soit 5 000 euros TTC.

Enfin, pour une participation au seul SIMI 2019, le montant de sa participation financière sera de 3 333,20 euros HT soit 4 000 euros TTC.

Pour assurer la diffusion de l'information auprès des promoteurs immobiliers et des « brokers » susceptibles d'être intéressés par ce partenariat, la Métropole informera la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), organisation syndicale pour les professionnels de l'immobilier, ainsi que le Club de l'Immobilier Marseille Provence, réseau de professionnels de l'immobilier, de la mise en place de ce dispositif partenarial.

L'information quant à la mise en œuvre de ce dispositif fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la Métropole.

Les professionnels de l'immobilier intéressés pourront alors contacter la Direction de l'Attractivité économique et de la Promotion internationale (DAEPI) de la Métropole, afin de conclure la convention de partenariat afférente.

Le nombre de partenariats sera limité à 30 pour chaque salon. Les demandes seront donc traitées par ordre d'arrivée.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention type de partenariat relative à la participation au MIPIM 2019 et/ou SIMI 2019.

Les conventions de partenariat particulières seront conclues avec les différents partenaires souhaitant participer au MIPIM 2019 et/ou au SIMI 2019. Elles seront établies conformément à la convention type et fixeront notamment, en fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer, le montant de sa participation financière tel que visé dans la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe aux éditions 2019 du MIPIM et du SIMI, deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain du secteur privé de l'immobilier ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un opérateur privé, relative à la participation au MIPIM 2019 et/ou au SIMI 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions de partenariat particulières qui seront établies sur la base de cette convention type.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2019 de la Métropole : sous-politique B 330, nature 70878, fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-5349/19/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention
MET 19/9849/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Présentation des missions de l'association Pays d'Aix Développement : (PAD)

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, l'association Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.

- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40.000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2.795.366 € de subventions ayant abondé le dispositif, 111 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

Conformément à la convention cadre conclue entre l'Etat, l'association et la Métropole pour la mise en place sur le périmètre métropolitain du dispositif AMPA, une délibération spécifique approuvant l'abondement au fond via une subvention annuelle par Conseil de Territoire est prévue à l'ordre du jour de ce même Bureau.

L'objectif de la présente délibération est d'approuver la subvention annuelle de fonctionnement à verser à cette association. En raison notamment de l'élargissement du dispositif AMPA, précédemment circonscrit au Territoire du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole, l'association mobilise des moyens humains et financiers accrus. C'est la raison pour laquelle une participation financière complémentaire est sollicitée.

Le pré-bilan 2018 arrêté au 31 août 2018 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 335 dossiers suivis

- 123 implantations représentant 2.050 emplois, dont :

- 57 nouvelles entreprises implantées, soit 881 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix,
- 66 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1.169 emplois créés et maintenus,
- 39 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 84 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation.

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 62 % dans le secteur des services,
- 20 % dans celui de l'industrie,
- 15 % dans le commerce,
- 3 % dans le transport et la logistique.

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2018 : 84.476 m² placés, soit :

- 56.471 m² de locaux d'activités sur le premier semestre (alors que la moyenne annuelle se situe autour de 70.274 m²), dont 9.864 m² sur Vitrolles, 11.171 m² sur Aix-en-Provence et 22.300 m² sur Rousset,

- 28.005 m² de bureaux, dont la quasi-totalité sur Aix-en-Provence.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2018.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix-en-Provence), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (Saint-Estève-Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur la commune de Vitrolles qui devraient permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement en 2019 d'un montant

total de 498 000 euros à l'association Pays d'Aix Développement afin de poursuivre l'ensemble des actions engagées, telles que précisées plus haut : (cf. tableau en annexe)

soit

- Pour le Territoire du Pays d'Aix
- Pour le Territoire Marseille Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les

principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 498 000 euros ; celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 474 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 24 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec Pays d'Aix Développement ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.
- l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence sur la ligne B320-61-65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-5350/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif "Aix-Marseille-Provence Amorçage" - Approbation d'une convention MET 19/9854/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT a notamment pour objet statutaire « avec l'appui de ses partenaires publics, de promouvoir l'économie du territoire, de favoriser et valoriser la création, l'implantation, la reprise et le

développement d'entreprises en apportant aux acteurs concernés un soutien technique, administratif, promotionnel et, pour les porteurs de projets éligibles, un soutien financier par l'octroi notamment de prêts d'honneur sans intérêt ni garantie. » Ce dispositif de soutien financier à l'échelle du territoire métropolitain est dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),

Dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter un soutien à cette action de l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT. En l'espèce, ce soutien s'est manifesté par une délibération de principe de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ECO 002-4587/18/CM ainsi qu'une convention cadre entre l'Etat, l'association et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Par cette délibération, l'Etat et la Métropole se sont engagés à soutenir le déploiement du dispositif AMPA. Ce soutien sera matérialisé par la participation de ces institutions dans le comité de sélection et dans le comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

En outre, conformément à la convention cadre entre ces institutions et l'association, la Métropole abondera le fonds via une subvention annuelle par Conseil de Territoire versée à l'association. Le soutien de l'Etat sera matérialisé par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Le dispositif AMPA sera également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

Concrètement, le dispositif d'amorçage interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant maximum de 40 000 euros versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation. L'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, au regard de son objet statutaire et de son expertise assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais

- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 27 600 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 321 000 €.

En outre, en sus du soutien de l'action AMPA, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2019 d'un montant de 498 000 euros (474 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 euros pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une délibération spécifique des Conseils du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 27 février 2019 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de L'ambition la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation. d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association PAYS D'AIX DEVELOPPMENT, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclut entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 321 000 euros, au titre de l'année 2019, répartie comme suit :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais

- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 27 600 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence sur la ligne B320/61/657/48
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais sur la ligne 020/60/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur la ligne B340/65/65748
- l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence sur la ligne 65/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues sur la ligne B370/62/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-5351/19/BM

■ Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Développement Immobilier d'Entreprise zone d'aménagement concerté Petit Arbois" MET 19/9883/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Définition du projet

Le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée a notamment pour vocation d'accueillir des porteurs de projets et des jeunes entreprises innovantes travaillant dans le domaine des technologies de l'environnement. Il s'agira donc de proposer une offre immobilière supplémentaire et attractive, notamment pour celles en phase de création ou de prototypage. L'objectif est de proposer un dispositif d'hébergement, d'accompagnement et

d'animation de très haut niveau permettant aux jeunes entreprises innovantes d'accélérer fortement leur croissance et de créer des emplois.

Les enjeux du projet

Cette opération se décompose en deux projets structurants :

- la construction de locaux mixtes Bureaux/petits ateliers (5 à 6) à la location, dédiés aux startup innovantes (soit environ 550 m²), afin de répondre à leurs besoins en matière d'assemblage de composants microélectroniques, l'usinage et l'assemblage de pièces mécaniques ou encore le test de nouvelles formulations chimiques. Aussi, afin d'accompagner le développement des startups du Technopôle et les aider à industrialiser leurs innovations, il est nécessaire de pouvoir leur proposer cette nouvelle offre immobilière. Dans un premier temps, il est envisagé la réhabilitation de la "Villa des Gardiens", inoccupée depuis la fin du marché de gardiennage. Ce bâtiment situé en entrée de site est de plain-pied sur une surface de 130m². Il convient de le réhabiliter pour proposer des équipements à minima permettant d'y héberger des espaces d'ateliers à destination des structures implantées sur le site. Pour un coût total de 1,6 M d'euros.

- la rénovation complète de la pépinière d'entreprises ""#Cleantech"" du Technopôle, pour un coût de 1,2 M d'euros. Les locaux actuels (1350 m²) sont vieillissants et ne correspondent plus à la dynamique d'entreprendre et d'innover : ils doivent être rénovés pour correspondre aux standards actuels et aux attentes des créateurs d'entreprises. Une première phase pourra porter sur la réhabilitation du rez-de-jardin (espaces d'ateliers d'environ 200m²).

Ces opérations sont source de recettes (loyers autour de 110 €/m²/an).

Coût de l'AP : 2 800 000,00 euros

Financement :

CP 2019 : 550 000,00 euros

CP 2020 : 1 150 000,00 euros

CP 2021 : 1 100 000,00 euros

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 2 800 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 2 800 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement D9047 « Développement Immobilier d'entreprises ZAC du petit Arbois » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement D9047 « Développement Immobilier d'entreprises ZAC du petit Arbois » pour un montant de 2 800 000 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9047P « Développement Immobilier d'entreprises ZAC du petit Arbois »

Montant total de l'AP : 2 800 000 euros T.T.C.

CP 2019 : 550 000 euros T.T.C.

CP 2021 : 1 100 000 euros T.T.C.

CP 2020 : 1 150 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-5352/19/BM

■ Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "pôle entrepreneurial" sur le Territoire du Pays de Martigues

MET 19/10224/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération « pôle entrepreneurial » a pour objectif l'acquisition d'un bâtiment et du mobilier pour y implanter le pôle entrepreneurial du territoire : création d'un outil adapté et dédié à tous les professionnels du territoire qu'ils soient étudiants, créateurs d'entreprises, TPE, PME et grandes entreprises, personnes en reconversion professionnelle.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'agenda du développement économique et en particulier de l'orientation stratégique N°5 « construire la métropole entrepreneurial et innovante ».

Ce « tiers lieu » répondra aux attentes et besoins de ces différents publics et participera au développement de l'activité économique du territoire tout en créant du lien entre les différents acteurs. Il comportera entre autres un espace de co-working, des bureaux et salle de réunion mutualisés et pourra accueillir des structures d'aide à la création et au développement d'entreprise.

2019610100 : Pôle entrepreneurial

Montant : 2.550.000 euros T.T.C
CP 2019 : 2.550.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « pôle entrepreneurial » du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « pôle entrepreneurial » du territoire du Pays de Martigues ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

ECO 014-5353/19/BM

■ Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "réserve foncière économique - secteur Campéou Martigues"

MET 19/10225/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération « réserve foncière économique-secteur Campéou » a pour objet la réalisation d'étude de programmation et d'acquisition foncière d'un terrain d'environ 10 ha à vocation de zone d'activité économique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'agenda du développement économique en visant la production d'une offre de foncier commercialisable à destination particulièrement des industries de la filière stratégique « cinéma et audiovisuel ».

2019610200 : Réserve foncière économique – Secteur Campéou Martigues

Montant : 1.110.000 euros T.T.C
CP 2019 : 320.000 euros T.T.C

CP 2020 : 790.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « réserve foncière économique – secteur Campéou Martigues » du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « réserve foncière économique – secteur Campéou Martigues » du territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-5354/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne pour l'organisation de la manifestation Innov'Actions 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/9760/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne, fait partie des grandes écoles d'ingénieurs implantées sur le territoire métropolitain qui de par sa présence, l'enseignement dispensé, les événements organisés et son rôle en tant qu'incubateur technologique, participe à l'attractivité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) sur notre territoire.

Les actions portées par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne répondent aux grandes orientations métropolitaines en matière d'ESR en s'inscrivant dans la promotion de l'innovation, la mise en place d'un partenariat avec les grandes écoles d'ingénieurs et, également, en favorisant le lien entre ESR et le monde économique... En effet, l'école qui héberge le Centre de micro électronique de Provence accueille une diversité d'acteurs, enseignants, étudiants mais aussi des chercheurs, des entreprises et des startups.

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne sollicite la participation de la Métropole pour la manifestation Innov'Actions 2019 qui se déroulera du 11 au 13 février 2019 sur le thème « santé et bien-être : un enjeu sociétal ».

Cette manifestation annuelle, soutenue par la Métropole depuis 2016, rencontre un réel succès auprès des étudiants dont l'insertion professionnelle est facilitée par la mise en situation réelle de création de projets et partenariat avec les entreprises.

L'objectif de cette manifestation est de proposer aux étudiants en fin de parcours académique de développer leurs capacités à l'élaboration d'un projet d'innovation collaborative et de la tester en grandeur réelle avec les partenaires de TEAM et PEPITE sur le sens et l'usage de leurs propositions.

L'action se déroule sur 3 phases successives, la première séquence portant sur la conception collaborative sur la thématique choisie, la seconde sur la promotion des idées, la clarification des usages, et la troisième sur la concrétisation partielle qui se place sur la voie d'un prototypage et la présentation au jury.

Leurs propositions seront évaluées par un comité de sélection composé de personnalités représentatives

de l'écosystème de l'innovation sur des critères liés à l'aspect inventif et original, au réalisme et à la viabilité de la solution envisagée.

Seront réunis à cette occasion 88 participants, dont 4% sont des créateurs d'entreprises.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier à cet événement porté par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne avec une incidence financière totale de 8 481,60€.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne GU 2019.00351	« Santé et bien-être : un enjeu sociétal », à Gardanne Georges Provence campus Charpak	Du 11 au 13 février 2019	N-1 : 7 922€ N-2 : 12 000€	8 481,60€	17 100€ Co financeurs : 8 618, 4€ fonds propres École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne	8 481,60€ Soit 49, 6% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 8 481, 6€ à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'organisation de la manifestation internationale susvisée.

Il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, dans la mesure où la manifestation précède l'attribution du soutien

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour cette action innovante.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'aide à l'organisation de la manifestation Innov'Actions 2019 pour un montant total de 8 481,60 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, conclue avec l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-5355/19/BM

■ Attribution d'une subvention à EURASANTE pour soutenir le salon BioFIT 2019 - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/9891/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La filière santé est considérée depuis toujours par les acteurs métropolitains comme un des secteurs majeurs de l'économie locale.

Conjuguant une offre de soins privée et publique de haut niveau et une forte intensité en recherche, elle a été identifiée comme l'une des 6 filières prioritaires pour le développement économique du territoire.

Avec 92 000 emplois, 80 laboratoires de recherche, 4000 entreprises et une croissance de 3% par an, ce secteur de premier plan est également conforté par l'émergence de grands projets structurants, générateurs de développement économique tel Marseille Immunopôle / LuminyBiotech et par la présence du pôle de compétitivité Eurobiomed véritable accélérateur du développement de la filière pour le Sud de la France.

Eurobiomed, en collaboration étroite avec Eurasanté (pôle de compétitivité des Hauts de France) va porter l'édition 2019 de BioFIT à Marseille.

Eurasanté souhaite développer l'évènement BioFIT en engageant un partenariat durable avec le territoire Sud-Marseille, son cluster, ses institutions territoriales, et plus largement avec les entreprises et acteurs académiques régionaux, en organisant tous les 3 ans, à compter de 2019, BioFIT à Marseille.

BioFIT se tient une fois par an, sur le créneau calendaire fin novembre - début décembre, avec une alternance entre les villes de Lille et Strasbourg.

BioFIT est l'évènement de référence en Europe, en matière de transfert de technologies, de collaborations académie-industrie et d'innovations "early-stage" dans le domaine des Sciences du Vivant. BioFIT devient également la place de marché européenne du capital d'amorçage en Sciences du Vivant.

BioFIT accélère les courants d'affaires, favorise les contrats de collaboration et les partenariats public-privé, dynamise les transferts de technologies, soutient le sourcing d'innovation à stade précoce, intensifie les flux de licences et donne accès au capital investissement dans le domaine des Sciences du Vivant, à l'échelle internationale.

Marqué par ces ambitions, BioFIT propose des rendez-vous d'affaires, des conférences spécialisées, un espace d'exposition, des présentations orales de start-ups et d'opportunités de licensing issues de l'académique. BioFIT accueille également des évènements hébergés (workshops, réunions, congrès, conférences.....) à vocation nationale ou européenne, portés par des acteurs divers dont des acteurs locaux de la région d'accueil de la manifestation.

Ces évènements hébergés valorisent l'expertise du territoire auprès d'un public à dimension internationale. BioFIT profite ainsi au rayonnement du cluster et du territoire, en mettant en avant l'excellence des acteurs régionaux et en accentuant sa notoriété internationale. La tenue de cet évènement à Marseille sera l'occasion pour BioFIT et les acteurs de la Biotech de s'ouvrir vers les marchés de la Méditerranée et de l'Afrique et de bénéficier de l'expertise du territoire comme Hub de et vers l'Afrique et la Méditerranée.

Par la tenue récurrente d'un évènement résolument international, et déjà doté d'une masse critique de participants (plus de 1 300 pour l'édition 2018), BioFIT apporte au territoire d'accueil un réel instrument au service de son développement, de son attractivité et de son rayonnement :

- Promotion de l'excellence scientifique et économique de la filière Santé en Région auprès d'une cible internationale et accès à des grands comptes européens et internationaux (pharma, VCs...);
- Mise en lumière des start-ups locales emblématiques à l'échelle internationale ;
- Promotion des capacités de R&D auprès de partenaires académiques et industriels internationaux ;
- Acculturation des chercheurs, doctorants et post-doctorants du territoire d'accueil aux sujets de transfert de technologies et collaborations académie-industrie ;
- BioFIT créé une dynamique de flux commerciaux récurrents pour les acteurs locaux (hôtellerie, restauration, commerces, transport.....)

Enfin, pour le territoire d'accueil, BioFIT représente une opportunité unique pour renforcer son attractivité économique et scientifique, pour encourager l'implantation d'entreprises nationales ou internationales de la filière Santé, et pour dynamiser le développement / la rencontre de ses acteurs de la filière.

BioFIT participe donc ainsi au rayonnement du territoire, en mettant en avant l'excellence scientifique et économique du territoire d'accueil, en accentuant sa notoriété internationale.

Budget prévisionnel de l'action :

BUDGET PRÉVISIONNEL BIOFIT 2019 À MARSEILLE

DÉPENSES		RECETTES	
FRAIS DE PERSONNEL	300 000 €	PASS	332 000 €
AMÉNAGEMENT	106 000 €	EXPOSITION	148 000 €
RESTAURATION	93 000 €	SPONSORING	102 000 €
LOCATIF	73 000 €	TOTAL RECETTES PRIVÉES	582 000 €
RÉCEPTIFS (LOCATIF, AMÉNAGEMENT, ANIMATION, RESTAURATION)	43 000 €		
CHARGES ASSOCIÉES	42 000 €		
DÉPLACEMENTS PROSPECTION	30 000 €		
GESTION DES CONFÉRENCES	25 000 €	TOTAL RECETTES PUBLIQUES	180 000 €
SYSTÈME DE CONVENTION D'AFFAIRES	20 000 €	RÉGION	80 000 €
COMMUNICATION ET MARKETING	20 000 €	MÉTROPOLE	80 000 €
PLATEFORME INSCRIPTION / ACCUEIL / BADGE	10 000 €	VILLE	20 000 €
TOTAL DÉPENSES	762 000 €	TOTAL RECETTES	762 000 €

Pour mener à bien l'organisation de BioFIT, il est proposé de participer financièrement à hauteur de 80000 euros à Eurasanté.

Il convient que la Métropole se prononce sur cette participation financière et approuve la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 80 000 euros à Eurasanté pour l'organisation du salon BioFIT.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec Eurasanté.

Article 3 :

Madame la Présidente la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-5356/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat et du contrat de subvention du projet DIAMS dans le cadre du programme européen "UIA" 2014-2020
MET 19/9856/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen Actions innovatrices urbaines (UIA en langue anglaise) 2014-2020 est une initiative de la Commission Européenne. Il s'agit d'une enveloppe fonds FEDER d'un montant total de 372 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Autorité de gestion de ce programme a été déléguée au Conseil régional des Hauts-de-France. Le programme UIA vise à financer des actions répondant à 5 critères d'éligibilité : innovant, de bonne qualité, participatif, mesurable et transférable. L'objectif principal d'UIA est de fournir aux aires urbaines à travers l'Europe les ressources pour expérimenter des solutions innovantes face à leurs principaux défis urbains, et

d'apprécier la façon dont ces solutions fonctionnent en pratique et répondent à la complexité de la vie réelle. Sur 3 ans de mise en œuvre, une année entière est dédiée au transfert des connaissances. Les bénéficiaires de ce programme sont les autorités urbaines ou intercommunalités de plus de 50 000 habitants. Elles sont responsables de la mise en œuvre et de la gestion générale du projet entier.

Par délibération du Conseil métropolitain n° ECO O11-1785/17/CM du 30 mars 2017, a été approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen UIA pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Dans le cadre de l'appel à projets du 30 mars 2018 publié par la Commission européenne, la Métropole a transmis, en tant qu'Autorité urbaine principale et bénéficiaire des co-financements européens, la candidature du Projet *DIAMS - Digital alliance for Aix-Marseille sustainability*, au travers d'une déclaration du 23 mars 2018 signée par Monsieur le Président de la Métropole. A la suite de l'élaboration du projet et en accord avec tous les partenaires impliqués, le formulaire de candidature a été déposé le 30 mars 2018 par la Métropole à la Commission européenne.

Le Conseil régional des Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de gestion du programme européen UIA, a transmis le 17 octobre 2018 à Madame la Présidente de la Métropole, la notification d'approbation définitive du projet DIAMS.

La notification d'approbation du projet est annexée au présent rapport (annexe n°1).

Une phase de consolidation du formulaire de candidature s'est ensuite ouverte à partir du mois d'octobre 2018, et prendra fin au cours du premier semestre 2019, sur la base des recommandations détaillées du Secrétariat technique du programme UIA, structure opérationnelle du Conseil régional des Hauts-de-France. La Métropole ainsi que les partenaires du projet ont procédé à la description détaillée de toutes les activités techniques et administratives à mettre en œuvre jusqu'en 2021. Le formulaire de candidature UIA est annexé au présent rapport (annexe n°2).

A l'issue de la phase de consolidation, une convention de partenariat sera signée entre la Métropole et les huit partenaires impliqués, au cours du premier semestre 2019. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

La convention de partenariat UIA est annexée au présent rapport (annexe n°3).

En dernier lieu, un contrat de subvention sera signé entre la Métropole et le Conseil régional des Hauts-de-France, au cours du premier semestre 2019. Celui-

ci formalise les modalités d'obtention du co-financement FEDER, ainsi que l'accompagnement du Secrétariat technique du programme UIA pendant toute la durée de mise en œuvre du projet DIAMS.

Le contrat de subvention UIA est annexé au présent rapport (annexe n°4).

Les activités du projet DIAMS débuteront au cours du premier semestre 2019, pour une durée de 3 ans jusqu'au dernier trimestre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'article 8 du règlement (UE) n°1301/2013 du Fonds européen de développement régional (FEDER) relatif à l'enveloppe pour le programme « actions innovatrices dans le domaine du développement urbain durable » ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° ECO O11-1785/17/CM du 30 mars 2017, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du Programme européen UIA ;
- L'appel à projets du programme européen UIA du 30 mars 2018 publié par la Commission européenne ;
- La déclaration d'Autorité urbaine principale signée par le Président de la Métropole du 23 mars 2018 dans le cadre de la candidature du projet DIAMS ;
- Le formulaire de candidature du projet DIAMS déposé par la Métropole à la Commission européenne le 30 mars 2018 ;
- La notification d'approbation du projet UIA03-081 - DIAMS du 17 octobre 2018 par le Président du Conseil régional des Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de gestion du programme européen UIA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les axes prioritaires du programme Actions Innovatrices Urbaines 2014-2020 qui représentent un enjeu essentiel pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, notamment en matière de mobilité urbaine durable ;
- La volonté affichée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire preuve d'audace, de créativité et de trouver des solutions aux défis complexes du territoire qui vont au-delà des politiques et services traditionnels ;
- Le programme Actions Innovatrices Urbaines offre aux collectivités urbaines de l'Union européenne un cadre pour expérimenter des idées nouvelles, incertaines et donc risquées. Dans cette perspective, le programme met à disposition des cofinancements importants (jusqu'à 5 millions d'euros) à un taux de 80%.
- Les objectifs généraux du programme d'actions du projet UIA03-081 - DIAMS à la fois pertinents et conformes à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat du projet UIA03-081 – DIAMS ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents, avec les huit partenaires engagés :

- AtmoSud ;
- ARIA Technologies ;
- A Lab in the AIR ;
- GEOPOST - Groupe La Poste ;
- Matrice ;
- L'Air et Moi ;
- Groupe Tera ;
- AVITEM.

Article 3 :

Est approuvé le contrat de subvention du projet UIA03-081 – DIAMS, ci-annexé.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat et tous les documents afférents, avec le Conseil régional des Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de gestion du programme européen UIA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-5357/19/BM

**■ Demande de subventions à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays de Martigues et du Pays d'Aix
MET 19/9348/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences en matière d'emploi, formation et insertion le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays de Martigues fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, soutiennent depuis plusieurs années, la création et le renouvellement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, dispositifs portés en gestion internalisée aux services métropolitains

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 et la Métropole Aix-Marseille constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs. Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plateforme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le compte des deux PLIE du Pays d'Aix et de Pays de Martigues, portés en gestion internalisée sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur de 50 000 euros au titre des actions relations avec le monde économique et mise en œuvre de la clause sociale pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix et à hauteur de 40 500 euros au titre des actions relations avec le monde économique, la mise en œuvre de la clause sociale et de la promotion de la formation pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 27 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter les deux subventions pour l'année 2019 d'un montant global de 90 500 euros auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des Plans locaux pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 50 000 euros et du Territoire du Pays de Martigues à hauteur de 40 500 euros conformément aux dossiers de demandes de subventions ci-annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions attributives de subventions ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Article 3 :

La recette de 90 500 euros sera constatée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-5358/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens "Agir pour l'Emploi" à conclure avec la Mission Locale du Pays Salonais et la Mission Locale Est-Etang de Berre - Année 2019
MET 19/9823/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Communautaire n°033/09 en date du 23 mars 2009, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de moyens avec la

Mission Locale du Pays Salonais et la Mission Locale Est-Etang de Berre pour une durée de trois ans.

Cette convention se déclinait chaque année en plans d'actions annuels, qui ont permis notamment l'organisation de forums emploi favorisant la rencontre directe entre des demandeurs d'emploi et des entreprises en période de recrutement.

Des actions découvertes des métiers ou de secteurs d'activité ciblés étaient également prévues.

Cette convention a été renouvelée depuis 2012.

La dernière convention de partenariat arrivant à terme, il convient aujourd'hui de procéder à son renouvellement pour l'année 2019.

Cette convention a pour objet d'apporter un soutien financier et matériel aux deux Missions Locales du territoire, afin qu'elles :

- développent l'offre de services appui et conseil aux entreprises,
- œuvrent pour un rapprochement du public demandeur d'emploi et desdites entreprises,
- favorisent la connaissance des secteurs économiques locaux ainsi que la découverte des métiers et des formations existantes,
- accompagnent également les créateurs d'entreprise et qu'elles luttent pour l'égalité des chances femmes/hommes.

Pour cela les Missions Locales mettent en œuvre tous les outils à leur disposition et notamment, organisent des forums emploi généralistes ou thématiques.

L'emploi étant un enjeu majeur pour le territoire, et afin de permettre aux Missions Locales de poursuivre leurs objectifs sur le Territoire du Pays Salonais pour l'année 2019, il est proposé le versement d'une subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence identique à celle qui était versée les années précédentes par l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence soit 95 000 euros, répartie selon les modalités suivantes :

- 34 000 euros pour la Mission Locale Est-Etang de Berre,
- 61 000 euros pour la Mission Locale du Pays Salonais.

Conformément à l'article L 2131-11 du CGCT, il est précisé que M. Serge Andréoni et M. Didier Khelfa ne prennent pas part au vote.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2311-7 ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La présentation en commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention globale de 95 000 euros à la Mission Locale du Pays Salonais et à la Mission Locale Est Etang de Berre, répartie entre elles selon les modalités prévues ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de Moyens « Agir pour l'emploi » 2019 à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Missions locales précitées ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais :

Pour la mission Locale du Pays Salonais : chapitre 65 - nature 65748

Pour la mission Locale Est-Etang de Berre : chapitre 65 - nature 657382

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-5359/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Wimoov et paiement de la cotisation 2019 MET 19/9982/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives ainsi que les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

Au moment où la Métropole se destine à faire de son territoire un lieu de performance économique, elle doit pouvoir concilier un développement équilibré de son territoire avec la préoccupation de la solidarité pour devenir également un lieu de performance sociale.

La mobilité apparaît comme un des premiers éléments déterminants dans la réussite du parcours d'insertion, voire un facteur clé d'insertion et d'accès réussi à l'emploi. En effet, un des premiers freins d'accès à l'emploi pour un public en insertion, porte sur des problèmes liés à la capacité de se déplacer d'un point de vue géographique et économique, en raison de son coût, notamment mais également du point de vue des freins psychosociaux qui conditionnent la perception du territoire et de son usage. Par ailleurs, on constate qu'un certain nombre d'employeurs rencontre des difficultés de recrutement ou même renonce à pourvoir un emploi en raison de contraintes liées à la mobilité dans des secteurs d'activités comme celui de l'aide à domicile notamment.

Compte tenu du public en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, la mobilité doit s'appréhender à la fois comme l'apport de réponses financières et matérielles mais également de réponses pédagogiques, d'informations et de conseils, de sorte que, sur le territoire métropolitain, puissent coexister, à côté de l'accompagnement individualisé à l'emploi,

notamment dans le cadre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des dispositifs d'accompagnement à la mobilité des publics précaires, présentant l'autonomie en mobilité comme le gage d'une insertion socioprofessionnelle réussie.

La mobilité apparaît donc comme un des facteurs majeurs de l'intégration sociale et la Métropole souhaite agir en faveur d'une mobilité inclusive, accessible à tous et gage d'une insertion sociale et professionnelle réussie.

L'association WIMO OV est une association chargée d'accompagner tous les publics en situation de fragilité vers une mobilité durable et autonome en présentant des solutions adaptées aux personnes et aux territoires pour que la mobilité ne soit plus un frein à l'insertion professionnelle.

L'association WIMO OV est un acteur national dans le domaine de la mobilité depuis quasiment 20 ans, ce qui lui a permis d'acquérir une expertise reconnue dans le traitement des problématiques de mobilité des publics fragiles et ce, sur des territoires différents : urbains, péri-urbains et ruraux. En 2018, elle portait 27 plateformes de mobilité sur l'ensemble du territoire français avec 109 salariés accompagnant chaque année près de 11 000 personnes.

WIMO OV développe, depuis 2007, une plateforme de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et a suivi depuis sa création plus de 7 000 personnes rencontrant des difficultés de mobilité dans leur insertion socioprofessionnelle.

La plateforme de mobilité est un lieu d'accueil et d'accompagnement, qui propose un système de solutions de mobilité, qu'elles soient matérielles (mise à disposition ou aide à l'achat de véhicule, garages solidaires) ou pédagogiques (ex : formation, coaching mobilité ou conseil en mobilité individualisé), intégrée aux moyens présents du territoire et adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

Elle constitue un guichet unique permettant de faciliter et d'accélérer la prise en charge des publics et d'améliorer la visibilité des actions mobilité du territoire pour les publics et les partenaires (prescripteurs et financiers), dans une optique d'accès à l'emploi mais aussi de développement d'une mobilité durable (intermodalité, promotion des transports en commun).

WIMO OV affirme sa volonté de pouvoir faire perdurer ses activités sur ses territoires d'intervention et de développer ses actions sur des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, non desservis par des prestations de mobilité inclusive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération HN de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°EMP 003-28/02/19 BMFAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMO OV
- La délibération n°EMP 010-2902/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMO OV et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°EMP 005-8244/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMO OV et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion à l'association WIMO OV au regard de son objet social et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de fonctionnement 2019 - Sous-politique E 120 - Fonction 65 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-5360/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'association "La Cité des Métiers" pour la mission d'organisation d'un forum emploi et découverte des métiers dans le cadre du Salon Nautique "Les Nauticales" de La Ciotat en 2019
MET 19/10027/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Cependant, à ce jour la Métropole Aix-Marseille-Provence compte environ 60 000 emplois de moins que d'autres métropoles similaires et le nombre de chômeurs y demeure supérieur à la moyenne nationale. Pourtant, le nombre d'emplois créés au cours des dix dernières années (6 000 par an), augmente plus vite qu'ailleurs. Mais cela ne suffit pas.

Il convient de soutenir et accélérer le développement des filières d'excellence historiques et émergentes pour réduire le déficit d'emplois. En effet, le dynamisme de l'économie métropolitaine repose en grande partie sur la présence de six filières historiques en expansion (aéronautique-mécanique, maritime et logistique, santé, industries numériques et créatives, énergie-environnement, art de vivre et tourisme). Leur développement est une priorité métropolitaine. Des travaux récents estiment que ces six filières représentent un potentiel de 20 000 créations d'emplois d'ici 2030.

Partie intégrante de ces 6 filières d'excellence, les activités maritimes regroupent de nombreux secteurs économiques générateurs d'emplois, des plus traditionnels aux plus innovants : pêche, port commercial et industriel, réparation navale et grande plaisance, nautisme, tourisme,...

Consciente de ce potentiel et des enjeux qui s'exercent sur son littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est d'ailleurs engagée dans l'élaboration d'un livre bleu afin de définir la stratégie de développement et d'action pour les prochaines années. L'emploi et la formation dans ces secteurs à forts potentiels de développement est un des axes majeurs de l'ambition métropolitaine.

Fort du succès de la première édition du forum dédié à l'emploi, la formation et à la découverte des métiers organisé en 2018, dans le cadre du Salon Nautique « Les Nauticales », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite reconduire cette manifestation en 2019.

Le concept de Cité des Métiers, né en 1993, émane de celui de la Cité des Sciences et de l'Industrie, avec pour vocation de rendre accessible à tous l'information sur l'évolution des professions, des métiers, de la vie professionnelle.

Organisée autour de pôles, chaque Cité accueille le public de façon anonyme et gratuite, avec des espaces de conseil, de documentation et de cyber-info.

Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers : un espace œuvrant dans l'esprit du service public ; des services centrés sur les besoins des usagers ; une autonomisation de l'usager, acteur de sa vie professionnelle ; l'interaction du conseil et d'espaces ressources ; un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire. La Cité des Métiers de Marseille et de PACA a obtenu en 2005 le Label « fonctionnement » Cité des Métiers, certifiant la conformité du système existant et la qualité des prestations fournies (après avoir obtenu le Label « projet » en 2002).

Pour réaliser ses missions, la Cité des Métiers s'appuie sur une alliance de compétences et de ressources apportées par des partenaires aux vocations complémentaires. Ceux-ci conjuguent ainsi leurs efforts pour accueillir le public, l'informer et l'aider à construire leur parcours professionnel.

Dans ce contexte du salon nautique « les Nauticales », La Cité des Métiers de Marseille et de Provence-Alpes-Côte d'Azur propose d'assurer l'organisation et le pilotage d'un salon emploi sur les métiers de la mer à La Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de développer l'attractivité des métiers d'une filière économique importante pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et de faciliter l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi ;
- L'intérêt à soutenir une filière économique présentant de fortes perspectives d'évolution sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière de 15.000 euros TTC à l'association Cité des Métiers de Marseille et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'organisation d'un forum emploi et découverte des métiers dans le cadre du Salon Nautique « Les Nauticales » de La Ciotat.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution de cette participation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2019 de la Métropole, fonction 65, nature 6185.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes les dispositions concourant à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 005-5361/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association France Active PACA - Approbation de la convention de financement MET 19/9983/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose de réels atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi, qui apparaît encore de nos jours, comme une de ses faiblesses. La stratégie de développement économique soutenu et équilibré, au service de l'emploi de ses habitants, doit être maintenue et renforcée, notamment au regard de grands enjeux à plus ou moins long terme, tels que la création d'emplois sur le territoire métropolitain, un développement économique plus équilibré et la promotion d'un entrepreneuriat innovant. L'emploi sur le territoire métropolitain est l'un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la Métropole entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent, en prenant appui sur l'expertise des différents acteurs publics et privés.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial. En effet, des enjeux existent en matière d'économie sociale et solidaire en tant que redéploiement de nouveaux modèles économiques, qui, avec l'ensemble des acteurs de l'économie de proximité représentent de nombreux emplois et entreprises, tous secteurs confondus. La promotion des emplois et des entreprises de ce secteur doivent être accompagnées, notamment en facilitant l'accès aux offres de services du système bancaire classique, et les soutenir dans la communication et la diffusion de leurs activités répondant à des besoins peu ou pas satisfaits dans le système de l'économie traditionnelle.

L'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur (Économie Solidaire et Insertion Active), a été créée en 2002 par l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Caisse des Dépôts et Consignations et France Active. Elle a pour mission, d'une part, d'expertiser, de financer et d'accompagner les projets des créateurs de petites entreprises et des entrepreneurs de l'Économie Sociale et Solidaire ou engagés dans des démarches de Responsabilité

Sociétale des Entreprises et, d'autre part, d'accompagner par une offre de services adaptée, la mutation économique des employeurs associatifs, notamment d'emplois aidés.

France Active PACA s'inscrit pleinement dans le développement économique du territoire métropolitain, en mettant la finance citoyenne au service des jeunes créateurs et créatrices, des femmes, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires de minima sociaux, des structures associatives ou d'insertion, des coopératives ou encore des entrepreneurs de l'économie collaborative ou d'insertion.

De ce fait, France Active PACA participe directement à la viabilité des entreprises, particulièrement celles relevant de l'économie sociale et solidaire.

En effet, la crise économique et sociale fragilise les modèles traditionnels, tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'entrepreneuriat, plus solidaires, plus responsables.

En 2017, l'activité auprès des structures de l'ESS de la Métropole est significative : France Active PACA a accompagné près de 150 projets (100 sur le DLA, 20 avec CEDRE et 16 en SOS), assuré le suivi de financement de 69 structures et financé 20 projets d'ESS pour lesquels elle a engagé 675 000 euros de financements (sur 118 instruits). En 2018, les objectifs sont supérieurs, notamment sur le DLA.

France Active PACA offre aux financements publics un effet de levier significatif de fonds privés : dotée d'un budget annuel de 1 720 000 euros, France Active PACA réinjecte sur le territoire régional 8 000 000 euros /an d'origine privée, sous forme de prêts bancaires garantis et de prêts en direct, dont 3 500 000 euros sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

C'est ainsi que France Active PACA entend renforcer sa contribution à l'emploi et aux territoires et favoriser une finance citoyenne en s'adressant non seulement aux entrepreneurs fragilisés par la crise et aux structures de l'économie sociale, qui doivent faire évoluer leur modèle économique, mais aussi aux entrepreneurs d'un nouveau genre, ancrés dans leur territoire et dont les aspirations ne sont plus seulement financières mais aussi solidaires. L'objectif étant de consolider les structures d'Économie Sociale et Solidaire du territoire métropolitain et de manière générale l'ensemble des entreprises engagées, notamment celles soutenues par la métropole Aix-Marseille-Provence, en visant les objectifs suivants : renforcer leurs ressources stables, favoriser l'accès aux prêts bancaires, structurer les stratégies à moyen terme et renforcer l'impact des projets sur le développement du territoire.

Pour lui permettre de continuer ses missions en faveur des habitants non mobiles du territoire cité ci-dessus, de pérenniser la structure dans un cadre dynamique et de continuer sa démarche économique, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer une aide financière à l'association France Active PACA au titre de l'année 2019.

Cette aide financière, pour la réalisation d'actions sur le thème de l'accompagnement, du financement et de la mise en réseau des projets engagés sur le territoire métropolitain au titre du contrat d'objectifs annexé à la présente délibération, s'élèverait à 60 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à l'association France Active PACA d'un montant global de 60.000 euros pour son action d'accompagnement, de financement et de mise en réseau des projets engagés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association France Active PACA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2019 de la Métropole, fonction 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-5362/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) - Colas Rail SA - Bouygues travaux publics Région France - Soletanche Bachy SAS concernant le marché n° 13-139 (dit M4) - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain- Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane
MET 19/9740/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 27 août 2013, le marché de travaux n° 13/139 portant sur les travaux d'Infrastructure, Génie Civil, Voie Ferrée et Mobilier Urbain (dit M4) dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises solidaires constitué des sociétés COLAS MIDI MEDITERRANEE (Mandataire) / COLAS RAIL SA / BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS Région France / SOLETANCHE BACHY SAS.

Le montant du Marché initial tel qu'il résulte du détail estimatif est de 18 280 421,46 euros HT (en valeur avril 2013).

Les évolutions suivantes ont été apportées au montant du marché :

Par avenant n°1 signé par le Groupement en date du 22 septembre 2014, le montant initial du Marché a été augmenté de 1 438 009,31 euros HT, soit 7,87 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 27 octobre 2014.

Par courrier référencé 032-141027-110524-SM reçu par le maître d'œuvre le 27/10/2014, dans le cadre de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché annonçait qu'il atteindrait la masse initiale des travaux fin novembre 2014.

Par avenant n°2 signé par le Groupement en date du 29 janvier 2015 d'un montant de 1 511 565,02 euros HT, le montant contractuel a été porté à 21 229 995,79 euros HT, soit une augmentation cumulée de 2 949 574,33 euros représentant 16,13 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 25 février 2015.

En date du 20 juillet 2016, le Groupement a produit un projet de décompte final établi à 22 375 817,01 euros HT base marché.

Par décision du représentant du pouvoir adjudicateur en date du 15 septembre 2016, en application de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, un dépassement des quantités de la masse contractuelle du marché a été autorisé dans le cadre de l'établissement du décompte général, de 399 440,61 euros HT, soit 1,88 % de la masse contractuelle du marché modifiée à l'issue de l'avenant 2. Le montant des travaux à régler au Groupement a été arrêté dans le décompte général à 21 629 436,40 euros HT base marché, soit un dépassement cumulé de 18,32 % au regard du montant initial du marché.

Le délai contractuel est le suivant :

L'article 6 de l'Acte d'engagement fixe le délai global d'exécution à 16 mois qui se décompose en :

Délai d'exécution : 14 mois à compter de l'ordre de service de démarrage dont un délai de préparation de 2 mois ;

Délai de repli des installations de chantier : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service correspondant.

Par ordre de service n°1, la CUMPM et la Maîtrise d'œuvre ont notifié le démarrage des travaux à compter du 2 septembre 2013 fixant ainsi un achèvement des travaux au 2 novembre 2014 et un repliement au 2 janvier 2015.

L'article 6 de l'avenant n°1 fixe le délai d'exécution des travaux à 16 mois, soit une date d'achèvement au 2 janvier 2015.

Par Ordre de service n°87, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur la suspension des travaux à compter du 20 décembre 2014 pendant 2 semaines, fixant ainsi une date d'achèvement des travaux au 16 janvier 2015.

Par ordre de service n°88, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir

Adjudicateur une prolongation de délai de 2 semaines fixant ainsi la date contractuelle d'achèvement des travaux au 30 janvier 2015.

Le mandataire du groupement M4 a transmis le 26 Juillet 2016 au maître d'œuvre un mémoire intitulé « Demande de rémunération complémentaire des surcoûts et des préjudices subis et liés aux modifications dans les conditions d'exécution du contrat » pour un montant de 9 345 619.86 euros HT (y compris demande de remboursement des retenues et pénalités).

Après analyse de la réclamation, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage évaluaient respectivement le complément de rémunération à verser au Groupement à hauteur de 1 485 656.09 euros HT (Maître d'œuvre) et 644 014.21 euros HT (Maître d'ouvrage).

Compte tenu de ce désaccord, les Parties ont soumis leur différend au CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2017-28, en produisant des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Parallèlement a été déposé par le groupement, une requête auprès du Tribunal administratif le 20/10/2017 en vue d'une procédure contentieuse.

Après instruction et séance en date du 23/11/2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement d'une indemnité transactionnelle intégrant les concessions réciproques des parties, à hauteur de 2 400 000 euros HT (soit 2 880 000 euros TTC).

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie, en se rangeant à l'avis du CCIRAL, précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° 13/139 relatif aux infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain passé dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane ;
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 novembre 2018 concernant l'affaire n° 2017-28, relative à la réclamation du groupement susvisé, portant sur le marché de travaux n° 13/139 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre en compte l'avis du CCIRAL en date du 23 novembre 2018, dans l'affaire n° 2017-28 en se prononçant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, relatif au marché dit M4 – Marché n°13-139.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux

Publics Région France / Soletanche Bachy SAS,, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 13/139- Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain – du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnisation forfaitaire de 2 400 000 euros HT, (soit, 2 800 000 euros TTC) au groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2315 - Fonction : néant - Numéro d'opération : 2009190701 - Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5363/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société FRAIKIN - location de véhicules de transport en commun
MET 19/9910/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 novembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a notifié le marché n°15/128 « Location de véhicules de transport en commun sans conducteur sur le territoire de MPM » à la société FRAIKIN.

D'une durée de 12 mois et reconductible 3 fois, ce marché permettait d'équiper en véhicules la Régie Communautaire d'Allauch et de la Côte Bleue (Réseau de transport Bus des Collines).

A compter du 1^{er} septembre 2017, la Collectivité, devenue Métropole Aix-Marseille-Provence le 1^{er} janvier 2016, a souhaité confier l'exploitation de ce service à la Régie des Transports de Marseille, la RTM.

Aussi, par courrier du 14 septembre 2017, l'entreprise a été informée de la non reconduction de ce marché à compter du 17 novembre 2017.

A l'issue de la période de location, les véhicules ont été remis à la société FRAIKIN.

Le contrat ne prévoyait pas de remise en état des véhicules à la charge de la Métropole au terme de ce contrat.

La société FRAIKIN a constaté que certains véhicules avaient subi des accidents de circulation ayant occasionné des dégâts sur leur carrosserie et nécessitant une remise en état.

Ces prestations n'étaient pas incluses dans le Bordereau des Prix Unitaires initial, lequel mentionnait que le « prix comprend la mise à disposition mensuelle d'un car de 17 (ou 29, ou 35) places minimum, les frais d'entretien, de maintenance et de réparation afférents ».

Les dégâts causés sur la carrosserie des véhicules ne pouvant être considérés comme des « frais d'entretien, de maintenance et de réparation », les parties décident de conclure le présent protocole. La Métropole consent que les dégâts lui sont imputables par l'exercice de ses missions en cours d'exécution du marché. Elle convient donc que ces frais n'ont pas à être supportés par le prestataire et consent au règlement des réparations.

La société FRAIKIN a procédé à la remise en état de la carrosserie de ces véhicules et a adressé quatre factures détaillées à la Métropole dont le montant total s'élève à 6 401,63 euros HT, soit 7 681,96 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la société FRAIKIN a remis en état des véhicules loués par la Métropole du 17

novembre 2015 au 17 novembre 2017 à l'issue du marché n° 15/128 ;

- Qu'il est nécessaire que les parties s'accordent, dans le cadre d'un protocole transactionnel sur les modalités de règlement de remises en état.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur le versement à la société FRAIKIN d'une indemnité globale et forfaitaire de 6 401,63 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de la Métropole, chapitre 67, nature 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5364/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société GAL SA relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot 1 terrassements, gros œuvre, VRD MET 19/9986/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme d'extension du pôle d'échanges multimodal de Pertuis par délibération 2013-A136 du Conseil de Communauté du 18 juillet 2013.

Le marché n°2015-6B relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot 1 terrassements, gros œuvre, VRD a été notifié à la société GAL SA le 29 décembre 2015 pour un montant global et forfaitaire de 277 531,75 euros HT.

Par courrier du 12 novembre 2018, la société GAL SA fait valoir une réclamation de 11 720 euros HT portant sur des prestations complémentaires réalisées par ses soins

Cette demande est motivée par le fait d'une amenée et reprise de matériel supplémentaire (2 650 euros) pour reprendre le chantier un an après sa suspension (octobre 2016 à octobre 2017) du fait de la défaillance de l'entreprise de charpente métallique Duplipark. L'interruption a duré le temps que le mandataire

judiciaire de l'entreprise Duplipark annonce l'intention de celle-ci de ne pas poursuivre le chantier, puis le temps de la relance de la consultation et de l'attribution du marché de charpente métallique à une nouvelle entreprise (CMBC). La solution technique de rampes d'accès proposée par CMBC, a demandé une adaptation des fondations de celles-ci, réalisées par GAL SA. Sa réclamation sur ce sujet est de 9 070 euros HT. L'analyse du maître d'œuvre indique que les prix proposés par l'entreprise sont tout à fait acceptables. En effet, le poste installations et moyens de chantier valorisé à 18 000 euros HT dans la réponse de l'entreprise à la consultation, est augmenté de 2 650 euros HT pour le démontage de celles-ci, le repli du matériel, et la nouvelle mise en place de ces installations et du matériel de chantier, soit 14,7%.

La structure proposée par CMBC, et retenue par la Métropole, a permis la réalisation d'un parking avec une trame de poteaux plus espacés, apportant un plus grand confort aux usagers. Une des contreparties de ce choix est l'adaptation des fondations des rampes, réalisée par la société GAL SA. Cette adaptation s'est faite alors que Gal avait déjà réalisé les fondations pour la structure prévue par DUPLIPARK, avant que cette dernière n'annonce sa défaillance. Il s'est donc agi de terrasser jusqu'à la fondation précédemment réalisée, d'en démolir une partie, et de recouler la partie complémentaire de fondation et le bas des rampes en les solidarisant avec la partie préservée de l'ancienne fondation. L'entreprise a établi une proposition de 9 070 euros HT pour ces prestations, ce qui est tout à fait acceptable au regard du volume de travail nécessaire à ces reprises.

Aussi, afin de clore ce différend relatif aux motifs exposés ci-dessus, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise la rémunération complémentaire accordée à l'entreprise pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole à l'entreprise GAL SA d'une indemnité de 11 720 euros hors taxes, couvrant les conséquences des prestations complémentaires réalisées décomposée comme suit :

- 2 650 euros HT au titre de l'OS de demande de reprise des travaux avec amenée et de repli de matériel ;

- 9 070 euros HT au titre de la reprise des fondations des rampes d'accès aux étages.

- la renonciation par la société GAL SA à tout autre recours,

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°2015-6B-M34 relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot 1 terrassements, gros œuvre, VRD ;
- Les échanges formalisés entre l'entreprise GAL SA et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise GAL SA relatif au marché n°2015-6B-M34 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du recours à la procédure transactionnelle avec l'entreprise GAL SA, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n°2015-6B-M34.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 11 720,00 euros hors taxes

comprises, l'entreprise SAS CMBC, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - nature 21728 - N°OP 2017 266400 de pôle d'échange multimodal de Pertuis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5365/19/BM

■ **Autorisation de dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, et la création d'un dépôt de tramway et de parcs relais.**
MET 19/9781/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord de la station Arenc jusqu'à Gèze et au Sud de Castellane jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer le partage modal des déplacements au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public (CNBP), se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud.

Par délibération DTM 019-767/15CC du 19 février 2015 ce même Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud, Gèze-La Gaye, pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, ce même Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, incluant création d'un dépôt de tramway et d'un parc

relais sur le site Dromel/Montfuron ainsi que d'un parc relais au niveau de l'intersection avec le Boulevard Urbain Sud à La Gaye.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, ce même Conseil de Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement de l'extension du réseau de Tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation pour un montant total de 320 M euros.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

Il accompagnera l'extension de 170 hectares, vers le nord de Marseille, du périmètre de l'opération d'intérêt national portée par l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée et dont l'objectif majeur est d'étendre le grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement du Pôle d'échanges de Gèze.

Il permettra vers le sud, la desserte de la ZAC de la Capelette et des hôpitaux et désenclavera certains des quartiers les plus densément peuplés de la ville. D'autre part l'extension du réseau de tramway au sud contribuera à la création de deux pôles d'échanges multimodaux, l'un à la station Sainte-Marguerite Dromel, l'autre à la jonction avec le projet de Boulevard Urbain Sud, boulevard de la Gaye.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

Il permet en outre, par densification du maillage des transports collectifs, une desserte améliorée et facilitée de grands équipements publics : hôpital, équipements culturels et de loisirs à rayonnement métropolitain.

La desserte Nord/Sud, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Nord jusqu'à l'hôpital Nord, et du BHNS Sud jusqu'à Luminy.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Ce projet a été retenu dans sa phase 1, du Boulevard Capitaine Gèze à Arenc et de Castellane à La Gaye,

dans le cadre de l'appel à projets Transports Collectifs et Mobilité Durable de l'Etat.

Le projet répond aux orientations des politiques d'aménagement du territoire national exprimées par les Lois D'engagement National pour l'Environnement qui visent à favoriser la création des transports en communs.

Par ailleurs, il s'intègre pleinement dans les objectifs du Plan de Déplacements Urbains d'agglomération pour la période 2013 à 2023. Il figure également parmi les objectifs prioritaires du programme d'investissements en Transports en Commun en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Le prolongement porte sur la phase 1 de l'extension et représente :

- pour le Nord un linéaire supplémentaire de : 1,8 km (Arenc – Gèze)
- pour le Sud un linéaire supplémentaire de : 4,2 km (Castellane-La Gaye)

Cette double extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service. Afin de permettre leur remisage et leur maintenance, il est nécessaire de réaliser un nouveau dépôt, celui de St Pierre ne pouvant en accueillir davantage. Il est ainsi prévu de construire un centre de remisage supplémentaire sur le site de Montfuron, au nord de la station de Métro Sainte-Marguerite Dromel, le long du boulevard Schloësing.

Par délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable de ce projet.

Au terme de cette concertation dont le bilan a été acté par délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018, il est apparu que le projet d'extension du TCSP a reçu un accueil favorable de la population. Les conclusions de ce bilan ont conforté la Métropole dans ses intentions de poursuivre les études sur le projet.

1- Projet de Référence

Les études préliminaires et d'avant-projet menées par le groupement de maîtrise d'œuvre ont permis de fixer le tracé, l'implantation et les caractéristiques essentielles des ouvrages dont les constructions connexes indispensables au bon fonctionnement de l'extension du tramway que sont notamment le site de maintenance et de remisage et les parkings relais.

Le projet de référence comprend :

- L'extension du tramway Nord Sud sur un linéaire de 6.2km ainsi que stations et aménagements de voirie connexes

contribuant à l'insertion de son tracé dans le tissu urbain et viaire constitué ou en projet.

Pour le tronçon nord, le tracé retenu s'étend sur les 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille, sur un linéaire de 1,8 km. Le tramway emprunte le boulevard de Paris et le Cours d'Anthoine. Les deux voies se dissocieront ensuite : du sud vers le nord la voie tramway est insérée sur la traverse du Bachas et la rue du Marché et du nord vers le sud la voie tramway est insérée sur l'avenue Salengro. Les deux voies sont enfin regroupées au nord de l'avenue Salengro et la rue de Lyon jusqu'au carrefour avec le boulevard du Capitaine Gèze, terminus de l'extension nord.

Pour le tronçon sud, le tracé retenu s'étend sur les 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, sur un linéaire de 4,4 km. Le tramway traverse la Place Castellane, puis emprunte l'avenue Jules Cantini, traverse la place du Général Ferrié, emprunte le boulevard Schloësing, la rue Augustin Aubert, l'avenue Viton, et trouve son terminus au début du chemin de la Colline Saint-Joseph.

- Un centre de remisage et d'entretien des rames, accompagné d'un parking relais en lien avec le pôle d'échange Sainte-Marguerite Dromel
- Un parking relais en fin de ligne Sud (terminus provisoire de la phase 1)

En outre, il favorisera l'amélioration du réseau TC existant par les réaménagements des pôles multimodaux de Castellane et de Dromel.

Le projet prévoit également un confortement des aménagements en faveur des modes doux.

En outre l'insertion du tramway nécessite des aménagements routiers pour permettre de maintenir des conditions de circulation satisfaisantes.

Au-delà de l'insertion d'une plateforme TCSP performante, une ambition forte de corréliser le projet transport à une revalorisation de l'espace public est portée. Le long du linéaire, le projet permet un réaménagement urbain de façade à façade, le réaménagement de surface du pôle mobilité ainsi que la requalification des places Castellane et Ferrié au profit d'un espace public revalorisé, recomposé, pacifié et très largement végétalisé.

Les principales attentes de ce projet se déclinent comme suit :

- Une population desservie de 84 800 habitants situés à moins de 500 mètres d'une station du prolongement en 2023 ;
- La création de 12 stations avec une distance inter station moyenne de 445 mètres ;

- Une fréquentation journalière estimée à 93 300 voyageurs sur la ligne T3 en 2023 ;
- Une accessibilité complète pour les personnes à mobilité réduite.

Une date prévisionnelle de mise en service est fixée en 2023.

2- Coût

Le coût prévisionnel de ce projet est estimé à 320 Meuros H.T. avec un financement assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce coût comprend les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, les acquisitions foncières, les travaux d'infrastructure d'espaces publics et paysagers, de voirie et ferroviaire, les équipements, locaux et systèmes nécessaires à l'exploitation, le matériel roulant, le centre de maintenance et de remisage, les parcs relais et comprend également les mesures compensatoires et de réduction d'impact.

3- Les procédures administratives à lancer

Afin de mettre en œuvre ce projet, il est nécessaire de conduite ou faire conduire par les services de l'Etat compétent un certain nombre de procédures.

Bien qu'inscrit essentiellement sur le domaine public routier, un certain nombre d'acquisitions foncières sont nécessaires. Des négociations sont actuellement en cours avec les propriétaires concernés. Tout en privilégiant les procédures amiables, dans l'hypothèse où celles-ci n'auraient pu aboutir, il pourra s'avérer nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation. Une procédure de déclaration d'utilité publique devant être conduite, un dossier a été constitué en ce sens conformément au code de l'expropriation.

Le ou les dossiers d'enquête parcellaire nécessaire à un arrêté de cessibilité sera(ont) réalisé(s) ultérieurement afin de privilégier les négociations amiables.

Par ailleurs, l'extension Nord et Sud du tramway de Marseille s'inscrit dans le cadre réglementaire qui implique l'organisation de diverses procédures explicitées ci-après.

Impact sur l'environnement :

Le projet étant soumis à évaluation environnementale (conformément à l'annexe R. 122-2 du code de l'environnement), il doit faire l'objet d'une enquête publique régie par le code de l'environnement (article L. 123-2 du code de l'environnement).

Conformité avec les documents d'urbanisme :

Le projet n'étant actuellement pas compatible avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme de Marseille, et dans l'attente de la finalisation du PLUi, une mise en compatibilité du document d'urbanisme par voie de DUP est prévue, en application du L153-54 du Code

de l'Urbanisme. La DUP emportera mise en compatibilité du PLU.

Autorisation environnementale :

Les mesures de gestion des eaux mises en place dans le cadre de l'opération soumettent le projet à autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau (articles L. 214-1 à 214-6 du code de l'environnement). Ce dossier doit être instruit par les services de l'Etat en vue d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

Au regard des dispositions conjointes du code de l'environnement et du code de l'expropriation, la mise en œuvre de l'extension Nord Sud du tramway de Marseille nécessite l'ouverture d'une enquête publique préalable à la fois à la Déclaration d'Utilité Publique et aux autorisations de travaux.

Il convient à ce stade du projet, de solliciter le Préfet des Bouches du Rhône pour instruire les différents dossiers liés aux travaux et à l'utilité publique et organiser l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

4- Contenu du dossier :

Conformément aux sujétions du code de l'expropriation et notamment l'article R11-3 I, le dossier d'enquête publique sera constitué des pièces suivantes :

- Une notice explicative ;
- Le plan de situation ;
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses ;
- L'étude d'impact
- L'évaluation socio-économique du projet
- Le dossier de mise en compatibilité du PLU de Marseille
- Un résumé non technique

Des annexes comprenant notamment délibérations, procès-verbal d'examen conjoint...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014 approuvant la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public, se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze-La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la concertation préalable de la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de la concertation préalable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement de l'extension du réseau de Tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation pour un montant total de 320 M euros ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et son volet relatif à la mise en compatibilité du PLU de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter le Préfet des Bouches-du-Rhône pour instruire les différents dossiers liés aux travaux et à l'utilité publique et organiser l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet de référence tel qu'il sera soumis à enquête publique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer toutes démarches utiles visant à obtenir :

- La déclaration d'utilité publique du projet d'extension Nord Sud du Tramway de Marseille et des acquisitions utiles à sa réalisation, ainsi que la mise en compatibilité du PLU de Marseille,
- Le constat d'urgence à prendre possession des biens expropriés,
- Les dossiers ou demandes d'autorisation nécessaires aux travaux et à leur exécution, y compris à solliciter auprès des autorités compétentes, toute décision relative à une procédure préalable à la réalisation effective des travaux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à saisir Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône afin qu'il diligente la procédure d'enquête publique.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet et à signer tous les actes y afférant y compris à constituer un ou des dossiers d'enquête parcellaire ultérieurs.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions utiles à l'exécution des travaux correspondants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5366/19/BM

**■ Approbation des modalités de concertation pour la réalisation de la voirie communautaire entre le chemin de la Guiramande et le parking relais Krypton et d'un pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence (Pôle Aménagement du territoire – Voiries communautaires)
MET 19/9889/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe une politique de transports qui tend à favoriser les transports en commun au détriment de la voiture particulière. Pour ce faire, elle réalise des Parcs relais, des pôles d'échanges, des voies réservées aux transports en commun.

Dans ce contexte, un certain nombre d'aménagements est programmé et réalisé dans les quartiers sud d'Aix-en-Provence, notamment l'extension du parc relais Krypton, l'aménagement d'une gare routière contiguë de celui-ci et la réalisation d'un pont dédié aux modes doux et aux transports en commun sur l'autoroute A8.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan Campus, l'université Aix Marseille Provence prévoit l'installation de la faculté de sciences économiques et de gestion sur le site de la Pauliane à Aix-en-Provence, au sud de la rivière de l'Arc. Le Krypton sera également le terminus de la ligne de BHNS que réalise la Métropole sur Aix en Provence.

Afin de compléter et d'optimiser l'aménagement de ce quartier, la Métropole propose de réaliser un pont routier sur l'Arc reliant le Chemin du Viaduc au Parc relais afin de faciliter l'accès à celui-ci et à la gare routière.

Cet ouvrage permettra l'accès au P+R pour les usagers venant de la RD9 et de la RD8n, sans passer par l'échangeur du Pont de l'Arc. Il assurera également une continuité de cheminement entre le campus actuel situé au Nord de l'autoroute et son extension prévue au Sud.

Le programme des travaux a été présenté au Conseil de communauté de la CPA du 18 juillet 2013, qui a approuvé ce dernier ainsi que le coût prévisionnel de l'opération relatif à l'investissement qui s'établit à 5 000 000,00 € HT.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de la réalisation de cette infrastructure dénommée « Pont de la Guiramande ».

En application des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et du 2° de l'article R.103-1 du

même code, ce projet est soumis à concertation préalable du public.

Il est proposé de valider le lancement de la concertation ainsi que les modalités de celle-ci.

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Mise à disposition, en mairie annexe du Pont de l'Arc d'un dossier intégrant les éléments d'information sur le projet ainsi que d'un registre destiné à recueillir les observations du public,
- Information de la population par voie de presse,
- Information de la population sur le site internet de la Métropole et du territoire du Pays d'Aix : www.ampmetropole.fr ; www.paysdaix.fr

A l'issue de l'ensemble de cette démarche, un bilan de la concertation sera présenté devant le Conseil Métropolitain qui décidera de son adoption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique

Sont approuvées les modalités de concertation pour la réalisation de la voirie communautaire entre le chemin de la Guirande et le Parking relais Krypton et d'un pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence (Pôle Aménagement du territoire – Voiries communautaires) tel qu'exposé ci-avant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5367/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant les "TTMO - Travaux du parking Saint Roch - Roquevaire" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

MET 19/9866/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Aires et Parcs de Stationnement.

La commune de Roquevaire souhaite réaliser un parking situé au quartier Saint Roch sur un terrain communal. Le projet consiste à aménager un parking de 60 places dont 2 PMR débouchant sur l'avenue des Alliés RD46 à proximité du centre-ville.

L'équipement prévu se décompose comme suit :

- Réalisation d'un bassin de rétention enterré,
- Réalisation des travaux de voirie avec un enrobé drainant sur la partie stationnement,
- Réalisation de clôtures périphériques,
- Aménagement de l'accès du parking sur le RD96,
- Réalisation d'un réseau d'arrosage et d'un espace vert,
- Réalisation d'un éclairage public,
- Mise en place de caméras pour la vidéo protection.

L'opération d'investissement n°2019401000 « TTMO-Travaux du parking St Roch- ROQUEVAIRE», pour un montant de 406 000 € TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08-GEI HORS PROJETS SPECIFIQUES de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de l'opération et à l'affectation pour un montant de 406 000 € TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401000 « TTMO - Travaux du parking St Roch – Roquevaire », pour un montant de 406 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08-GEI HORS PROJETS SPECIFIQUES de la Métropole doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit : CP 2019 : 406 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-5368/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'association la Maison de Quartier du Béalet de Berre l'Etang pour la mise en place d'actions de prévention
MET 19/9915/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années et dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- la présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économie. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :

o Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement

o Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »

- la mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

L'association « Maison de quartier du Béalet » intervient sur les quartiers de la Marieli et du Béalet en développant des actions visant l'insertion sociale et professionnelle des habitants en situation de grandes précarités : emploi, difficultés financières et sociales.... Les actions de prévention mises en place en partenariat avec cette association contribuent à lutter contre les actes d'incivilités et / ou de fraudes sur le réseau de transport « Les bus de l'Etang ».

Il est proposé d'établir une convention avec l'association « Maison de Quartier du Béalet » afin de réaliser les actions suivantes :

- Animations de proximité en direction du public adolescents encadrée par les agents de Prévention Médiation et leurs responsables de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Mise à disposition de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de

Prévention Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des sorties de proximité.

- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang »

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la prise en charge financière de transports prévue dans le cadre des sorties de proximité à hauteur de 800 euros HT pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-991 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient d'établir une convention avec l'association de la Maison de quartier du Béalet pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec l'association de la Maison de quartier du Béalet pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est conclue à titre gratuit avec l'association.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 611 – Sous Politique C250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5369/19/BM

■ Approbation d'une convention avec le foyer socio-éducatif du Lycée Caucadis de Vitrolles pour la mise en place d'actions de prévention MET 19/9919/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années et dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économie. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement ;
 - Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes ».
- La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé d'établir une convention avec le foyer socio-éducatif du lycée Caucadis de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes :

- Mise à disposition de titre de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang » ;
- en direction d'une dizaine de classes du Lycée.

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la prise en charge financière de transports prévue dans le cadre des sorties de proximité à hauteur de 800 euros HT pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention avec le foyer socio-éducatif du lycée CAUCADIS de Vitrolles pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec le foyer socio-éducatif du Lycée CAUCADIS de Vitrolles pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est établie à titre gratuit.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 611– Sous Politique C250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5370/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la ville de Vitrolles pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux actions d'animation MET 19/9920/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe sur le Réseau des Bus de l'Etang, depuis de nombreuses années, et dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, une politique globale de prévention de délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
 - Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »
- La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé d'établir une convention avec la Ville de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes :

- Utilisation du réseau des Bus de l'Etang et accompagnement des enfants scolarisés à Vitrolles par les agents Prévention-Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du spectacle de fin d'année au théâtre de Fontblanche ;
- Utilisation du réseau des Bus de l'Etang et accompagnement des collégiens et lycéens

par les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix Marseille Provence dans le cadre des spectacles organisés par le service culturel de la ville de Vitrolles ;

- Organisation d'une journée d'animation sportive avec les élèves de CM 2 de l'ensemble du territoire du réseau des bus de l'Etang par l'unité de prévention-médiation de la Métropole Aix Marseille Provence avec une mise à disposition d'infrastructure sportive et de matériels par la ville de Vitrolles.

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

Pour la réalisation des actions citées ci-dessus, il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Vitrolles.

elles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention avec la ville de Vitrolles pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec la ville de Vitrolles pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est conclue à titre gratuit.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5371/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Association des Initiatives et du Renouveau (AIR) de Marignane MET 19/9921/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années, une politique globale de prévention de la délinquance sur le réseau des Bus de l'Etang. La politique de prévention s'articule autour de :

- la présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
 - Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »
- la mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

L'association AIR intervient sur les quartiers de Florida Parc et de La Chaume en développant des actions visant l'insertion sociale et professionnelle des habitants en situation de grandes précarités : emploi, difficultés financières et sociales... Les actions de prévention mises en place en partenariat avec cette association contribuent à lutter contre les actes d'incivilités et / ou de fraudes sur le réseau de transport « Les bus de l'Etang ».

Il est proposé d'établir une convention avec l'association AIR afin de réaliser les actions suivantes :

- Animations de proximité en direction du public enfant et / ou adolescents encadrée par l'éducateur sportif et /ou les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Mise à disposition de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Prévention Médiation et leurs responsables de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des sorties de proximité ;
- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang » dans le cadre des ateliers « jeunes ».

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la prise en charge financière de transports prévue dans le cadre des sorties de proximité à hauteur de 800 euros HT pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention avec l'association AIR pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec l'association AIR de Marignane pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est conclue à titre gratuit avec l'association.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 – Nature 611 – Sous-Politique C250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-5372/19/BM

■ Approbation d'une convention avec SNCF Mobilités portant mise à disposition anticipée avant cession du domaine public ferroviaire - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence MET 19/9934/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention ;
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

La Gare SNCF d'Aix-Ville, située sur le tracé du projet, doit accueillir une station du BHNS pour ainsi

proposer une connexion multimodale avec le réseau ferré.

Cette station est projetée sur une emprise foncière actuellement propriété de SNCF Mobilités.

Pour les besoins du projet en vue de la construction de ladite station, une convention de mise à disposition foncière anticipée est proposée entre SNCF Mobilités (propriétaire du foncier) et la Métropole Aix-Marseille Provence (Maitre d'ouvrage du projet BHNS d'Aix-en-Provence).

Cette mise à disposition concerne une surface d'environ 71 m2.

La présente convention :

- Autorise la Métropole Aix-Marseille à occuper, à titre gracieux, une partie de la parcelle cadastrée CE n°161 pour la réalisation de la station du BHNS ;
- Confirme l'engagement de SNCF Mobilités de céder une partie de l'emprise foncière (environ 71 m2), nécessaire à la station du BHNS, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Précise qu'un montant de 1000 €.HT (mille euros Hors Taxes) sera versé à SNCF Mobilités pour couvrir les frais d'acte et de constitution du dossier ;
- Fixe les modalités juridiques de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017

relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'aménagement d'un arrêt BHNS à proximité directe de la gare ferroviaire d'Aix-Ville nécessite l'occupation du parvis de la gare ;
- Qu'il a été décidé qu'une partie de l'emprise foncière, située sur la commune d'Aix-en-Provence - parcelle CE n°161, nécessaire au projet serait cédée à la Métropole ;
- Qu'au regard des démarches restant à réaliser pour la cession, il est établi dans un premier temps une convention d'occupation temporaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention d'occupation préalable à la cession.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition anticipée avant cession du domaine public ferroviaire pour la création de la station du BHNS d'Aix-en-Provence sur le parvis de la gare Aix-Ville.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'acquisition foncière et de participation financière aux frais d'acte à hauteur de 1000 euros HT nécessaire à l'implantation de la station du BHNS d'Aix-en-Provence sur le parvis de la gare d'Aix-Ville (parcelle CE N°161).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 2033 – Chapitre 20.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-5373/19/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence relative aux conditions de circulation sécurisées sur le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence et son débouché sur la RD65c dans le cadre du projet expérimental de navette autonome électrique "Demoiselle"

MET 19/9950/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et thecamp ont conclu une convention de partenariat de co-maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un projet d'expérimentation d'une solution de mobilité innovante de véhicules autonomes, qui s'inscrit dans une logique de recherche et développement. Le projet mettra en œuvre une navette électrique autonome et modulaire, dans un premier temps sur un parcours empruntant en partie un chemin rural entre la gare d'Aix TGV et le Technopôle de l'Arbois, le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence.

L'expérimentation se veut un « *démonstrateur technologique* » itératif, dans un milieu naturel ouvert, à l'inverse des expérimentations de véhicules autonomes réalisées ou en cours, qui se situent en milieu urbain protégé.

Cette expérimentation porte notamment sur :

- Le développement de l'autonomisation de véhicules de transport public en milieu non urbain
- Les systèmes de réservation innovants
- La mixité d'usages.

Elle a vocation à pouvoir se déployer plus largement dans un second temps sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en connexion avec les Pôles d'Echanges de Plan d'Aillane et de l'Arena.

Bien qu'il ne soit pas envisagé, ni souhaité, d'engager des travaux d'aménagement du chemin rural qui sera emprunté par la navette autonome entre le Technopôle de l'Arbois et la gare TGV, il y a lieu d'intervenir à minima pour garantir des conditions de circulation sécurisées et en particulier au débouché du chemin rural sur la Rd65C, et garantir les conditions de sécurité de l'expérimentation.

Pour ce faire, s'agissant d'un chemin rural faisant partie du domaine privé communal, la Ville d'Aix-en-Provence autorise le Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la Métropole pour la réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article 2-II ;
- La délibération n° TRA 013-3540/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, relative au projet de navette électrique modulaire (projet Demoiselle), inscrit au Pacte Innovation Etat Métropole entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réalisation des études et travaux de sécurisation du chemin rural et en particulier du carrefour avec la RD65c, de manière à garantir la sécurité des véhicules l'empruntant pour les besoins de l'expérimentation, pour un montant de 50 000 euros HT.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser les travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité de la circulation sur le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence et son débouché sur le carrefour RD65c.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement, sur l'AP 181070TP- code opération 2018103700 – Nature 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-5374/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité MET 19/9955/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

L'opération baptisée « larecharge » prévoit un déploiement maximum de 275 bornes à deux points de charge (puissance 22KVA par point de charge) pour un investissement de 3 millions d'euros HT inscrit au budget annexe des transports publics. Ce service permet aux automobilistes de recharger leur véhicule électrique.

Pour l'installation de chaque borne de recharge, il est nécessaire de réaliser une demande de raccordement au réseau électrique. Ces démarches doivent être

réalisées auprès d'ENEDIS, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'objet de la présente convention est de faciliter la procédure de raccordement par notamment la mise à disposition, par ENEDIS, d'un outil internet permettant de connaître directement la faisabilité technique du raccordement au réseau électrique.

Le territoire de la Métropole est découpé par ENEDIS en trois secteurs géographiques. Un chargé d'affaire sera désigné par ENEDIS pour chaque secteur géographique et sera la porte d'entrée unique de la Métropole. Il sera informé du projet et des spécifications techniques et administratives de ces raccordements (différents des raccordements classiques). Il permettra aussi une meilleure coordination des travaux.

La présente convention de partenariat est sans incidence financière. Elle est conclue pour une période de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°18/7475/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 27 février 2019 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver une convention de partenariat avec ENEDIS pour accélérer le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS pour le développement de l'électromobilité.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-5375/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RDT pour l'acquisition d'autocars MET 19/9953/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Navette Aix-Marseille par autoroute est la plus importante ligne interurbaine de France depuis de nombreuses années, avec plus de 2.6 millions de clients transportés en 2016. À elle seule, elle représente, sur l'année 2016, près de 25% de la fréquentation totale du réseau Carreze.

Le contexte est très particulier sur cet axe qui est le plus fréquenté du territoire métropolitain, avec près de 150.000 déplacements par jour sur les autoroutes A51 et A7. Selon les données connues, la part modale du transport en commun (TER et Navette) est d'à peine 15% sur cet axe. La Navette bénéficie donc d'un fort potentiel de développement.

Toutefois, la saturation des gares routières d'Aix et Marseille ne permet pas de mettre en place des départs supplémentaires. La seule alternative (comme en 2004 avec l'usage de véhicule de 15m) est de mettre en exploitation des autocars de plus grande capacité. Un autocar à double étage permet d'offrir 37% de sièges en plus (92 selon la configuration contre 67 actuellement) et permet donc d'accueillir une fréquentation attendue à la hausse à nombre de départ inchangé.

En 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, dans le cadre du renouvellement du parc de la Régie Départementale des Transports, d'acquérir 10 véhicules double étage. Elle a sollicité à cette occasion le Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de

70% du coût du projet et a ainsi bénéficié d'un co-financement de 3.080.000 euros hors taxe.

Or, l'attractivité de la ligne 50, sa tarification avantageuse, la nouvelle offre de 10 autocars double étage et les facilités offertes par le Pass Métropolitain, ont contribué à des taux de fréquentation record en septembre 2018 qui se sont confirmés sur la totalité du dernier trimestre 2018. Malgré la mise en place de véhicules de plus grande capacité, les surcharges sur la ligne restent quotidiennes, essentiellement en heure de pointe le matin au départ de Marseille et le soir au départ d'Aix-en-Provence, et les réclamations des usagers en progression.

Afin de pallier cette situation, il est nécessaire de prévoir des moyens supplémentaires et donc d'acquérir 6 nouveaux autocars double étage.

Le coût prévisionnel de l'achat de ces 6 cars est estimé à 2.640.000 euros HT. La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de solliciter le Département pour une subvention d'un montant de 1.848.000 euros hors taxe soit 70% du coût du projet.

La présente délibération vise à solliciter l'aide financière du Département et à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la Régie Départementale des Transports définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département sera versée à la Régie Départementale des Transports en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	70 %	1.848.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	792.000 euros HT
TOTAL	100 %	2.640.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

- La délibération N°TRA 002-3678/18/BM du Bureau de la Métropole, en date du 18 mai 2018, portant demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°TRA 004-3943/18/BM du Bureau de la Métropole, en date du 28 juin 2018, portant Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RDT pour le financement de l'opération d'acquisition d'autocars ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 6 cars double étage par la Régie Départementale des Transports pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice ;
- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la Régie Départementale des Transports pour définir les modalités de participation financière du Département à l'opération d'achat d'autocars double étage.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la Régie Départementale des Transports à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RDT, relative aux modalités de financement de l'acquisition de six autocars double étage par la Régie Départementale des Transports pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-5376/19/BM

**■ Approbation d'un accord de confidentialité entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Flixbus France
MET 19/10124/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a libéralisé le transport public routier permettant aux transporteurs de mettre en place des liaisons régulières interurbaines à bas coût susceptible de concurrencer le transport ferroviaire (cars « Macron »).

Tout service routier assurant une liaison, dont deux arrêts sont distants de 100 kilomètres ou moins, doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières (ARAFER). L'Autorité organisatrice régionale peut s'opposer ou limiter l'ouverture d'une telle liaison, si elle porte une atteinte substantielle à l'équilibre économique de la ligne ou des lignes de service public de transport susceptibles d'être concurrencées ou à l'équilibre économique du contrat de service public de transport concerné. Toutefois, une telle décision est soumise à l'avis conforme de l'ARAFER.

La SARL Flixbus France, régulièrement déclarée auprès de l'ARAFER, constitue l'un de ces transporteurs routiers à bas prix. Elle assure des liaisons de 98 villes françaises et européennes depuis la gare routière de Marseille Saint-Charles, de 52 villes françaises et européennes depuis la gare routière d'Aix-en-Provence et de 18 villes françaises et européennes depuis la gare routière de Salon-de-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Flixbus France se sont rapprochées afin d'évaluer la possibilité pour la Métropole de proposer à la vente, dans les guichets de ses gares routières, des billets d'autocars de cette société.

Ces négociations, en amont d'une éventuelle collaboration commerciale, nécessitent la communication d'informations confidentielles portant notamment sur les données relatives aux partenariats commerciaux existants, à l'étendue du réseau de chaque partie, à la fréquentation des lignes et à la vente des billets sur ce nouveau marché éminemment concurrentiel.

Ces transmissions entre la Métropole et la SARL Flixbus France impliquent la signature d'un accord de confidentialité.

Par cet accord, la partie qui reçoit les informations confidentielles s'engage à garder strictement secret et

à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelques moyens que ce soit, les informations confidentielles qui lui seront transmises ou auxquelles elle aura accès à l'occasion de la réalisation d'un devis.

Les informations confidentielles obtenues ne pourront être utilisées que pour l'exécution de l'objet de l'accord de confidentialité. Toute autre utilisation sera soumise à l'autorisation préalable et écrite de la partie communiquant lesdites informations.

L'accord de confidentialité ci-annexé prendra effet à la date de sa signature et jusqu'à la conclusion d'un contrat de collaboration commerciale entre les Parties.

En cas d'échec des négociations et/ou de la collaboration, les Parties acceptent de ne pas se libérer de leurs obligations de confidentialité pour autant. Les dispositions de confidentialité de l'accord ci-annexé s'appliqueront pendant toute la durée de celui-ci et pendant deux ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de conventionner avec la SARL Flixbus France afin de proposer à la vente dans les guichets de ses gares routières, les billets d'autocars de cette société ;

- Que les négociations nécessitent la communication d'informations confidentielles ;
- Qu'il convient de signer un accord de confidentialité entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Flixbus France ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de confidentialité ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Flixbus France.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet accord de confidentialité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-5377/19/BM

■ Approbation du renouvellement d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint Charles MET 19/9890/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion de la gare routière de Marseille Saint-Charles. Elle s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui était en charge de la gestion de l'équipement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans ce cadre, une convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière Saint Charles a été conclue le 11 avril 2013 avec Gares et Connexions. Elle définit les locaux mis à disposition ainsi que le montant de la redevance. Pour des raisons de restructuration, cette convention arrivée à échéance le 10 avril 2018, a été prolongée d'un an jusqu'au 10 avril 2019.

Marseille Provence Métropole a sollicité la SNCF GARES & CONNEXIONS afin de renouveler cette convention pour la mise à disposition des mêmes locaux situés dans le terminal voyageur en vue de l'exploitation de la gare routière Marseille Saint Charles.

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 1° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la délivrance de la présente convention

portant occupation du domaine public ferroviaire est exempté de procédure de sélection préalable et de mesures de publicité préalable prévue à l'article L2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques car une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause. En effet, l'exploitation de la gare routière relève de la compétence exclusive de la Métropole.

Les locaux ont différentes destinations :

- Un usage commercial (billetterie nationale et internationale) ;
- Un usage de bureaux, archives, sanitaires, vestiaires, salle de conducteurs et hall de stockage ;
- Un usage d'accueil et d'information du public.

Cette convention porte sur deux emplacements d'une superficie totale de 547 m² environ.

Les principaux éléments d'occupation de cette convention sont :

- Un emplacement au bout de la halle Honnorat – côté université, sur 3 niveaux, d'une superficie totale de 378 m². ;
- Un emplacement au centre de la Halle Honnorat sur 2 niveaux, d'une superficie totale de 169 m².

Le détail de ces emplacements est énoncé dans la convention jointe.

Modalités d'occupation des emplacements

1 – Durée du contrat :

La convention est consentie pour une durée ferme de cinq ans à compter du 11 avril 2019 pour se terminer le 10 avril 2024. Cependant, par dérogation à l'article 31 des conditions générales, la Métropole pourra dénoncer la convention à tout moment en prévenant SNCF GARE & CONNEXIONS au moins (12) mois à l'avance par pli recommandé avec accusé réception.

2 - Redevance :

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par la SNCF GARE & CONNEXIONS d'un montant annuel de :
208 766.20 euros HT (conditions économiques 2019)

3 - Montant du forfait de charges liées à l'utilisation des parties communes :

Montant du forfait de charges : 90 799, 28 euros HT

2 - Impôts et taxes :

Le montant annuel du forfait est fixé à : 10 741 euros de taxe foncière. Ce forfait sera ajusté après production des titres d'imposition.

3 – Frais d'étude et de constitution de dossier

La Métropole rembourse à SNCF GARES & CONNEXIONS, au titre des frais d'étude et de constitution de dossier, une somme de 500 euros HT.

4 – Dépôt de garantie

La Métropole s'engage à verser par virement la somme de 17 397 euros correspondant à 1 mois de la redevance annuelle HT.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public, à conclure entre la Métropole et la SNCF GARES & CONNEXIONS annexée au présent rapport. Etant donnée les spécificités du domaine ferroviaire, cette convention d'occupation temporaire est non constitutive de droit réel.

A cette fin, il convient pour La Métropole et la SNCF GARES & CONNEXIONS de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 002-014/13/BC du Bureau Communautaire du 22 mars 2013 ayant pour objet l'approbation d'une convention avec SNCF GARES & CONNEXIONS relative à la location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière Saint-Charles ;
- La délibération DTM 002-1203/15/BC du Bureau Communautaire du 28 septembre

2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention n°13/1308 ;

- La délibération TR 009-3536/18/BM du 22 mars 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention n°13/1308 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint-Charles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF GARES & CONNEXIONS arrive à échéance ;
- Qu'il convient de renouveler la convention et de redéfinir les modalités d'occupation temporaire par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'occupation temporaire établie entre la Métropole et la SNCF GARES & CONNEXIONS.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Natures 6137-614-617-63512 en section de fonctionnement. Nature 275 hors opération en section d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
Aménagement"**

URB 001-5378/19/BM

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation de l'avenant n° 2 pour une action opérationnelle renforcée et le recours aux procédures de déclaration d'utilité publique pour maîtriser du foncier dégradé ou vacant propice à la production de l'offre en logements avec l'Etablissement Public Foncier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/10164/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au sinistre de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier.

La propriété privée constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement, c'est pourquoi un des enjeux fort du Plan de lutte contre l'habitat indigne consiste à pouvoir lancer si nécessaire dans des délais maîtrisés et contraints des procédures d'acquisition forcée.

Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Dans ce contexte, la Métropole a décidé de s'engager sans délais dans l'action avec les outils existants et a sollicité l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur signataire de plusieurs conventions d'intervention foncière opérationnelles dans Marseille, afin d'intensifier et compléter l'action publique aux côtés de la SOLEAM et des deux concessionnaires d'Eradication de l'Habitat indigne (Marseille Habitat et Urbanis Aménagement) dont les objectifs et les moyens sont renforcés dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée sur le territoire central de Marseille.

En effet, la Métropole souhaite que l'EPF s'engage dans la maîtrise d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tenements relevant de la lutte contre

l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaires à la reconstitution d'une offre immobilière nouvelle.

Pour ce faire, il est nécessaire de faire évoluer le dispositif actuel et en priorité la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville, signée le 19 février 2014 par la ville de Marseille et l'EPF puis devenue tripartite avec la Métropole qui l'a approuvée par délibération du 15 décembre 2016 pour pouvoir se porter en garantie de rachat.

Cette convention s'inscrit dans l'objectif de favoriser la réalisation des projets d'ensemble économes d'espace. A ce titre, elle complète l'intervention de la SOLEAM concessionnaire de l'opération Grand Centre-Ville dont les objectifs, visant le renouvellement urbain de 35 pôles de projets situés dans un périmètre de mille hectares, tendent notamment à produire 1400 logements nouveaux par reconstruction ou démolition/reconstruction, produire 20 000 m2 de locaux d'activité - commerce et d'équipements, aménager l'espace public et améliorer la viabilisation.

Elle a fait l'objet en juin 2018 d'un premier avenant visant la mise en place à titre expérimental d'un viager social à vocation intergénérationnelle.

Il y a donc lieu aujourd'hui de confirmer l'EPF dans sa mission d'acquisition par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « Logement social », « Vivien » et « réserve foncière ».

Cette action cible des secteurs prioritaires définis en fonction de plusieurs critères (vacance, bâti dégradé, friches...) sur lesquels il convient également de préciser par avenant les modalités de financement via la mobilisation des fonds SRU et de gestion et de recyclage, par l'EPF, afin de faciliter à terme la sortie des opérations.

Les conditions de lancement des procédures auprès du Préfet des Bouches du Rhône sur les secteurs ciblés seront précisées lors des prochaines séances du conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 13/1371 du 9 décembre 2013 du Conseil Municipal de Marseille
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre grand centre-ville de Marseille
- La délibération URB 021-3983/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière grand centre-ville de Marseille
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques
- La délibération n° 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de s'assurer de la maîtrise par l'EPF d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé et contre la vacance, pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre immobilière et à la redynamisation du centre-ville de Marseille.
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville afin d'intensifier l'action foncière partenariale par des moyens coercitifs pouvant conduire à des expropriations

sur des secteurs ciblés dégradés à recycler.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention Grand Centre-Ville, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement public Foncier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ledit avenant et tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5379/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte
MET 19/9796/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les rives Nord du chenal de Caronte, situées sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc, concentrent des enjeux de grande importance pour le Pays de Martigues, le Grand Port Maritime de Marseille et, au-delà, pour l'espace métropolitain. Ce site historique d'implantation d'activités industrielles et portuaires constitue aujourd'hui un espace en mutation.

De nombreux projets de nature et d'objet différents prennent place sur ce site en devenir. Il est important qu'une réflexion globale prenant en compte l'ensemble des problématiques et les différentes logiques d'acteurs puissent s'exprimer.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille ont souhaité réaliser conjointement un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte.

Ainsi, par délibération n° URB 032-1112/16/CM du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port maritime de Marseille pour assurer la réalisation de cette étude.

Par ailleurs, afin de prendre en compte les ajustements de l'enveloppe financière qui avait été estimée pour la réalisation de l'étude, le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° URB 007-1574/17/BM du 9 février 2017 la modification de cette convention.

Le lancement de l'étude ayant pris du retard, le calendrier prévisionnel mentionné dans l'article 6 de la convention est désormais obsolète. C'est pourquoi il a été décidé, en accord entre les parties, d'établir un avenant N°1 à ladite convention afin de réactualiser ce calendrier.

Les autres conditions de la convention restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 032-1112/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant la convention constitutive d'un groupement de commande entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port maritime de Marseille ;
- La délibération n° URB 007-1574/17/BM du 9 février 2017 modifiant cette convention ;
- La délibération n° FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal dont l'opération 2017613000 « schéma directeur de Caronte » ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant N°1 à la convention de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille afin de réactualiser le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 6 de cette même convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5308/19/BM

■ **Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création de la voie nouvelle U226 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement - Abrogation de la délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015 MET 19/9729/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 5 février 2010 a été signée entre les différents partenaires, la convention pluriannuelle relative au projet de rénovation urbaine de Notre Dame Limite / Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Le projet de rénovation urbaine (PRU) Notre Dame Limite / Solidarité consiste en la démolition, reconstruction et création de nouveaux logements. Il s'accompagne d'un véritable maillage du secteur avec la création d'une voie centrale principale (U226) allant du Nord depuis le chemin de la Bigotte, au Sud jusqu'au chemin des Baumillons.

Cette voie publique est l'une des réponses majeures apportée à l'objectif fondamental de désenclavement de la cité et de rupture à son isolement. « L'avenue de la Solidarité » deviendra l'axe majeur de composition de la nouvelle organisation urbaine.

Au titre des compétences en matière de voirie qui lui sont dévolues conformément à l'article L 5217-2 du

Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage pour l'aménagement des voiries publiques du projet.

Par délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique du projet de création de la voie nouvelle U226 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Aujourd'hui, au vu de l'article L153-56 du Code de l'Urbanisme « lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la Déclaration d'Utilité Publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L300-6-1 est engagée, le Plan Local d'Urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité ».

De plus, la réalisation de la voie nouvelle U226 ne nécessite plus de mise en compatibilité du PLU car ce projet n'emporte pas de changement radical de localisation ou d'affectation de l'emplacement réservé existant mais seulement un léger ajustement afin de prendre en compte la topographie des terrains.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a initié les négociations amiables avec les propriétaires des terrains impactés par le tracé de la voie U226.

Compte tenu des difficultés rencontrées dans ces démarches d'acquisition, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra éventuellement poursuivre la maîtrise foncière des terrains en cause par voie d'expropriation. Il est nécessaire par conséquent, d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique de ce projet parallèlement à la poursuite des négociations amiables engagées avec les propriétaires concernés.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R 131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Au préalable, il convient d'abroger la délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015, adoptée par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, qui portait sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la

déclaration d'utilité publique et parcellaire ainsi que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, en vue de la création de la voie nouvelle U226 à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° VOI 007-939/15/CC du 10 avril 2015 portant sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique, mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création de la voie nouvelle U226 à Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique du projet de création de la voie nouvelle dite U226 et d'acquérir les terrains nécessaires ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise

foncière des terrains impactés par le tracé du projet.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 007-939/15/CC du 10 avril 2015.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie nouvelle dite U226 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite / Solidarité à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie nouvelle U226 à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5381/19/BM

■ Prise en considération du projet d'aménagement sur le secteur "Moulins - Docks Libres - Villette" à Marseille, 3ème arrondissement MET 19/9851/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet des « Docks Libres » est un projet urbain de 7 hectares, initié en 2006 par la Ville de Marseille, qui prend place dans le quartier de Saint-Mauront (3ème arrondissement), à l'articulation entre Euroméditerranée, son extension, et la copropriété Bellevue.

Après avoir encadré entre 2007 et 2016 la réalisation par un opérateur du programme immobilier des « Docks Libres » sur 2,7 hectares, la Ville de Marseille a souhaité poursuivre la modernisation de ce secteur par une nouvelle phase exemplaire et ambitieuse.

Par délibération du 16 décembre 2015, elle a ainsi engagé un projet urbain sur environ 5 hectares délimités par les rues Caravelle, Salengro, National et le programme immobilier des Docks Libres, ainsi que sur la tête d'îlot située à l'angle avec la rue du moulin de la Villette.

Afin d'encadrer et de conforter l'action publique sur ce périmètre, la Ville de Marseille a approuvé par délibération du 16 décembre 2015 une convention d'intervention foncière en phase impulsion, permettant de mettre en œuvre un projet en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de poursuivre la maîtrise foncière.

Les objectifs poursuivis par ce projet d'aménagement reprennent les principes définis par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Marseille, et appuyés par l'Orientation d'Aménagement n°14 intitulée « Euroméditerranée II » :

- Poursuivre en priorité l'aménagement du cœur de métropole, dont deux des trois secteurs prioritaires sont le Centre-Ville et Euroméditerranée ;
- Amplifier la dynamique de renouvellement urbain, en cohérence avec le renforcement du réseau de TCSP et TC performants, dans une logique d'urbanisme de projets, de réutilisation des fonciers déjà urbanisés, d'intensification urbaine, d'équilibre et de renforcement de la mixité fonctionnelle ;
- Favoriser une densification maîtrisée des zones urbanisées et bien équipées, à travers des formes urbaines à la fois plus compactes et compatibles avec le maintien ou la création d'espaces de respiration et de nature dans la ville ;
- Favoriser la qualité environnementale et la sobriété énergétique des projets ;
- Renforcer l'attractivité de la métropole et la mobilité résidentielle en développant une offre de logements diversifiée et adaptée ;
- Renforcer le rôle des centralités et favoriser la proximité en développant une offre résidentielle, d'équipements, de commerces et de services ;
- Construire une ville apaisée privilégiant piétons et cyclistes, et requalifier l'espace public.

Il s'agit notamment de :

- favoriser la densification et le renouvellement urbains aux abords de la station de métro National, située à proximité immédiate ;
- atténuer les effets de bord du périmètre de l'Opération d'Intérêt National, qui jouxte l'opération à l'ouest et au nord ;

- éviter une rupture urbaine en avançant au même rythme que les projets importants qui environnent le site : la ZAC Cité de la Méditerranée, le parc Bougainville sur l'extension d'Euroméditerranée, le projet ANRU Saint-Mauront et le programme immobilier des Docks Libres ;
- rendre cet îlot de grande taille plus perméable aux circulations, notamment douces, et créer des espaces publics ;
- favoriser une mixité programmatique qui offre une bonne compatibilité entre des usages résidentiels, artisanaux, productifs et tertiaires, et qui prenne en compte le risque inondation ;
- réorganiser l'activité économique présente et agir sur un bâti par endroits dégradé ;
- lutter contre l'îlot de chaleur urbain et limiter l'inconfort aérodynamique.

Une affectation de l'autorisation de programme a été approuvée afin de mettre en œuvre une étude pré-opérationnelle de ce projet.

Par délibération du 1er avril 2016, la Ville de Marseille a lancé une consultation d'assistance à l'élaboration d'un projet urbain sur ce périmètre.

Par délibération n° URB 023-2781/17/CM du conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, l'opération d'aménagement des Docks Libres à Marseille a été déclarée d'intérêt métropolitain, et elle a été transférée à la Métropole par délibération du conseil municipal du 25 juin 2018.

L'objectif de la mission d'étude, qui a débuté en mars 2018 pour une durée de 6 ans, est de concevoir puis décliner opérationnellement un projet dans ses composantes urbaines, architecturales et techniques. Elle comporte un volet hydraulique important, compte tenu de l'inondabilité du secteur, ainsi qu'un diagnostic approfondi du tissu économique existant.

Il s'agit de définir un projet d'aménagement public visant à établir une cohérence urbaine et à asseoir les actions publiques nécessaires à la reconfiguration du site.

Cette étude pré-opérationnelle, précisera :

- l'état du foncier,
- les formes urbaines réalisables,
- les capacités de constructibilité,
- le pré-programme des surfaces dévolues aux commerces, aux services et aux logements,
- les actions d'accompagnement à prévoir en terme d'équipements publics et d'aménagement des espaces publics,
- les procédures opérationnelles permettant d'atteindre les objectifs, leurs atouts, contraintes et délais,
- les esquisses financières de bilan pré-opérationnel.

Il s'agit, à ce stade, d'étudier l'économie générale d'un projet pour permettre ensuite à la Métropole de se prononcer par une décision de mettre en œuvre tout

ou partie de ces aménagements, d'en programmer la réalisation et les inscriptions budgétaires.

Le plan précis du périmètre de projet est joint en annexe à la présente délibération.

En vertu de l'article L. 424-1 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération par laquelle le Conseil de la Métropole prend en considération le projet d'aménagement Docks Libres et délimite les terrains affectés par ce projet permettra d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 déclarant l'opération d'aménagement des Docks Libres à Marseille d'intérêt métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement sur le secteur « Moulins – Docks Libres – Villette », d'intérêt métropolitain, a été transféré par délibération du conseil municipal du 25 juin 2018 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce projet fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle ;

Délibère

Article unique :

Est pris en considération le projet d'aménagement du secteur « Moulins – Docks Libres – Villette » sur le périmètre joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5382/19/BM

■ Prise en considération du projet d'aménagement- Projet urbain du Quartier de Gare aux Pennes-Mirabeau MET 19/9803/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur du quartier de Gare à Plan-de-Campagne, situé au Nord-Est de la commune des Pennes-Mirabeau, à proximité de l'autoroute A51, représente un espace de développement stratégique pour les acteurs publics afin d'y développer un nouveau quartier à proximité du futur pôle d'échanges multimodal. En effet, la réalisation d'un projet d'aménagement autour de la gare de Plan-de-Campagne permettrait d'améliorer les services de transports en commun, de moderniser les équipements existants et d'améliorer l'environnement immédiat autour de l'équipement public.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018.

Sur le plan foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne. Le conventionnement porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares et une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

La présente délibération vise à instaurer un périmètre d'étude élargi qui permettrait de maîtriser l'utilisation

du droit du sol dans le secteur affecté par l'opération et ainsi de ne pas prendre le risque d'accorder un permis de construire susceptible de remettre en cause le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après affichage pendant un mois en mairie et formalités de publicités liées. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU, afficher au siège de l'EPCI compétent en matière de PLU et au siège de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention

foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau ;

- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de contrôler l'utilisation des sols dans le périmètre d'étude du projet d'aménagement du quartier de gare afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse sa réalisation future.

Délibère

Article 1 :

Est pris en considération le projet d'aménagement du quartier de gare sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Est approuvé le plan relatif au périmètre d'étude délimité sur le document joint à la présente délibération ayant pour objet le projet d'aménagement du quartier de gare.

Article 3 :

Les mesures de publicité requises seront mises en œuvre et le périmètre sera annexé au PLU de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5383/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la copropriété Maison Blanche à Marseille 14ème arrondissement
MET 19/9768/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences l'habitat et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

La problématique des copropriétés en difficulté se retrouve sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le territoire de la Ville de Marseille en particulier.

Depuis une vingtaine d'années, les acteurs publics sont appelés régulièrement au chevet d'un certains nombres de copropriétés dégradées présentant des dysfonctionnements divers.

Au regard des enjeux sociaux majeurs que ces « parcs locatifs sociaux de fait » représentent, l'Etat a fait du traitement des copropriétés en difficulté de Marseille une priorité. Dans ce contexte, un accord partenarial intitulé « Pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées sur la Ville de Marseille » a été signé fin 2017 entre différents acteurs publics. L'objectif est le traitement massif et coordonné d'un certain nombre de copropriétés identifiées comme étant dégradées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat, une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

La copropriété Maison Blanche située 221, boulevard Danièle Casanova au Canet dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille fait partie des 10 grandes copropriétés de Marseille dont la dégradation est avérée. Du fait de sa localisation stratégique et de sa proximité avec les aménagements liés à l'extension de l'OIN EUROMEDITERRANEE, Maison Blanche se trouve à l'articulation entre des secteurs à forte mutation et les quartiers existants (le Canet, les Arnavaux....).

Des études ont été engagées en phase diagnostic, pilotées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par ailleurs, elle fait partie des 5 copropriétés inscrites au Plan Initiative Copropriétés (PIC) lancé récemment par l'Etat en concertation avec les collectivités locales. Ce plan opérationnel doit permettre aux collectivités d'intervenir de façon plus efficace sur les copropriétés dégradées avec un appui de l'Etat et de ses agences.

Cette copropriété, qui compte 220 logements, concentre des difficultés sociales, bâtimentaires, financières et urbaines. Les parties communes de l'immeuble sont vétustes et nécessiteraient des aménagements lourds pour améliorer la sécurité du site. Les logements, occupés par une population majoritairement jeune et très paupérisée, sont pour la plupart assez dégradés et ne disposent pas tous des éléments de confort nécessaires à une qualité de vie satisfaisante.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé que l'Etablissement Public Foncier PACA, qui réalise l'acquisition de biens immobiliers dans des projets conduits par les partenaires publics, intervienne sur la copropriété Maison Blanche dans le cadre d'un dispositif spécifique de portage immobilier le temps de la définition d'un projet urbain pour cette copropriété. Cette action foncière a pour objectif de freiner le processus de dégradation du bâti et d'assurer aux occupants des conditions de vie décentes en réintégrant des bonnes pratiques en matière de gestion, en améliorant le fonctionnement de la copropriété et en remettant sur le marché des logements et aux normes

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission d'intervention foncière sur la copropriété Maison Blanche.

Ainsi, afin de préparer la mutation future de cette propriété, la convention a pour but de mettre en place un portage immobilier permettant à l'EPF PACA l'acquisition de lots et des mesures de gestion renforcée recouvrant des missions techniques et de travaux, des missions de gestion locative et des missions d'accompagnement au relogement.

L'EPAEM poursuivra les études susvisées et définira le projet d'aménagement global. La Métropole apportera son concours en mobilisant les aides de droit commun et accompagnera le relogement des ménages qui s'avérerait nécessaire.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à cinq millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2024 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2018/104 du 29 novembre 2018 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégrade ;
- La convention d'intervention foncière
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et

dégradé.

- Que la copropriété Maison Blanche est inscrite dans le Programme de Priorité Nationale.
- Qu'il est nécessaire de mener une mission d'intervention foncière sur la copropriété Maison Blanche en vue de freiner et de préparer sa future mutation dans l'attente de la définition d'un projet urbain en lien avec la stratégie de développement du projet de l'extension d'Euroméditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée en phase Impulsion/réalisation sur le site Maison Blanche situé à Marseille à passer entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5384/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la ville d'Aix-en-Provence pour la mise à disposition de locaux et moyens dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée "Plan Local d'Urbanisme, documents en tenant lieu ou carte communale" et compétences associées "Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et Règlement Local de Publicité"
MET 19/9756/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération n°FAG 123-3142/17CM en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a

approuvé les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, des conventions de gestion ont été conclues avec la commune d'Aix-en-Provence portant notamment sur la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées ».

La convention de gestion relative à l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » arrive à son terme le 31 décembre 2018.

Dans l'intérêt d'un exercice optimisé des compétences précitées sur le Territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun que la ville d'Aix-en-Provence permette aux personnels désormais métropolitains affectés à cet exercice de poursuivre leur activité dans les locaux communaux situés 12 rue Pierre et Marie Curie - Aix-en-Provence et de leur permettre également de bénéficier d'un ensemble de moyens et de services assurés par la commune d'Aix-en-Provence.

Il convient donc de fixer, par la convention ci-annexée, les conditions de mise à disposition de ces locaux et moyens au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au titre de la présente autorisation d'occupation des locaux, La Métropole s'acquittera d'une redevance, calculée prorata temporis sur une année normalisée de 365 jours, sur la base de :

- 22 370 euros (vingt-deux mille trois cent soixante-dix euros), montant annuel hors taxe, proratisé pour la période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2019 (date prévisionnelle)
- 29 990 euros (vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros), montant annuel hors taxe, proratisé.

Les montants ci-dessus indiqués tiennent compte des frais de nettoyage des locaux mis à disposition ainsi que des consommations de fluides afférentes.

Cette redevance sera payée semestriellement terme échu.

Au titre des autres biens mis à disposition et services désignés à l'article 2, la Métropole s'acquittera d'une redevance complémentaire forfaitisée payable semestriellement terme échu d'un montant annuel hors taxe de 1 680 euros (mille six cent quatre-vingt euros).

La convention sera conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DL 2017-570 du Conseil Municipal du 13 décembre 2017 portant approbation de la convention de gestion entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférée au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n) FAG 123-3142/17CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention de gestion entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence arrive à son terme au 31 décembre 2018.
- ☐ Que dans l'intérêt d'un exercice optimisé des compétences précitées sur le Territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun que la ville d'Aix-en-Provence permette aux personnels désormais métropolitains affectés

à cet exercice de poursuivre leur activité dans les locaux communaux situés 12 rue Pierre et Marie Curie - Aix-en-Provence et de leur permettre également de bénéficier d'un ensemble de moyens et de services assurés par la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise à disposition de locaux et de moyens de la ville d'Aix-en-Provence situés 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 Aix-en-Provence relative à l'exercice des compétences « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférées à la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre tout acte y afférent.

Article 3 :

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle pourra être reconduite tacitement pour deux périodes d'un an.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Chapitre 011 / Fonction 020 / Nature 62875 du Budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5385/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial Léon Arnoux avec la commune de Pertuis, le Syndicat Durance Luberon et la société SCCV Saint Roch MET 19/8753/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 15 décembre 2015. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis au PLU figure la zone 1AU-a située au lieu-dit « La Pie Sainte-Anne », au Sud-Est de l'enveloppe urbaine de Pertuis et en bordure de la rue Léon Arnoux. Ce secteur est également identifié dans le contrat de mixité sociale signé avec l'État. La zone 1AU-a jouxte le quartier Léon Arnoux à dominante résidentielle qui s'est développé au cours

des dernières décennies sous la forme d'habitat pavillonnaire.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur la zone 1AU-a, dit « PUP Léon Arnoux ». En effet, plusieurs conditions d'ouverture à l'urbanisation sont applicables à cette zone du PLU. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée ou concomitante à la réalisation d'une voie de desserte permettant d'assurer un désenclavement du quartier au moyen d'une nouvelle voie reliant directement la rue Léon Arnoux au secteur de la gare ferroviaire de Pertuis.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 3 073 036 euros HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation d'environ 65 % du montant total des travaux à la charge des opérateurs de l'ordre de 111 euros /m² de surface de plancher.

La société SCCV Saint-Roch (groupe VINCI Immobilier) entend développer un programme d'environ 170 logements dont 60 logements locatifs sociaux, une trentaine de logements en accession sociale et environ 80 logements en accession libre, soit environ 12.000 m² de surface de plancher. Les montants de participations ont été calculés selon les besoins générés par l'opération et, compte tenu du programme de constructions envisagé par l'opérateur SCCV Saint-Roch, sa participation s'élève à 1 337 651,50 euros HT.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage, leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, considérant que les équipements publics à réaliser sont exclusivement de compétence communale et de compétence du Syndicat Durance Lubéron ladite convention prévoira que les participations liées à la réalisation desdits équipements soient versées à ces deux maîtres d'ouvrage.

Ainsi chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence. Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont

inscrites sur les budgets de la commune de Pertuis et du Syndicat Durance Lubéron.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Pertuis, le Syndicat Durance Lubéron et la société SCCV Saint-Roch pour la mise en œuvre du projet « Léon Arnoux » sur la commune de Pertuis ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5386/19/BM

**■ Acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon-de-Provence - signature d'un nouveau protocole foncier
MET 19/9814/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La construction d'une deuxième déchèterie sur la commune de Salon de Provence est nécessaire afin de désengorger la déchèterie déjà en service sur cette commune. Pour ce faire, l'acquisition d'un terrain pouvant accueillir les infrastructures de la nouvelle déchèterie est indispensable. La parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), emplacement réservé 187 d'une superficie de 19 510 m² appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) a été retenue pour l'implantation de ladite déchèterie.

Après échange avec ASF, ces derniers ont accepté de vendre ce terrain au prix de 3.52 euros HT/ m².

L'acquisition a été approuvée par délibération n° DEA 013-1152/16/CM du 17 octobre 2016 pour une surface approximative de 17 600 m² sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage.

Depuis, ce document d'arpentage est venu préciser la superficie exacte de la parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), qui est de 19 510 m² portant le prix total à 68 675,20 HT.

De surcroît, la dite parcelle se situant aujourd'hui en zone UEp du PLU de la Commune de Salon-de-Provence, la TVA sera appliquée en sus (13 735,04 euros).

Le prix d'achat sera donc de 82 410, 24 euros TTC.

Dans l'attente de la signature de l'acte authentique, il convient donc de préciser ces nouveaux éléments venant compléter les termes de la délibération du 17 octobre 2016 et d'approuver la signature d'un nouveau protocole foncier.

Un premier protocole a en effet été signé le 13 septembre 2017 entre ASF et la Métropole Aix-Marseille-Provence précisant les conditions administratives techniques et financières de la future cession.

Ce protocole est arrivé à terme le 31 décembre 2018 alors que le transfert dans le domaine privé d'ASF de la parcelle n'est pas encore finalisé. Il convient donc de signer un nouveau protocole dans les mêmes termes, pour une durée courant jusqu'au 30 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 013-1152/16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon de Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier n° 2017-02 conclut entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ASF du 13 septembre 2017 ;

- Le document d'arpentage n° DMPC 5468T ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la signature d'un protocole foncier préalable à l'acquisition par acte authentique de la parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), emplacement réservé 187 sur la commune de Salon-de-Provence d'une superficie de 19 510 m² appartenant à ASF au prix de 3.52 euros HT/m², ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et à prendre toutes dispositions y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Déchets de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays salonais - AP : 4581173004 - Chapitre : 2019302200 - Fonction : 7212 - Compte : 2118.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-5387/19/BM

■ Approbation de l'avenant 2 à la convention relative à l'occupation du domaine public du site réservoir du "DELA" à Saint-Chamas par des ouvrages de radiotéléphonie mobile de la Société Française du Radiotéléphone MET 19/9815/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le réservoir du « DELA » situé chemin des Beaumes à Saint Chamas est occupé par la Société Française du Radiotéléphone (SFR) par convention tripartite signée le 7 avril 2006 entre l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ex Société des Eaux de Marseille devenue Agglopolo Provence Eau et par la Société Française du Radiotéléphone.

Des changements d'ordres techniques permettant l'installation de nouveaux équipements ont été pris en compte par l'avenant n°1 à la convention devenu exécutoire le 2 juillet 2010.

La Société Française du Radiotéléphone, sollicite le transfert de ladite convention au profit de sa filiale « HIVORY SAS ». De plus, à compter du 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté d'Agglomération Agglopol-Provence. En conséquence, un avenant n° 2 à la convention permet de mettre à jour de ces précisions.

Cet avenant est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention entre l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopol-Provence et l'ancienne Œuvre Générale de Crau, signée le 07 avril 2006 en vertu de la délibération communautaire n°046/06 du 21 mars 2006 ;
- L'avenant n°1 à la convention approuvé par la délibération n° 46-10 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite Agglopol-Provence du 22 mars 2010 ;
- Le courrier du 12 novembre 2018 de la Société Française du Radiotéléphone, sollicitant le transfert de ladite convention au profit de sa filiale « HIVORY SAS » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention relative à l'occupation du domaine public du site réservoir du « DELA » à Saint Chamas par des ouvrages de radiotéléphonie mobile de la Société Française du Radiotéléphone, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toute disposition y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-5388/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition de terrain sur la parcelle DM 0069, lieu-dit le Coussoul Bernard à Salon-de-Provence, au profit d'ENEDIS
MET 19/9819/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des travaux de renforcement du réseau de distribution d'énergie électrique à Salon de Provence réalisés par ENEDIS concessionnaire en charge de ce réseau, celui-ci doit opérer le remplacement d'un poste de transformation existant situé sur la parcelle DM 0069, lieu-dit le Coussoul Bernard, dont la Métropole est propriétaire dans la zone d'activité de La Crau à Salon de Provence.

Afin de préserver l'accès aux ouvrages pour des opérations d'entretien et de maintenance par ENEDIS en sa qualité de concessionnaire des réseaux de distribution d'énergie électrique, il convient d'établir au profit du concessionnaire une convention de mise à sa disposition de l'emprise foncière occupée par ce nouveau poste de transformation.

A cet effet, ENEDIS propose la conclusion d'une convention portant sur la mise à disposition, sur cette parcelle, d'une surface de 25 m², dont la durée correspondrait avec celle des ouvrages.

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, ENEDIS versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence une indemnité unique et forfaitaire de cinq cent euros (500 euros).

Les éventuels frais et charges liés à la publication et/ou l'enregistrement de cette convention seront à la charge exclusive d'ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de mise à disposition au profit d'ENEDIS d'une partie de la parcelle DM 0069, sise lieu- dit le Coussoul Bernard à Salon de Provence.

Article 2 :

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, ENEDIS versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence une indemnité unique et forfaitaire de cinq cent euros (500 euros).

Article 3 :

Les éventuels frais et charges liés à la publication et/ou l'enregistrement de la convention sont à la charge exclusive d'ENEDIS.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

La recette sera constatée au budget principal 2019 de la Métropole – Chapitre 70 Compte 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-5389/19/BM

**■ Acquisition à titre onéreux auprès de la SARL Sud réalisations constructions d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude - Hauts de Mazargues.
MET 19/9743/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude/ Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé l'aménagement de l'avenue Colgate conformément à l'emplacement réservé n° 09-166 au PLU de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SARL Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière de 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n°259 sise avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SARL Sud Réalisations Constructions d'une emprise foncière d'une superficie de 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n° 259 permettra de réaliser l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SARL Sud Réalisations Constructions représentée par Monsieur ATTALI s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte une emprise foncière de 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n°259 sise avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement au prix de 13 800 euros (treize mille huit cents euros).

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-5390/19/BM

■ **Acquisition à la SEMIVIM d'une parcelle de terrain édiée d'une construction avenue Auguste Baron lieu-dit Figuerolles sur la commune de Martigues destinée à accueillir le pôle entrepreneurial du territoire du Pays de Martigues MET 19/9929/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquies à l'amiable à la SEMIVIM la parcelle de terrain édiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C. auquel s'ajoute 50 000 € TTC de mobilier.

Ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues dans lequel des espaces coworking et collaboratif, des salles de réunion et des bureaux seront mis à disposition des entreprises.

Conformément aux articles L.1311-9 et suivants du Code général des collectivités territoriales, l'acquisition objet de la présente délibération doit être précédée d'une demande d'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) sur la valeur vénale du bien ; et la Métropole doit délibérer au vu de cet avis. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de la DIE.

En l'espèce, la DIE a été saisie par lettre recommandée avec accusé de réception datée du 11 janvier. L'avis est donc à ce jour réputé donné.

Les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable à la SEMIVIM la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C. auquel s'ajoute 50 000 € TTC de mobilier ;
- Que ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues ;
- Que l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat a été donné par voie tacite.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à l'amiable à la SEMIVIM de la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C auquel s'ajoute 50 000 euros TTC de mobilier.

Article 2 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sous le numéro d'opération 2019610100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-5391/19/BM

**■ Vente d'une parcelle de terrain comprise dans la zone d'activités des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la Société FDM Consultants
MET 19/9799/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 19 octobre 2017 N°URB 071-2570/17/BM a approuvé la vente de la parcelle de terrain cadastrée AO 264, d'une superficie de 2 046 m² composant le lot 45 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, à la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho au prix de vente de 153 588 euros TTC soit 65 euros/m² HT avec un délai de validité du compromis fixé au 31 décembre 2018.

Ce délai étant à ce jour échu, il est proposé d'établir un nouveau compromis de vente, aux mêmes conditions, avec un délai de validité du compromis au 30 juin 2019 permettant à l'acquéreur de purger le droit des tiers suite à l'obtention du permis de construire le 3 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 16 juin 2017 N°2017-098V0953 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conditions de vente du lot N°45 de la ZAC des Étangs sont inchangées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente à la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho de la parcelle de terrain cadastrée AO 264, d'une superficie de 2 046 m² composant le lot 45 de la ZAC des Étangs au prix de vente de 153 588 euros TTC soit 65 euros/m².

Article 2 :

Le délai de validité du compromis est fixé au 30 juin 2019.

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la Société FDM Consultants.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole- sous politique B420 - nature 775 - fonction 632.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-5392/19/BM

**■ Cession à l'euro symbolique au profit de la ville de Marseille de deux emprises foncières nécessaires pour l'aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement
MET 19/9744/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Jarre se situe dans le secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement sur lequel un Programme de Rénovation Urbaine a été contractualisé le 10 octobre 2011 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global. Ce programme prévoit, dans le périmètre de la ZAC de la Jarre, la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares dont la Ville de Marseille est maître d'ouvrage.

Ce parc constituera un jalon paysager essentiel de l'axe majeur reliant les Plages aux Calanques et représentera un espace de respiration « verte » ayant vocation à favoriser les relations sociales et fonctionnelles entre les quartiers de La Soude, la Jarre et La Cayolle.

La réalisation de la desserte du futur Parc de la Jarre nécessite l'acquisition par la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence de deux emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 846 A n°257 sise rue Fortuné Marion et Section 852 C n°310 sise rue Marguerite de Provence.

Par acte notarié du 25 juillet 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait acquis ces terrains à titre gratuit auprès de Marseille Aménagement au titre des voies aménagées dans le cadre de la ZAC de la Jarre.

Le terrain situé rue Fortuné Marion constitue un délaissé issue d'une réserve foncière prévue à l'origine pour réaliser une voie Est/Ouest abandonnée au document d'urbanisme au profit de l'équipement espace vert de compétence communale.

L'emprise foncière située rue Marguerite de Provence forme quant à elle l'extrémité en impasse de ladite voie et sera aménagée afin de constituer le parvis d'entrée Ouest du Parc de la Jarre.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession au profit de la Ville de Marseille de deux emprises foncières pour une superficie totale de 1 130 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section 846 A n°257 et Section 852 C n°310 permettra de réaliser l'aménagement de la desserte du futur Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille

qui l'accepte une emprise foncière de 350 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 A n°257 sise rue Fortuné Marion et une emprise foncière d'une superficie de 780 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 C n°310 sise rue Marguerite de Provence à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par l'acquéreur à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Nature 775 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-5393/19/BM

**■ Cession des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, situées chemin de la plage à Istres, au profit de Monsieur Jean-François Cartoux, d'une superficie de 31m² dans le cadre d'une régularisation foncière - Abrogation de la délibération n° URB 022-4368/18/BM du 18 octobre 2018
MET 19/9778/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° URB 022-4368/18/BM du 18 octobre 2018, la cession des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, situées chemin de la plage à Istres, au profit de Madame Annick Degane, d'une superficie de 31m², dans le cadre d'une régularisation foncière, pour un montant de 4650€ HT (quatre mille six cent cinquante euros Hors Taxes).

Madame Annick Degane a vendu les parcelles cadastrées section DE n° 216 et DD n° 128 lui appartenant au bénéfice de Monsieur Jean-François Cartoux.

En conséquence, Monsieur Jean-François Cartoux nouveau propriétaire des parcelles cadastrées section

DE n° 216 et DD n° 128 a donné son accord sur l'acquisition des parcelles section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, d'une superficie de 31m², situées chemin de la Plage à Istres, pour un montant de 4650€ HT (quatre mille six cent cinquante euros Hors Taxes) dans le cadre d'une régularisation foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° URB 022-4368/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant cession à titre onéreux des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, situées chemin de la Plage à Istres, d'une superficie de 31 m², au profit de Madame Annick Degane ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URB 022-4368/18/BM du 18 octobre 2018 relative à la cession des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, situées chemin de la Plage à Istres, d'une superficie de 31m², dans le cadre d'une régularisation foncière, pour un montant de 4650 € HT (quatre mille six cent cinquante euros Hors Taxes) au bénéfice de Madame Annick Degane.

Article 2 :

Est approuvée la vente des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, d'une superficie de 31m², situées chemin de la Plage, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit de Monsieur Jean-François Cartoux, pour un montant de 4650 € HT.

Article 3 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour la rédaction de l'acte authentique en découlant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-5394/19/BM

■ Cession des parcelles n° AO 279 pour une surface de 2 632 m² (lot 5) et n° AO 280 pour une surface de 1 572 m² (lot 6) situées sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, Parc des Étangs, au profit de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » MET 19/10318/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts souhaite favoriser l'implantation sur son territoire d'un collège de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint Louis – Sainte Marie » et d'un gymnase.

La commune a identifié un tènement foncier dont les caractéristiques permettent d'accueillir ce projet.

Ce tènement se compose des lots 5 et 6 du Parc des Étangs pour une surface totale de 3 934 m², propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La commune a donc sollicité la Métropole pour que ces lots puissent être vendus à l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » en vue de la réalisation dudit projet.

Concernant la cession des lots 5 et 6 compris dans le « Parc des Étangs », Le Pays de Martigues a approuvé par délibération n° CC 2013-017 du 14 mars 2013 la concession d'aménagement de l'opération du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, signée le 22 avril 2013, avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM.

Le traité de concession étant arrivé à échéance le 30 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion de ses salariés.

Le transfert de propriété du foncier entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence est en cours de régularisation.

Afin de garantir les équilibres financiers de cette opération, la Métropole entend poursuivre en régie la commercialisation de la zone en maintenant le prix pratique sur cette opération depuis son origine soit 69 euros/m² de terrain aménagé. La Métropole a saisi les Domaines qui ont confirmé ce prix de cessions.

L'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » souhaite se porter acquéreur des lots 5 et 6 pour une surface de 3 934 m² pour un montant de 69 euros/m² correspondant aux parcelles suivantes :

- lot 5 – AO 279 pour une surface de 2 362 m²,
- lot 6 – AO 280 pour une surface de 1 572 m².

Il est précisé que l'ensemble des frais de notaire et de géomètre liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

L'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » souhaite se porter acquéreur de l'ensemble de ces biens pour un montant de 271 446 euros, conformément à l'avis des domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° URB 030-4648/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de clôture de la concession d'aménagement « Parc des Étangs » avec la SEMIVIM ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles suivantes :

- AO 279 pour une surface de 2 362 m² (lot 5),
 - AO 280 pour une surface de 1 572 m² (lot 6),
- situées sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, Parc des Étangs, au profit de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie », pour un montant de 271 446 euros, payable comptant le jour de signature de l'acte authentique.

Article 2 :

L'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant et à charger tout notaire d'établir les actes à intervenir.

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération DUFE 07/19 – ZAC des Étangs – Saint-Mitre – Chapitre 77.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-5395/19/BM

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'une convention de prestation de service avec la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'Éradication de l'Habitat Indigne
MET 19/9789/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la nouvelle stratégie territoriale durable et intégré un plan de lutte contre l'habitat indigne dont la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé de se doter, avec une mise en œuvre immédiate. Cette nouvelle politique de lutte contre l'habitat indigne métropolitaine sera intégrée dans le Programme Local de l'Habitat en cours d'élaboration et dans les documents de planification.

Pour rappel, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière d'habitat. Toutefois, les pouvoirs de Police spéciale de l'habitat sont détenus par les Maires des Communes membres de l'EPCI et par l'Etat.

Le Maire est l'autorité de police administrative au nom de la Commune. Il possède des pouvoirs de police lui

permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publique.

En matière de sécurité des immeubles, le Maire est amené à prendre des arrêtés municipaux visant à garantir la sécurité des occupants et à prescrire à l'encontre des propriétaires des travaux pour faire cesser les désordres identifiés.

En matière d'hygiène et de salubrité des immeubles, c'est le Préfet qui prend les arrêtés nécessaires à la suppression des désordres constatés. Le Maire est toutefois l'autorité administrative compétente pour engager les travaux d'office en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires (article L1331-29 du Code de la Santé Publique).

En matière de relogement d'office, l'autorité administrative compétente en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires peut être le représentant de l'Etat (insalubrité), le Maire (péril et insécurité des équipements communs), l'EPCI (dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou d'opérations d'aménagement de sa compétence).

En cas de non-respect des injonctions prescrites dans les arrêtés et, sur constat de la carence des propriétaires, la commune peut procéder d'office au relogement des occupants et à la réalisation des travaux, aux frais des propriétaires concernés.

Sous certaines conditions, la mise en œuvre de ces relogements et travaux d'office a pu être confiée par la commune de Marseille à ses aménageurs dans le cadre de concessions d'aménagement visant à l'éradication de l'habitat indigne et des interventions dans les copropriétés dégradées.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en lieu et place de ses communes membres, les compétences en matière d'aménagement mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme pour les opérations d'intérêt métropolitain, et de plein droit, celles en matière d'habitat et en particulier, l'amélioration du parc immobilier privé et la résorption de l'habitat insalubre.

Le transfert des compétences s'est accompagné du transfert des opérations en cours concernées.

La Métropole est à présent concédante des opérations d'aménagement pour le traitement de l'habitat indigne, des copropriétés dégradées et la résorption de l'habitat insalubre.

Il s'agit des opérations d'éradication de l'habitat indigne concédées à Urbanis Aménagement et Marseille Habitat couvrant l'ensemble des arrondissements de la ville de Marseille ; de l'opération d'aménagement sur le Parc Kallisté concédée à Marseille Habitat ; des opérations de

Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) Saint Mauront Gaillard et Opération Grand Centre Ville concédées à la SOLEAM.

Par volonté d'efficacité, la ville de Marseille souhaite qu'il puisse être fait appel aux concessionnaires pour la mise en œuvre des travaux d'office et relogements d'office quand ils relèvent de sa compétence, car ils offrent une réactivité opérationnelle indispensable.

En application des articles L 5215-27, L 5217-7 et L 5218-1 du CGCT et selon les modalités spécifiques définies dans la convention ci-annexée, la commune de Marseille souhaite confier, ses attributions à la Métropole, pour que la Métropole soit parfaitement fondée en tant que de besoin à confier la réalisation des relogements et des travaux d'office prescrits dans le cadre des arrêtés de police de l'habitat à ses concessionnaires dans le champs des concessions précitées.

La ville de Marseille assurera le versement à la Métropole des montants engagés et justifiés pour la mise en œuvre des travaux et relogements d'office réalisés dans le cadre des concessions selon des modalités détaillées dans la convention jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'arrêté n°2014-25 du 21 mars 2014 de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- qu'en application des dispositions des articles précités du CGCT la Commune peut confier par convention la gestion de services et la création d'équipements relevant de ses attributions à la Métropole,
- que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation des attributions en cause de la Commune pour la réalisation de travaux d'office,
- qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la Commune, entend confier ses attributions à la Métropole concédante dans le cadre de la réalisation de travaux et relogements d'office,
- que les stipulations des concessions d'aménagement : Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 n°T1600919CO, Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 n°T1600918CO, Kallisté n°T1600917CO, RHI Saint Mauront Gaillard n° T1600907CO et Opération Grand Centre Ville n°T1600914CO, prévoient le respect des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestation de service entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de réalisation de travaux et de relogement d'office relevant des actes de police de l'habitat et en particulier les pouvoirs de police spéciaux du Maire ci-annexée.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5396/19/BM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille"
MET 19/9827/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEVT 012-5208/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de deux opérations d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées.

Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la Ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Eradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des deux concessions EHI en visant l'expropriation pour chaque opérateur de 50 immeubles dégradés dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,
- la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,
- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront

largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Afin de pouvoir assumer cette prorogation et l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120300 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille » inscrite au budget pour un montant initial de 4 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 11 700 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 16 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 portant transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement utile à leur transfert par la Ville de Marseille et la Ville de la Ciotat ;
- La délibération n° DEVT 003, portant approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) Lot 1 à Marseille » ;
- La délibération n°FAG 152-12/12/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence .
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ,

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 11 700 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 11 700 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 151065BP, la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120300 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 Marseille », pour un montant de 11 700 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 16 300 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	637 924 euros TTC
Année 2019 :	6 225 000 euros TTC
Année 2020 :	5 350 000 euros TTC
Année 2021 :	4 087 076 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-5397/19/BM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille"
MET 19/9830/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement.

Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat. Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées.

Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la Ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement.

Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Eradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, reconstruction ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des concessions EHI en visant l'expropriation pour chaque opérateur de 50 immeubles dégradés dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,
- la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,
- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront

largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Afin de pouvoir assumer la prorogation de la concession ainsi que l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120400 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille » inscrite au budget pour un montant initial de 1 350 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être révisée pour un 14 450 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 800 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 portant transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement utile à leur transfert par la Ville de Marseille et la Ville de la Ciotat ;
- La délibération n° DEVT 005-2386/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation de l'affectation de la valorisation de l'opération d'investissement relative à l'Eradication Habitat Indigne (EHI) lot 2 à Marseille ;
- La délibération n°FAG 152-12/12/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 14 450 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 14 450 000 TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 151065BP, la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120400 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 Marseille», pour un montant de 14 450 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 800 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	250 000 euros TTC
Année 2019 :	4 850 000 euros TTC
Année 2020 :	5 350 000 euros TTC
Année 2021 :	5 350 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-5398/19/BM

**■ Approbation d'une convention partenariale avec le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA)
MET 19/9845/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

En application des dispositions des lois et MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015, les Départements intervenant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les Départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et Vaucluse (commune de Pertuis) ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence certaines compétences parmi lesquelles l'attribution de l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, prévue par les articles L263-3 et L2634 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Ce transfert de compétence est effectif depuis le 1er janvier 2017.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Dans ce cadre, le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA) est l'organisme chargé d'assurer la gestion financière et comptable du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) depuis 1997 sur le Département des Bouches-du-Rhône. Association loi 1901, créée en 1984, le FSPMA est un organisme de coopération volontaire d'associations et de fédérations qui a pour but d'être :

- l'interlocuteur régional des collectivités locales et territoriales, des services extérieurs de l'État,

- un lieu privilégié de concertation et de représentation régionale.

Dans le cadre de la gestion du FAJ, l'association FSPMA :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes approuvé par le Conseil Métropolitain lors de sa commission permanente du mois de décembre 2017 et assure le versement des aides :

- assure le suivi budgétaire ;

- établit des statistiques spécifiques.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social.

Afin de pouvoir assurer la mission qui lui a été confiée, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

Il est par conséquent proposé d'attribuer à l'association FSPMA une subvention d'un montant total de 1 100 000 euros (un million cent mille euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ; Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences territoriales.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;

- La nécessité de confier la gestion de fonctionnement à la FSPMA dans le cadre du FAJ ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif » (FSPMA) d'un montant de 1 100 000 euros (un million cent mille euros) au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif » (FSPMA) au titre de l'exercice 2019.

Article 3 :

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2019, Sous-Politique E120 - Nature 65748 – Fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5399/19/BM

**■ Mise en oeuvre du dispositif du Fond d'Aide aux Jeunes - Renouvellement d'approbation des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution conclues avec divers associations
MET 19/9847/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 et n° FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 pour la commune de Saint-Zacharie, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ainsi, par conventions, les Département des Bouches-du-Rhône et du Var ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Il est géré comptablement par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement,
- contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Il s'agit de :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aix-en-Provence sur les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabries, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-SainteRéparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Peynier, Peyrolles, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-MarcJaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aubagne sur les communes de : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Carnoux, Cassis, Ceyreste, Cuges-les-Pins, Gémenos, La

Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquefort-la-Bédoule, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

- L'association Mission Locale Ouest Provence qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Istres sur les communes : Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Ensues-la-Redonne, Fos-sur-Mer, Gignac-la-Nerthe, Grans, Istres, Le Rove, Marignane, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Martigues sur les communes de : Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts.

- L'association Mission Locale du Pays Salonais qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Salon-de-Provence sur les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péliganne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

- L'association Mission Locale Groupement d'Intérêt Public Sud Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse qui couvre la commune de Pertuis.

Ces associations interviennent dans le cadre d'une convention précisant les missions qui leur sont confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2018 et qu'il convient de reconduire pour l'année 2019.

Outre ces partenaires pré définis, Le FAJ élargit le champ de ces partenaires en intégrant des nouveaux secrétariats tels que le définit la liste exhaustive au chapitre 2.4 du guide des référents :

Il s'agit du Groupement d'Intérêt Public Mission Locale Est Etang de Berre qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution Est Etang de Berre sur les communes de : Berre l'Etang, Rognac, Velaux, Vitrolles, Marignane, Saint-Victoret, Gignac La Nerthe et Châteauneuf Les Martigues

Il s'agit de l'association Mission Locale du Canton de La Ciotat qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du Canton de la Ciotat sur les communes de : Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule.

Et de l'association Groupe ADDAP 13 qui assure le secrétariat de la commission locale d'attribution Groupe ADDAP 13 sur les communes du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités des exercices de compétences départementales ;
- La délibération FAG 013-1181/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une subvention au Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie et à l'approbation de la convention type relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution du FAJ des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;
- La nécessité de reconduire pour l'année 2019 les conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La mise en place de nouveaux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexées conclues avec :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix, - L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile, - L'association Mission Locale Ouest Provence, - L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue, - L'association Mission Locale du Pays Salonais – Le GIP Mission Locale du Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues avec :

- Le GIP Mission Locale Est Etang de Berre,
- L'association Mission Locale du Canton de La Ciotat

Article 3 :

Est approuvée la convention relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues avec :

- L'association Groupe ADDAP 13

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-5400/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Actualisation du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de Cap Canaille"
MET 19/8693/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Afin de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'actions des Plans de Massifs pour la Protection des Forêts Contre les Incendies (PMPFCI), il est nécessaire de mettre à jour régulièrement (tous les 10 ans environ) ces documents.

En 2019, le PMPFCI du massif de Cap Canaille doit être actualisé :

- Mise à jour des données de l'état des lieux
- Planification d'un nouveau programme d'actions pour la Défense des Forêts Contre l'Incendie

Cette étude sera menée en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et techniques de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

L'ensemble des composantes multifonctionnelles de la forêt seront intégrées à la problématique de la DFCI du massif, conformément aux principes énoncés pour l'exercice de la compétence « milieux forestiers » par la Métropole (délibération du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole).

Cette étude peut être subventionnée à un taux maximum de 80% au titre de l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie du massif forestier de Cap Canaille :

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 20 000 € HT soit 24 000 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	25 %	5 000 €
la Région Sud PACA	25 %	5 000 €
Etat	25 %	5 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	25 %	5 000 €
Total	100%	20 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°ENV 001-28/02/19 BM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001-19/10/17CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'actualisation du Plan de Massif pour la Protection des Forêts Contre l'Incendie du massif forestier de Cap Canaille.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à

signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération d'investissement 2019004101 seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, section d'investissement - Nature 132- Fonction 6312 – Sous politique G810 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5401/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Actualisation du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Côte Bleue" MET 19/8694/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Afin de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'actions des Plans de Massifs pour la Protection des Forêts Contre les Incendies (PMPFCI), il est nécessaire de mettre à jour régulièrement (tous les 10 ans environ) ces documents.

En 2019, le PMPFCI du massif de la Côte Bleue doit être actualisé :

- Mise à jour des données de l'état des lieux
- Planification d'un nouveau programme d'actions pour la Défense des Forêts Contre l'Incendie

Cette étude sera menée en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et techniques de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

L'ensemble des composantes multifonctionnelles de la forêt seront intégrées à la problématique de la DFCI du massif, conformément aux principes énoncés pour l'exercice de la compétence « milieux forestiers » par la Métropole (délibération du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole).

Cette étude peut être subventionnée à un taux maximum de 80% au titre de l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie du massif forestier de la Côte Bleue :

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 25 000 € HT soit 30 000 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	26,7 %	6 667 €
Région Sud	26,7 %	6 667 €
Etat	26,7 %	6 666 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	5 000 €
Montant total	100 %	25 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-19/10/17CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'actualisation du Plan de Massif pour la Protection des Forêts Contre l'Incendie du massif forestier de la Côte Bleue.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération d'investissement 2019004101 seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 132 – Fonction 6312 – Sous politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-5402/19/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Gestion d'un site du Conservatoire du Littoral : programmation de gestion du Pourra 2019
MET 19/9131/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1975, le Conservatoire du Littoral intervient pour préserver les espaces littoraux. A l'échelle du territoire de la Métropole près de 6 500 hectares sont acquis par l'établissement public et donné en gestion aux collectivités territoriales.

Dans sa stratégie d'acquisition, le Conservatoire du Littoral est propriétaire de 287 hectares sur les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc.

L'étang du Pourra, d'une superficie d'environ 157 hectares, situé sur ces deux communes, est un espace naturel d'une qualité écologique et paysagère remarquable.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie était engagée, lors de la fusion au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la gestion de l'étang du Pourra.

Au titre de la délibération n° HN 157-288/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ce dernier assure la continuité de l'exercice de la compétence des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Les orientations de gestion du site fixées dans le plan de gestion s'articulent autour de :

- la protection de la biodiversité et du paysage remarquables du site ;

- la valorisation du site dans le respect de l'équilibre écologique des habitats et des espèces ;
- l'intégration des activités humaines afin de réduire leur impact sur le milieu naturel et l'exemplarité sur le plan environnemental ;
- le système de management du site.

Pour répondre aux objectifs de gestion déclinés, le Pays de Martigues en sa qualité de gestionnaire et le Conservatoire du Littoral en tant que propriétaire définissent conjointement un programme annuel de gestion qui est proposé au Comité Départemental de Gestion composé du Conservatoire du Littoral, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte D'azur.

Le programme 2019 de gestion du site répond à différentes catégories d'opérations :

- Gestion, surveillance, entretien du site ;
- Travaux et aménagement (limitation des ligneux, fauche, pose de ganivelles, chantier de nettoyage) ;
- Etudes et suivis (étude hydraulique pour la définition des scénarii de gestion hydraulique, suivi de l'avifaune) ;
- Accueil du public (panneau d'interprétation du site).

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 20 000 euros TTC.

Le montant sollicité auprès de chacun des partenaires financiers pour l'opération de gestion, surveillance et entretien du site est évalué à 5 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Montant des dépenses de l'opération Surveillance, gestion frais de fonctionnement et participation salaire (0,4 ETP)		20 000 euros T.T.C
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte D'azur Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral	25 %	5 000 euros
Conseil Départemental 13 Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral	25 %	5 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence – Pays de Martigues	50 %	10 000 euros

La présente délibération vise à autoriser une demande de subvention la plus élevée possible auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur au titre de la convention tripartite liant le Conservatoire du Littoral, le Conseil Départemental

des Bouches-du-Rhône et la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et à signer tous les documents s'y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-288/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La convention pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à la préservation des espaces naturels confiée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues est établi conjointement avec le Conservatoire du littoral un programme annuel de gestion ;
- Que ce programme prévoit des opérations de gestion, surveillance, entretien du site, des travaux, aménagements notamment pour l'accueil du public et des études et suivis ;
- Que ces opérations sont éligibles à un subventionnement au titre de la convention tri-partite entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Sud PACA et le Conservatoire du Littoral.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Département des Bouches-du-Rhône, pour apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues, Fonction : 76 - Nature : 61521 617 6228.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement, Fonction : 76 - Nature : 7472 7473.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-5403/19/BM

**■ Demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le suivi et l'animation de quatre Plans de massifs sur le Territoire du Pays Salonais pour 2019
MET 19/9240/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation des plans de massifs est indispensable pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des opérations D.F.C.I. (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) inscrites dans les plans. Cette mission est reconduite chaque année pendant toute la durée du plan.

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas les moyens humains suffisants pour mener à bien cette mission, un prestataire a été désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation, sur les communes situées sur ce territoire, du suivi et de l'animation technique des plans de massifs de Saint-

Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, des Roques, des Quatre Termes et de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse.

Les communes concernées sont les suivantes :

-Massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence : communes de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence

-Massif des Roques : communes d'Alleins, d'Aurons, Lamanon, Pélissanne, Salon-de-Provence, Mallemort et Vernègues

-Massif des Quatre Termes : communes de La Barben, Lançon-Provence, La Fare les Oliviers et Pélissanne

-Massif de la Chaîne des Côtes et Trévaresse : Charleval, Mallemort et Vernègues

Le coût prévisionnel de cette opération de suivi et animation des plans de massifs situés sur le Territoire du Pays Salonais est estimé à 24 000 euros HT, soit 28 800 euros TTC pour l'année 2019.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur – dispositif PIDAF	50 %	12 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	12 000 euros
Coût total de l'opération HT	100 %	24 000 euros
Coût total de l'opération TTC		28 800 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et en particulier la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, sur les communes du Territoire du Pays Salonais, au suivi et à l'animation technique des plans de massifs situés sur ce territoire, à savoir le plan de massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, le plan de massif des Roques, le plan de massif des Quatre Termes et le plan de massif de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée à la section d'investissement du Budget Primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Chapitre 13 – Nature 132 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-5404/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Schéma directeur métropolitain des sites et espaces naturels" MET 19/9716/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Conscient de l'enjeu en matière de préservation des espaces naturels et de sa responsabilité au titre de la compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une politique de protection et de valorisation du patrimoine naturel. Elle s'est donc fixée comme objectif la définition d'un schéma directeur des sites et espaces naturels métropolitains.

Le futur schéma constituera un outil d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre et répondant au projet métropolitain.

Trois grands axes de travail seront poursuivis :

- Connaître le patrimoine naturel :
 - o Créer un atlas des espaces naturels métropolitains : recenser les connaissances sur le patrimoine naturel, identifier les politiques publiques de gestion des espaces naturels existantes, recenser les programmes de recherche et les démarches innovantes, etc ;
 - o Définir un programme d'amélioration des connaissances notamment dans les espaces

naturels orphelins (environ 50 % des espaces naturels métropolitains).

- Mettre en œuvre une politique de protection, de préservation et de restauration des sites et espaces naturels :
 - o Définir les priorités de soutiens à apporter aux espaces naturels protégés (Parcs et Grand Site) et forger une identité métropolitaine en matière d'espaces naturels : niveaux de protection, sauvegarde du patrimoine culturel et paysager, ouverture et équipements d'accueil du public, schémas et convention de pratiques, etc ;
 - o Accompagner les communes dans des actions de préservation de la biodiversité dans les espaces naturels présentant des enjeux écologiques (réservoirs métropolitains de biodiversité) ;
 - o Contribuer à la sauvegarde et à la restauration des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques (infrastructures, piémonts agricoles, etc...).
- Valoriser les sites et espaces naturels métropolitains :
 - o Faciliter l'accueil dans les espaces naturels tout en garantissant leur intégrité ;
 - o Développer une « culture de la biodiversité » au travers d'outils de communication et de reconnaissance de la richesse environnementale des espaces naturels métropolitains.

L'année 2019 sera consacrée au lancement d'une étude de caractérisation de la fréquentation à l'échelle des espaces naturels métropolitains afin d'en garantir une stratégie d'accueil respectueuse du patrimoine naturel et cohérente avec les attentes des communes et des citoyens.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 50 000 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS (en euros TTC)
Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur « CRET »	10 %	5 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	90%	45 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°ENV 005-28/02/19 BM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Schéma directeur des sites et espaces naturels métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Département des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2019 0 039 00 - Nature : 2031 - Fonction : 76 – Sous politique : G811.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 2031 – Fonction 76 – Sous politique G811 – Code opération n° 2019 0 039 00.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-5405/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour les opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie sur les massifs du Territoire du Pays d'Aix
MET 19/9844/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix poursuit un programme ambitieux de mise en œuvre de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe, en conséquence, de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Chaque année, le Territoire du Pays d'Aix établit, en accord avec les Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Six massifs forestiers sont concernés :

- Montaiguet et collines environnantes,
- Régagnas - Monts Auréliens,
- Quatre Termes,
- Arbois - Pas des Lanciers,

- Chaîne des Côtes – Trévaresse,
- Concors - Sainte Victoire.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-

Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2019 est estimé à 314 395,00 euros HT (soit 377 274,00 euros TTC). Le coût des travaux proposés, dont le détail est annexé à la présente délibération, est réparti, par massif, comme suit :

Appel à projets 2019	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
Massif du Montaiquet	23 000,00
Massif du Régagnas	37 800,00
Massif des Quatre Termes	13 920,00
Massif de l'Arbois - Pas des Lanciers	28 800,00
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	86 850,00
Massif de Concors – Sainte-Victoire	124 025,00
Total HT	314 395,00 €
TVA (20 %)	62 879,00 €
TOTAL TTC	377 274,00 €

cf. Annexe « détail des travaux par massif »

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Europe	20 %	62 879,00
État	20 %	62 879,00
La Région	20 %	62 879,00
Le Département des Bouches-du-Rhône	20 %	62 879,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	62 879,00
TOTAL HT		314 395,00 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région et le Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;

- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 ouvrant l'Autorisation de Programme n° DI2472 relative à l'opération Syndicat Sainte-Victoire Travaux Forestiers et modifiant l'Autorisation de Programme n° DI246 AP4 relative à l'opération PIDAF 2016/2019 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur le Territoire du Pays d'Aix, d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie, conformément aux PMPFCI, anciennement

appelés PIDAF (Montaiguet, Régagnas, Quatre Termes, Arbois/Pas des Lanciers, Chaîne des Côtes/Trévaresse et Concors - Sainte Victoire) ;

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 EST du territoire du Pays d'Aix et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Engagement AP2017/47 Opération DI246AP4 et Engagement AP 2018/63 Opération DI2472AP.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 1318 pour l'Europe, 1311 pour l'État, 1312 pour la Région et 1313 pour le Département, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-5406/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération de Défense de la Forêt Contre l'Incendie sur les communes du Territoire du Pays Salonais et approbation du programme prévisionnel de travaux MET 19/9817/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la poursuite des aménagements en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé le programme prévisionnel de travaux 2019 ci-dessous pour le Territoire du Pays Salonais.

Le Programme prévisionnel de travaux D.F.C.I. 2019 comprend :

- création d'une éclaircie DFCI sur 8,9 ha – quartier les Sabouillons - commune de Lançon-Provence, pour un coût estimé à 19 646,08 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI et débroussaillage sur 12,32 ha – Poste électrique Roquerousse - commune de Salon-de-Provence, pour un coût estimé à 34 959,54 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI et débroussaillage sur 15,6 ha – lieudit « le Boulely » - commune de La Barben, pour un coût estimé à 44 266,95 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI sur 11,5 ha – quartier Saint-Martin Sud - commune de Velaux, pour un coût estimé à 30 912,00 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite RO 111 sur environ 4 290 ml – communes d'Alleins et Aurons pour un coût estimé à 53 281,80 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite CC 201 sur environ 1 500 ml – commune de Charleval pour un coût estimé à 18 630,00 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite QT 100 sur environ 5264 ml – communes de La Barben et de Pélissanne pour un coût estimé à 99 640,05 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite QT 200 sur environ 2 272 ml – commune de La Barben pour un coût estimé à 31 040,06 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- installation d'une citerne HBE aérienne de 60 m3-piste QT 100 – commune de Pélissanne pour un coût estimé à 30 525 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 362 901,48 euros HT, arrondi à 362 901,50 euros HT, soit 435 481,80 euros TTC.

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets dont l'emprise peut être sur du foncier public ou privé, et que l'obtention de leur accord préalable est indispensable à la réalisation des travaux.

Ce type de projet peut être subventionné notamment dans le cadre du dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union Européenne « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	72 580,30 euros
ETAT « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	72 580,30 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	72 580,30 euros
Conseil Départemental des Bouches du Rhône « Aides aux Communes »	20 %	72 580,30 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	72 580,30 euros
Total H.T.		362 901,50 euros
Total T.T.C.		435 481,80 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Forestier ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de

Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, sur le Territoire du Pays Salonais, à la poursuite des aménagements en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme prévisionnel de l'opération de « Défense de la Forêt Contre l'Incendie » 2019 pour le Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2017300800 – Natures : 2031 et : 2312 - Fonction : 76 – Sous politique : DFCL.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Natures 132 – Fonction 76 – Sous politique DFCL – Code opération n° 2017300800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-5407/19/BM

■ Demande de subvention auprès de l'Etat relative aux formalités administratives pour la mise en place de servitudes D.F.C.I. pour les communes de Lançon-Provence, Coudoux et Salon-de-Provence

MET 19/9818/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé les opérations suivantes :

- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste dite « QT 102 » sur environ 6 000 mètres linéaires - communes de Lançon-Provence et de Coudoux, pour un coût estimé à 7 500,00 euros H.T,
- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste dite « RO 205 » sur environ 1 100 mètres linéaires – commune de Salon-de-Provence pour un coût estimé à 5 500,00 euros H.T.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du programme « Forêt » du Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation.

Le Plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ETAT « dispositif Forêt DFCL »	80 %	10 400,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	2 600,00 euros
Montant H.T.		13 000,00 euros
Montant T.T.C.		15 600,00 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réalisation de formalités administratives pour la mise en place de servitudes D.F.C.I. sur la piste dite « QT 102 » sur environ 6 000 mètres linéaires – communes de Lançon-Provence et Coudoux, et sur la piste dite « RO 205 » sur environ

1 100 mètres linéaires – commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2017300800 – Natures : 2031 et : 2312 – Fonction : 76 – Sous politique : DFCI.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Natures 132 – Fonction 76 – Sous politique DFCI – Code opération n° 2017300800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-5408/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte-d'Azur, pour la réactualisation de l'atlas des paysages des Bouches-du-Rhône
MET 19/8744/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Désormais intégré dans la Loi de 2016, dite « pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », l'Atlas des Paysages tel que défini par l'article L.350-1 B du Code de l'Environnement « est un document de connaissance qui a pour objet d'identifier, de caractériser et de qualifier les paysages du territoire départemental en tenant compte des dynamiques qui les modifient, du rôle des acteurs socio-économiques, qui les façonnent et les entretiennent, et des valeurs particulières qui leur sont attribuées par les acteurs socio-économiques et les populations concernées. Un Atlas est élaboré dans chaque département, conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales. L'Atlas est périodiquement révisé afin de rendre compte de l'évolution des paysages ».

Par délibération du 14 décembre 2017 (ENV 007-3306/17/CM), la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités d'exercice de la compétence

« valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain. Cette délibération prévoit notamment d'être « complémentaire des compétences paysagères supra territoriales (échelon national, régional et départemental) et locales (communales notamment). »

Aussi, dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Métropole souhaite participer à la réactualisation de l'Atlas Départemental des Paysages, porté par le Département des Bouches du Rhône, avec le soutien financier et technique de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Provence - Alpes-Côte -d'Azur.

En effet, l'actuel atlas départemental des paysages a été édité en 2007 et nécessite une mise à jour, en raison des évolutions du territoire. Cette mise à jour permettra également d'éditer cet atlas sur des formats numériques permettant une consultation plus dynamique et interactive, ainsi qu'une intégration dans les systèmes d'information géographique.

Afin de formaliser cette collaboration, il est proposé de conclure une convention tripartite de partenariat entre le Département des Bouches du Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la DREAL.

Par délibération du 19 octobre 2018, le Conseil Départemental a approuvé la nécessité et le principe de la réactualisation de l'atlas des paysages des Bouches-du-Rhône et les termes de la convention de partenariat.

Dans le cadre de cette convention, la participation financière de la Métropole, s'élève à 30 000 euros, sur un budget global estimé à 162 000 euros et sera versée au Conseil Départemental, au moment du démarrage de l'étude, sur l'exercice budgétaire de l'année 2019.

La convention, jointe en annexe de ce rapport, fixe également la participation d'élus et de techniciens métropolitains aux comités de pilotage et comités techniques qui constituent la gouvernance de ce travail de réactualisation, ainsi que les modalités d'exploitation des résultats de ce travail.

La Métropole sera représentée au comité de pilotage par Madame Danièle GARCIA, Conseillère déléguée à la viticulture, aux forêts et aux paysages, accompagnée des techniciens de la direction du paysage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ENV 007-3306/17/CM du 14 décembre 2017 définissant les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- La nécessité de réactualiser l'Atlas des Paysages des Bouches-du-Rhône ;
- Que la Métropole souhaite s'associer avec le Département des Bouches du Rhône et la DREAL pour participer à la réactualisation de l'Atlas des Paysages ;
- Que dans ce cadre, une convention de partenariat, incluant la participation financière de chaque partie, doit être approuvée entre le Département des Bouches-du-Rhône, la DREAL et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte-D'azur, pour la réactualisation de l'atlas des paysages des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Est approuvé le versement, au profit du Département des Bouches-du-Rhône, d'une participation financière d'un montant de 30 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Madame Danièle GARCIA, Conseillère déléguée à déléguée à la viticulture, aux forêts et aux paysages, est désignée comme représentante de la Métropole Aix-Marseille-Provence au comité de pilotage.

Monsieur Michel Gacon Directeur Général Adjoint en charge de l'Agricultures Forêts et Paysages et Monsieur Marc Del Corso, Directeur Paysages sont désignés pour représenter la Métropole Aix- Marseille-Provence au comité technique mis en place.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 - nature 65 733 – fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-5409/19/BM

■ **Approbation d'une convention d'utilisation des données télémétriques des aigles de Bonelli acquises en vue de l'identification des domaines vitaux dans le cadre du plan national d'actions de l'espèce installée sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence**
MET 19/8805/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Plus d'un tiers de la population française d'Aigles de Bonelli vit sur le territoire métropolitain, où neuf aiglons sont nés cette année. En effet, la Métropole abrite douze couples d'Aigles de Bonelli soit 75 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Fortement impliquée en faveur de la protection de la biodiversité sur son territoire, la Métropole mesure sa responsabilité et œuvre à la conservation de l'espèce. Depuis plusieurs années, Aix-Marseille-Provence assure également l'animation de huit sites Natura 2000, des espaces naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage qu'ils abritent.

Elle favorise ainsi, avec ses partenaires (Parc national des calanques, Département, Parc naturel régional de la Sainte-Baume et Alpilles, DREAL PACA), la mise en œuvre du programme de suivi des Aigles de Bonelli, via des balises posées sur les oiseaux. Sept couples sur douze ont déjà été équipés de GPS, dans le cadre d'un programme de baguage porté par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) PACA.

Afin de mettre en œuvre la préservation de l'espèce, un plan national d'actions en sa faveur a été mis en place. Il constitue une des politiques du Ministère en charge de l'environnement en matière de conservation des espèces de la faune française

menacée. Il s'agit du 4ème plan national d'actions qui a débuté en 2014 et a une durée de 10 ans.

Il se compose de 28 actions dont l'une, de priorité 1, s'intitule « Action 4.5 - Étude spatiale des domaines vitaux et identification des zones d'errance de l'espèce. »

Les objectifs de cette action sont :

- d'équiper de balise GPS des individus adultes cantonnés pour l'identification des domaines vitaux, des centres d'activités et des menaces pesants sur les territoires d'occupation ;
- d'équiper des juvéniles avec des balises GPS afin d'améliorer la connaissance de l'identification des zones d'errance et de concentration des immatures et d'étudier les mécanismes de recrutement.

La réalisation de cette action est possible grâce à la collaboration du responsable du programme de baguage de l'Aigle de Bonelli et aux autorisations délivrées à plusieurs personnes en charge du baguage, par le Centre de Recherche sur la Biologie des Populations d'Oiseaux (CRBPO).

Dans le but de préserver les données acquises ou en cours d'acquisition, la présente convention a pour objectif de préciser le cadre d'utilisation et la propriété des données télémétriques des Aigles de Bonelli équipés sur le territoire de la Métropole concernant :

- d'une part, le responsable du programme de baguage (Cécile Ponchon, CEN PACA) ;
- d'autre part, les utilisateurs de ces données : CEN PACA, CEN L-R, DREAL Occitanie et PACA, Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compte-tenu de la sensibilité des données acquises, celles-ci ne peuvent être considérées comme des données publiques librement accessibles et ne peuvent être utilisées à l'encontre des objectifs de conservation de l'espèce, définis par le Plan National d'Actions de l'Aigle de Bonelli.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'utilisation des données télémétriques des Aigles de Bonelli acquises en vue de l'identification des domaines vitaux dans le cadre du plan national d'actions de l'espèce installés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-5410/19/BM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence"
MET 19/9762/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence, composée de 19 massifs emblématiques tels que Calanques, Sainte-Victoire, Sainte-Baume, Garlaban, accueille plus de 6 millions de visiteurs par an et s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %. Les espaces naturels, omniprésents dans la Métropole, lui confèrent ainsi un caractère atypique au regard des autres métropoles françaises.

Soumise à des pressions croissantes en raison de son caractère périurbain et du changement climatique, la forêt métropolitaine est aujourd'hui à la confluence d'enjeux majeurs qu'il convient de connaître et de maîtriser. La disparité géographique dans la gestion des forêts métropolitaines actuellement constatée aboutit à des espaces forestiers souvent fermés, donc peu accueillants, peu diversifiés, à la biodiversité limitée et surtout propices aux incendies, aux attaques phytosanitaires et aux aléas climatiques (réchauffement du climat, glissements de terrains, chutes d'arbres, etc...).

L'absence de gestion et la sous exploitation sont davantage préjudiciables et néfastes pour la

préservation et la valorisation des forêts. Riche en biodiversité et en paysages uniques, et attrayants pour des usagers toujours plus nombreux, les espaces forestiers doivent faire l'objet d'une gestion durable où la Forêt est non seulement regardée comme patrimoine naturel mais également en tenant compte du potentiel et des enjeux à la fois culturels, économiques et sociétaux permettant d'appréhender celle-ci d'un point de vue global et multifonctionnel.

Conscient de ce constat et de sa responsabilité, la Métropole Aix Marseille Provence souhaite développer une politique de protection et de valorisation de ses espaces forestiers.

C'est dans cette perspective, et afin de répondre à ces enjeux tout en respectant la multifonctionnalité de sa forêt, que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure depuis octobre 2017 la gestion de ses milieux forestiers. Dans le cadre de cette gestion, il est prévu pour la période 2019-2022 :

- d'entreprendre des opérations de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) sur les massifs forestiers de la Métropole, dans le cadre de la mise en œuvre des Plans de Massifs de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI). La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :
 - éviter les départs de feux ;
 - faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré) ;
 - limiter la propagation des incendies ;
 - gérer les risques subis.

Les opérations prévues au programme comprennent les travaux forestiers de prévention incendie, les études préalables à leur mise en œuvre ainsi que les missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique permettant la réalisation des programmes pluriannuels de travaux définis dans les plans de massifs.

- de réaliser des opérations de Restaurations de Terrains Incendiés (RTI), le cas échéant, suite aux incendies qui se dérouleraient dans les massifs de la Métropole : études préalables, maîtrise d'œuvre et travaux.
- de favoriser la valorisation des espaces forestiers par la connaissance de son potentiel en terme de gisement et de dessertes forestières afin de poursuivre le développement de la filière bois et de répondre ainsi à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction, dans le respect des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole. La Métropole Aix-Marseille-Provence étant l'un

des acteurs du développement territorial, la connaissance de ses ressources forestières permettra d'alimenter le volet forestier des documents d'urbanisme, notamment le SCOT, le PCAET et le PLUi qui sont autant de documents stratégiques qui dessinent les territoires à l'horizon 2040 et pour lesquels il est important de proposer des règles et des orientations permettant de préserver la forêt tout en valorisant son potentiel, conditions d'équilibre d'un urbanisme et d'un aménagement durable.

L'opération d'investissement n° 2019004100, « Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix Marseille Provence » pour un montant de 10 430 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole, doit être affectée.

Cette opération d'investissement sera déclinée en 3 sous-opérations de la manière suivante :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 9 610 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole ;
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 650 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole ;
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 170 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole.

La sous-opération « Défense de la Forêt Contre les Incendies » comprend essentiellement les travaux de prévention des incendies dans les massifs forestiers. En 2019, la Métropole poursuit la mise en place des outils nécessaires à la gestion de ces massifs dans un objectif de préservation : moyens humains, marchés publics de travaux (appel d'offres sans montant maximum), marchés de maîtrise d'œuvre, d'études, d'assistance technique, etc.

2019 est donc une année de transition qui doit permettre, à terme, d'atteindre les niveaux d'investissement nécessaires à la protection des forêts contre les incendies.

Ces investissements sont très importants : de l'ordre de 4 à 5 millions d'euros annuels sur l'ensemble de la Métropole (y compris les Etats Spéciaux de Territoire). Ces travaux bénéficient toutefois, dans la plus grande majorité des cas, de subventions publiques à hauteur de 80% de leur montant hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement « Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix Marseille Provence » pour un montant total de 10 430 000 euros TTC afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation des 3 sous opérations suivantes :
 - « la Défense de la Forêt Contre l'Incendie » pour un montant total de 9 610 000 euros TTC ;
 - « la Restauration des Terrains Incendiés » pour un montant total de 650 000 euros TTC ;
 - « la Valorisation des espaces forestiers » pour un montant total de 170 000 euros TTC.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019004100 et intitulée « Préservation et Valorisation des espaces

forestiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence » pour un montant 10 430 000 euros TTC, rattachée au programme 23 « Agriculture, forêts, paysages », Code AP 190232BP.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation des sous opérations d'investissement suivantes :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 9 610 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole ;
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 650 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole ;
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 170 000 euros TTC, inscrite au budget métropolitain et enregistrée dans l'autorisation de programme 190232BP du programme 23 de la Métropole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 1 810 500 euros TTC, répartis comme suit :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 1 652 500 euros TTC
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 50 000 euros TTC
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 108 000 euros TTC

CP 2020 : 2 779 500 euros TTC, répartis comme suit :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 2 557 500 euros TTC
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 200 000 euros TTC
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 22 000 euros TTC

CP 2021 : 2 920 000 euros TTC, répartis comme suit :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 2 700 000 euros TTC
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 200 000 euros TTC
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 20 000 euros TTC

CP 2022 : 2 920 000 euros TTC, réparti comme suit :

- la Défense de la Forêt Contre les Incendies pour un montant de 2 700 000 euros TTC
- la Restauration des Terrains Incendiés pour un montant de 200 000 euros TTC
- la Valorisation des espaces forestiers pour un montant de 20 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-5411/19/BM

■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine - Intervention sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles
MET 19/9730/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1^{er} janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 euros TTC),

lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles.

- Jouques

⇒Parcelle(s) : C 567 et 568 ; Surface : 49 ares 64 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 11 500,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 euros TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rognes

⇒Parcelle(s) : CP 38 ; Surface : 11 ares 30 centiares, comprenant un hangar préfabriqué.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 87 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 28 500,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 euros TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

⇒Parcelle(s) : BC18 ; Surface : 30 ares 21 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 790,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous

réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 euros TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Vitrolles

⇒Parcelle(s) : ZB 39 ; Surface : 74 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 52 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 26 590,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 euros TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 600 euros TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-5412/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles"
MET 19/9841/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la conduite de la politique agricole métropolitaine, la Direction de l'Agriculture est amenée à conduire des études, des travaux, des achats d'équipements, des opérations d'accompagnement de structures publiques dans le champ de l'hydraulique agricole, mais aussi dans celui de la faisabilité des projets agricoles sur le plan opérationnel et économique.

L'opération d'investissement n° 2019004000 « Etudes pré-opérationnelles, Travaux d'extension de réseau hydraulique, d'achat d'équipements et d'accompagnement de structures publiques pour des projets économiques agricoles » d'un montant de 1 150 000 euros TTC inscrite au budget métropolitain enregistrée dans l'autorisation de programme 190231BP du programme 23 « Agriculture, forêts et paysages », de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 150 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019004000 Etudes pré-opérationnelles, Travaux d'extension de réseau hydraulique, d'achat d'équipements et d'accompagnement de structures publiques pour des projets économiques agricoles pour un montant de 1 150 000 euros T.T.C rattachée au programme 23 « Agriculture, forêts et paysages », Code AP 190231BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget métropolitain. L'échéancier prévisionnel des Crédits s'est établi comme suit :

CP 2019 : 665 000 euros T.T.C

CP 2020 : 485 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-5413/19/BM

■ **Attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la quatrième édition du Salon des Agricultures de Provence à Salon-de-Provence - Approbation d'une convention d'objectifs**

MET 19/9767/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de soutenir l'agriculture départementale, la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'études supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SUPAGRO, la ville de Salon-de-Provence et le Pays d'Arles, soutiennent la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône organisateur principal depuis 2016 du Salon des Agricultures de Provence.

Avec une moyenne de plus de 45 000 visiteurs, les trois premières éditions du Salon des Agricultures de Provence ont rencontré un réel succès.

La Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire souhaite donc renouveler son soutien à cette manifestation pour l'organisation d'une 4ème édition du Salon des Agricultures de Provence avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône. Elle se tiendra les 7, 8 et 9 juin 2019 au Domaine du Merle à Salon-de-Provence.

Cet événement labellisé MPG 2019 développera la thématique de la gastronomie. Le Salon est en parfaite cohérence avec le Projet Alimentaire

Territorial porté par la Métropole, en copilotage avec le Pays d'Arles, soutenu par le Département, l'Etat et la Région, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir financièrement la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en lui apportant une subvention, au titre de l'année 2019 d'un montant total de 160 000 €.

Afin de pouvoir engager les premières dépenses liées à l'organisation de cette manifestation, une avance d'un montant de 50 000 euros a été versée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en 2018 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018. Il est également proposé d'approuver la convention d'objectifs afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 004-4415/18/BM ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône de 110 000 euros pour l'édition 2019 du Salon des Agricultures, venant porter le montant total du soutien pour cette action à 160 000 euros après versement d'une avance sur l'exercice 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole - Chapitre 65 - nature 657382 - fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-5414/19/BM

■ Attribution d'une subvention à Aix Marseille Université-CEREGE - Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle MET 19/9994/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut d'unité mixte de recherche, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le laboratoire CEREGE- Aix Marseille Université, le 28 juin 2018, une convention pluriannuelle d'objectifs, précisant les soutiens apportés notamment aux connaissances sur les eaux souterraines dans le bassin de l'Huveaune.

Ainsi, par délibération n° du 28 juin 2018, la métropole a octroyé une subvention d'un montant de 15 000 euros pour l'exercice 2018.

Le laboratoire CEREGE envisage, pour 2019, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille- Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à CEREGE Aix Marseille Université une subvention d'un montant de 15 000 euros liée aux dépenses de recherche.

En conséquence et, conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant n° 1 à la convention précitée le montant de la subvention attribuée à la structure de recherche pour l'exercice 2019.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ENV 001-3999/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant attribution d'une subvention Aix Marseille Université -CEREGE au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le laboratoire CEREGE souhaite poursuivre ses objectifs liés à l'irrigation agricole;
- Qu'il sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019 ;

- Que cette ressource représente en effet un enjeu social et économique crucial sur le territoire de la Métropole, pour diversifier et sécuriser les besoins en eau potable ou en eau agricole, ou assurer la diversité des milieux aquatiques ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à Aix Marseille Université - CEREGE d'un montant de 15 000 euros liés aux études de recherche.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à l'octroi d'une subvention liée aux études de recherche en eaux souterraines.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 016-5415/19/BM

■ Attribution d'une subvention à Ardepi - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs MET 19/9996/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut d'unité mixte de recherche, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association ARDEPI le 22 mai 2018 une convention pluriannuelle d'objectifs couvrant les exercices 2018 à 2020, précisant les soutiens

apportés pour le conseil de maîtrise de l'irrigation agricole auprès des exploitants.

Ainsi, par délibération n° du 22 mars 2018, la métropole a octroyé une subvention d'un montant de 25 000 euros pour l'exercice 2018.

L'association ARDEPI envisage, pour 2019, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à ARDEPI une subvention d'un montant de 10 000 € liée aux dépenses d'études et de conseil de maîtrise de l'irrigation agricole.

En conséquence et, conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant n° 1 à la convention précitée le montant de la subvention attribuée à cette structure pour l'exercice 2019.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ENV 001-3999/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant attribution d'une subvention ARDEPI au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération n°ENV 016-28/02/19 BMFAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ARDEPI souhaite poursuivre ses objectifs liés à l'irrigation agricole ;
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019 ;
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à ARDEPI d'un montant de 10 000 euros liés aux études de conseils en maîtrise de la gestion de l'eau agricole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à l'octroi d'une subvention liée aux études de conseils en maîtrise de la gestion de l'eau agricole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 017-5416/19/BM

■ Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement des cotisations 2019 MET 19/9711/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2016 et 2017, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec

les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la Métropole et celles ayant un périmètre d'actions sur seulement un ou plusieurs territoires de la Métropole. A ce titre, il est proposé que, sur le plan budgétaire, les renouvellements d'adhésions à certaines de ces associations soient imputés sur les Etats Spéciaux de Territoires.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants des associations, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, ainsi que la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler pour 2019 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes :

- ATMOSUD (anciennement AIR PACA) dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public. Le montant de cotisation est de 472.398 euros.
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...), pour un montant de cotisation de 15.000 euros pour 2019.
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore, pour un montant de cotisation de 2.200 euros pour 2019.

- L'association AMARIS qui réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses, pour un montant de cotisation de 5.000 euros pour 2019.
- L'association ACOUCITE, pôle d'expertise qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, pour un montant de cotisation de 900 euros pour 2019.
- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, pour un montant de cotisation de 25.000 euros pour 2019.
- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) dont l'objet est d'assurer une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets en matière de rénovation énergétique de l'habitat, de réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique, et de production d'énergie décentralisée. Pour 2019 le montant de cotisation est de 101.431,07 euros.

À titre comparatif, le montant des cotisations de chaque association est inchangé depuis 2017, sauf pour ACOUCITE, l'ALEC et le CIBD dont le montant de la cotisation a respectivement augmenté de 100 euros, de 978,46 euros et de 80 euros pour cette année.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 021-49/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- La délibération ENV 006-1137/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) ;
- La délibération ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion aux associations du secteur de l'environnement, dont AIR PACA, le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIBD) et le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA ;
- La délibération ENV 002-2086/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion à l'association AMARIS ;
- La délibération ENV 002-2397/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association ACOUCITE et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) ;
- La délibération ENV 004-3479/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement pour 2018 des adhésions aux associations du secteur de l'environnement, dont l'association AMARIS, l'association ACOUCITE, le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE), AIR PACA, le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIBD) et le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA ;
- La délibération ENV 002-3559/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) pour 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes, ainsi que le règlement des cotisations correspondantes au titre de l'année 2019 :

- ATMOSUD pour un montant de cotisation de 472.398 euros ;
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) pour un montant de cotisation de 2.200 euros ;
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (S3PI) PACA pour un montant de cotisation de 15.000 euros ;
- L'association AMARIS pour un montant de cotisation de 5.000 euros ;
- L'association ACOUCITE pour un montant de cotisation de 900 euros ;
- Le CPIE du Pays d'Aix pour un montant de cotisation de 25.000 euros ;
- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence pour un montant de cotisation de 101.431,07 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget 01– Fonction 74- nature 6281 pour les associations suivantes : ATMOSUD, CIDB, S3PI, AMARIS et L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - États Spéciaux des différents territoires–nature 6281 pour les associations suivantes :

- ACOUCITE sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le CPIE du Pays d'Aix sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 018-5147/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles pour la participation au projet « Réponses » - Approbation d'une convention MET 19/9712/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre au climat actuel de tensions et aux attentes suite aux nombreuses études en santé-environnement autour de l'Étang de Berre, le projet « REPONSES » a été proposé par le Secrétariat

Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) à plusieurs partenaires, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le porteur de projet :

Le SPPPI est un outil de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement. Créé il y a 40 ans sur le territoire fortement industrialisé de Fos-sur-Mer, son expérience profite aujourd'hui à l'ensemble de la Région SUD. Grâce à son fonctionnement collégial, tous les acteurs (Associations, Collectivités, Industriels, État et établissements publics, Salariés) contribuent à mutualiser leurs savoirs et à identifier des solutions. Il s'agit d'une table ronde où chacun peut s'exprimer, ce qui confère à cet organisme une neutralité reconnue.

Le projet :

Le Projet « REPONSES », élaboré au sein du SPPPI par l'ensemble de ses collèges, vise à écrire les engagements en santé-environnement de ce territoire. Ce projet de concertation grand public s'engage à répondre aux questions et attentes des habitants de 21 communes de la Métropole afin de renouer un dialogue de confiance entre les différents acteurs et la population. Ce projet est d'autant plus ambitieux qu'il met pour la première fois en contact direct le SPPPI et les habitants. De plus, il est le premier à voir le jour sur un sujet si délicat qu'est la santé-environnement. Ce projet, « REPONSES », fait partie de la réponse attendue par les services de l'État pilotés par le Sous-Préfet d'Istres.

Il s'inscrit plus globalement dans les actions de concertation prévues dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Territorial engagé par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise notamment à diminuer l'impact des pollutions sur la santé des habitants.

Programmation du projet :

Le projet « REPONSES » s'articule en deux temps :

- Fin 2018 : création d'une plate-forme d'informations reprenant l'ensemble des actions existantes portées par chacun des collèges et synthèse des bilans et attentes issues des études, rapports et préconisations.
- Janvier à juin 2019 : Concertation grand public sous forme de rencontres afin d'informer et de recueillir les attentes des populations dans le but de compléter le plan d'actions santé-environnement du territoire.

Financement du projet :

L'enveloppe globale du projet s'élève à 210.000 euros. Les modalités de financement prévues sont réparties de la façon suivante :

- □ Industriels : 70.000 euros

- ☐ Service de l'État (ARS et DREAL) : 70.000 euros
- ☐ Collectivités :
 - Métropole Aix-Marseille-Provence : 35.000 euros
 - Communes : 35.000 euros

Dans ce cadre, il est proposé le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SPPPI, pour mener à bien cette démarche de grande ampleur.

Une convention de partenariat est présentée pour la participation au projet « REPONSES ». Les modalités de ce partenariat prévoient la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 35.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret du 28 juin 2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre du Plan Climat Air

Énergie Territorial, à diminuer l'impact des pollutions sur la santé des habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 35.000 euros au SPPPI PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SPPPI PACA pour la participation au projet « REPONSES » sur 21 communes du pourtour de l'Étang de Berre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65748- fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 019-5418/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association AtmoSud, organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air, pour l'accompagnement de la politique Environnement de la Métropole - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/9717/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets en matière de qualité de l'air soit à l'échelle de la Métropole, soit au sein de ses territoires. Pour cela, la Métropole s'appuie sur l'Association AtmoSud, organisme à qui l'État a confié l'organisation de la surveillance de la qualité de l'air sur le territoire.

Nées dans les années 1970, les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) se sont fondées sur une gouvernance collégiale favorisant la concertation entre les experts et les acteurs locaux pour conduire un suivi et des études sur la qualité de l'air respiré par les citoyens et accompagner les solutions de remédiation.

Avec la loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie du 30 décembre 1996 (dite Loi LAURE), le Code de l'Environnement leur confie la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air pour le compte de l'État qui les agréé.

Depuis 2012, ces observatoires de la qualité de l'air exercent leurs missions sur un périmètre régional. Cette mise en cohérence a été confirmée avec la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe).

Le réseau national se compose ainsi de 18 AASQA (1 par région administrative de la métropole et d'outre-mer) ainsi qu'une association équivalente en Nouvelle-Calédonie. Elles emploient aujourd'hui plus de 550 salariés.

Elles ont pour principales missions de :

- Surveiller et prévoir la qualité de l'air et de l'atmosphère par des mesures, des modélisations (cartographies et scénarisations) et des inventaires (cadastres d'émissions air et énergie). Leur champ d'intervention couvre un large panel de polluants réglementés (particules, oxydes d'azote et de soufre, ozone...) étendu aux gaz à effet de serre, à l'air intérieur, aux pesticides dans l'air, aux pollens, aux odeurs, etc ;
- Informer et sensibiliser la population et les acteurs locaux au quotidien et en cas d'épisodes de pollution ;
- Accompagner les décideurs par l'évaluation des actions de réduction de l'exposition de la population à la pollution de l'air ;
- Améliorer les connaissances et participer aux expérimentations innovantes sur les territoires.

Les actions conduites par AtmoSud, notamment sur le périmètre des collectivités adhérentes, permettent à l'Association dans ses missions d'observatoire, d'élaborer et développer des services d'intérêt généraux toujours plus adaptés et efficaces.

Les actions qui, de par leur ampleur, ne peuvent pas être intégrées dans la feuille de route annuelle et donc, ne sont pas couvertes par l'adhésion, font l'objet de cofinancements entre l'Association (fonds propres), le bénéficiaire (subventions) et d'éventuels autres financeurs.

Pour l'année 2019, AtmoSud propose le déploiement d'une surveillance particulière autour de L'Étang de Berre

Descriptif du projet :

- Contribution à la mise en œuvre du Plan Industriel de L'Étang de Berre 2019-2021

Pour compléter la surveillance prioritaire des polluants atmosphériques réglementés, AtmoSud s'est toujours attachée à réaliser la surveillance de polluants de source industrielle. Nombre de ces derniers induisent un impact potentiel sur la santé des populations riveraines des industries.

Par ailleurs, les nombreuses données relatives à l'impact atmosphérique des sites industriels (établissements soumis aux auto-contrôles, ou analyses faites par d'autres instituts) ne sont ni facilement exploitables, ni mises à disposition de l'Association.

S'appuyant sur ces constats, AtmoSud a engagé une réflexion sur l'extension et l'évolution du dispositif de surveillance et des outils de communication des informations disponibles et a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'accompagner dans la mise en œuvre du Plan industriel de L'Étang de Berre sur la période 2019-2021.

Cela favorisera ainsi une meilleure gestion des émissions industrielles et permettra à l'Association de consolider sa base de données sur les polluants (caractéristiques, dispersion...) et d'optimiser les échanges d'informations avec les acteurs du territoire, institutionnels ou particuliers.

Les actions proposées visent à :

- Renforcer le dispositif de surveillance fixe et temporaire ;
- Renforcer les capacités de modélisation de la pollution industrielle ;
- Améliorer le partage d'information sur le territoire et l'implication locale ;
- Valoriser les données produites (communication) ;
- Faciliter la mise en place de programmes de recherche visant à l'amélioration des connaissances sur le compartiment aérien et le lien environnement-santé.

Le coût prévisionnel de cette action pour 2019 est estimé à 1 010,000 euros nets de taxes,

répartis comme suit :

	Investissement	Unités d'Œuvre	Fonctionnement
Mesure	300.000 euros	75.000 euros	80.000 euros
campagnes PRSQA			40.000 euros
Modélisation	180.000 euros	75.000 euros	25.000 euros
Communication	60.000 euros	50.000 euros	50.000 euros
Valorisation des données (Rendus attendus)	0 euros	75.000 euros	0 euros
Total	540.000 euros	275.000 euros	195.000 euros
TOTAL GLOBAL	1.010.000 euros		

L'ensemble des membres d'AtmoSud ont été sollicités pour le financement de cette action qui se répartit comme suit :
Répartition entre co-financeurs

Métropole Aix-Marseille-Provence N° GU2019_00803	30.000 euros	3 %
ETAT	100.000 euros	10 %
ADEME	100.000 euros	10 %
REGION	100.000 euros	10 %
CD13	100.000 euros	10 %
ARS	30.000 euros	3 %
ATMOSUD	550.000 euros	54 %
TOTAL GLOBAL	1.010.000 euros	100 %

Pour l'année 2019, AtmoSud sollicite une subvention de la Métropole de 30.000 euros pour cette action, soit environ 3 % du montant total de l'action.

La convention de partenariat annexée précise les objectifs et modalités techniques de l'accompagnement proposé par AtmoSud.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;

- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial métropolitain ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 28 février 2019 relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association AtmoSud.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement ;
- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à Atmosud d'un montant total de 30 000 euros pour 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association AtmoSud pour « l'accompagnement de la politique Environnement de la Métropole ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole :

- 30.000 euros au Budget Primitif 2019 : Budget 01 - chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748 pour l'action de mise en œuvre du Plan Industriel de L'Étang de Berre 2019-2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 020-5419/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2019 à la Commission Locale d'Information Cadarache - Approbation d'une convention MET 19/9718/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent,

entre autres, des représentants des Conseils Départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009 auprès des Établissements Publics qui accueillent sur leur territoire les installations dont elle a le suivi, sollicite au titre de l'année 2019 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'information ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 10.000 euros répartie comme suit :

- 8000 euros pour le compte du Territoire du Pays d'Aix ;
- 2000 euros pour le compte du Territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci annexée relative à l'attribution de la subvention à la CLI Cadarache.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65748 - fonction 020, selon la ventilation suivante :

- 8000 euros sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 2000 euros sur l'État Spécial de Territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 021-5420/19/BM

■ Approbation du déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore MET 19/9714/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création en 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à relever plusieurs défis d'envergure en termes de déplacement, de lutte contre le réchauffement climatique et contre la pollution atmosphérique par la mise en œuvre de nouveaux documents stratégiques de planification et de dispositifs réglementaires (Agenda de la Mobilité, Plan de Déplacement Urbain, Plan Climat Air Énergie Métropolitain, Zone à Faibles Émissions, Plan d'Urgence Transport...). Ces engagements se traduiront par des répercussions inédites sur la

circulation des centres urbains et par l'évolution de la qualité de leur environnement sonore.

Afin de prendre en considération cette problématique, la Métropole se doit, au titre de sa compétence lutte contre les nuisances sonores (article L. 5217-2 du CGCT), de répondre aux objectifs de la réglementation européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du CE) par la réalisation en 2019, de sa cartographie de l'environnement sonore.

Pour aller plus loin, les grandes métropoles françaises et européennes, Lyon, Paris ou encore Madrid ont complété l'élaboration de leur cartographie du bruit (modélisation) par un outil basé sur la métrologie (mesures physiques) : « Observatoire de l'Environnement Sonore ». Il permet l'acquisition d'une connaissance fine du territoire en vue d'améliorer la prise en compte et le traitement de la gêne des habitants exposés au bruit des infrastructures de transport.

En 2011, le Pays d'Aix décidait d'expérimenter la mise en œuvre d'un tel projet. Cette démarche, initiée aux côtés de 3 autres agglomérations (Nice, Grenoble et Saint Étienne) au titre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt financé par l'Ademe et le Ministère de l'Environnement, s'inscrivait dans le cadre de la politique volontariste de lutte contre le bruit du Pays d'Aix et faisait suite à l'élaboration en 2009, des premières Cartes de Bruit et d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement en 2010.

Depuis sa création, cet observatoire de l'environnement sonore, s'est doté d'un parc de 9 stations connectées de mesures du bruit et d'un sonomètre mobile. Un réseau permanent de mesure du bruit ainsi que de très nombreuses campagnes de mesures mobiles, complétées par des études de perception, ont été mis en place.

Les axes d'intervention d'un observatoire du bruit peuvent être les suivantes :

- Compléter les données réglementaires des Cartes de Bruit Stratégiques issues de la modélisation par la mise en place d'outils de métrologie ;
- Structurer l'organisation des données sur le bruit et améliorer la modélisation ;
- Mieux comprendre la perception du bruit par les habitants ;
- Fournir une information complète aux différents publics, sensibiliser les acteurs du bruit, proposer des outils d'aide à la décision et coordonner les actions ;
- Résorber les principaux secteurs sensibles et préserver les zones calmes.

Sur le Pays d'Aix, et pour réaliser ce travail, Acoucity appuyé par AtmoSud, partenaires spécialistes de l'acoustique et de la métrologie, intéressés par le

déploiement de l'observatoire, proposent d'accompagner la Métropole, ses territoires et ses communes, à piloter l'Observatoire de l'Environnement Sonore. Les études et divers rendus de l'Observatoire intéresseront de nombreux tiers.

- ACOUCITE : Pôle de compétence et de recherche sur l'environnement sonore urbain. Observatoire du bruit du Grand Lyon. Acoucity a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports. Il regroupe à ce jour une dizaine de collectivités territoriales.
- AtmoSud (anciennement AirPaca) : Observatoire Régional de la Qualité de l'Air, il apporte ses compétences en matière d'administration des bases de données et de métrologie et ses moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit.

Il est proposé aujourd'hui, à l'instar de démarches similaires engagées sur les grands pôles urbains en Europe, de tester le déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en fonction des moyens qui seront alloués chaque année.

Les engagements de chacune des parties sont les suivants :

La Métropole Aix-Marseille-Provence : coordonne la politique en matière de lutte contre le bruit, notamment la réalisation de la cartographie du bruit, la définition du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, le suivi des travaux de résorption des points noirs du bruit. Elle fait en sorte d'intégrer la qualité de l'environnement sonore dans l'ensemble des projets urbains et, de ce fait, tient au courant les deux autres partenaires des projets en cours sur le territoire pouvant avoir une influence sur le bruit.

Acoucity : coordonne les actions de l'observatoire de l'environnement sonore. Il réalise l'ensemble de la mission d'expertise acoustique et gère la base de données et la plate-forme de diffusion des données de l'observatoire sur une page dédiée de son site. Acoucity supervise le choix d'implantation des balises de bruit, exploite les données recueillies et rédige l'ensemble des rapports d'analyse.

AtmoSud : assure le déploiement technique des mesurages audiométriques et l'intégration en base des données. Il s'attache à la gestion technique du réseau de mesure permanent de l'Observatoire de l'Environnement Sonore et au fonctionnement du matériel de mesurage acoustique : désinstallation et installation des balises réaffectées, calibration annuelle des balises, gestion des étalonnages annuels avec le constructeur, fourniture, configuration

et administration du serveur de données bruit de l'Observatoire de l'Environnement Sonore, achat de petits matériels pour l'installation des balises mobiles, réalisation des campagnes temporaires, synergie entre air et bruit : campagnes de mesure complémentaires autour des balises.

Chaque année, un programme d'actions sera soumis par Acoucity et AtmoSud à la Métropole. Ce programme fera l'objet d'une délibération spécifique et d'une convention annuelle financière précisant le budget du projet et sa répartition entre chacun des partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du CE) ;
- La délibération 2010_B464 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 approuvant la création d'un observatoire du bruit ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix à l'échelle de la Métropole en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le déploiement d'un Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-5422/19/BM

■ **Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Phase 2
MET 19/9024/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'usine de production d'eau potable de Sainte Marthe est alimentée en eau brute par le canal de Marseille. Elle assure la distribution en eau potable de 50% de la population marseillaise. Les trois canalisations qui alimentent cette usine sont vétustes : la DN800 date de 1890, la DN1000 de 1947 et la DN1200 de 1962. En outre ces canalisations traversent un établissement scolaire qui a subi d'importants dégâts par le passé, lors de la rupture accidentelle de l'une de ces canalisations.

Il est donc nécessaire de substituer aux canalisations existantes une nouvelle adduction, constituée de deux canalisations en fonte de diamètre 1200 mm implantées sous les voies nouvelles de la ZAC de Sainte Marthe. Une première phase de travaux consistant à mettre en place ces canalisations sur un linéaire d'environ deux kilomètres a déjà été effectuée. Cette phase a dû être interrompue pour des questions d'acquisition foncière.

La SOLEAM, dans le cadre des aménagements de la ZAC de Sainte Marthe, a réglé ces problèmes. Il convient donc d'achever la réalisation de cette opération pour sécuriser l'alimentation en eau potable de la ville de Marseille et pour supprimer les risques aux personnes et aux biens, en cas de rupture d'une canalisation existante.

Ces travaux consistent en :

- La pose de deux canalisations en fonte de diamètre 1200 mm sur un linéaire d'environ 600 mètres.
- Le maillage des conduites nouvelles sur les conduites existantes à l'amont.
- Le raccordement sur l'usine de Sainte Marthe à l'aval.
- La pose de quatre robinets vanne DN 1200 mm.

Le montant prévisionnel de l'opération était initialement estimé à 1 500 000 euros H.T.

Lors de la phase Avant Projet, il est apparu que nous pouvions sécuriser cette alimentation jusqu'à la prise d'eau de Four de Buse sur le canal de Marseille, soit 260 m de linéaire supplémentaire. Par ailleurs, les solutions techniques à mettre en œuvre pour permettre à l'usine de continuer à fonctionner pendant les travaux, s'avèrent plus onéreuses que prévues initialement, compte tenu des difficultés de raccordement sur l'usine et du manque de place pour effectuer les travaux.

Par délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme de 1 500 000 euros HT pour la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe.

Afin de réaliser les travaux, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement n° 2017102700 de 1 300 000 euros HT et de la porter à 2 800 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 décembre 2016 portant création et affectation

de l'autorisation de programme pour la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement n° 2017102700 portant sur la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe.
- Que ladite revalorisation d'opération d'investissement doit être affectée.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017102700, Code AP 17122EA, 12-EAU portant sur la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe, d'un montant de 1 300 000 euros H.T.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Eau -sous politique F160 – natures 2031 et 2315, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Année 2019 : 60 000 euros HT

Année 2020 : 1 000 000 euros HT

Année 2021 : 1 728 704 euros HT

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-5423/19/BM

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative au renforcement du réseau d'eau potable à Carnoux-en-Provence
MET 19/8957/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de sécuriser l'alimentation en eau potable des communes de Carnoux-en-Provence et de Roquefort-la-Bédoule, le Conseil de territoire Marseille Provence a engagé un programme de travaux comprenant, dans une première phase, la construction d'un nouveau réservoir au niveau de la zone d'activité de la Plaine du Caire et la mise en place d'une canalisation entre ce réservoir et le centre de Carnoux.

Dans une deuxième phase, pour assurer le secours total en période de pointe, il est nécessaire de réaliser la dilatation du réseau d'eau potable existant entre le centre de Carnoux et le réservoir des Lavandes. Ces travaux comprennent la pose de 1 250 mètres de canalisations en fonte de diamètre 400 mm.

L'opération initiale votée en 2013 s'avère insuffisante compte tenu des études réalisées qui ont mis en évidence la présence d'amiante dans les enrobés de voirie et la nécessité de modifier le tracé de la canalisation.

Ces modifications qui visent à réduire les pertes de charge dans la canalisation projetée, à limiter la gêne occasionnée par les travaux et à assurer la sécurité des riverains, nécessitent d'augmenter le montant de l'opération.

Par délibération AGER 007-172/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'un montant de 1 086 957 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2013 105200 inscrite au budget annexe Eau du Conseil de territoire Marseille Provence doit être revalorisée de 500 000,00 euros HT, portant ainsi le montant de l'opération à 1 586 957,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 007-172/13/CC du 22 mars 2013 portant création et affectation de l'autorisation de programme de l'opération de renforcement du réseau d'eau potable de Carnoux ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l'opération d'investissement 2013 105200 portant sur le renforcement du réseau d'eau potable de la commune de Carnoux ;
- Que ladite revalorisation d'opération d'investissement doit être affectée.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2013 105200, Code AP 141123EA, 12-Eau portant sur le renforcement du réseau d'eau potable de Carnoux. L'opération d'investissement passe de 1 086 957,00 euros HT à 1 586 957,00 euros HT, soit une augmentation de 500 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2031 et 2315. L'échéancier prévisionnel de Crédits s'établit comme suit :

- CP 2019 : 500 000 euros HT
- CP 2020 : 1 086 552 euros HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-5424/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux "bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité" sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol
MET 19/8657/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du Commissaire Rapporteur, soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'usine de potabilisation de Vallon Dol, propriété de la Métropole, est alimentée en eau brute à partir du barrage dit de « Vallon Dol », appartenant la Société du Canal de Provence (SCP).

Le contrat n°618 de fourniture d'eau réciproque « Canal de Provence – Canal de Marseille » et de réalisation et d'exploitation de la réserve de Vallon Dol, qui lie la SCP, la Métropole et la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), prévoit :

- D'une part, la participation de la Métropole aux frais de maintenance courante du génie civil, des canalisations et des bâtiments, qui fait l'objet d'une redevance forfaitaire annuelle ;
- D'autre part, la participation de la Métropole à des opérations dites exceptionnelles qui peuvent être de trois sortes : des travaux complémentaires (mise en place d'éléments nouveaux rendus nécessaires), des opérations de rénovations significatives, l'extraction et le traitement éventuel des boues de fond de réserve.

Pour la période 2019-2020, la SCP a proposé à la Métropole les opérations exceptionnelles suivantes :

- La mise aux normes et la rénovation complète d'un logement occupé par un agent d'astreinte de la SEMM ;
- La construction d'un logement neuf pour un agent d'astreinte de la SCP ;
- Le renforcement de la sécurité du site ;
- La rénovation des seuils du partiteur du barrage.

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération budgétaire permettant de les réaliser.

Le montant prévisionnel de ces travaux est fixé à 530 000 euros HT pour la période 2019-2020. Ce montant sera ajusté en fonction des justificatifs techniques et financiers présentés par la SCP et validés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat n°618 de fourniture d'eau réciproque « Canal de Provence – Canal de Marseille » et de réalisation et d'exploitation de la réserve de Vallon Dol ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de mise aux normes et de rénovation d'un logement occupé par un agent d'astreinte de la SEMM ;
- La nécessité de construction d'un logement pour un agent d'astreinte de la SCP ;
- La demande de renforcement de la sécurité du site ;
- La nécessité de réparation des seuils partiteurs de Vallon Dol ;

- Que ladite opération doit être créée et affectée ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération 2019101900 « bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité » sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol, programme : 12, intitulé programme : Eau, code AP : 191122EA, portant sur les opérations exceptionnelles 2019 – 2020 sur la réserve de Vallon Dol, d'un montant de 583 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe de l'Eau du Territoire Marseille-Provence - sous politique F160 – natures 2031 et 2315. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2019 : 248 000 euros HT
- Année 2020 : 335 000 euros HT

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-5425/19/BM

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à l'aménagement hydraulique de la basse Bédoule et de Val Fleuri - communes de Septèmes-les-Vallons et Marseille
MET 19/8982/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le ruisseau de la Bédoule situé sur la commune de Septèmes-les-Vallons est un affluent du ruisseau des Cadeneaux qui conflue avec les Aygalades dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille à proximité de la limite avec la commune des Pennes-Mirabeau.

En raison du développement de l'urbanisation et du gabarit du réseau hydrographique, les désordres sont fréquents lors des épisodes pluvieux sur ce secteur.

Des débordements se produisent de façon récurrente sur les voiries, affectant les habitations et menaçant la sécurité des personnes.

L'étude de faisabilité, réalisée en 2018, préconise d'aménager des bassins de rétention sur le ruisseau de la Bédoule sur deux emplacements réservés inscrits au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons (ER n°87 Val Fleuri et ER n°86 Basse Bédoule) et de procéder à un recalibrage du réseau hydrographique plus en aval sur la commune de Marseille. Cet aménagement permettra de réduire de manière sensible la fréquence des débordements.

L'aménagement des deux ouvrages de rétention avaient fait l'objet de deux délibérations de création d'opération pour la réalisation de deux bassins de rétention :

- PEDD 007-1632/15/CC du 21 décembre 2015 « Approbation de la création d'une opération pour l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule à Septèmes-les-Vallons » d'un montant de 500 000,00 euros TTC, n° 2015 119300
- PEDD 012-1637/15/CC du 21 décembre 2015 « Approbation de la création d'une opération pour l'aménagement d'un bassin de rétention à Val Fleury à Septèmes-les-Vallons » d'un montant de 500 000,00 euros TTC, n° 2015 114300

Compte tenu des résultats de l'étude hydraulique, il apparaît opportun de supprimer ces deux opérations et d'en créer une nouvelle, d'un montant de 2 500 000,00 euros TTC, et de l'affecter pour la réalisation de l'ensemble des aménagements hydrauliques nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais l'opération relative à la l'aménagement hydraulique de la basse Bédoule et de Val Fleuri sur les communes de Septèmes-les-Vallons et de Marseille
- Qu'il convient d'abroger les deux opérations existantes, PEDD 007-1632/15/CC et PEDD 012-1637/15/CC ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une seule opération, d'un montant de 2 500 000 € TTC, pour la réalisation de l'ensemble des aménagements nécessaires sur le ruisseau de la Bédoule.

Délibère

Article 1 :

Sont abrogées les délibérations PEDD 007-1632/15/CC et PEDD 012-1637/15/CC du 21 décembre 2015.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération 2019 1 028 00 relative à l'aménagement hydraulique de la Basse Bédoule et de Val Fleuri sur les communes de Septèmes-les-Vallons et de Marseille, programme 19- PLUVIAL, code AP 191190BP d'un montant de 2 500 000,00 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Est du Territoire Marseille Provence: Sous-Politique F180 – Nature 4581.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 :	100 000 euros
Année 2020 :	800 000 euros
Année 2021 :	800 000 euros
Année 2022 :	800 000 euros

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat,

de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-5426/19/BM

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Approbation de la création et de l'affectation de
l'opération "Défense Extérieure Contre l'Incendie
Marseille Provence"
MET 19/10033/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes. Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Suite à l'évaluation définitive de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 10 septembre 2018 et au recensement des besoins auprès des communes dans le cadre des conventions de gestion, le coût total de l'opération doit être acté.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018107800 - DECI Marseille Provence - inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence pour un montant de 1 025 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement précitée afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018107800, « DECI Marseille Provence », d'un montant de 1 025 000 euros TTC inscrite à l'Etat spécial de territoire Marseille Provence - code AP : 181183BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence 2019 et suivants au chapitre 4581119004 code opération 2018107800.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 913 179 euros TTC
CP 2020 : 111 821 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-5427/19/BM

■ Budget Annexe Gemapi du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour des études et travaux sur le réseau Gemapi dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024.

MET 19/9026/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Les événements pluvieux de l'été 2018 ont montré la vulnérabilité du Parc Balnéaire du Prado, relativement aux pollutions bactériennes et à la présence de macro-déchets, lors des phénomènes météorologiques. En effet, ces précipitations provoquent des fermetures des zones de baignades sur plusieurs jours et gênent les activités nautiques notamment en raison de la présence de flottants. Ces pollutions et macro-déchets sont essentiellement apportés par les cours d'eau côtiers aboutissant dans la baie du Prado, ou à proximité, et en particulier l'Huveaune (et son principal affluent, le Jarret), le ruisseau de Bonneveine et le ruisseau de la Vieille Chapelle.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le bassin versant de ces cours d'eau méditerranéens sera nécessaire afin d'apporter une réponse adaptée à cette vulnérabilité et de protéger la qualité des eaux littorales.

Les opérations pressenties concernent :

- Sur l'Huveaune : le piégeage des macro-déchets sur le site de la Pugette, la recherche de site de piégeage sur l'affluent Gouffonne, les éventuels travaux issus de l'étude relative aux conditions de retour de l'Huveaune dans son cours naturel par temps sec ;
- Sur le ruisseau de Bonneveine : le stockage d'eau temporaire dans l'ouvrage par temps de pluie, la mise en œuvre d'équipements facilitant son « nettoyage » ;
- Des campagnes de mesures et de suivi des polluants potentiels sur les cours d'eau pouvant impacter le parc balnéaire du Prado ;

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 000 000,00 € TTC répartis sur les années 2019 à 2023, répartis en :

- 200 000€TTC : part études
- 800 000€TTC : part travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole puisse accueillir les épreuves des Jeux Olympiques 2024 dans de bonnes conditions et notamment de réduire la vulnérabilité du Parc balnéaire du Prado aux apports des cours d'eau côtiers méditerranéens en particulier lors des événements pluvieux,
- Que cette réduction de vulnérabilité répond également aux enjeux créés par le développement de l'activité nautique sur le site du Parc Balnéaire du Prado,
- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais les études et travaux pour atteindre cet objectif,
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique pour ces opérations.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération pour la réalisation d'études et de travaux sur les cours d'eau côtiers méditerranéens impactant la baie du Prado, dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques 2024, et de l'accroissement pérenne des activités sur le site du Parc Balnéaire du Prado, d'un montant de 1 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Annexe Gémapl du Territoire Marseille Provence: Sous-Politique A468 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2019 : 100 000 euros TTC ;
- Année 2020 : 200 000 euros TTC ;
- Année 2021 : 200 000 euros TTC ;
- Année 2022 : 300 000 euros TTC ;
- Année 2023 : 200 000 euros TTC .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-5428/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pluvial compétences transférées - amélioration, extension et autres" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**
MET 19/9860/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Pluvial, compétence qui est encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019.

Suite aux différentes études hydrauliques et à la réalisation du schéma directeur pluvial, des travaux d'amélioration du réseau et des ouvrages de rétention ont été retenus.

Une programmation de ces investissements sur les 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile conduit à la réalisation des travaux suivants :

- Aménagement des ouvrages de régulation et des bassins d'orage pour diminuer le risque de débordement au centre-ville d'Aubagne,
- Investissements sur les systèmes de relevage des pompes de la zone d'activités des Paluds en lien avec le parc d'activités de Gémenos,
- Travaux de désimperméabilisation et suppression des points à risques pour éviter les débordements suite aux inondations du 09 août dernier, notamment.

L'opération d'investissement, n°2019400400 « Pluvial compétences transférées- amélioration, extension et autres », pour un montant de 500 000 € TTC, inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 500 000 TTC à l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019400400 « Pluvial compétences transférées - amélioration, extension et autres », pour un montant de 500 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581194004 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit : CP 2019 : 500 000 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-5429/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pluvial compétences transférées - Renouvellement" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**
MET 19/9861/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Pluvial, compétence encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019.

Les communes ont déclaré un patrimoine d'ouvrages et de réseaux pluviaux qu'il convient de maintenir et renouveler afin d'éviter tout dysfonctionnement.

Un programme de renouvellement de ces installations a été défini comme suit :

- Renouvellement des avaloirs et des grilles,
- Mise en conformité des réseaux suite aux travaux d'aménagement urbain des communes (ex : Cours Louis Blanc à Saint-Zacharie, Cours Barthélémy et Avenue de la République à Aubagne),
- Confortement des ouvrages existants et stabilisation des berges (ex : Maire et contre-Maire aux Paluds, Merlançon route de La Ciotat).

L'opération d'investissement n°2018401400 « Pluvial compétences transférées – Renouvellement», pour un montant de 315 620 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 315 620 euros T.T.C à l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile de

- l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il est nécessaire d'inscrire les crédits de paiement sur le budget EST du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018401400 « Pluvial compétences transférées - Renouvellement », pour un montant de 315 620 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole qui doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section d'investissement en dépenses, au Chapitre 45 Nature 4581184014, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit : CP 2019 : 315 620 euros T.T.C.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

DEA 009-5430/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "DECI Compétences transférées" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

MET 19/9862/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019, qui implique :

- La mise en conformité des équipements existants ,

- La création de nouveaux des poteaux d'Incendie pour accompagner les projets d'urbanisme et d'aménagement,
- La mise en application du schéma départemental du SDIS 13 pour une remise à niveau des zones insuffisamment équipées.

L'opération d'investissement n°2018401700 « DECI Compétences transférées », pour un montant de 70 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184120BP du programme 12-EAU de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 70 000 euros T.T.C à l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

L'opération d'investissement n°2018401700 « DECI Compétences transférées », pour un montant de 70 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de Programme 184120BP du Programme 12-EAU de la Métropole doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement en dépenses, au Chapitre 45 Nature 4581184017 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit : CP 2019 : 70 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-5431/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "TTMO - Rénovation Réseau Pluvial - Chemin des Gorguettes - La Bouilladisse" - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**
MET 19/9863/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Pluvial, compétence encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été interpellée par la commune de La Bouilladisse sur la nécessité d'engager des travaux de rénovation du réseau pluvial souterrain et de réaménagement de la collecte des eaux de ruissèlement qui impactent la réfection de la voirie sur son territoire, chemin des Gorguettes, afin de répondre aux attentes des usagers.

Cette opération consiste en :

- La création d'un réseau structurant en Ø600 ainsi que la mise en place de 9 regards de visite,
- La réalisation de 40ml d'antennes Ø400 pour le raccordement de 3 avaloirs,
- La mise en place de caniveaux grilles et la reprise des différents raccordements existants.

L'opération d'investissement n°2019401200 « TTMO - Rénovation réseau pluvial - Chemin des Gorguettes – La Bouilladisse », approuvée au Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 (FAG020), pour un montant de 64 380 € TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 64 380 € TTC à l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401200 « TTMO - Rénovation Réseau Pluvial - Chemin des Gorguettes - LA BOUILLADISSE », pour un montant de 64 380 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19-PLUVIAL de la Métropole qui doit être affectée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581194012, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit : CP 2019 : 64 380 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-5432/19/BM

■ **Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Défense Extérieure Contre l'Incendie Transfert"**

MET 19/9839/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 059-4515/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement « DECI Transfert » sur le territoire Istres-Ouest Provence.

Suite à l'évaluation définitive de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 10 septembre 2018 et au recensement des besoins auprès des communes dans le cadre des conventions de gestion, le coût total de l'opération doit être réévalué.

L'opération n° 2018500500 inscrite à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2018, enregistrée

dans l'autorisation de programme n° 185183 BP – Environnement et cadre de vie – DECI doit être révisée pour un montant de 190 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2018500500 de 110 000 euros TTC avant révision à 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 190 000 euros TTC de l'opération « DECI Transfert » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 190 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018500500 « DECI Transfert » rattachée au programme n° 18 « Environnement et cadre de vie – DECI » code AP 185183 BP d'un montant de 190 000 euros portant le montant de l'opération à 300 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants au chapitre 4581185005 nature 4581185005 code opération 2018500500.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 150 000 euros TTC

CP 2020 : 150 000 euros TTC

DEA 012-5433/19/BM

■ **Budget annexe de l'eau potable du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Suppression du château d'eau de Saint-Mitre-les-Remparts"**

MET 19/8893/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie des Eaux du Pays de Martigues envisage de supprimer le château d'eau de Saint Mitre les Remparts. Cet ouvrage est dégradé et ne répond plus aux attentes de distribution actuelles. Il a de plus, été identifié dans le schéma directeur de l'eau potable.

L'essentiel de l'investissement sera des travaux. Des études d'AMO et de maîtrise d'œuvre seront également intégrées, tout comme d'éventuelles études spécifiques.

L'ensemble de cette opération sera financé par des ressources propres, par l'emprunt et des subventions.

L'opération d'investissement 2019 600 100 relative à la « suppression du château d'eau de Saint Mitre les Remparts », d'un montant de 5.000.000 euros, inscrite au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et enregistrée dans l'autorisation de programme 11-EAU de la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille –Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 5 000 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019 600 100 « Suppression du Château d'eau de Saint Mitre les Remparts », pour un montant de 5.000.000 euros H.T., rattachée au programme 2019 600 100 code AP 196120 EA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros H.T.

CP 2020 : 300 000 euros H.T.

CP 2021 : 2.500.000 euros H.T.

CP 2022 : 2.150.000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-5434/19/BM

■ Budget annexe de l'eau potable du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition d'un système de télégestion pour les ouvrages d'eau potable"

MET 19/8895/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie des Eaux du Pays de Martigues envisage de remplacer le système de télégestion actuel par un système beaucoup plus moderne permettant une meilleure gestion et contrôle en temps réel des différents équipements répartis sur tout l'ouest de la Métropole.

Ces équipements seront installés sur l'usine de filtration ainsi que sur les divers ouvrages et réseaux d'eau potable du territoire.

L'investissement consistera à dimensionner le matériel, le fournir, le poser et le paramétrer.

Plusieurs phases seront nécessaires pour mener à bien ce projet :

- une phase d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- une phase pour l'acquisition du matériel
- une phase pour le déploiement et le paramétrage

Les travaux réalisés sous cette opération seront amortis et financés par des ressources propres et des subventions éventuelles.

L'opération d'investissement 2019 600 200 « Acquisition d'un système de télégestion pour assurer le suivi des équipements d'eau potable », d'un montant de 400.000 euros, inscrite au budget annexe Eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 12-EAU du programme 2019600200 de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 400.000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019 600 200 « Acquisition d'un système de télégestion pour assurer le suivi des équipements d'eau potable », pour un montant de 400.000 euros H.T., rattachée au programme 12-EAU 2019 600 200 code AP 196120 EA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget annexe Eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues. L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 25 000 euros H.T.

CP 2020 : 200 000 euros H.T.

CP 2021 : 175 000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa

contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-5435/19/BM

■ Budget annexe de l'eau potable du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Travaux divers sur les bâtiments de la Régie des Eaux"

MET 19/8896/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie des Eaux du Pays de Martigues envisage d'effectuer divers travaux importants sur ses bâtiments.

Ces travaux concernent principalement l'amélioration et la modernisation du patrimoine bâti. Des études occasionnelles pourront être intégrées dans ces opérations.

La présente opération permettra de réaliser les travaux de modification et d'amélioration des bâtiments de la régie des eaux.

Ces travaux concernent principalement le centre technique avec la réfections des vestiaires, le réaménagement des bureaux ainsi que la modernisation des climatisations.

Dans le bâtiment administratif l'essentiel des travaux concerne le réaménagement de bureaux.

Divers petits travaux d'investissement sont également réalisés chaque année sur l'usine d'eau potable.

Les travaux réalisés seront amortis et financés par des ressources propres ou par l'emprunt et éventuellement des subventions.

L'opération d'investissement n°2019 600 300 « Travaux divers sur les bâtiments de la Régie des Eaux », d'un montant de 600.000 euros H.T., inscrite au budget annexe Eau potable du Conseil de Territoire de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 196120EA programme 12-EAU de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 600.000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation, sur le budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, de l'opération d'investissement n°2019 600 300 « Travaux divers sur les bâtiments de la Régie des Eaux » pour un montant de 600.000 euros H.T., rattachées au programme 12-EAU code AP 196120EA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget annexe Eau du Conseil de Territoire du Pays de Martigues. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 150.000 euros H.T.

CP 2020 : 150.000 euros H.T.

CP 2021 : 150.000 euros H.T.

CP 2022 : 150.000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-5436/19/BM

■ Budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition d'un système de télégestion pour les ouvrages d'assainissement"

MET 19/9899/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie d'assainissement du Pays de Martigues envisage de remplacer le système de télégestion actuel par un système beaucoup plus moderne permettant une meilleure gestion et contrôle, en temps réel, des différents équipements répartis sur tout l'ouest de la Métropole.

Ces équipements seront installés sur la station d'épuration ainsi que sur les divers ouvrages et réseaux d'assainissement du territoire.

L'investissement consistera à dimensionner le matériel, le fournir, le poser et le paramétrer.

Plusieurs phases seront nécessaires pour mener à bien ce projet :

- une phase d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- une phase pour l'acquisition du matériel
- une phase pour le déploiement et le paramétrage

Les travaux réalisés sous cette opération seront amortis et financés par des ressources propres et des subventions éventuelles.

L'opération d'investissement 2019 600 800 Acquisition d'un système de télégestion pour assurer le suivi des équipements d'assainissement, d'un montant de 400.000 euros, inscrite au budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues enregistrée dans l'autorisation de programme 11-ASSAINISSEMENT de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation, pour un montant total de 400.000 euros H.T., de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019 600 800 « Acquisition d'un système de télégestion pour assurer le suivi des équipements d'assainissement », pour un montant de 400.000 euros H.T., rattachée au programme 11-ASSAINISSEMENT 2019 600 800 code AP 196110 AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues. L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

- CP 2019 : 25 000 euros H.T.
- CP 2020 : 200 000 euros H.T.

- CP 2021 : 175 000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-5437/19/BM

■ Budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Travaux faisant suite au schéma directeur assainissement"
MET 19/9904/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Régie d'Assainissement du Pays de Martigues, envisage la mise en œuvre de diverses opérations listées dans les conclusions du schéma directeur d'assainissement du territoire sur les 4 prochaines années.

L'essentiel de l'investissement portera sur des travaux sur la station d'épuration, sur les ouvrages et les réseaux d'assainissement du Conseil de territoire du Pays de Martigues. Des études occasionnelles pourront être intégrées dans cette opération ainsi que l'achat de matériels spécifiques.

L'opération d'investissement n° 2019 600 900 travaux faisant suite au schéma directeur d'assainissement (SDA), d'un montant de 8.000.000 euros, inscrite au budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues enregistrée dans l'autorisation de programme 11- ASSAINISSEMENT de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affectée.

L'ensemble de cette opération sera financé par des ressources propres, par l'emprunt et des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 8.000.000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019 600 900 mise en œuvre de diverses opérations listées dans les conclusions du schéma directeur d'assainissement du territoire pour un montant de 8.000.000 euros H.T. rattachée au programme 11- ASSAINISSEMENT 2019 600 900 code AP 196110 AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement. L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

- CP 2019 : 1.000 000 euros H.T.
- CP 2020 : 2.500.000 euros H.T.
- CP 2021 : 2.500.000 euros H.T.
- CP 2022 : 2.000.000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa

contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-5438/19/BM

■ Budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Investissements à réaliser sur la station d'épuration de Martigues" MET 19/9925/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Régie d'assainissement du Pays de Martigues envisage des travaux d'amélioration pouvant être effectués sur la station d'épuration du territoire, incluant également l'acquisition de matériel spécifique et structurant, indispensables au bon fonctionnement de l'ouvrage.

Ces travaux sont projetés essentiellement sur la station d'épuration du territoire.

L'essentiel de l'investissement sera l'acquisition et le remplacement de matériel spécifique. Des études occasionnelles pourront être intégrées dans cette opération ainsi que des travaux de faible envergure.

Des investissements récurrents en raison de l'usage du matériel seront possibles.

Les travaux réalisés sous cette opération seront amortis et financés par des ressources propres et des subventions éventuelles.

L'opération d'investissement 2019 600 700 investissements à réaliser sur la station d'épuration de Martigues, d'un montant de 2.000.000 d'euros hors taxes inscrite au budget Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues enregistrée dans l'autorisation de programme 11-ASSAINISSEMENT de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2.000.000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation sur le Budget Annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues de l'opération d'investissement 2019 600 700 Investissements à réaliser sur la station d'épuration de Martigues pour un montant de 2.000.000 euros H.T. rattachée au programme 11-ASSAINISSEMENT 2019 600 700 code AP 196110 AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 500.000 euros H.T.

CP 2020 : 500.000 euros H.T.

CP 2021 : 500.000 euros H.T.

CP 2022 : 500.000 euros H.T.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-5439/19/BM

**■ Vente aux enchères et sortie d'inventaire d'une hydrocureuse de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues
MET 19/9922/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°2012-194 du 20 décembre 2012, la mise en place par la Société « AGORA Store » d'une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens mobiliers et matériels devenus obsolètes.

Ainsi, un véhicule a été mis en vente sur le site internet « www.paysdemartigues.fr »

Le montant final de cette vente aux enchères a dépassé le seuil de 4 600 euros, montant au-dessus duquel l'accord préalable du Bureau de la Métropole est obligatoire conformément à la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018, il appartient donc au Bureau de la Métropole d'autoriser la vente du véhicule suivant :

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Hydrocureuse Renault	EM 359 ZJ	18/01/2005	126 254 km	15 000,00 euros	42 213,02 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant sur les délégations du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'avoir l'accord du Bureau de la Métropole pour la vente de l'hydro cureuse Renault, immatriculée EM 359 ZJ.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente de l'hydrocureuse Renault Immatriculée EM 359 ZJ pour un montant de 42 213,02 euros TTC à SARL RAJZWING (54000 NANCY)

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues nature 775.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 019-5440/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 3 de transfert de la convention de vente d'eau potable avec la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban
MET 19/9831/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 001-607/13CC du 31 octobre 2013 la Communauté urbaine de Marseille a approuvé le contrat de délégation de service public de l'eau et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Dans ce cadre, il lui incombe de définir ses relations en matière de vente d'eau brute et d'eau potable par l'établissement de conventions.

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

A cet effet, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la régie des eaux de Plan-de-Cuques ont conclu le 1^{er} décembre 2014 une convention n° 14/1758 de vente d'eau potable et d'eau brute.

Par délibération n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban intégrant la Régie des eaux de Plan-de-Cuques.

Par délibération n° DEA 016-4691/18/CM du 18 octobre 2018, la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban a intégré les communes de Gémenos (partie villageoise) et Plan-de-Cuques.

Il appartient donc à la Métropole d'approuver par avenant la substitution de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban à la convention conclue initialement avec la Régie des eaux de Plan-de-Cuques.

Le présent avenant n° 3 a pour objet d'acter la substitution de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban sans apporter aucune autre modification à la convention initialement conclue et ses avenants n° 1 et n° 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;
- La convention n° 14/1758 du 1er décembre 2014, de vente d'eau potable et d'eau brute entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Plan-de-Cuques et ses deux avenants ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soumettre à l'approbation du Bureau de Métropole l'avenant n° 3 à la convention n° 14/1758 de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3 de la convention n° 14/1758 de vente d'eau potable, actant la substitution de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban à la régie des eaux de Plan-de-Cuques, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 020-5441/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 2 de transfert de la convention de vente d'eau brute entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux du Pays d'Aix
MET 19/9833/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 001-607/13CC du 31 octobre 2013 la Communauté urbaine de Marseille a approuvé le contrat de délégation de service public de l'eau et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Dans ce cadre, il lui incombe de définir ses relations en matière de vente d'eau brute et d'eau potable par l'établissement de conventions.

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

A cet effet, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Gardanne ont conclu le 26 mai 2015 une convention n° 15/1278 de vente d'eau brute.

Par délibération n° DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé la Régie des Eaux du Pays d'Aix intégrant la commune de Gardanne.

Il appartient donc à la Métropole de transférer par avenant la substitution de la Régie des Eaux du Pays d'Aix à la convention conclue initialement avec la commune de Gardanne.

Le présent avenant n° 2 a pour objet la substitution de la Régie des Eaux du Pays d'Aix sans apporter aucune autre modification à la convention initialement conclue et son avenant n° 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;
- La délibération DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018 portant sur la création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n° 15/1278 du 26 mai 2015 de vente d'eau brute entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Gardanne et son avenant n° 1 ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérait

- Qu'il convient de soumettre à l'approbation du Bureau de Métropole l'avenant n° 2 de transfert à la convention n° 15/1278 de vente d'eau brute entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 de la convention n° 15/1278 de vente d'eau brute actant la substitution de la Régie des Eaux du Pays d'Aix à la commune de Gardanne, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

DEA 021-5442/19/BM

■ Approbation des conventions de mise à disposition et de servitude de passage pour la station d'épuration ENEDIS sur la commune de Rognes

MET 19/9871/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Une nouvelle station d'épuration est en cours de construction sur la commune de Rognes. L'importance des installations nécessite un raccordement au réseau électrique haute tension via un poste de transformation de courant électrique.

Pour réaliser ce raccordement, ENEDIS, en charge des réseaux électriques, sollicite l'établissement de deux conventions avec la Métropole, propriétaire du foncier :

- Une convention de mise à disposition d'une partie (15m²) de l'unité foncière où est construite la station d'épuration pour installer un poste transformateur.
- Une convention de servitudes de tréfonds (sur 26 ml) pour le passage des câbles d'alimentation électrique haute tension du transformateur, sur la parcelle de la station d'épuration

Contenu de la convention de mise à disposition

- Occupation d'un terrain d'une superficie de 15 m², faisant partie de l'unité foncière cadastrée AH0053 d'une superficie totale de 8890 m².
- Ledit terrain est destiné à l'installation d'un poste transformateur et ses équipements. Le poste et ses appareils sont entretenus et renouvelés par ENEDIS.
- Un droit de passage est acquis au profit d'ENEDIS pour toutes les opérations nécessaires aux besoins du service public de la distribution d'électricité.
- La Métropole s'engage à laisser un droit d'accès permanent.
- ENEDIS prend en charge tous les dommages qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions.
- La durée de la convention = durée du besoin en énergie électrique de la station d'épuration
- Une indemnité unique et forfaitaire de 150 € sera versée à la Métropole au jour de la signature de l'acte authentique.
- La prise en charge des frais d'authentification se fera devant le notaire par ENEDIS.

Contenu de la convention de servitudes

Établir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur

totale d'environ 26 mètres sur la parcelle cadastrée AH0053.

Avoir accès à la zone concernée pour la surveillance, l'entretien, la réparation et la rénovation des ouvrages établis.

La Métropole s'interdit, dans l'emprise des ouvrages, de faire toute modification du profil des terrains, plantation, construction qui soit préjudiciable à la solidité des ouvrages.

Durée de la convention = durée du besoin en énergie électrique de la station d'épuration

Une indemnité unique et forfaitaire de 78 € sera versée à la Métropole au jour de la signature de l'acte authentique.

Prise en charge des frais d'authentification devant notaire par ENEDIS.

Les éléments réunis dans ces deux conventions indissociables sont indispensables pour que la station d'épuration soit physiquement raccordée au réseau électrique et qu' ENEDIS assure l'exploitation et l'entretien du branchement.

A cet effet, il convient de proposer au Bureau de Métropole l'approbation des deux conventions susmentionnées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les conventions de mise à disposition et de servitudes qui sont indissociables et indispensables à la fourniture d'énergie électrique de la nouvelle

station d'épuration de la commune de Rognes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées :

- la convention de mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 15m2 pour installer le poste transformateur nécessaire à l'alimentation électrique de la station d'épuration sur l'unité foncière cadastrée AH0053 ;
- la convention de servitudes de tréfonds sur une longueur d'environ 23 m pour enterrer les câbles d'alimentation électrique de la station d'épuration sur l'unité foncière cadastrée AH0053.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les présentes conventions sont consenties moyennant une indemnité unique et forfaitaire de deux cent vingt huit euros.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7588.

Article 5 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement des présentes conventions susvisées sont à la charge exclusive d'Enedis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 022-5443/19/BM

■ Approbation d'une convention relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles MET 19/9906/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention, objet du présent rapport, est établie dans le cadre des contrats de concession des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif de la commune d'Eguilles. La société SAUR est titulaire du contrat de concession du service public d'eau potable depuis le 1^{er} janvier 2018, pour une durée de 15 ans. La Compagnie des Eaux et de l'Ozone (groupe VEOLIA) est titulaire du contrat de concession du

service public d'assainissement collectif depuis le 1^{er} janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Afin d'adresser une facture unique aux abonnées, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié le reversement des redevances pour consommation d'eau et assainissement au titulaire du contrat de concession eau potable.

Les contrats de concession stipulent :

- Contrat eau potable, titulaire SAUR, article 14.6 : L'ensemble des prestations effectuées au titre de la facturation ouvre droit à une rémunération auprès du gestionnaire du service assainissement.
Une convention tripartite entre le Délégué, l'exploitant du service assainissement et l'autorité concédante devra être établie pour fixer les modalités de facturation et de reversement de la rémunération liée au service de l'assainissement.

- Contrat assainissement collectif, titulaire CEO : article 13.1 : Le gestionnaire du service eau potable assure pour le compte du Délégué la facturation et l'encaissement de la redevance assainissement auprès des usagers.

Le détail des modalités de reversement de la rémunération du Délégué par le gestionnaire du service de l'eau sera défini par convention entre l'autorité concédante, le Délégué et ce gestionnaire.

Cette convention précisera notamment :

- Les échéances de facturation, les délais de reversement, les pénalités applicables en cas de retard ;
- Les informations sur les mouvements d'usagers (départs, arrivées, etc.) ;
- Les conditions de facturation et de reversement de la part de l'autorité concédante ;
- La rémunération que le délégué versera au gestionnaire du service de l'eau en contrepartie du service rendu.*

* La rémunération des dépenses liées à la facturation et au recouvrement est définie dans l'Article 14.6 du contrat de concession eau potable, le montant est de 1,50 Euros hors taxe par facture en valeur de base. Ce prix est révisable suivant les conditions définies aux contrats.

La convention annexée au présent rapport, est signée par les titulaires des deux contrats, les sociétés SAUR et CEO, et est conforme aux dispositions et attendus des contrats.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de concession des services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif notifiés le 1^{er} janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite avec les sociétés SAUR et CEO, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite à conclure entre la Métropole et les sociétés SAUR et CEO, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles, ci annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

DEA 023-5444/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention pour l'alimentation en eau brute de la station de filtration d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence, conclue avec l'ASA La Compagnie de Craponne
MET 19/9804/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Salon-de-Provence est alimentée en eau brute par le Canal de l'ASA La Compagnie de Craponne via la station de traitement d'eau potable située au quartier des « Aubes ».

La convention entre l'ex OGC (Œuvre Générale de Craponne), devenue ASA La Compagnie de Craponne et l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, a été signée le 17 mars 2011. Les changements administratifs et statutaires des deux parties ont été pris en compte par l'avenant n°1 à la convention devenu exécutoire le 26 avril 2018.

Afin d'avoir un tarif cohérent avec l'indice d'actualisation des prix, il est nécessaire de revoir le prix unitaire P0 du m³ de la convention initiale en ajoutant deux décimales, soit 0,0101 € au 15 février 2011.

Cet ajustement va ainsi permettre de faire coïncider le tarif avec l'indice d'actualisation qui comporte 4 chiffres après la virgule et de prendre en compte également le changement de série de l'indice INSEE indiqué dans la convention initiale.

L'application du nouvel indice et le nouveau format de prix engendre une augmentation de 5 % depuis 2011 du coût d'achat d'eau à l'ASA La Compagnie de Craponne. Ces achats d'eau sont contractuellement à la charge financière du délégataire du service public de l'eau du Territoire du Pays Salonais, Agglopolo Provence Eau. Cet avenant est sans impact financier sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ni sur le budget annexe Eau potable du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 150 du 02 juillet 2012 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant attribution du contrat de délégation de service public de l'eau à la société Agglopolo Provence Eau ;
- La convention entre l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et l'ancienne Œuvre Générale de Craponne,

signée le 17 mars 2011 en vertu de la délibération communautaire n°006/11 du 14 février 2011 et son avenant n°1 notifié le 26 avril 2018 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention relative à l'alimentation en eau brute de la station de filtration d'eau potable des Aubes sur la Commune de Salon-de-Provence, ci-annexé.

Article 2 :

Cet avenant est sans impact financier sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ni sur le budget annexe Eau potable du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 024-5445/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône pour une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac La Nerthe
MET 19/9793/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit réaliser la desserte sanitaire et d'alimentation en eau potable, des quartiers Bausset Raphelle et Billard sur les communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe.

Le tracé retenu nécessite le franchissement de la ligne du chemin de fer de Pas des Lanciers à Bel'Air La Mède au Sud du site de STOGAZ, au débouché de la Voie Sans Nom le Bausset, route de Martigues, sur la commune de Marignane.

Les travaux impactant le domaine ferroviaire de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône consisteront à réaliser un fonçage pour mettre en place un fourreau acier de 1000 mm, permettant d'accueillir une conduite gravitaire en polyéthylène de diamètre 200 mm et une conduite d'eau potable sous pression en fonte de diamètre 250 mm selon les plans annexés à la convention.

Il convient donc de valider cette occupation du domaine de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône par la signature de la convention ci-annexée.

Celle-ci donnera lieu au paiement d'une redevance libératoire de 4 470,00€ HT et de 904,41€ HT pour frais de dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ligne du chemin de fer de Pas des Lanciers à Bel'Air La Mède n'a pas été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et

la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône pour la constitution d'une servitude en tréfonds sur la parcelle cadastrée BT 63, pour la traversée par fonçage de la ligne du chemin de fer de Pas des Lanciers à Bel'Air La Mède sur le territoire du périmètre du Conseil de Territoire de Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, par laquelle la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur la parcelle cadastrée BT 63, à traverser la ligne du chemin de fer de « Pas des Lanciers à Bel'Air La Mède », au PK 6+866, pour le passage de canalisations d'eau et d'assainissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document nécessaire à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Assainissement – 3DEAA – sous politique F110 - nature 6378.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 025-5446/19/BM

■ **Approbation d'une convention de raccordement de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban pour les effluents de Gémenos (partie villageoise) et de Plan-de-Cuques à la station d'épuration de Marseille et modalités administratives et financières**
MET 19/9908/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 61/374/SP du 10 juillet 1961, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé d'une part, la convention avec la commune de Plan-de-Cuques relative au raccordement de son réseau d'assainissement à la station d'épuration de Marseille. D'autre part, par délibération n° 91/015/E du 28 janvier 1991, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention n° 91/059 avec la commune de Gémenos relative au raccordement de son réseau d'assainissement à la station d'épuration de Marseille

Ces conventions fixent les conditions administratives et financières par lesquelles les communes de Plan-

de-Cuques et Gémenos participent à l'exploitation de la station d'épuration de Marseille.

Les compétences dans le domaine de l'assainissement ont été transférées à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 31 décembre 2000. A compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine pour l'exercice de ces compétences.

Par ailleurs, par délibération n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban ».

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable et le service de l'assainissement sur une partie du périmètre métropolitain.

Enfin, par délibération n°DEA 016-4691/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, à compter du 1^{er} janvier 2019, l'extension du périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos et les modifications des statuts de la régie.

Il est donc proposé qu'une nouvelle convention relative au raccordement des réseaux d'assainissement des communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos à la station d'épuration de Marseille fixe les conditions administratives et financières par lesquelles la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban participe à l'exploitation et aux travaux de modernisation et de gros entretien de la station d'épuration de Marseille.

En contrepartie des charges d'exploitation qui incombent au délégataire, celui-ci percevra auprès de la Régie une redevance fixée à 0,6161 € HT/m³ au 1^{er} janvier 2019 (cf. article 87.5 du contrat de DSP).

D'autre part, en contrepartie des frais liés notamment au suivi du contrat de DSP, aux travaux de modernisation et de gros entretien et au suivi du milieu marin, supportés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SERAMM percevra, pour le compte de cette dernière, une surtaxe fixée annuellement par délibération de la Métropole (Surtaxe communes extérieures au périmètre de la DSP Marseille centre). Sa valeur au 1^{er} janvier 2019 est de 0,1000 € HT/m³.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de raccordement de la commune de Plan-de-Cuques au réseau d'assainissement de Marseille du 23 août 1961 et ses 2 avenants ;
- La convention n°91/059 du 21 mars 1991 autorisant le raccordement du réseau d'assainissement de la commune de Gémenos à celui de la commune de Marseille ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAMM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur la création de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- La délibération n°DEA 016-4691/18/CM du 18 octobre 2018, portant sur l'extension du périmètre de la « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos et les modifications des statuts de la régie ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant sur la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention relative aux conditions administratives et financières de raccordement des réseaux d'assainissement des communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos à la station d'épuration de Marseille

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban et le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) relative à la participation de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban aux frais d'exploitation et de travaux de modernisation et de gros entretien de la station d'épuration de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 026-5447/19/BM

**■ Approbation d'une convention pour la pose coordonnée d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange
MET 19/9932/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de Maître d'ouvrage projetée le raccordement des réseaux d'assainissement de la Vesse et de Niolon au noyau villageois du Rove via une chaîne de pompage de transfert.

La longueur de ce réseau de l'ordre de 2800 mètres, entre dans le champ d'application des dispositions de l'article. L. 49 du nouveau Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE), issue de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, art. 27 (JO du 18 décembre 2009) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010 et modifié par l'ordonnance n°2016-526 du 28 avril 2016.

ORANGE, opérateur de communications électroniques déclaré au sens de l'art. L. 33-1 du Code des Postes et Communications Electroniques, a manifesté son intérêt pour l'opération de création ou de renforcement de réseau et a adressé une demande motivée à la Métropole pour construire son propre réseau concomitamment à celui de la Métropole.

Conformément à l'obligation légale, la Métropole Aix-Marseille-Provence est tenue d'accueillir les Installations de ORANGE en souterrain ou ses Infrastructures en aérien.

Les conditions techniques, organisationnelles et financières de réalisation de ces infrastructures sont définies par une convention entre Métropole Aix-Marseille-Provence et Orange.

Sauf accord du maître d'ouvrage de l'opération initiale sur un mode de prise en charge différent, le demandeur prend en charge les coûts supplémentaires supportés par le maître d'ouvrage de l'opération initiale à raison de la réalisation de ces infrastructures et une part équitable des coûts communs.

Les infrastructures souterraines ainsi réalisées deviennent, à la fin de l'opération de travaux, la propriété du demandeur. Dans le cas d'infrastructures aériennes, le demandeur dispose d'un droit d'usage de l'appui pour l'accroche de câbles de communications électroniques.

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions techniques, administratives et financières, aux termes desquelles les deux parties vont procéder en souterrain, à la construction coordonnée du nouveau réseau sis le Chemin de la Bergerie RD48-Route de Niolon sur une longueur de l'ordre de 2800 m.

A cet effet, il convient de présenter au Bureau de Métropole la convention relative à la pose coordonnée d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Postes et Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention pour la pose coordonnée d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange, sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de pose coordonnée d'un réseau d'eau de la Métropole et des réseaux souterrains de communications électroniques d'Orange, sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la convention susvisée et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe assainissement du conseil de territoire Marseille Provence, sur l'opération budgétaire 2017103400, sous politique F 110, natures 2031 et 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 027-5448/19/BM

■ Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le 4ème programme de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le territoire du Pays d'Aix

MET 19/9680/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du Pays d'Aix, outre sa compétence première de contrôle des installations d'assainissement non collectif, souhaite aider les particuliers ayant des installations polluantes à faire les travaux nécessaires à leur mise en conformité en leur permettant de bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau.

Depuis janvier 2013 dans le cadre de son 10^{ème} programme d'action 2013-2018, l'Agence de l'Eau finance en effet les propriétaires pour leurs opérations de réhabilitation sur la base d'un forfait de 3.000€ portant sur les études et travaux.

Les installations éligibles sont celles des habitations construites avant 1996, qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement (au sens de l'arrêté du 27 avril visé ci-dessous), pour lesquelles le SPANC a notifié la nécessité de réaliser des travaux dans un délai de 4 ans, ou encore les habitations ne disposant d'aucune installation d'assainissement pour lesquelles les travaux doivent être faits dans les meilleurs délais.

Elles sont recensées au fur et à mesure de l'avancement de la campagne de contrôle de bon fonctionnement et entretien en cours et qui se déroule par commune sur le territoire.

En 2016, le SPANC du Pays d'Aix, souhaitant poursuivre son action en engageant un quatrième programme de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif financé par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, a fait voter, en

date du 23 juin 2016, une délibération en Conseil de Territoire.

Cette délibération a permis à l'agence de l'eau d'établir la convention du 4[°] programme en date du 29 novembre 2016 qui accorde une aide totale de 650 000 € :

- 600 000 € à reverser aux particuliers sur les études et travaux à raison de 3 000 € maximum,
- 50 000 € pour le SPANC à titre de la mission d'animation soit 250 € par installation. .

Depuis cette date l'Agence de l'Eau a donc permis la réhabilitation de 146 installations polluantes.

Il reste donc à réhabiliter sur cette convention 54 installations et il est nécessaire pour cela de délibérer pour permettre le versement à chaque usager de la somme de 3 000 € soit 162 000 €. Il est par ailleurs nécessaire de délibérer pour que la Métropole puisse bénéficier de la prime d'animation de 54 x 250 € soit 13 500€.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'eau	Somme allouée aux usagers 100 %	162 000 €
	Prime d'animation 100 %	13 500 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	0 %	0€

Parallèlement aux dépenses faites sur le budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif, (SPANC), l'Agence de l'eau compense en totalité et donc la somme est inscrite en recettes.

En contrepartie de la gestion des dossiers, l'Agence de l'eau verse au SPANC une somme de 250€ par installation réhabilitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- La convention de mandat relative « à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif attribuées aux particuliers maîtres d'ouvrage » signée entre la Communauté du Pays d'Aix et l'Agence de l'eau le 16 septembre 2013.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder aux opérations de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau pour les travaux de réhabilitation de 54 installations d'assainissement non collectif pour le compte des propriétaires du Territoire du Pays d'Aix, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe du Territoire du Pays d'Aix, Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement nature 778.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 028-5449/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2019
MET 19/9722/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'attention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour

l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Dans ce cadre, la Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la FNCCR dans le domaine des services publics de l'eau et de l'assainissement, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019 pour la formule « Cycle de l'Eau » et de payer la cotisation correspondante d'un montant de 7 650 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°DEA 015-3495/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - "Formule Cycle de l'Eau" et paiement de la cotisation 2018 ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau » au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 7 650 euros à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (3 825 euros) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (3 825 euros).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 029-5450/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues - Abrogation de la délibération DEA 15-1991/17 BM du 18 mai 2017
MET 19/9855/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Une précédente délibération a été votée en mai 2017 (n°DEA 015-1991/17/BM) concernant la demande de subvention pour la requalification de la déchèterie de Vauvenargues. Le plan prévisionnel de financement défini dans cette délibération étant erroné, il est proposé au vote du Bureau de la Métropole une nouvelle délibération, modifiant des éléments de ce plan de financement. Les détails concernant le programme de travaux et le chiffrage ont été ajustés afin d'avoir une seule délibération exhaustive sur le projet pour le dépôt du dossier de demande de subventions.

Le réseau actuel de déchèteries du Territoire du Pays d'Aix ne permet pas d'offrir, aux habitants de la vallée de Vauvenargues, un service public de collecte des déchets équivalent à celui offert aux autres habitants du territoire du Pays d'Aix. En effet, les autres équipements existants sur le territoire sont trop éloignés pour répondre aux besoins des usagers du service.

Le partenariat actuel avec la commune permettant un point de dépôt des encombrants et des végétaux n'est plus adapté et nécessite une évolution du service par l'intermédiaire de la construction d'un équipement dédié.

Les discussions engagées avec la commune de Vauvenargues ont permis d'identifier et d'aboutir à la mise à disposition gratuite d'une parcelle propriété de la ville de 1.616m² d'emprise située à proximité de la station d'épuration.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir le programme de travaux correspondant à la réhabilitation de ce site en construisant un équipement moderne et sécurisé, dimensionné au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

De plus, ces travaux de remise à niveau de la déchèterie ont été l'occasion de faire un bilan des équipements de défense incendie pour l'ensemble du secteur. Ce bilan a mis en évidence une insuffisance des installations publiques existantes, ne permettant pas d'assurer les prescriptions réglementaires tant pour les habitations à proximité que pour la desserte privée de la déchèterie.

En préalable à la requalification de la déchèterie de Vauvenargues, la Métropole va procéder à un renforcement du réseau de défense incendie.

Les investissements, nécessaires à la réhabilitation du site de Vauvenargues ont été estimés à 700.000eurosHT. Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Réalisation des travaux de terrassements et de Génie Civil afin de créer des quais de déchargement des déchets ;
- Création des réseaux secs et humides ;
- Construction d'une chaussée adaptée à la circulation des Poids Lourds en partie basse et des Véhicules Légers en partie haute ;
- Mise en place des dispositifs anti-chute réglementaires ;
- Sécurisation de l'accès ;
- Édification du local gardien ;
- Mise en sécurité de l'accès au site (aménagement de zones de croisement, renforcement de la passerelle...) ;
- Réalisation des aménagements nécessaires à l'insertion du site dans son environnement.
- Renforcement du réseau d'eau potable public existant afin de garantir la desserte de la déchèterie et les prescriptions techniques requises pour la défense incendie.

Ces estimations reposent sur l'étude de définition de Maîtrise d'Oeuvre menée en 2018. En février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné un maître d'œuvre dont les missions sont de :

- Détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- Proposer des aménagements conformes aux spécifications édictées par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Déposer le dossier de permis de construire et les dossiers réglementaires (déclaration ICPE, dossier d'incidence NATURA 2000...) nécessaires à la réalisation du projet ;
- Préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- Assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, la Métropole devra également s'attacher la compétence d'un Contrôleur Technique et d'un coordonnateur SPS.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée des missions de Contrôle Technique et SPS a été estimée à 70.000eurosHT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues (missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique/SPS et travaux) et aux travaux de renforcement de la défense incendie s'élèvent à :

- 70.000 euros HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre, de Contrôle Technique et SPS ;
- 85.000 euros HT pour la maîtrise d'œuvre et les travaux de renforcement de la défense incendie

soit 855.000 euros HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'Œuvre : Printemps 2018
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire et du dossier ICPE : Janvier 2019
- Obtention du permis de construire et de l'autorisation préfectorale d'exploiter au titre des ICPE : Janvier 2019 ;
- Démarrage des travaux : Octobre 2019 ;
- Fin des travaux : Mai 2020.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (eurosHT) REQUALIFICATION DECHETERIE	MONTANTS SOLLICITES (eurosHT) DECI
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	616 000 euros	68 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix	20%	154 000 euros	17 000 euros
TOTAL	100%	770 000 euros	85 000 euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 créant l'Autorisation de Programme n° DI173AP relative à l'opération Extension Rénovation Déchèteries ;
- La délibération n°2017_CT2_235 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 portant sur la validation du programme de travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues ;
- La délibération n°DEA 015-1991/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant sur la demande de subventions pour des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de mise à disposition d'un terrain par la Commune de Vauvenargues à l'ancienne Communauté du Pays d'Aix à titre gracieux approuvée lors du Conseil Municipal du 26 janvier 2016 par la délibération n°2016_008.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la requalification de la déchèterie de Vauvenargues ;
- Que dans ce cadre de cette opération, il convient de solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône ;
- Qu'une première délibération, n°DEA 015-1991/17/BM du 18 mai 2017, sollicitant la demande de subvention a été prise mais celle-ci comportait une erreur dans le plan de financement ;
- Qu'il convient pour le Bureau de la Métropole de prendre une nouvelle délibération pour abroger la délibération n°DEA 015-1991/17/BM et pour solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour l'opération.

Délibère

Article 1 :

La délibération DEA 015-1991/17/BM du 18 mai 2017 est abrogée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Concernant la requalification de la déchèterie, les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération DI110AP, seront inscrites au Budget Annexe du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, section d'investissement – Nature 132 – Fonction 7213.

Concernant le renforcement de la défense incendie, les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13 - Nature 1313 – fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 030-5451/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association "La Nouvelle Mine" pour l'année 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/9909/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « Transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein des territoires et atteindre les objectifs réglementaires, la Métropole a mis en place, par délibération du 19 octobre 2017, son schéma Métropolitain de Gestion des déchets. La prévention des déchets est un des axes principaux de ce schéma.

L'association « La Nouvelle Mine », basée sur la commune de Gréasque, développe des actions en

matière de réduction, de réemploi et de valorisation des déchets.

Par ces opérations, « La Nouvelle Mine » souhaite faire évoluer les comportements des citoyens en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et de réemploi.

Dans cette optique, l'association sollicite, pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement les Territoires de Marseille Provence (CT1) et du Pays d'Aix (CT2) pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 39 000 euros concernant deux actions :

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix-Marseille- Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 euros	15 000 euros	30 000 euros
Action n°2	Rayon « anti gaspi »	4 500 euros	4 500 euros	9 000euros
Total cumulé pour 2019		19 500euros	19 500euros	39 000euros

Présentation de l'action n°1 : Défi famille zéro déchets

Une première expérience « Défi Famille (presque) zéro déchet » du Pays d'Aix, lancée en 2017 avec le soutien de la Fondation de France, relayé par les médias locaux, a confirmé que de nombreuses familles sont prêtes à changer les choses en matière de production de déchets, mais qu'elles manquent de méthode. Certaines se découragent face aux contraintes du quotidien (manque de temps, d'organisation, d'information) quand d'autres ayant expérimenté seules de nouvelles pratiques, se sentent stagner, ne savent pas comment faire pour aller plus loin.

Pour 2019/2020, l'association propose de lancer cette action auprès de 25 foyers sur le territoire du Pays d'Aix et 25 foyers sur celui du territoire de Marseille-Provence. Soit au total une moyenne de 150 participants.

Un équilibre de la représentation des différents types de foyers sera réalisé : familles nombreuses, monoparentales, couples sans enfant, colocations d'étudiants, retraités etc. provenant de milieux sociaux différents. Un questionnaire de pré-inscription permettra de sélectionner une variété de profils. Si besoin, un relais communication sera mis en place avec des bailleurs sociaux pour atteindre des personnes bénéficiaires de minima sociaux.

Ainsi, pendant 6 mois, à partir du mois de mars 2019, un coaching participatif, permettra d'accompagner ces foyers dans la mise en place d'un plan d'actions personnalisé (3 défis par mois choisis par les familles au sein d'un thème), des échanges d'astuces et retour d'expériences entre foyers et ambassadeurs du zéro déchet, des ateliers de fabrication de produits du quotidien zéro déchet, des ateliers de compostage, et des sorties inspirantes.

Il est également proposé un partage d'expérience via une websérie.

Il sera proposé un programme de sorties/visites :

Centre d'enfouissement de l'Arbois et/ou du site multi-filières EveRé en début de défi, conférence de Jérémie Pichon auteur de « Famille zéro déchets - ze guide » atelier de compostage, autre sortie en fonction de l'actualité (à titre d'exemple en 2017 visite de l'expo "Vies d'ordures" au Mucem).

Des rendez-vous collectifs seront organisés par territoire tous les mois.

Concernant les bénéficiaires indirects, d'après l'association, il est possible de compter en moyenne 10 personnes proches du réseau de chaque foyer, étant sensibilisées, par ricochet, à la démarche zéro déchet (collègues, amis, famille), soit 500 bénéficiaires indirects, sans compter les internautes suivant la websérie.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	26 260 euros	Ventes (participations famille achats des balances)	440 euros
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 697 euros	Subvention projet innovants (DRJSCS)	8 000 euros
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	8 062 euros	Formation des bénévoles (DRJSCS)	750 euros
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	25 972 euros	Département des BDR	10 000 euros
		Territoire du Pays d'Aix	15 000 euros
		Territoire de Marseille	15 000 euros
		Commune de Gréasque	2 000 euros
		Cotisations	1 500 euros
		Fondations	11 301 euros
Total charges	63 991 euros	Total Recettes	63 991 euros

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 30 000 euros.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix-Marseille- Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 euros	15 000 euros	30 000 euros

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

Pour le Territoire de Marseille Provence :

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention desollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_005 65	Défi familles zéro déchets	La Nouvelle Mine	Réduction des déchets	—	63 991	15 000 euros	15 000 euros	OUI

Pour le Territoire du Pays d'Aix :

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention desollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_005 67	Sensibilisation à la réduction des déchets	La Nouvelle Mine	Réduction des déchets	—	63 991	15 000 euros	15 000 euros	OUI

jour mais elles restent très locales et n'existent pas sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Présentation de l'action n°2 : Etude de faisabilité de rayons anti-gaspi en magasin de bricolage.

Il existe encore très peu de matériaux de récupération (particuliers comme professionnels) pour des projets de création, de bricolage, d'aménagements d'espaces, et de rénovation de l'habitat. Quelques initiatives ont vu le

Cette action vise à étudier les conditions de faisabilité pour le développement de nouveaux débouchés pour la revente au sein de la grande distribution du bricolage de matériaux ou de matériels de récupération collectés par des acteurs du réemploi du Territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette action se réalisera en partenariat avec le magasin Leroy Merlin de la commune de Cabriès.

Plus spécifiquement, l'étude, objet de la présente convention, portera sur la dernière phase permettant d'étudier son impact et réaliser une phase test de premières mises en rayons anti gaspi suivi d'actions de promotion du surcyclage au sein du magasin Leroy Merlin de Cabriès. Enfin, il sera préconisé un plan d'actions pour envisager un futur développement.

Objectifs spécifiques de l'étude :

> Faire l'état des lieux du gisement de matériaux de récupération re-valorisables via la mise en place de rayon anti-gaspi et promotion du surcyclage au sein du magasin Leroy Merlin Cabriès (magasin de bricolage pilote).

> Analyser les opportunités et les freins actuels liés aux contraintes de la grande distribution, pour la mise en place de rayons anti-gaspi et la promotion du surcyclage, et y apporter des solutions alternatives.

> Analyser les opportunités et les freins actuels concernant la collecte des gisements identifiés, de

leur préparation et de leur acheminement vers le magasin de bricolage.

> Analyser l'impact économique, environnemental et l'impact social.

> Préciser et qualifier l'articulation, la complémentarité et les moyens d'actions entre le lancement des rayons anti-gaspi et la création de corners de vente spécial surcyclage ainsi que la mise en place d'actions de sensibilisation auprès du grand public pour accompagner le lancement d'une phase test ultérieure.

> Proposer en conclusion un plan d'action de la phase test ultérieure regroupant les moyens nécessaires à la faisabilité de son lancement (moyens techniques, humains, financiers) ainsi que les critères et processus d'évaluation à mettre en œuvre pour en mesurer l'impact environnemental, économique et social avant déploiement.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 400 euros	Ventes (participations famille achats des balances)	4 129 euros
Services extérieurs (locations, assurances..)	16 924 euros	Subventions : ADEME filidéchet	45 000euros
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	10 9210 euros	Subvention Territoire du Pays d'Aix	4 500 euros
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	35 069 euros	Subvention : Territoire de Marseille	4 500 euros
		Commune de Gréasque	2 000 euros
		Autres produits de gestions courantes : dons, cotisations (1 500euros, Leroy Merlin (3000euros), fondations (9 685euros)	14 185 euros
Total charges	74 314 euros	Total Recettes	74 314 euros

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 9 000 euros.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix- Marseille-Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	4 500euros	4 500 euros	9 000euros

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. La priorité étant donnée aux actions de prévention touchant directement les ménages.

Pour le Territoire de Marseille Provence :

L'opération ne se passant pas sur la zone géographique du territoire de Marseille, le CT1 ne participera pas financièrement.

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention desollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00565	Défi familles zéro déchets	La Nouvelle Mine	Réduction des déchets	-		4 500 euros	0 euros	-

Pour le Territoire du Pays d'Aix :

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention desollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00566	Sensibilisation à la réduction des déchets	La Nouvelle Mine	Réduction des déchets	-		4 500 euros	0 euros	oui

Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-07/04/16CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence attribue une subvention pour participer aux actions menées par l'association « La Nouvelle Mine ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 euros à l'association « La Nouvelle Mine » pour l'action « Foyers zéro déchets ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec l'association « La Nouvelle Mine ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Pour le Territoire du Pays d'Aix, au budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix-fonction 7211 nature 65748 pour un montant de 15 000 euros.

- Pour le Territoire de Marseille Provence, au budget annexe Collecte et Déchets, Chapitre 65 -Nature

65748-sous politique G130 - Fonction 7212 pour un montant de 15 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 031-5452/19/BM

**■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/9868/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-dessous, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation
Matériel de propreté et divers						
AR0171	SANS	NA5L3A0003	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L LA5500	22/07/2010
AR0172	SANS	NA5L3A0004	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L LA5500	22/07/2010
AR0174	SANS	NL5M3B0006	LA5500	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L LA5500	10/03/2011
BA0170	SANS	WSVS2V2S161702068	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	06/11/2006
BA0181	SANS	WSVS2R2S171702300	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	23/11/2007
BA0184	SANS	WSVS2R2S1711702311	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	23/11/2007
BA0201	SANS	WSVS2R2S181702726	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	02/04/2009
BA0210	SANS	NA4M390106	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	27/11/2009
BA0214	SANS	2710002	150	SCHMIDT	BAVL MIXTE SCHMIDT-SWINGO 150	01/06/2010
VU0075	EG-531-KM	VF654ANA000032552	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	05/01/2007
VU0097	EG-359-GW	VF1FDBWE637050357	54ANA1	RENAULT	VUFG RENAULT MASTER	30/01/2007
VU0125	EG-512-KM	VF1UDC2G637436206	UDC2G6	RENAULT	VUBE RENAULT MASTER	06/04/2007
VU0129	EG-785-KN	VF1UDC2G637436209	UDC2G6	RENAULT	VUBE RENAULT MASTER	06/04/2007
VU0130	EG-560-KM	VF1FDB2E637120493	FDB2E6	RENAULT	VUFG RENAULT MASTER	30/01/2007
VU0142	EG-749-KN	VF1FBD2E637884058	FDB2E6	RENAULT	VUFG RENAULT MASTER	04/07/2007
BE0301	EG-497-KM	VF642AEA000002070	42AEA1	RENAULT	CABE BENNE ENTREPRENEUR PL	26/06/2001
Matériel de collecte						
CF5103	EG-178-KM	VWASDFTL063833469	SDFTL03525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	28/07/2006
CF5120	CK-377-VR	VWASGFF2471016134	SGFF24	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	18/07/2007
CF5131	EG-173-KM	VWASGFF2471021102	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	11/09/2007
CF5134	EG-112-KN	VWASGFF2471022629	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	11/09/2007
CF5138	EG-820-KN	VWASGFF2471029585	SGFF24	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	24/06/2008
CF5142	AC-476-XQ	VWASGFF2481044003	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	17/09/2009
CF5167	AV-798-VJ	VF37G9HXCAJ614785	7G9HXC	PEUGEOT	BOM 2M3 PARTNER - GPS	28/06/2010

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines. La recette sera constatée de la manière suivante :

Pour le matériel de propreté : Budget de la Métropole CT1 Service gestionnaire 3DMG Sous politique G120 – Nature 7788 – fonction 7222

Pour le matériel de collecte : Budget Collecte - Service gestionnaire 3DMTA: Sous politique G 130 – Nature 7788 – fonction 7212

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-5453/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement "travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte"**
MET 19/10101/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La présente opération a pour objectif une participation au GPMM, gestionnaire des ouvrages, pour les travaux de rénovation et de sécurisation du pont levant de Martigues qui est un ouvrage essentiel, avec le viaduc autoroutier de Martigues, pour franchir le canal de Caronte et ainsi relier l'est et l'ouest de la métropole par voie routière et le « silo de Verminck » sur le quai de Caronte.

Opération n°2019610300 : Travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte

Montant de l'Autorisation de Programme : 650.000 euros T.T.C

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 500.000 euros T.T.C
Exercices suivants : 150.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte » du territoire du Pays de Martigues ;
- Qu'il sera nécessaire à l'exercice budgétaire concerné d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019610300 « travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte » du territoire du Pays de Martigues - code AP 196020BP et programme 02 « Activité portuaire et de plaisance » - pour un montant de 650 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-5454/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour la réalisation de prestations de services au titre de la compétence Création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire
MET 19/9753/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, depuis cette date, en charge de la compétence "Création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire" sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes membres dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

Le port Abri du Rhône à port Saint-Louis du Rhône est à ce titre devenu un port métropolitain.

Cependant, certaines prestations liées à la gestion du port ne peuvent être assurées aujourd'hui par la Métropole en raison de l'absence des moyens transférés.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, la Métropole a sollicité la commune compte tenu des moyens dont elle dispose, pour qu'elle réalise pour son compte, des prestations liées à la gestion du port

Aussi une première convention pour une durée d'un an avait été approuvée par le Bureau de la Métropole.

Toutefois compte tenu que les difficultés liées en l'absence des moyens transférés perdurent et pour assurer la continuité du service, il est proposé d'approuver une nouvelle convention de prestation de services d'une durée d'un an renouvelable expressément pour une année supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le port dénommé Port Abri du Rhône situé sur le territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a été transféré à la Métropole le 1er janvier 2018
- Que la Métropole ne dispose pas, des moyens nécessaires pour assurer l'intégralité des tâches de gestion de cet équipement et ainsi garantir la continuité du service public
- Que la convention de service permet de remplir les conditions d'un service public de proximité et une gestion efficace du Port Ari du Rhône
- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône dispose de l'expertise et des compétences en matière de gestion de zones d'activité portuaire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de service pour 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-Louis du Rhône ci-annexée au titre de la compétence « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Ports ouest territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitres 011 et 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-5455/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux opérations d'accompagnement de Rcade L2
MET 19/9696/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Rcade L2, mise en service dans sa totalité le 25 octobre 2018, relie les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rcade L2.

Par délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé une convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rcade L2 entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches du Rhône, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 75,792 M€HT. Cette convention signée le 25 octobre 2011 prévoyait des opérations d'aménagement urbain sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté urbaine à hauteur de 16,89 M€HT sur le périmètre du boulevard Arnavon et de l'avenue Allende.

Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau Métropolitain a approuvé une nouvelle convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 intégrant la Ville de Marseille. Cette convention n° 17/0228, signée le 27 février 2017 modifie notamment le périmètre pour les aménagements urbains de la L2 Nord, comprenant désormais la requalification du boulevard Arnavon et l'aménagement du secteur allant du giratoire de Sainte Marthe jusqu'au giratoire du Père Wrevinski. Elle porte le montant des travaux relevant d'une maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 23 M€HT. Les cofinanceurs réunis le 10 juillet 2018 en Comité de pilotage se sont accordés pour conforter ce programme d'opérations en redéployant, à enveloppe financière constante, des crédits disponibles vers des opérations complémentaires concourant à l'amélioration de l'insertion urbaine de la rcade. Dès lors, il convient de modifier par avenant la convention financière pluriannuelle du 27 février 2017, pour redéployer 4 M€HT de crédits non consommés au titre des indemnités du MIN, vers des opérations existantes ou complémentaires liées à la rcade L2.

Ce redéploiement est affecté aux opérations suivantes :

- (h1) Aménagements urbains complémentaires de la L2 Nord : + 2 M€HT.
Cette opération sous maîtrise d'ouvrage Etat, est financée à hauteur de 1,1 M€ par l'Etat et 0,9 M€ par le Département des Bouches du Rhône.
- (h2) MIN Travaux et indemnisation complémentaires sur le MIN : + 2 M€ HT.
Cette opération sous maîtrise d'ouvrage SOMIMAR, est financée à hauteur de 1,1 M€ par la Région et 0,9 M€ par la Métropole.

Par ailleurs, la ville de Marseille modifie son programme d'intervention, compte tenu du non-déplacement de la crèche des Oliviers, tout en maintenant son investissement d'origine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 07-462/M/CC du 8 juillet 2011, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil du Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de financement n° 17-0228 relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 ;
- Qu'il convient de redéployer, à enveloppe financière constante, des crédits disponibles vers des opérations complémentaires concourant à l'amélioration de l'insertion urbaine de la rocade.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement n° 17-0228 relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 à Marseille, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5456/19/BM

**■ Approbation d'une convention de remise des ouvrages du bassin de la Parette avec la Société de la Rocade L2 à Marseille (12ème arrondissement)
MET 19/9872/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La rocade L2 constitue une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille reliant les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Pour permettre la réalisation rapide de l'ensemble de la liaison L2 dans des conditions économiques optimisées, l'Etat a signé le 7 octobre 2013 un contrat de partenariat avec la Société de la Rocade L2 portant sur le financement, la conception, la construction, la gestion technique et la maintenance de l'infrastructure.

Conformément aux dispositions du Contrat de Partenariat, le Titulaire est chargé de finaliser dans le cadre des travaux de la L2 Est, les travaux du bassin d'orage de la Parette, qui ne reçoit pas les eaux de la L2, mais les eaux de surface. Ce bassin se situe sur l'avenue Pierre Chevallier, à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Par délibération n° VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé une convention cadre sur le foncier de la rocade L2 entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention, figurant en annexe 5 du contrat de partenariat, expose les modalités de reprise en gestion par les collectivités des ouvrages et aménagements, qui ne sont pas situés en surface des ouvrages autoroutiers, et notamment les ouvrages de franchissement, de rétablissement, de création de voiries, ou de réseaux. L'article 5.2. de cette convention prévoit de conclure des conventions de remise en gestion.

Dans ce contexte, le bassin de la Parette est destiné, après réalisation des travaux, à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux stipulations du Contrat de Partenariat, dans l'objectif d'aménager un parking relais de 380 places en superstructures au dessus du bassin.

Il convient donc d'approuver la convention de transfert de gestion du bassin de la Parette réalisé dans le cadre de la rocade L2 Est, qui définit les conditions de transfert de gestion de ce bassin à la Métropole Aix-Marseille-Provence après travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole approuvant la convention cadre sur le foncier de la Rocade L2 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Marseille Provence du 26 Février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver, la convention de transfert de gestion du bassin de la Parette réalisé dans le cadre de la rocade L2 Est, qui définit les conditions de transfert de gestion de ce bassin à la Métropole Aix-Marseille-Provence après travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de remise en gestion du bassin de la Parette, conclue avec la Société de la Rocade L2.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de transfert de gestion du bassin de la Parette.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-5457/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements)
MET 19/9974/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic opéré depuis la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des
- emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire)/ARTELIA Ville & Transport/Philippe DONJERKOVIC /LATERALE.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de

mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les équipements qui relèvent d'une compétence communale : éclairage public (génie civil réseau, câbles, accessoires et matériels), mobilier urbain (bancs) ainsi que Signalisation Lumineuse Tricolore et Vidéoprotection, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 1 202 359,20 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole, approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage unique conclue avec la Ville de Marseille pour l'opération de requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2017103600– Nature : 4581171036 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2017103600– Nature : 4582171036 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-5458/19/BM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence
MET 19/9940/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant

les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la première Décision Modificative de l'année 2019, sont inscrites deux opérations d'investissement qui nécessitent une révision de son autorisation de programme.

En effet, tout d'abord l'opération n°2017106800 intitulée « ALLAUCH – Aménagement accès du Lycée Enco de Botte » doit être révisée à hauteur de 5 000 000 euros TTC. L'amélioration de l'aspect qualitatif du séparateur longitudinal entre la chaussée et la voie verte ainsi que la prise en compte des résultats des reconnaissances géotechniques qui préconisent une reprise de la structure de la chaussée (non prévu initialement), nécessitent une augmentation du financement

Ensuite, l'opération n°2018106400 intitulée « MARSEILLE 13007 – Aménagement de la rue des Catalans » doit être révisée à hauteur de 4 000 000 € TTC. Cette augmentation résulte à la fois de l'intégration dans le cadre du périmètre de cette opération, des rues de Suez, Papety, Aleman, Girardin et Charas (entre Bd Charles Livon et Av de la Corse), et d'un traitement très qualitatif de l'espace viaire. Le projet d'aménagement consiste ainsi à étendre la reprise qualitative des revêtements de surface des trottoirs et chaussées sur l'ensemble de ces voies adjacentes à la rue des catalans.

Enfin, l'opération n°2018100600 intitulée « MARSEILLE 13013 – Aménagement parking Laffrage » doit être révisée à hauteur de 690 000 € TTC. Cette révision est la conséquence du résultat des consultations (maitrise d'œuvre et travaux) et du surcoût lié à la création des murs de clôture avec un aménagement paysager plus qualitatif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole 13 décembre 2018, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation des opérations présentées ci-dessous pour un montant total de 2 940 000 euros TTC;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision et l'affectation de l'opération d'investissement suivante :

SOUS-POL.	N° D'OPE. fils	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2019
C310	2017106800	ALLAUCH AMENAGEMENT ACCES DU LYCEE ENCO DE BOTTE	3 500 000	+ 1 500 000	5 000 000	3 000 000
C310	2018106400	MARSEILLE 13007 AMENAGEMENT DE LA RUE DES CATALANS	2 800 000	+ 1 200 000	4 000 000	1 000 000
C310	2018100600	MARSEILLE 13013 AMENAGEMENT PARKING LAFFERAGE	450 000	+ 240 000	690 000	620 000
TOTAL DES REVISIONS				+ 2 940 000		

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opérations 2017106800, 2018106400, 2018100600 – Programme 14 – Sous programme 14 1 - Nature 2031, 21578, 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2017106800, 2018106400, 2018100600 – Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-5459/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13005 - Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari" - Abrogation de la délibération N°VOI 008-5276/18/CM du 13 décembre 2018 MET 19/9938/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari dans le 5^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Par la délibération n° VOI 008-5276/18/CM du 13 décembre 2018, portant « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Marseille 13005 – Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari » est supprimée et remplacée par la présente compte tenu de l'extension du périmètre d'intervention et d'aménagement. Le montant de l'autorisation de programme reste fixé à 4,2 millions d'euros.

Ce périmètre comprend désormais:

- En ce qui concerne la rue Ferrari, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et la rue Saint-Pierre (6 100 m²).
- En ce qui concerne la rue Saint-Pierre, la partie comprise entre la place Jean Jaurès et l'allée Fraissinet d'une part (7 500 m²), et celle située entre la rue Jean Martin et l'entrée du cimetière Saint-Pierre (12 300 m²).

Le projet de voirie envisagé, consiste à restructurer et réorganiser l'espace suivant les usages et les besoins.

A cet effet, l'opération d'investissement « Marseille 13005 - Aménagement de la rue Saint-Pierre et de la rue Ferrari », pour un montant de 4 200 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n° VOI 008-5276/18/CM du 13 décembre 2018, portant « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – MARSEILLE 13005 – Aménagement de la rue Saint

Pierre et de la rue Ferrari» est supprimée et remplacée par la présente.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 4 200 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Que la délibération n° VOI 008-5276/18/CM du 13 décembre 2018 doit être annulée et remplacée par la présente.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° VOI 008-5276/18/CM du 13 décembre 2018.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Marseille 13005 - Aménagement de la rue Saint Pierre et de la rue Ferrari » pour un montant de 4 200 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 200 000 euros TTC

CP 2020 : 1 400 000 euros TTC

CP 2021 : 1 100 000 euros TTC

CP exercices suivants : 1 500 000 euros TTC

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

VOI 006-5460/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon"

MET 19/8961/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation du parking du Fangas, au boulevard du Redon dans le 9^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération comprend une superficie de 1 000m² à aménager. Actuellement sur site, existe un parking sauvage non règlementé.

Le projet de voirie envisagé, consiste à aménager un parking de 49 places au cœur du noyau villageois du Redon (13009).

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017 1 017 00 : « Aménagement de la création du parking du Fangas, boulevard du Redon, Marseille 13009 », pour un montant de 200 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aménagement de la création du parking du Fangas, boulevard du Redon, Marseille 13009 » pour un montant de 200 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2020 : 100 000 euros TTC

CP 2021 : 100 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-5461/19/BM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Marseille 13010 - Rue François Mauriac"
MET 19/10040/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue François Mauriac (13010).

Le projet consiste à réaménager cette voie entre la place de Pont de Vivaux et la rue Romain Rolland pour sécuriser les cheminements piétons et organiser le stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement « MARSEILLE 13010 – Rue François Mauriac » pour un montant de 1 300 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement «MARSEILLE 13010 – Rue François Mauriac » pour un montant de 1 300 000 euros, rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros TTC
CP 2020 : 200 000 euros TTC
CP 2021 : 1 000 000 euros TTC
CP 2022 : 50 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-5462/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Marseille 13011 - Boulevard de la Barasse" MET 19/10039/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du boulevard de la Barasse (chaussée et trottoir coté pair).

Cet aménagement comprend la reprise des revêtements, des bordures et l'organisation du stationnement entre les rues Albert et montée Montgrand (13011).

A cet effet, l'opération d'investissement « MARSEILLE 13011 – Boulevard de la Barasse » pour un montant de 300 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « MARSEILLE 13011 – Boulevard de la Barasse » pour un montant de 300 000 euros, rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 20 000 euros TTC
CP 2020 : 100 000 euros TTC
CP 2021 : 180 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-5463/19/BM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13013 - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière"
MET 19/8848/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la traverse de la Baume Loubière dans le 13^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille

Le périmètre d'étude de l'opération se situe entre le chemin de Château Gombert et la partie élargie de la traverse soit un linéaire de 860 mètres. Périmètre à réaménager compte tenu de nombreux projets de constructions en cours de réalisation.

Le projet de voirie envisagé, consiste à élargir la voie pour permettre le croisement des véhicules et à sécuriser les modes doux de déplacement.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019101500 intitulée « MARSEILLE – 13013 - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière », pour un montant de 200 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée, afin de financer les différentes études relatives à la définition du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération 2019101500 pour un montant total de 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019101500 intitulée «MARSEILLE – 13013 - Aménagement de la traverse de la Baume Loubière» pour un montant de 200 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros TTC

CP 2020 : 50 000 euros TTC

CP 2021 : 100 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-5464/19/BM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13013 - Aménagement du rond point chemin de la Pounche - Avenue Fournacle - Mère Thérèse"
MET 19/9937/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'un rond point au croisement du chemin de la Pounche, avenue Fournacle et rue Mère Térésa dans le treizième arrondissement de Marseille.

A cet effet, l'opération d'investissement « Marseille 13013 – Aménagement du rond point chemin de la Pounche - avenue Fournacle - Mère Térésa », pour un montant de 250 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 250 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Marseille 13013 – Aménagement du rond point chemin de la Pounche - avenue Fournacle - Mère Thérèse » pour un montant de 250 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 25 000 euros TTC
CP 2020 : 200 000 euros TTC
CP 2021 : 25 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-5465/19/BM

■ **Approbation de la revalorisation des opérations d'investissements relatives à la réalisation des lignes de Bus à Haut Niveau de Service entre le technopôle de Château Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille (13ème et 14ème arrondissements), et entre la station de Métro Bougainville et Saint Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements).**

MET 19/9065/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DTUP 002-2284/10/CC du 1er octobre 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le projet de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre le technopôle de Château Gombert et l'université de Saint Jérôme à Marseille (13ème et 14ème arrondissements).

L'objectif de cette opération était d'améliorer la desserte en transports en commun du technopôle de Château Gombert et de l'université de Saint-Jérôme, conformément aux mesures d'accompagnement du Plan Campus auxquelles s'est engagée la Communauté Urbaine.

Par délibération DTUP 002-111/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme « BHNS ligne St Jérôme – Château Gombert » d'un montant de 45 150 501,67 euros H.T qui a fait l'objet d'une révision positive de 6 688 963,21 euros H.T portant le montant de l'opération à 51 839 464,88 H.T. par délibération N° VOI 003-156/13/CC du 22 mars 2013 du Conseil de la Communauté urbaine de Marseille

Une première section de cette ligne BHNS dénommée ligne «B3» a été mise en service en

septembre 2014 ; elle concerne les deux parties comprises de part et d'autre des noyaux villageois de Saint Jérôme et de la Rose (rue Pèbre d'Ail/carrefour chemin du Merlan-Boulevard Lavéran d'une part ; métro la Rose et Boulevard Bara d'autre part), Cette réalisation a permis de relier l'université de Saint-Jérôme à la station de métro Malpassé et le technopôle de Château Gombert à la station de métro la Rose.

La seconde section correspondant au tronçon central passant à proximité des noyaux villageois de Saint-Jérôme et de La Rose n'a pas été réalisée, compte tenu des difficultés d'insertion d'un BHNS au droit de l'établissement privé Seigné.

Depuis, l'Agenda de la Mobilité de la Métropole a été approuvé en décembre 2016 ; il prévoit notamment la réalisation de la ligne de BHNS dénommée ligne «B4» entre le pôle multimodal Gèze et le métro la Fourragère. Son tracé s'inscrit notamment au-dessus des dalles des tranchées couvertes de la rocade L2Nord, mais également entre l'échangeur Wresinski et l'échangeur de Frais Vallon, permettant ainsi de réaliser une partie du tronçon central de la ligne «B3».

De façon globale, il convient dès lors de procéder à une diminution du montant de l'opération «B3» à hauteur de 7 000 000 euros.

Par ailleurs, par délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le projet de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS B2), entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements)

L'objectif de cette opération était d'améliorer la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de Bus à Haut Niveau de Service performante.

Par délibération DTUP 001-110/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 23 411 371,24 euros H.T.

Par délibération DTUP 007-131/13/CC du 22 Mars 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour un montant de 5 000 000 euros portant le montant de 4 180 602.00 euros portant l'opération à 28 688 563,06 euros H.T. concernant la ligne de BHNS «B2».

Cette ligne a été mise en service le 1^{er} septembre 2014. Cependant, il convient de procéder à une revalorisation à la hausse d'un montant de 5 300 000 euros afin de solder les paiements de la totalité de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 002-2284/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 002-111/12/CC du 13 février 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 001-110/12/CC du 13 février 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 007-131/13/CC du 22 mars 2013 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 003-156/13/CC du 22 mars du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 Février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la diminution du montant de l'opération d'investissement «réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre le technopôle de Château Gombert et l'université de Saint Jérôme à Marseille (13ème et 14ème arrondissements)» ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation du montant de l'opération

d'investissement «de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements)» ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la diminution de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement 2012100301 – BHNS Université Saint-Jérôme – Technopole Château Gombert rattachée au programme 49 Bus à Haut Niveau de Service code AP 141492TP, pour un montant de 7 000 000 euros HT portant le montant de 51 938 464,88 euros à 44 839 464,88 euros H.T.

Article 2 :

Est approuvée la revalorisation de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement 2012100201 – BHNS Métro Bougainville – Vallon des Tuves rattachée au programme 49 Bus à Haut Niveau de Service code AP 141491TP, pour un montant de 5 300 000 euros HT portant le montant de 28 688 563,06 euros à 33 988 563,06 euros H.T.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants du Budget Annexe Transports – Nature : 23152 – Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-5466/19/BM

■ Approbation de l'affectation partielle de l'opération d'investissement relative à l'amélioration de l'accès de la porte 4 du Port de Marseille à Marseille (15ème arrondissement) MET 19/9875/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de

pré faisabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de lisibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de pré faisabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT.

A cet égard, la présente opération d'aménagement fait l'objet de l'approbation au Conseil Métropolitain de ce jour, d'une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement. Ainsi, au titre de la convention susmentionnée, il convient d'indiquer la clé de répartition des cofinancements :

- Conseil départemental des Bouches-du-Rhône : 4 000 000 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 500 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 4 000 000 euros

Par délibération VOI 008-1510/16/CM du 15 décembre 2016 l'autorisation de programme correspondante a été affectée partiellement pour un montant de 12 600 000€.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu pour reprendre les études et aboutir à un dossier Projet

permettant de rédiger les marchés de travaux. Ces études ont mis en avant une sous-estimation du budget nécessaire à la réalisation de l'opération, dans un contexte d'évolution du programme suite à la concertation préalable menée à l'automne 2018.

Ainsi, afin de mener à bien cette opération et en prévision de l'enquête publique prévue au printemps 2019, l'affectation partielle de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 14 000 000 euros est nécessaire pour l'attribution des marchés de travaux. Un avenant à la convention de partenariat et de financement sera établi pour fixer la répartition des montants supplémentaires.

Cette affectation partielle de l'autorisation de programme doit être approuvée au Conseil de ce jour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 008-1510/16/CM du 15 décembre 2016 affectant partiellement l'autorisation de programme ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'affecter partiellement l'autorisation de programme de réaliser les études et travaux concernant l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15^{ème} arrondissement).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation partielle d'une autorisation de programme relative à l'opération d'investissement concernant l'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15^{ème} arrondissement), d'un montant de 1 400 000 euros qui porte l'opération à un montant de 14 000 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires suivantes : Budget Territoire Marseille-Provence – Opération : 2017103900 - Autorisation de programme : 171022BP - Programme 02 - Activité portuaire et de plaisance - Fonction : 811 - Sous-politique : C311.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté :	494 153,80 euros
- Exercice 2019 :	3 100 000 euros
- Exercice 2020 :	6 000 000 euros
- Exercice 2021 :	3 805 000 euros
- Exercice 2022 :	600 846,20 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-5467/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13015 - Place Tarquin"
MET 19/8925/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la place Edgar Tarquin dans le 15^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille afin d'offrir un cadre de vie de qualité aux riverains.

Cette place sert actuellement de zone de parking aux riverains suite à de nombreuses constructions immobilières au droit de cette place.

Le périmètre de l'opération comprend une surface de 3 600m² avec reprise des revêtements de la place en pierre naturelle pour les espaces piétonniers. Une réfection des trottoirs et de la chaussée des voies périphériques est envisagée, en sus de la rénovation des espaces verts.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 014 00 : « Marseille 13015 – Place Tarquin », pour un montant de 1 500 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie

Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Marseille 13015 – Place Tarquin » pour un montant de 1 500 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 25 000 euros TTC
CP 2020 : 25 000 euros TTC
CP 2021 : 1 450 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-5468/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille 13016 - Aménagement de la rue Rabelais" MET 19/8916/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Rabelais dans le 16^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération se situe entre le carrefour avenue André Roussin et le chemin de Saint Henri. La surface à traiter est de 4 200 m² environ. Dans la partie à sens unique à créer, la chaussée existante sera recalibrée entre 3,90 m et 4,00 m de largeur. Les trottoirs seront élargis pour les rendre accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite. Une zone 30 est envisagée dans la partie étroite de la voie.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 009 00 : « Marseille 13016 – Aménagement de la rue Rabelais », pour un montant de 480 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 480 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Marseille 13016 – Aménagement de la rue Rabelais » pour un montant de 480 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 100 000 euros TTC
CP 2020 : 380 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-5469/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Ceyreste - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien"

MET 19/9661/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de requalifier et élargir la partie métropolitaine de l'avenue Eugène Julien en impasse sur la commune de Ceyreste.

Cette voie présente un profil en long très pentu et un profil en travers de 6 mètres de large. Elle dessert plusieurs équipements : camping, centre aéré, terrains de sport. Le plateau faisant office d'aire de retournement est le point de départ de nombreuses randonnées en zone Natura 2000.

Le linéaire de voie à traiter est de 320 mètres linéaires.

Cette voie fait l'objet d'un emplacement réservé à 8 mètres dont les terrains d'assiette appartiennent principalement à la Commune facilitant ainsi la mise en œuvre d'un élargissement qui permettra la réalisation d'une chaussée de 5 mètres de large avec un trottoir unilatéral de 3 mètres. Il conviendra également de prendre en compte la desserte en transport en commun, la nécessité de développer l'offre de stationnement sur la partie haute et la création d'un réseau pluvial aujourd'hui inexistant.

A cet effet, l'opération d'investissement « Ceyreste – Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien », pour un montant de 1 500 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Ceyreste – Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien », pour un montant de 1 500 000 euros, rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 40 000 euros TTC

CP 2020 : 200 000 euros TTC

CP 2021 : 1 260 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-5470/19/BM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Ceyreste - Aménagement du chemin de Sainte-Brigitte" - MET 19/9816/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du chemin de Sainte Brigitte sur la commune de Ceyreste.

Actuellement, cette voie présente deux profils différents, avec 8m de largeur sur 180m et 13 m sur environ 220 m de long.

Compte tenu de la présence de l'autoroute en parallèle de la voie, il est envisagé de créer un seul et unique trottoir, avec piste cyclable et places de stationnement.

A cet effet, l'opération d'investissement « Ceyreste – Aménagement du chemin de Sainte Brigitte », pour un montant de 150 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 150 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Ceyreste – Aménagement du chemin de Sainte Brigitte » pour un montant de 150 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 30 000 euros TTC

CP 2020 : 30 000 euros TTC

CP 2021 : 90 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-5471/19/BM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Plan-de-Cuques - Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien"**
MET 19/9939/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien.

Le projet consiste à effectuer le raccordement de la rue de Chantons sur une voie de liaison à créer entre l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue du Septième Régiment du Tirailleur Algérien.

A cet effet, l'opération d'investissement « Plan-de-Cuques - Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien », pour un montant de 150 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la

première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Cette opération prendra en charge dans un premier temps les études de faisabilité technique du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 150 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Plan-de-Cuques - Création d'une voie de liaison entre les avenues du Général de Gaulle et du Septième Régiment du Tirailleur Algérien » pour un montant de 150 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 30 000 euros TTC

CP 2020 : 120 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-5472/19/BM

**■ Renouveau de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture et paiement de la cotisation 2019
MET 19/9843/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine, permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture à travers différents espaces de concertation, d'échanges de pratiques et de prises de position au niveau national notamment dans le cadre de la FNCC.

La Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture - FNCC, fondée en 1960 à l'initiative de l'homme politique et écrivain Michel Durafour, a concrétisé la volonté des collectivités territoriales de faire valoir leur propre engagement culturel. Réunissant des élus de l'ensemble des échelons territoriaux et de toute sensibilité politique (plus de 550 collectivités), elle a su devenir pour le champ culturel un élément fédérateur entre l'ensemble des associations d'élus. La FNCC est également en dialogue constant avec le Sénat et l'Assemblée nationale ainsi qu'un interlocuteur incontournable du

Ministère de la Culture auquel elle est liée par une convention triennale depuis 2001.

La FNCC a eu à cœur d'établir des liens étroits avec les milieux professionnels – artistes et opérateurs culturels – ainsi qu'avec les acteurs associatifs. Lieu privilégié de dialogue, d'échange d'expériences et de réflexions partagées entre les élus à la culture, la FNCC contribue à l'élaboration des politiques culturelles publiques au plus près des territoires. Depuis 1998, une Charte en énonce les principes premiers.

Travaillant à la croisée de toutes les forces culturelles et artistiques, la FNCC s'est donnée librement et en toute indépendance une mission de médiation et de veille.

Les collectivités territoriales sont représentées paritairement au Conseil d'Administration et au Bureau.

Les élus travaillent en collégialité au sein des groupes de travail et de réflexion ouverts à tous les adhérents et dont les sujets recoupent toutes les thématiques des politiques culturelles publiques et permettent d'analyser et d'élaborer des propositions et une parole propre.

Monsieur l'Adjoint au Maire à la Culture de la ville de Dôle, préside aujourd'hui la F.N.C.C. Les présidents sont désignés pour 3 ans - respectant une alternance statutaire - par le Conseil d'Administration constitué de représentant(e)s de 64 collectivités territoriales reflétant la diversité politique, géographique et démographique de ses adhérents, ainsi que le pluralisme de ses travaux et réflexions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 002-1530/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC) ;

- La délibération n° CSGE 011-3515/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la FNCC, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture – FNCC pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 3 683 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au BPMF du CT2 sur le budget culture métropolitain - Chapitre 11 Fonction 20 – Nature 6281 « concours divers - cotisations ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-5473/19/BM

**■ Attribution de subventions à l'Agence Régionale du Livre - Approbation d'une convention
MET 19/9907/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, qui fixe comme priorité d'action dans ce domaine la lecture publique sous toutes ses formes, et comme cadre d'intervention, des critères de liens avec les communes du territoire et de rayonnement régional voire international, la Métropole soutien des acteurs culturels territoriaux.

L'Agence régionale du livre (ARL), forte d'une expérience de 16 ans, est la seule structure

associative du territoire à exercer des actions transversales en direction des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestations et résidences) et au service des politiques publiques du livre, autour de plusieurs missions fondamentales :

- Information (veille dynamique) et observation (Chiffres clés, enquêtes ciblées, Financements publics du livre)
- Formation professionnelle et accompagnement (expertise auprès des collectivités et des professionnels, conseil juridique, en gestion & analyse financière, en stratégie numérique, recherche de ressources via le financement participatif, le mécénat...)
- Projets collectifs et/ou innovants (conservation partagée jeunesse, biblioMix, bibliographies numériques partagées, expositions...)
- Développement de la lecture : Prix littéraire des lycéens et apprentis de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, "Histoires vraies de la Méditerranée" en milieu carcéral.

Les grands axes qui guident l'ARL sont : adaptation au numérique & innovation, aide à la mutualisation et à la mise en réseau, développement de la lecture par la mise en œuvre et le pilotage de projets favorisant la rencontre entre des publics très divers et la création culturelle et artistique.

L'ARL a créé des relations bien établies tant avec les bibliothèques qu'avec les organisateurs de manifestations littéraires du territoire de la Métropole. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu en termes de mise en réseau, pilotage, compétences et en termes de contenus littéraires et de création d'événements culturels.

En 2017 et en 2018, l'ARL, dans le cadre de ses missions, a accompagné la Métropole tant au niveau du développement de sa politique culturelle en faveur de la lecture publique que de la mise en réseau des équipements dont la première action a été l'événement "La Lecture par Nature". Ce partenariat a fait l'objet d'une évaluation par les services qui ont établi un bilan largement positif, constructif, adapté à la situation de construction de l'intervention métropolitaine en faveur de la Culture.

En 2018, la Métropole a soutenu l'ARL dans ses actions en direction des scolaires notamment autour de l'événement « La Lecture par Nature ». Environ 1 000 jeunes ont ainsi été associés à la manifestation.

Pour 2019, l'ARL sera partenaire de la Métropole pour :

1. L'organisation de l'événement « *Lecture par Nature* »,
2. L'accompagnement des communes dans le cadre de l'opération « ouvrir plus ouvrir mieux » concernant l'extension des horaires d'ouverture des médiathèques, opération qui se déroulera en 2019 et 2020 et prévue dans le cadre du Contrat

Territoire Lecture approuvé en juin 2018
par le Conseil de la Métropole.

Pour réaliser ces missions l'association sollicite la Métropole à hauteur de 250 000 € en 2019, la Métropole propose un financement à hauteur de 135 000 euros, comprenant 95 000 euros au titre de l'organisation de l'événement « Lecture par Nature » et 40 000 euros au titre de l'accompagnement concernant l'extension des horaires d'ouverture, dans le cadre du Contrat Territoire Lecture.

Année	N° de guichet unique	Subvention demandée	Subvention allouée
2019	2019_00618	250 000 €	135 000 €

Telle sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°CSGE 002-4253/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Contrat Territoire Lecture 2018-2020 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°CSGE XXXXX/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 approuvant l'organisation de l'événement « Lecture par Nature 2019 ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La priorité donnée à la mise en réseau de la lecture publique à l'échelle métropolitaine ;
- L'organisation de la troisième édition de la manifestation « Lecture par Nature » en 2019 ;
- L'organisation en 2019 de l'opération « ouvrir plus ouvrir mieux » concernant l'extension des horaires d'ouverture des médiathèques prévue dans le cadre du Contrat Territoire Lecture ;
- Les relations bien établies de l'ARL avec les bibliothèques et son savoir-faire en termes de mise en réseau, pilotage et de création d'événements culturels ;
- Le partenariat constructif et positif entre la Métropole et l'ARL, notamment lors de l'organisation des deux premières éditions de « Lecture par Nature » ;
- Qu'il convient de réitérer ce partenariat pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions à l'Agence Régionale du Livre à hauteur de 135 000 euros soit :

- 95.000 euros pour l'opération Lecture par Nature
- 40.000 euros pour l'accompagnement dans le cadre du contrat Territoire Lecture.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci- annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le BPMF du CT2 pour le Budget Culture métropolitain, chapitre 65 – Fonction 30 – Nature 65748 (subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-5474/19/BM

■ Approbation d'une convention relative à l'extension du réseau de lecture métropolitain d'Istres Ouest Provence au bénéfice de la médiathèque communale de Saint-Chamas et de la bibliothèque communale de Saint-Mitre-les Remparts MET 19/9935/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est dotée d'une politique culturelle dont la lecture publique est le principal pivot avec comme ambition de constituer un réseau qui, à terme, permettra une mutualisation des ressources des médiathèques et des bibliothèques avec notamment la création d'un portail documentaire métropolitain.

1. Une première étape dans la constitution d'un réseau de lecture publique métropolitain

La délibération n° CSGE 002-4253/18/CM du 28 juin 2018 portant sur le Contrat Territoire Lecture (CTL), signé avec les services de l'Etat, a confirmé la mise en réseau des bibliothèques et médiathèques du territoire comme un axe majeur des politiques publiques menées par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Aujourd'hui, le réseau de lecture publique constitué et opérationnel à l'échelle métropolitaine est celui de la médiathèque intercommunale d'Istres Ouest Provence qui dispose de multiples opportunités à partir desquelles il est possible procéder à une première étape de développement du réseau.

Après avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence, il s'agira de créer les conditions d'une expérimentation du développement du réseau métropolitain préexistant aux communes voisines de Saint-Chamas et de Saint-Mitre-les-Remparts, dont la proximité géographique avec les établissements de lecture publique d'Istres Ouest Provence facilitera particulièrement la circulation des documents et les collaborations transversales.

Les deux communes ont confirmé leur volonté de mutualisation et d'élargissement de leurs services à leur population en participant à l'extension du réseau de lecture publique métropolitain sans transfert automatique de leurs équipements et de leurs agents.

Ce projet participe pleinement à la lutte contre la fracture numérique.

2. Objectif et méthode

L'objectif général pour la Métropole est d'atteindre une offre de contenu et de ressources numériques accessibles à tous les habitants de la Métropole en mutualisant les ressources existantes et en systématisant cette offre : c'est un processus long

qui nécessitera différentes étapes opérationnelles.

La direction de la culture de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement son service de lecture publique, est missionnée pour proposer, inciter et accompagner toutes les expérimentations contribuant à la réalisation de cette ambition.

Le service s'appuiera sur la médiathèque intercommunale d'Istres Ouest Provence et son expérience avérée dans la constitution d'un réseau de lecture publique. Son appartenance métropolitaine la désigne comme le laboratoire de l'extension de réseau de lecture publique d'Aix-Marseille Provence en élargissant ses services aux usagers de la médiathèque de Saint-Chamas et de la bibliothèque de Saint-Mitre-les-Remparts.

3. Incidences financières et calendrier

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge les frais liés à l'extension du réseau de la médiathèque d'Istres Ouest Provence et de son portail documentaire dont la valeur est estimée à 30 000 euros. Cette prise en charge financière par la Métropole est fondée sur la volonté que le service rendu actuellement à ses usagers ne soit pas impacté par cette nouvelle mission dont le caractère expérimental participe à la plus-value métropolitaine.

Les communes de Saint-Chamas et de Saint-Mitre-les Remparts s'engagent à prendre à leur charge dans leur établissement de lecture publique les frais correspondants aux investissements du dispositif (travaux, informatique,...).

Cette répartition des charges correspond à la dépense occasionnée pour cette première année d'ouverture du réseau dont il importe de relever le caractère expérimental. Un bilan annuel déterminera pour l'année suivante une nouvelle répartition financière dans le cadre d'une convention tri annuelle, temps nécessaire à la structuration.

Il convient donc de conclure une convention de mutualisation et de mise en réseau d'équipements de lecture publique entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de Saint - Chamas et de Saint-Mitre-les Remparts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Civil et notamment les articles 544 et 545 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 001-3395/17/CM

du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant la définition de Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio – éducatifs,

- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération CSGE 002-4253/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation du Contrat Territoire Lecture ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la structuration d'un réseau de lecture publique métropolitain est l'axe majeur de la politique culturelle métropolitaine.
- Qu'une première expérimentation dans ce domaine, avec l'extension du réseau de la médiathèque métropolitaine Istres Ouest Provence aux établissements des communes de Saint-Chamas et de Saint-Mitre les Remparts, est un objectif réalisable et opérationnel à court terme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'extension du réseau de lecture publique métropolitain d'Istres Ouest Provence à la médiathèque municipale de Saint-Chamas et à la bibliothèque municipale de Saint-Mitre-les Remparts dans le cadre des orientations stratégiques de la politique culturelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des objectifs du Contrat Territoire Lecture métropolitain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Pour financer cette opération, la Métropole versera un montant de 30 000 euros à l'Etat Spécial du Territoire d'Istres Ouest Provence, gestionnaire du réseau de la Médiathèque.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Chapitre : 011 ; nature : 62872.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-5475/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de l'Union Méditerranéenne d'Athlétisme pour l'organisation des championnats méditerranéens d'athlétisme U 23 en salle - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/9884/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

L'Union Méditerranéenne d'Athlétisme (UMA), affiliée à l'Association Internationale des Fédérations d'Athlétisme, est une association qui regroupe 28 pays membres. Elle a pour objet de développer et promouvoir l'athlétisme dans le bassin méditerranéen, notamment au travers d'actions d'échanges et d'événements fédérateurs entre les pays issus de 3 continents.

Dans ce cadre, l'UMA organise les premiers championnats méditerranéens en salle à destination des athlètes de moins de 23 ans issus des 28 pays, qui se tiendront au Stadium Miramas Métropole, équipement reconnu d'intérêt Métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017. En effet, la spécificité unique de cet équipement, les infrastructures performantes et modernes et son dimensionnement en font un endroit incontestablement reconnu pour l'accueil de cet événement international d'athlétisme. Par ailleurs, le

Conseil d'administration de la Régie de cet équipement a validé, en date du 25 septembre 2018, la programmation de cette manifestation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association UMA afin de soutenir cet événement de renommée internationale, qui se déroulera le 19 janvier 2019, en présence des 350 meilleurs athlètes (femmes et hommes) issus de 28 pays méditerranéens.

Cette manifestation, ouverte au public, sera organisée sur une journée, rythmée par des épreuves de la discipline en salle (course, haies, saut à la perche, saut en longueur, saut en hauteur, triple-saut et lancer de poids). De manière complémentaire, et afin de maintenir et d'enrichir la coopération entre les pays membres, un séminaire de formation internationale, ayant pour thème « l'encadrement, le management et l'accompagnement des jeunes athlètes internationaux dans leurs carrières », viendra concourir à la réussite de cet événement. La couverture médiatique par les réseaux sociaux et sites spécialisés dans cette discipline permettra également une visibilité à l'international.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détient aujourd'hui l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité à l'international.

La Métropole, avec la co-participation d'autres collectivités locales telles que le Conseil Départemental et le Conseil Régional, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des championnats méditerranéens U23 en salle qui se déroulera le 19 janvier 2019 au Stadium Miramas Métropole à Miramas.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention pour un montant de 25 000 euros à l'association UMA.

Il convient de noter qu'au-delà de 23 000 euros, une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire doit permettre de verser l'aide financière.

En ce qui concerne le versement de la subvention, il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, dans la mesure où la manifestation précède l'attribution du soutien. La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier

de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Union Méditerranéenne d'Athlétisme pour l'organisation des championnats méditerranéens U23 en salle sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à l'association UMA afin de soutenir l'organisation des championnats méditerranéens U23 en salle.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-après annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 6574, ligne de crédits 25146.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-5476/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de la Fédération Française d'Athlétisme pour l'organisation des championnats de France Elites en salle - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 19/9886/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

La Fédération Française d'Athlétisme (FFA), dont l'objet concerne l'organisation, le développement et le contrôle de la pratique de l'athlétisme sous toutes ses formes conformément au cadre de la délégation accordée par le Ministère chargé des Sports, organise les championnats de France Elites en salle.

Cette compétition préparatoire aux championnats d'Europe 2020 et aux Jeux Olympiques 2024, se tiendra sur le Stadium Miramas Métropole, équipement reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017. En effet, la spécificité unique de cet équipement, les

infrastructures performantes et modernes et son dimensionnement en font un endroit incontestablement reconnu pour l'accueil de cet événement d'athlétisme. Par ailleurs, le Conseil d'administration de la Régie de cet équipement a validé, en date du 25 septembre 2018, la programmation de cette manifestation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association FFA afin de soutenir cet événement qui se déroulera les 16 et 17 février 2019, et qui accueillera 350 athlètes parmi les meilleurs français dont l'équipe de France.

Cette compétition, ouverte au public, est organisée en 28 épreuves hommes et femmes (14 courses, 10 concours, 2 épreuves de marche, heptathlon et pentathlon) sur 2 jours. Un temps d'inauguration de l'équipement viendra de manière complémentaire concourir à la réussite de cet événement et participer au rayonnement national, voire international de l'athlétisme et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La retransmission en direct par RMC sport des épreuves, les réseaux sociaux et sites spécialisés dans cette discipline assureront une valorisation médiatique.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détient aujourd'hui l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité sur le territoire international.

La Métropole, avec la co-participation d'autres collectivités locales telles que le Conseil Départemental et le Conseil Régional, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des championnats de France Elites en salle 2019 au Stadium Miramas Métropole à Miramas.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention pour un montant de 25 000 euros à l'association FFA.

Il convient de noter qu'au-delà de 23 000 euros, une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire doit permettre de verser l'aide financière.

En ce qui concerne le versement de la subvention, il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, dans la mesure où la manifestation précède l'attribution du soutien. La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Fédération Française d'Athlétisme pour l'organisation des championnats de France Elites en salle sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à l'association FFA afin de soutenir l'organisation des championnats de France Elites en salle.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 6574, ligne de crédits 25146.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-5477/19/BM

**■ Versement de la contribution financière 2019 au groupement d'intérêt public Grand Prix de France Le Castellet
MET 19/9074/BM**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la dernière édition du championnat du monde de Formule 1 en France, qui s'est tenue sur le circuit Paul Ricard du Castellet en 1990 (Grand Prix de France), les collectivités territoriales de la Région PACA ont souhaité accueillir de nouveau cette manifestation sportive d'envergure eu égard aux retombées économiques, touristiques, et sportives liées à un tel événement.

Le projet relevant de l'intérêt général, il a été décidé de constituer un Groupement d'Intérêt Public à but non lucratif dont les membres sont chargés de structurer, encadrer, et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et à la promotion du Grand Prix de France en mettant en commun les moyens nécessaires.

Ce projet représente pour la Métropole, limitrophe du Castellet par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, une occasion unique de participer à cette manifestation sportive à rayonnement international, qui relève incontestablement de l'intérêt général, puisqu'elle contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives et participe de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale comme le rappelle le Code du Sport dans ses principes généraux (articles L100-1 et L100-2).

Par délibération du 19 octobre 2017, le Conseil a approuvé l'adhésion de la Métropole au GIP Grand Prix de France le Castellet, aux côtés des membres fondateurs : la région PACA et la société EXCELIS, propriétaire et exploitant du circuit Paul Ricard.

Les missions principales du GIP s'articulent de la façon suivante :

- Mettre en œuvre les moyens juridiques, financiers techniques et commerciaux en vue de promouvoir

l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard et trouver les partenaires adéquats,

- Mettre en œuvre toutes actions destinées à démontrer la qualité sportive et organisationnelle du Projet de Grand Prix, populariser la candidature, valoriser et promouvoir l'image des collectivités territoriales organisatrices et du sport automobile et inscrire le projet de Grand Prix de France au service du développement du territoire,

- Etre l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et organismes officiels en charge, d'une manière ou d'une autre, de la désignation des Grands Prix inscrits au calendrier des Championnats du Monde et de la bonne marche de l'évènement,
- Informer le public, par des réunions et publications régulières, de la candidature et de l'évolution des discussions et négociations avec les organismes concernés,
- Concevoir et valoriser tous événements sportifs et culturels annexes afin de promouvoir cette candidature, puis chaque édition de l'évènement.

La première édition du Grand Prix de France a ainsi pu être organisée en 2018 et l'évènement fut un grand succès, regroupant plus de 160 000 personnes pendant trois jours et conférant une couverture médiatique internationale du territoire, assurant de fait des retombées économiques mais aussi culturelles et sportives très importantes.

Le GIP est constitué des membres suivants :

- La Communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée
- Le département du Var
- La Métropole Nice Côte d'Azur
- La chambre de commerce et d'industrie de Région
- La chambre de commerce et d'industrie du Var
- La communauté d'agglomération Sud Sainte Baume
- Le département des Bouches-du-Rhône
- La Métropole Aix Marseille Provence
- La Région PACA
- La Société EXCELIS

Le GIP a été constitué pour une durée de dix ans à compter de la publication de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2018.

Il promeut et encourage notamment l'organisation de cinq éditions du Grand Prix de Formule 1, pour les années 2018 à 2022.

Enfin, il prévoit un engagement de participation financière de ses membres jusqu'en 2020.

Pour la métropole, et conformément à l'annexe 6bis de la convention constitutive du groupement approuvée par arrêté préfectoral, la participation financière est fixée à :

- 2017 : 164 400 euros
- 2018 : 1 500 000 euros
- 2019 : 1 500 000 euros
- 2020 : 1 500 000 euros

A titre d'information, la contribution financière des membres du GIP pour l'année 2019 est fixée à :

- 4 200 000 euros pour la Région PACA
- 2 000 000 euros pour la Communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée
- 2 000 000 euros pour le Département du Var
- 2 000 000 euros pour Nice Côte d'azur Métropole
- 1 500 000 euros pour la Métropole Aix Marseille Provence
- 500 000 euros pour la CCI du var
- 500 000 euros pour le Département des Bouches-du-Rhône
- 500 000 euros pour la CCI Régionale
- 300 000 euros pour la Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume
- 100 000 euros pour la Société EXCELIS

Soit au total pour 2019 : 13 600 000 euros

Il est donc proposé d'octroyer au GIP la contribution financière de la métropole pour l'année 2019, soit 1 500 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- L'arrêté de la Préfecture de Région Provence Alpes Côte d'Azur du 26 mars 2018 portant approbation de la convention constitutive du GIP Grand Prix de France ;
- La convention constitutive du Groupe ;ment d'Intérêt Public « Grand Prix de France - Le Castellet » enregistrée sous le numéro18/0123 ;
- La délibération ECO 012-2842/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'adhésion d'AMP au GIP.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix Marseille Provence, de soutenir ce projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de la contribution financière 2019 de la Métropole au Groupement d'Intérêt Public Grand Prix de France le Castelet pour un montant de 1 500 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2019 de la métropole Aix-Marseille-Provence -BPMC A 310 022 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 FÉVRIER 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

28 FÉVRIER 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 4 mars 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY - OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY - VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Didier PARAKIAN -

Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Moussa BENKACI représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Jean-Louis CANAL représenté par Jacky GERARD - Eric CASADO représenté par Nicole JOULIA - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Philippe CHARRIN représenté par Roland GIBERTI - Pierre COULOMB représenté par Joël MANCEL - Robert DAGORNE représenté par Michel BOULAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Jeanne MARTI - Hervé FABRE-AUBRESPY représenté par Régis MARTIN - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Claude FILIPPI représenté par Christian BURLE - Loïc GACHON représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Noro ISSAN-HAMADY représentée par Arlette FRUCTUS - Gaëlle LENFANT représentée par Muriel PRISCO - Laurence LUCCIONI représentée par Mireille BALLETTI - Jean-Pierre MAGGI représenté par André BERTERO - Rémi MARCENGO représenté par Sylvia BARTHELEMY - Bernard MARTY représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par Patrick PIN - Marie-Claude MICHEL représentée par Pascale MORBELLI - Pascal MONTECOT représenté par Nicolas ISNARD - Patrick PAPPALARDO représenté par Catherine PILA - Roger PELLENC représenté par Arnaud MERCIER - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Jean-Jacques POLITANO représenté par Jacques BOUDON - Gérard POLIZZI représenté par Garo HOVSEPIAN - Bernard RAMOND représenté par Philippe DE SAINTDO - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Véronique PRADEL - Francis TAULAN représenté par Jules SUSINI - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe VERAN représenté par David YTIER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Odile BONTHOUX - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Laurent COMAS - Bruno GILLES - Maryse JOISSAINS MASINI - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Maryse RODDE - Eric SCOTTO - Frédéric VIGOUROUX - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présentes et représentées en cours de séance Mesdames :

Irène MALAUZAT représentée à 14h05 par Olivier FREGEAC - Virginie MONET-CORTI représentée à 15h16 par Georges GOMEZ.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Bernard JACQUIER à 14h12 - Richard MALLIÉ à 14h15 – Alexandre GALLESE à 14h21 - Jacques BESNAÏNOU à 14h33 - Sylvaine DI CARO à 15h03 - Gérard BRAMOULLÉ à 15h03 - Carine ROGER à 15h03 – Claude VALLETTE à 15h03 – Didier ZANINI à 15h03 - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE à 15h03 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 15h15 - Henri PONS à 15h16 - Georges ROSSO à 15h16 - Florence MASSE à 15h16 - Christine CAPDEVILLE à 15h30 – Patrick PIN à 15h30 - Gaby CHARROUX à 15h30 - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI à 15h30 - Sandra DALBIN à 15h30 – Marc POGGIALE à 15h36 - Pascale MORBELLI à 15h36 - Christian PELLICANI à 15h36 - Lionel ROYER-PERREAUT à 15h36 - Marcel MAUNIER à 15h38.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5478/19/CM

■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune du Tholonet suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018

MET 19/10041/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune du Tholonet a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal eau et assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de son budget annexe, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune du Tholonet a proposé le transfert total à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation transféré pour la compétence EAU POTABLE	20 735.14 euros
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement transféré pour la compétence EAU POTABLE	311 822.55 euros

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation transféré pour la compétence ASSAINISSEMENT	20 735.14 euros
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement transféré pour la compétence ASSAINISSEMENT	311 822.55 euros

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 6 septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création des budgets annexes pour les compétences

transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;

- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°50/18 de la commune du Tholonet du 6 septembre 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe eau et assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Compétence Eau potable	Résultat d'exploitation	20 735.14 euros
Compétence Eau potable	Résultat d'investissement	311 822.55 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune du Tholonet doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau et assainissement par la commune du Tholonet selon :

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau et assainissement par la commune du Tholonet selon :

Compétence Assainissement	Résultat d'exploitation	20 735.14 euros
Compétence Assainissement	Résultat d'investissement	311 822.55 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5479/19/CM

■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Ventabren suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018

MET 19/10030/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14

décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Ventabren a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux eau potable et assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Ventabren a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 selon :

Compétence Eau potable	Section d'exploitation	Section d'investissement
Résultat 2017	17 376.20 euros	530 719.84 euros
Résultat transféré au Budget Annexe Eau potable		440 682.05 euros

Compétence Assainissement	Section d'exploitation	Section d'investissement
Résultat 2017	517 448.49 euros	425 906.05 euros
Résultat transféré au Budget Annexe Assainissement		425 906.05 euros

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 10 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°56 de la commune de Ventabren du 10 décembre 2018 sur le transfert des résultats 2017 des budgets annexes Eau potable et Assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Budget Annexe Eau potable	Résultat d'investissement	440 682.05 euros
---------------------------	---------------------------	------------------

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Ventabren doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau potable par la commune de Ventabren selon :

Ces recettes seront affectées au budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Assainissement par la commune de Ventabren selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	425 906.05 euros
------------------------------	---------------------------	------------------

Ces recettes seront affectées au budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5480/19/CM

■ **Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Puyloubier suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

MET 19/10031/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

Budget Annexe Eau et Assainissement collectif des eaux usées	Résultat d'exploitation transféré	113 450.41 euros
Budget Annexe Eau et Assainissement collectif des eaux usées	Résultat d'investissement transféré	198 311.12 euros

Une délibération a été prise à cet effet en séance du Conseil municipal du 8 octobre 2018.

- Budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Puyloubier a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal Eau et Assainissement collectif des eaux usées avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'utilisateur, la commune de Puyloubier a proposé le transfert total à la Métropole des résultats 2017 selon :

Il est proposé de répartir ces résultats à parts égales entre les compétences Eau potable et Assainissement selon :

Compétence Eau potable	Résultat d'exploitation	56 725.21 euros
Compétence Eau potable	Résultat d'investissement	99 155.56 euros

Compétence Assainissement	Résultat d'exploitation	56 725.20 euros
Compétence Assainissement	Résultat d'investissement	99 155.56 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°99/18 de la commune de Puyloubier du 8 octobre 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Eau et Assainissement collectif des eaux usées.

Compétence Eau potable	Résultat d'exploitation	56 725.21 euros
Compétence Eau potable	Résultat d'investissement	99 155.56 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Puyloubier doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau et assainissement des eaux usées par la commune de Puyloubier selon :

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau et assainissement collectif des eaux usées par la commune de Puyloubier selon :

Compétence Assainissement	Résultat d'exploitation	56 725.20 euros
Compétence Assainissement	Résultat d'investissement	99 155.56 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

FAG 004-5481/19/CM

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune du Puy-Sainte-Réparate suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018 - Modifications
MET 19/10032/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune du Puy-Sainte-Réparate a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux eau potable et assainissement avec

intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune du Puy-Sainte-Réparate a proposé en juin 2018 le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	87 483.94 euros
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	1 999 679.66 euros

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	197 091.00 euros
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	2 234 886.61 euros

La Métropole a délibéré le 18 octobre 2018 pour approuver ce transfert.

Toutefois, depuis cette date, la commune a souhaité adapter sa proposition compte tenu de factures

complémentaires relatives à des restes à réaliser 2017 ayant dû être prises en charge par son budget principal.

La commune a délibéré le 18 décembre 2018 pour acter des retenues sur les transferts proposés initialement selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	-49 364.47 euros
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	-72 480.07 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;

- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant le transfert des résultats 2017 de la commune du Puy-Sainte-Réparate sur les Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018.12.18/106 de la commune du Puy-Sainte-Réparate du 18 décembre 2018 sur la modification du transfert des résultats 2017 du budget annexe Eau potable ;
- La délibération n°2018.12.18/107 de la commune du Puy-Sainte-Réparate du 18 décembre 2018 sur la modification du transfert des résultats 2017 du budget annexe Assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune du Puy-Sainte-Réparate doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent

être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

- Qu'il convient de prendre en compte la modification du montant des transferts de résultat 2017 délibérés par la commune ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé après modification, le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau potable par la commune du Puy-Sainte-Réparate selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	87 483.94 euros
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	1 950 315.19 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

Article 2 :

Est approuvé après modification, le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe assainissement par la commune du Puy-Sainte-Réparate selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	197 091.00 euros
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	2 162 406.54 euros

Ces recettes seront affectées au budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5482/19/CM

**■ Budget annexe "Transports métropolitains" - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019
MET 19/9961/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 093-4909/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 du Budget Transport de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-5483/19/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif 2019 des budgets annexes eau et assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix MET 19/10086/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des Budgets annexes eau et assainissement régie du Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis selon la nomenclature budgétaire et comptable M4.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres du Budget Primitif de ces Budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Eau régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
500 000,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
1 500 000,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
900 000,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
2 600 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des Budgets annexes eau et assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5484/19/CM

■ Augmentation de capital de la Société Anonyme Ouest Provence Habitat en numéraire MET 19/9877/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Ouest Provence Habitat, dont le siège social est situé chemin du Rouquier 13800 Istres.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient les 25,73 % du capital social, soit 717 408 euros sur un total de 2 788 000 euros représentant 44 838 actions sur un total de 174 250 actions.

Pour permettre de répondre à la diversification engagée par Ouest Provence Habitat et à la prise de participation dans la filiale du pôle aéronautique, la société a proposé de procéder à une augmentation de capital en numéraire de 1 500 060 euros.

Ces actions nouvelles seront émises au prix unitaire de 92 euros, prime d'émission de 76 euros incluse.

Cette augmentation se traduira :

- par l'émission de 16 305 actions nouvelles, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, sur la société d'une valeur nominale de 16 euros, soit un montant de 260 880 euros,

- par une prime d'émission de 76 euros par action, soit un montant de 1 239 180 euros.

Cette valeur de souscription retenue est la valeur de l'action sur la base de la situation nette arrêtée au 31 décembre 2017 :

Calcul de Valeur de l'Action :

Capital Social	2 788 000,00 euros
Réserves	348 792,39 euros
Prime d'émission	3 131 502,01 euros
Report à nouveau et résultat	9 678 246,25 euros
Situation nette	15 946 540,65 euros

Valeur de l'action : 15 946 540,65 : 174 250 = 91,51 euros arrondi à 92 euros.

Elles porteraient jouissance à compter du début de l'exercice en cours, quelle que soit la date de réalisation de l'augmentation de capital et à compter de la même date. Elles seraient assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Un droit de souscription serait attaché à chaque action ancienne.

La souscription serait réservée aux actionnaires actuels, tant à titre irréductible, qu'à titre réductible.

Les actionnaires jouiraient en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seraient attribuées aux titulaires de droits de souscription, qui auraient souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription, dans la limite toutefois de leurs demandes et des dispositions de l'article L.1522-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, imposant aux collectivités territoriales et leurs groupements de détenir plus de la moitié, sans pouvoir excéder 85 % du capital social.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social de Ouest Provence Habitat du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019.

L'augmentation de capital entraînera une modification statutaire de la composition du capital au sens de l'article L.1524-1 du CGCT. Par conséquent, à peine de nullité du vote du représentant de l'intercommunalité lors de l'assemblée générale extraordinaire, il convient d'approuver au préalable cette modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'augmentation de capital en numéraire, par la création de 16 305 actions nouvelles émises à la valeur nominale de seize euros (16euros), soit un montant de deux cent soixante mille huit cent quatre-vingts euros (260 880 euros), avec prime d'émission de soixante seize euros (76 euros) par action soit un montant d'un million deux cent trente-neuf mille et cent quatre-vingts euros (1 239 180 euros).

Article 2 :

Est approuvée la modification de l'article 6 des statuts de Ouest Provence Habitat relatif au capital social, ci-annexé.

Article 3 :

Le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Assemblée Générale Extraordinaire de Ouest Provence Habitat est autorisé à voter en faveur de la ou des résolutions concrétisant cette modification statutaire. Tous pouvoirs lui sont donnés à cet effet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5485/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion relative au suivi du contrat de délégation de service public - Centre funéraire d'Aix-en-Provence MET 19/9927/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge, depuis le 1^{er} janvier 2018, de la compétence relative à la création et à la gestion des crématoriums sur l'ensemble de son territoire et assure à ce titre la gestion du Crématorium situé sur la commune d'Aix-en-Provence.

Le crématorium métropolitain est situé au sein d'un complexe funéraire dont l'exploitation a été confiée à la Société des Crématoriums de France, par un contrat de concession, débuté le 1^{er} mars 2001, et ce, pour une durée de 35 ans et 8 mois.

Ce complexe est constitué de trois types d'équipements funéraires distincts mais liés physiquement, fonctionnellement et contractuellement :

- un crématorium métropolitain ;
- un parc cinéraire et une chambre funéraire dont la compétence est restée communale.

Compte-tenu de la nouvelle répartition de compétence en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, la gestion des équipements constitutifs de ce complexe funéraire se trouve répartie entre la commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de l'unicité du contrat de Délégation de Service Public en cours, cette répartition pose des difficultés juridiques et opérationnelles.

Pour des raisons opérationnelles, la solution la plus efficiente consisterait en un suivi de l'intégralité du contrat de délégation de service public par la Métropole afin que cette dernière puisse gérer la totalité du complexe funéraire.

Dans ce cadre et afin d'assurer le bon fonctionnement du complexe funéraire, il est proposé, en vertu, de l'article L.5215-27 du CGCT, de conclure une convention actant la délégation par la commune à la Métropole de la gestion de la chambre funéraire et du site cinéraire du « parc Mémorial de Provence » et fixant les modalités de mise en œuvre du suivi de l'ensemble du contrat de DSP par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création der la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au regard de l'unicité du contrat, il convient d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence relative au suivi du contrat de délégation de service public concernant le complexe funéraire d'Aix -en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence relative au suivi du contrat de délégation de service public concernant le complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5486/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion relative aux compétences "Eau" et "Assainissement des Eaux Usées" avec la commune de Gardanne MET 19/9870/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se

prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole a décidé, notamment, de conclure avec la commune de Gardanne une convention de gestion portant sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement.

Cette convention a été conclue pour une durée d'un an.

Ainsi, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1^{er} janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable prévoir des conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la

clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Aussi il est aujourd'hui proposé d'approuver pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019 une convention de gestion avec la commune de Gardanne portant sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement et limitée à l'objet exposé ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 131-3150/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion relative à la compétence « Eau » et à la compétence

« Assainissement des Eaux Usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5487/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion relative à la compétence GEMAPI de la commune de Pertuis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
MET 19/10269/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec,

notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pas intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- Compétence Abris de voyageurs
- Compétence Parcs et Aires de stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- Compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- Compétence Politique de la ville
- Compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Dès lors, au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est apparu souhaitable que soient prolongées d'un an les conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale », « Abris de voyageurs », « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », « Parcs et Aires de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

S'agissant de l'exercice de la compétence « GEMAPI », le dossier d'autorisation du système d'endiguement initié par la commune de Pertuis depuis maintenant 10 ans a été déposé par la commune en décembre 2017 en accord avec la Métropole.

Les services de l'Etat en charge de l'instruction de ce dossier ont interrogé la Métropole et la Commune qui ont répondu conjointement sur les volets techniques et organisationnels. Toutefois les différents échanges n'ont pas permis de faire aboutir le dossier avant la fin de 2018.

Dès lors, afin d'assurer la poursuite de l'instruction de ce dossier dans les meilleures conditions et de pouvoir répondre aux exigences des calendriers des différentes procédures liées à ce dossier :

- Calendrier de la révision du PLU,
- Calendrier de la révision du PLUi du CT d'Aix
- Calendrier de la révision du PPRI que la Préfecture a accepté de lancer pour une modification des cartographies des zones inondables et donc de la possibilité de développement d'urbanisation (passage de zone AUE en zone UE) et a donc émis un Arrêté de Prescription le 7/12/2018.
- Obtention de l'Autorisation du système d'endiguement

Il paraît primordial de conclure une nouvelle convention de gestion pour l'exercice 2019 permettant de confier à la commune la poursuite de l'instruction de ce dossier et, notamment :

- le pilotage et le suivi du dossier d'autorisation du système d'endiguement au titre de l'article R.562-14 du Code de l'environnement et des stipulations de l'arrêté ministériel du 7 avril 2017,
- des conventions d'intervention foncière sollicitées auprès des exploitants de réseaux,
- des conventions d'entretien et de travaux sur ces digues coordonnées avec la Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance,
- le pilotage et la gestion du règlement d'exploitation des ouvrages, des consignes d'exploitation des ouvrages et du plan de gestion des ouvrages en périodes de crues,
- la rédaction et le suivi de la demande d'engagement de la procédure de révision du PPRI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération FAG 139-3158/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis ci-annexé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et la convention y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5488/19/CM

**■ Mise en place de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections dans le cadre des élections professionnelles du 6 décembre 2018
MET 19/8509/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 6 décembre 2018 se sont déroulées les élections professionnelles. Ces élections concernaient les représentants du personnel au Comité Technique (CT) et aux Commissions Administratives Paritaires (CAP) et Commissions Consultatives Paritaires (CCP).

Pour se faire, certains agents territoriaux ont été mis à contribution pour assurer la bonne exécution du processus électoral et d'autres ont fait l'objet d'une désignation comme Président ou Secrétaire de bureau de vote (titulaires ou suppléants).

Ces agents ont été présents avant l'ouverture des bureaux de vote et après leur fermeture au-delà de leurs cycles de travail habituels au sein de chaque Conseil de Territoire. Cela s'est traduit par la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Ces travaux supplémentaires peuvent être :

- soit récupérés à hauteur des heures réalisées ;
- soit indemnisés en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents de catégorie C et pour ceux de catégorie B, en application des délibérations cadres en vigueur au sein de chaque Conseil de Territoire ;
- soit indemnisés sur la base de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE) dont le calcul est basé sur la base des Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires (IFTS) pour les agents de catégorie A et pour, le cas échéant, les agents de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

Pour cette dernière catégorie d'agents, et de manière à permettre le cas échéant, l'indemnisation des heures supplémentaires occasionnées par les élections professionnelles, Madame la Présidente propose au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après qui instaure l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux ;

- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Les décrets n°2002-62 et n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatifs à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales et des services déconcentrés et l'arrêté ministériel du même jour ;
- L'arrêté ministériel du 27 février 1962 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux modifié par l'arrêté du 19 mars 1992, et notamment son article 5.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'instaurer l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections pour les agents de catégorie A et pour les agents, le cas échéant, de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS), qui ont participé à la bonne gestion de l'exécution du processus électoral ou assuré les fonctions de Président ou de Secrétaire (titulaires ou suppléants) de bureau de vote, lors de la journée des élections professionnelles du 6 décembre 2018.
- Qu'il convient pour les élections, autres que présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendum, de calculer le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections dans la double limite :
 - d'un crédit global obtenu en multipliant le 36^{ème} de la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires annuelle du grade d'attaché territorial (I.F.T.S. de 2^{ème} catégorie) par le nombre de bénéficiaires.
 - d'une somme individuelle au plus égale au douzième de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (I.F.T.S. de 2^{ème} catégorie)
- Qu'il convient d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer les arrêtés individuels

d'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections des agents qui participeront à la journée des élections professionnelles et pris à l'issue de celle-ci.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'attribution d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élection, dans le cadre de la journée des élections professionnelles qui s'est déroulée le 6 décembre 2018.

Article 2 :

L'autorité territoriale fixera les attributions individuelles dans la limite des crédits inscrits et des modalités de calcul de cette indemnité.

Article 3 :

Les dispositions de la présente délibération s'appliquent aux agents titulaires et contractuels, relevant d'un grade de catégorie A et pour les agents, le cas échéant, de catégorie B ne bénéficiant pas d'Indemnités Horaires pour Travaux supplémentaires (IHTS).

Article 4 :

Le coefficient d'application retenu pour le calcul du crédit global alloué à ce dispositif est de 4.

L'enveloppe ainsi calculée s'élève à 11 523,60 euros et sera répartie entre les 95 bénéficiaires pour un montant de 121,30 euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les arrêtés individuels d'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 012-5489/19/CM
ELECTION DU 20^{ème} VICE-PRESIDENT
- PROCES-VERBAL -**

- Nombre de Conseillers Métropolitains : 240
- Nombre de Conseillers Métropolitains en exercice : 240
- Nombre de Conseillers Métropolitains présents : 171

L'an deux mille dix-neuf, le vingt huit février à 13 heures 30, les membres du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont réunis au siège de la Métropole, le Pharo 58 boulevard Charles Livon à Marseille, sur la convocation de Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions des articles L. 2122-15, L. 2122-17 et L. 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Sous la présidence de Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil de la Métropole, les Conseillers métropolitains ont été invités à procéder à l'élection du 20^{ème} Vice-Président.

La Présidente a rappelé la composition du Bureau.
La Présidente a rappelé que les Vice-Présidents, membres du Bureau de la Métropole, sont élus au scrutin secret et uninominal, à la majorité absolue des suffrages pour les deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour, si après deux tours aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue.
La Présidente a précisé que le scrutin aura lieu par vote électronique.
La Présidente a invité les candidats à se faire connaître.

A fait acte de candidature :

- Martial ALVAREZ
- Albert GUIGUI

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- présents et représentés : 209
- bulletins blancs : 12
- abstentions : 4
- suffrages exprimés : 183

Ont obtenu :

Martial ALVAREZ : 130 voix
Albert GUIGUI : 53 voix

Martial ALVAREZ ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé vingtième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FAG 013-5490/19/CM ELECTION DU 5ème MEMBRE DU BUREAU

- PROCES-VERBAL -

- Nombre de Conseillers Métropolitains : 240
- Nombre de Conseillers Métropolitains en exercice : 240
- Nombre de Conseillers Métropolitains présents : 172

L'an deux mille dix-neuf, le vingt huit février à 13 heures 30, les membres du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont réunis au siège de la Métropole, le Pharo 58 boulevard Charles Livon à Marseille, sur la convocation de Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions des articles L. 2122-15, L. 2122-17 et L. 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Sous la présidence de Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil de la Métropole, les Conseillers métropolitains ont été invités à procéder à l'élection du 5^{ème} membre du Bureau.

La Présidente a rappelé la composition du Bureau.
La Présidente a rappelé que les membres du Bureau de la Métropole, sont élus au scrutin secret et uninominal, à la majorité absolue des suffrages pour les deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour, si après deux tours aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue.
La Présidente a précisé que le scrutin aura lieu par vote électronique.
La Présidente a invité les candidats à se faire connaître.

A fait acte de candidature :

- Xavier MERY

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- présents et représentés : 211
- bulletins blancs : 32
- abstentions : 5
- suffrages exprimés : 150

A obtenu :

Xavier MERY : 150 voix

Xavier MERY ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé 5^{ème} membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"**

ECO 001-5491/19/CM

**■ Fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne en partenariat avec la CCIMP - Extension du périmètre géographique à l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectif
MET 19/10061/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite aux événements du 5 novembre dernier de la rue d'Aubagne à Marseille, de nombreux commerçants et artisans ont été contraints de cesser totalement ou partiellement leurs activités au regard des arrêtés de péril concernant leurs immeubles et/ ou de la fermeture des voiries pour des raisons de sécurité.

Afin d'accompagner les commerces, artisans et entreprises mis en difficulté par ces événements il a immédiatement été mis en place un guichet unique « Urgence Commerces Entreprises Marseille », destiné à les accompagner. Ce guichet unique, piloté par la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), a pour objectif de faciliter le traitement des demandes des entreprises et mobiliser toutes les formes d'aides et d'accompagnement possibles en fonction de la situation rencontrée : éventuel étalement des dettes fiscales et sociales, prise en charge au titre de l'activité partielle, indemnisation des assurances, mobilisation exceptionnelle d'aides financières, aide à la recherche de locaux professionnels...

Par ailleurs et compte tenu du caractère exceptionnel de la situation ainsi que de l'urgence à intervenir, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'apporter son concours en versant un soutien financier aux commerçants et artisans les plus impactés, par l'intermédiaire de la CCIMP.

Ainsi, par délibération n° ECO 015-5297/18/CM du 13 décembre 2018, il a été décidé la mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne, en partenariat avec la CCIMP, via une convention d'objectif.

Cette convention d'objectif, en son article 4 « Contenu de l'aide » est venue limiter le périmètre géographique des bénéficiaires de l'aide au seul territoire de la Ville de Marseille. Cependant il s'avère que les

événements du 5 novembre 2018 ont également eu des conséquences importantes pour les autres territoires de la Métropole. En effet, dans ce contexte exceptionnel, les communes ont accéléré la prise d'arrêtés de péril et diligents des évacuations impactant des commerçants et artisans.

Il apparaît également nécessaire, afin de permettre une instruction efficace des dossiers, de préciser plus clairement la deuxième catégorie de bénéficiaires de l'aide.

Dès lors, dans un souci d'efficacité opérationnelle du dispositif et d'équité, il convient d'adopter un avenant n°1 à la convention d'objectif approuvé le 13 décembre 2018 afin d'étendre le périmètre géographique de l'aide à l'ensemble du territoire métropolitain et de repréciser la deuxième catégorie des bénéficiaires de l'aide.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 015-5297/18/CM du 13 décembre 2018 portant mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne en partenariat avec la CCIMP.
- La convention d'objectif se rapportant à la délibération n° ECO 015-5297/18/CM.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La situation exceptionnelle liée aux événements de la rue d'Aubagne,
- La nécessité et l'urgence d'apporter une aide financière aux commerçants et artisans directement impactés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 ci-annexé à la convention d'objectif avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence étendant le dispositif d'aide en faveur des commerces impactés par les événements de la rue d'Aubagne au périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5492/19/CM

■ Approbation des engagements techniques et financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation du projet DIAMS dans le cadre du programme européen UIA 2014-2020 MET 19/9867/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Programme européen Actions innovatrices urbaines (UIA en langue anglaise) 2014-2020 est une initiative de la Commission Européenne. Il s'agit d'une enveloppe du fonds FEDER d'un montant total de 372 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Autorité de gestion de ce programme a été déléguée au Conseil régional des Hauts-de-France. Le programme UIA vise à financer des actions répondant à 5 critères d'éligibilité : innovant, de bonne qualité, participatif, mesurable et transférable. L'objectif principal d'UIA est de fournir aux aires urbaines à travers l'Europe les ressources pour expérimenter des solutions innovantes face à leurs principaux défis urbains, et d'apprécier la façon dont ces solutions fonctionnent en pratique et répondent à la complexité de la vie réelle. Sur 3 ans de mise en œuvre, une année entière est dédiée au transfert des connaissances. Les bénéficiaires de ce programme sont les autorités urbaines ou intercommunalités de plus de 50 000 habitants. Elles sont responsables de la mise en œuvre et de la gestion générale du projet entier.

Au travers de la délibération du Conseil métropolitain n° ECO 011-1785/17/CM votée le 30 mars 2017, la proposition suivante a été adoptée : « est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen UIA pendant toute la période de programmation 2014-2020. ».

Dans le cadre de l'appel à projets du 30 mars 2018 publié par la Commission européenne, la Métropole a transmis, en tant qu'Autorité urbaine principale et

bénéficiaire des co-financements européens, la candidature du Projet *DIAMS - Digital alliance for Aix-Marseille sustainability*, au travers d'une déclaration du 23 mars 2018 signée par Monsieur le Président de la Métropole.

Le projet DIAMS consiste à déployer une plateforme d'échange de données "air" et de services digitaux (air as a service) permettant à tous (décideurs politiques, experts, citoyens, société civile, acteurs économiques) de s'engager pour élaborer des plans d'actions coordonnés à toutes les échelles territoriales (individuelle, hyper locale, urbaine, régionale, nationale et supranationale).

Le programme comporte 4 objectifs principaux structurés autour de quatre piliers :

- La Perception: Améliorer l'information sur la qualité de l'air et produire des données de haute qualité, détaillées
- L'Equilibre: Favoriser une transmission fluide des données territoriales et des données de la qualité de l'air entre les plateformes urbaines, régionales et nationales
- La Création: Stimuler la créativité et exploiter l'expertise des citoyens et du secteur privé pour co-développer et mettre en œuvre des solutions innovantes pour améliorer la qualité de l'air.
- Le Mouvement: Fournir des informations personnalisées et adaptables aux citoyens et aux décideurs politiques afin d'encourager leur prise de conscience et leur engagement.

Les fonctionnalités de la plateforme numérique DIAMS devront répondre à plusieurs objectifs :

- Déployer des micro capteurs sur tout le territoire et savoir utiliser la donnée produite en masse. Pour cela le savoir-faire des start up locales, des acteurs du numérique et d'AtmoSud sera indispensable.
- Mobiliser cette donnée de terrain afin de vérifier la modification des comportements des citoyens notamment vis-à-vis de la mobilité notamment. En s'appuyant sur les « nœuds » de mobilité que peuvent être les écoles ou les zones d'activités, il s'agira de donner des outils de mesure aux habitants pour voir si les données fournies par les micro capteurs permettent un changement durable des comportements. ;
- Faciliter la coordination des services métropolitains et des organisations supra-territoriales via la création d'outils de pilotage de la performance environnementale (indices/ pilotage économique) ; Ces indicateurs dynamiques seront ainsi intégrés pour le pilotage du Plan Climat et du Plan de Déplacement Urbain.

Pour mener à bien ce projet, huit partenaires sont mobilisés autour de la Métropole :

- AtmoSud : association Agréée par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- ARIA Technologies : société privée qui se consacre exclusivement, depuis sa création en 1990, à l'étude de l'environnement atmosphérique, et en particulier à la simulation numérique de la dispersion des polluants atmosphériques ;
- A Lab in the AIR : né d'une réflexion stratégique sur l'évolution du métier des AASQA face aux enjeux émergents dans les grandes politiques de l'air et du climat, et d'une volonté commune d'AtmoSud et de WLAB, le fablab « a LAB in the AIR » vise à accompagner la transition numérique de ses sociétaires ;
- Geopost : branche du Groupe La Poste pour la livraison express de colis de moins de 30 kg dans le monde, qui a connu un développement continu depuis sa création et a conforté la présence du Groupe en France et à l'international ;
- Matrice : association née de la convergence de 42 - école d'informatique d'un genre nouveau qui forme par l'apprentissage entre pairs, sans professeur, sans cours, à tous les métiers de l'informatique, mais surtout à la créativité- et de Creative Valley - hub d'innovation et incubateur de startups qui favorise les rencontres entre écoles, entreprises et sujets d'avenir ;
- L'Air et Moi : programme pédagogique sur la pollution de l'air fait de diaporamas animés, quiz, vidéos, guides pédagogiques regroupant des compléments d'information, chiffres clef, définitions, travaux pratiques, conseils pédagogiques pour accompagner les enseignants, parents et animateurs désireux de sensibiliser des enfants à la qualité de l'air ;
- Groupe Tera : société privée d'expertise de la qualité de l'air et de maîtrise de la chaîne allant du prélèvement à l'analyse en passant par la mise au point et le développement de capteurs ;
- AVITEM : l'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables est un Groupement d'Intérêt Public qui a pour mission de conduire un dispositif d'échange d'expériences, d'expertises, de formation et de coopération afin de promouvoir des démarches intégrées et exemplaires de développement urbain et territorial entre les acteurs français et les pays de l'Union pour la Méditerranée.

Le budget du projet DIAMS s'élève à 4,7 millions d'euros pour la période 2019-2021, et cofinancé à hauteur de 80% par le fonds FEDER de la Commission européenne.

La répartition du budget par partenaire est présentée dans le tableau suivant :

Représentant le monde de l'entreprise, des associations, de la société civile, ce partenariat reflète la diversité des actions qui seront menées dans le projet DIAMS : développement informatique, modélisation, mesures, communication, engagement citoyen, ...

N°	Partenaire	Co-financement FEDER Euros	Autofinancement Euros	Total Euros
1	Métropole Aix-Marseille-Provence	590 440,00	147 610,00	738 050,00
2	AtmoSud	831 060,80	207 765,20	1 038 826,00
3	ARIA Technologies	319 420,00	79 855,00	399 275,00
4	A Lab in the AIR	774 004,00	193 501,00	967 505,00
5	Geopost - Groupe La Poste	269 920,00	67 480,00	337 400,00
6	Matrice	356 760,00	89 190,00	445 950,00
7	L'Air et Moi	90 288,00	22 572,00	112 860,00
8	Groupe Tera	399 096,80	99 774,20	498 871,00
9	AVITEM	144 192,00	36 048,00	180 240,00
Totaux		3 775 181,60	943 795,40	4 718 977,00

Pour sa participation au projet DIAMS, la Métropole dispose d'un budget dédié de 738 050,00 Euros cofinancé à hauteur de 80 % par le FEDER pour un montant de 590 440,00 Euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, s'élève à 20 % du budget pour un montant de 147 610,00 Euros.

La répartition du budget par lignes de dépenses est la suivante :

- Coûts du personnel : 282 300,00 Euros, dont 225 840,00 Euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 42 345,00 Euros, dont 33 876,00 Euros de cofinancement FEDER. Ce montant est forfaitaire et calculé de manière proportionnelle par rapport aux dépenses de personnel présentées à la certification FEDER. Par conséquent, les dépenses administratives ne doivent pas être présentées à la certification FEDER ;
- Déplacements : 25 000,00 Euros, dont 20 000,00 Euros de cofinancement FEDER ;
- Expertise externe et services : 388 405,00 Euros, dont 310 724,00 Euros de cofinancement FEDER.

Par ailleurs, en sa qualité d'Autorité Urbaine Principale, la Métropole détient la charge de gestion des cofinancements FEDER pour le compte de tous les partenaires. En particulier, la Métropole recevra les versements FEDER pour un montant maximum de 3 184 741,60 Euros, et devra les reverser aux partenaires selon les modalités de paiements détaillées à l'article 7 du Contrat de subvention et à l'article 8 de la Convention de Partenariat.

Le traitement budgétaire pourra être le suivant :

- Utilisation de la nature 2764 « Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé » pour la constatation des flux relatifs aux encaissements et versements aux partenaires ;
- Utilisation de la nature 70848 « Mise à dispo personnel autres organismes » pour la constatation des cofinancements attribués à la Métropole relatifs aux coûts de personnel ;
- Utilisation de la nature 70878 « Remb. frais par des tiers » pour la constatation des cofinancements attribués à la Métropole relatifs aux dépenses de déplacements, aux

dépenses d'expertise externe et services, et aux frais administratifs.

Le budget métropolitain 2019 a pris en compte la part des dépenses 2019 du budget total dédié de 738 050.00 Euros.

Les activités du projet DIAMS débiteront au cours du premier semestre 2019, pour une durée de 3 ans jusqu'au dernier trimestre 2021.

A la suite de la signature de la déclaration d'Autorité urbaine principale par Monsieur le Président de la Métropole en date du 23 mars 2018, le formulaire de candidature du projet a été déposé par la Métropole à la Commission européenne le 30 mars 2018.

Le Conseil régional des Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de gestion du programme européen UIA, a transmis le 17 octobre 2018 à Madame la Présidente de la Métropole, la notification d'approbation définitive du projet DIAMS.

La notification d'approbation du projet est annexée au présent rapport (annexe n°1).

Une phase de consolidation du formulaire de candidature s'est ensuite ouverte à partir du mois d'octobre 2018, et prendra fin au cours du premier semestre 2019, sur la base des recommandations détaillées du Secrétariat technique du programme UIA, structure opérationnelle du Conseil régional des Hauts-de-France. La Métropole ainsi que les partenaires du projet ont procédé à la description détaillée de toutes les activités techniques et administratives à mettre en œuvre jusqu'en 2021.

Le formulaire de candidature UIA est annexé au présent rapport (annexe n°2).

A l'issue de la phase de consolidation, une Convention de partenariat sera signée entre la Métropole et les huit partenaires impliqués, au cours du premier semestre 2019. Celle-ci formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.

La Convention de partenariat UIA est annexée au présent rapport (annexe n°3).

En dernier lieu, un Contrat de subvention sera signé entre la Métropole et le Conseil régional des Hauts-de-France, au cours du premier semestre 2019. Celui-ci formalise les modalités d'obtention du cofinancement FEDER, ainsi que l'accompagnement du Secrétariat technique du programme UIA pendant toute la durée de mise en œuvre du projet DIAMS.

Le Contrat de subvention UIA est annexé au présent rapport (annexe n°4).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'article 8 du règlement (UE) n°1301/2013 du Fonds européen de développement régional (FEDER) relatif à l'enveloppe pour le programme « actions innovatrices dans le domaine du développement urbain durable » ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° ECO 011-1785/17/CM du 30 mars 2017, approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du Programme européen UIA ;
- L'appel à projets du programme européen UIA du 30 mars 2018 publié par la Commission européenne ;
- La déclaration d'Autorité urbaine principale signée par le Président de la Métropole du 23 mars 2018 dans le cadre de la candidature du projet DIAMS ;
- Le formulaire de candidature du projet DIAMS déposé par la Métropole à la Commission européenne le 30 mars 2018 ;
- La notification d'approbation du projet UIA03-081 - DIAMS du 17 octobre 2018 par le Président du Conseil régional des Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de gestion du programme européen UIA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les axes prioritaires du programme Actions Innovatrices Urbaines 2014-2020 qui représentent un enjeu essentiel pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, notamment en matière de mobilité urbaine durable ;
- La volonté affichée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire preuve d'audace,

de créativité et de trouver des solutions aux défis complexes du territoire qui vont au-delà des politiques et services traditionnels ;

- Le programme Actions Innovatrices Urbaines offre aux collectivités urbaines de l'Union européenne un cadre pour expérimenter des idées nouvelles, incertaines et donc risquées. Dans cette perspective, le programme met à disposition des cofinancements importants (jusqu'à 5 millions d'euros) à un taux de 80%.
- Les objectifs généraux du programme d'actions du projet UIA03-081 - DIAMS à la fois pertinents et conformes à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité urbaine principale, pour la coordination administrative et financière entre l'Autorité de gestion du programme UIA et les partenaires engagés, selon les modalités et obligations définies à l'article 5 de la Convention de partenariat et à l'article 8 du Contrat de subvention du projet UIA03-081 - DIAMS.

Article 2 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des actions et activités relevant de sa propre participation technique, dans le cadre du formulaire de candidature du projet UIA03-081 - DIAMS.

Article 3 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de personnel à hauteur de 282 300,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 225 840,00 Euros (coûts du personnel) et de 33 876,00 Euros (frais administratifs) de cofinancement FEDER.

Article 4 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de déplacements à hauteur de 25 000,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 20 000,00 Euros de cofinancement FEDER.

Article 5 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses d'expertise externe et services à hauteur de 388 405,00 Euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 310 724,00 Euros de cofinancement FEDER.

Article 6 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des versements FEDER et des paiements aux partenaires du projet selon les modalités détaillées dans le Contrat de subvention et dans la Convention de partenariat, pour un montant maximum de 3 184 741,60 Euros .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5493/19/CM

■ Approbation de la prise en charge des frais de mission des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que des personnalités conviées à participer à la mission métropolitaine à Tanger-Casablanca (Maroc) du 7 au 10 avril 2019 MET 19/10248/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une mission à Tanger et à Casablanca au Maroc est programmée du 7 au 10 avril 2019 afin d'affirmer le partenariat économique de la Métropole avec le Maroc et au-delà, le positionnement d'Aix-Marseille-Provence comme « la Métropole euro-méditerranéenne ». En effet, le Maghreb et l'Afrique sont des zones stratégiques du positionnement international de la Métropole dans l'Agenda du développement économique.

Le Maroc est aujourd'hui une des destinations internationales prioritaires et apparaît comme un partenaire stratégique pour plusieurs raisons :

- Un territoire qui par sa position géographique favorable, à proximité du marché européen et son rôle de hub d'entrée sur le continent africain, constitue une destination sur laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence peut s'appuyer dans son ambition de « hub Europe Méditerranée Afrique ». Le Maroc est ainsi notamment une des grandes destinations internationales de l'Aéroport Marseille Provence et un partenaire de premier choix pour renforcer les connections d'Aix-Marseille-Provence avec l'Afrique.
- Un territoire cible pour le soutien aux investissements, la création d'emplois et plus

globalement le développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence occupe le 2^e rang national derrière Paris pour le nombre d'entreprises ayant des capitaux africains et le Maroc est le premier investisseur africain sur le territoire métropolitain. Une quarantaine d'entreprises marocaines sont ainsi déjà implantées sur le territoire métropolitain ou ont un actionariat marocain majoritaire. La mission s'attachera à attirer de nouveaux investisseurs pour le territoire.
 - Le Maroc, 4^{ème} puissance économique d'Afrique, signataire de nombreux accords de libre-échange, bénéficie d'une stabilité politique et a engagé des réformes propices au développement des entreprises métropolitaines sur son territoire. Le Maroc est aussi la première destination des investissements français sur le continent africain. Une quarantaine d'entreprises métropolitaines ont une filiale implantée au Maroc. La mission valorisera le développement et la croissance des entreprises métropolitaines au Maroc.
 - Les filières en développement au Maroc, énergies renouvelables, grands projets portuaires, industries créatives, aéronautique sont en lien avec les filières d'excellence du territoire métropolitain. La Mission renforcera le partenariat entre les écosystèmes des deux territoires afin de créer de la valeur et in fine des emplois.
 - Le Maroc déploie enfin des ambitions fortes en matière de formation, ce qui en fait une cible et un partenaire pour les acteurs concernés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Un territoire du «jouer collectif» entre les Collectivités de la Région. La Ville de Marseille est liée avec plusieurs territoires marocains dont Casablanca et Tanger et la Région Sud avec la Région de Tanger-Tétouan par des accords de coopération décentralisée. La Ville d'Aix-en-Provence est jumelée avec Oujda.

Au regard de la délibération HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, il appartient à la Présidente de la Métropole de décider les voyages et missions des conseillers métropolitains à l'étranger, dans la limite de 100 000 euros par an.

Dans ce cadre, la composition de la délégation politique, se déplaçant et agissant sous mandats spéciaux, sera fixée par décision de la Présidente.

Compte tenu de l'enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer son partenariat économique avec le Maroc, des agents de la Métropole ont été chargés du suivi de ce dossier.

Ainsi, leur présence lors de ce déplacement à Tanger et à Casablanca (Maroc) est importante afin d'assurer ledit suivi et permettre, en terme administratif, sa concrétisation.

Il est rappelé que les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels territoriaux sont régies par le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics tel que modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007, le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État et la délibération n° FAG 076-3095/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements de ses agents notamment pour des missions à l'étranger.

Néanmoins, les dispositions de l'article 7-1 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics, lequel renvoie aux dispositions réglementaires applicables aux agents de l'État définies au décret 2006-781 du 3 juillet 2006 notamment dans son article 7, permettent de déroger aux taux forfaitaire de remboursement maximum auquel ont droit les agents.

En conséquence, il est possible de déroger, par délibération et pour une durée déterminée, à ces règles de remboursement lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières.

C'est pourquoi, pour la période du 7 au 10 avril 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge dans le cadre de cette dérogation, les frais de mission des 6 agents métropolitains, lesquels seront autorisés à se déplacer par ordre de mission nominatif, dûment signé par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette prise en charge s'effectuera dans le cadre d'un marché actuellement en cours de passation. En conséquence de quoi les agents n'effectueront aucune avance ; l'ensemble des frais engagés pour exercer leur mission étant pris en charge dans le cadre de l'exécution dudit marché.

Enfin, afin d'assurer la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence lors de cette mission métropolitaine, la délégation politique sera

accompagnée de 7 personnalités invitées, choisies pour leurs compétences reconnues au regard de l'objet du déplacement et autorisées à se déplacer par lettre d'invitation nominatives dûment signée par la Présidente de la Métropole.

Compte tenu du fait que la présence de ces 7 personnalités est sollicitée par la Métropole afin d'assurer la représentation à l'étranger de l'institution, le remboursement de tous les frais occasionnés par ces dernières, s'effectuera également dans le cadre de l'exécution du marché en cours de passation estimé à 89 000 € HT, soit 106 800 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics tel que modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 ;
- Le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 notamment son article 7 ;
- L'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- La délibération n° FAG 076-3095/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements de ses agents notamment pour des missions à l'étranger.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer son partenariat économique avec le Maroc, et partant, outre la délégation politique, d'approuver la participation de 6 agents métropolitains et de 7 personnalités lors du déplacement à Tanger et à Casablanca (Maroc),

Délibère

Article 1 :

Pour la mission métropolitaine à Tanger- Casablanca (Maroc) du 7 au 10 avril 2019, la Métropole prendra en charge toutes les dépenses (frais de repas, nuitées, transports locaux et internationaux, autres dépenses) liés au déplacement au Maroc des 6 agents métropolitains et des 7 personnalités invitées, choisies pour leurs compétences reconnues au regard de l'objet du déplacement et autorisées à se déplacer par lettre d'invitation nominatives dûment signée par la Présidente de la Métropole et ce, dans le cadre de l'exécution du marché en cours de passation estimé à 89 000 € HT, soit 106 800 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires devront être inscrits, lors de la prochaine décision modificative avant engagement, au budget 2019 de la Métropole : sous-politique B330 – nature 6228 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-5494/19/CM

**■ Approbation des orientations stratégiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville
MET 19/9951/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 15 décembre 2016 l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Ce dernier a prévu une meilleure prise en compte de la logistique urbaine et du transport de marchandises en ville. Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) en cours d'élaboration doit prendre en compte la logistique à l'échelle de la Métropole. Aussi, dans la continuité des travaux de l'agenda de la mobilité et du PDU, il est préconisé des orientations stratégiques afin que la Métropole propose de manière

opérationnelle l'intégration de la logistique dans les politiques publiques et noue des partenariats renforcés avec les différents acteurs institutionnels et privés.

La logistique désigne une série d'opérations physiques portant sur des produits agricoles ou industriels ou de grandes consommation : transport, entreposage, manutention, emballage notamment, qui constituent une part substantielle de la valeur finale des produits.

Le transport de marchandises en ville est l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les marchandises qui entrent, circulent et sortent de la ville.

Au niveau urbain, la logistique recouvre une réalité très large et complexe :

- l'approvisionnement des commerces,
- les livraisons à domicile,
- la collecte des ordures ménagères,
- le transport de fonds,
- les courses des particuliers,
- l'acheminement du courrier,
- l'activité des artisans (intervention à domicile ou sur chantier)
- les flux des chantiers du bâtiment et des travaux publics, etc.

1 La logistique et le transport de marchandises en ville dans le contexte métropolitain

1.1 La Métropole Aix-Marseille-Provence : un vaste territoire tourné sur la logistique

D'importants flux de marchandises

Avec 1.8 millions d'habitants, la Métropole Aix-Marseille-Provence est le lieu de flux intenses de marchandises. A elle seule, la Métropole traite (entrées/sorties, transit) 93% des flux du département des Bouches-du-Rhône, soit près de 176 millions de tonnes transportées sur le territoire métropolitain dont 35 millions en transit national et international. Ce transit, principalement routier, représente 10 000 poids lourds /jour et contribue à surcharger le réseau autoroutier et générer des nuisances. Une majorité de flux est en échange, dans laquelle le Port représente une part significative. Par ailleurs, celui-ci, participe aussi pour une part importante aux flux internes (environ 50 % des flux internes résultent de produits et matières traités dans la Métropole à partir de flux importés via le Port).

Les flux internes à la Métropole représentent 32 millions de tonnes et suscitent 41 300 mouvements de véhicules. Ces flux sont associés pour presque la moitié à l'activité du secteur du BTP (comme d'ailleurs dans le reste de la région PACA). Les flux en liaison avec la distribution et le commerce représentent un quart des tonnages qui génèrent de nombreux véhicules, près de 30 000, permettant le fonctionnement des grands centres urbains. Enfin, le quart restant est aussi lié aux activités urbaines, telles

que celles des administrations, des hôpitaux et de la gestion des déchets.

Sur ces 32 millions de tonnes, 10.5 millions sont directement liées aux livraisons en « ville dense »

L'importance des flux internes conduit à une dominante des flux routiers, les distances parcourues étant relativement faibles. Sur ce flux, le mode ferroviaire est minoritaire compte tenu de son modèle économique, de la forte concurrence avec le développement du transport express régional et de l'organisation éclatée des zones logistiques.

Le fret urbain et interurbain représentait en 2015 de l'ordre de 170 000 mouvements/jour et 2,8 millions de km générés par les véhicules utilitaires légers et les poids lourds.

Le positionnement stratégique de la Métropole, au croisement des grands flux européens, se trouve également renforcé grâce à un grand nombre d'atouts territoriaux :

- des entreprises performantes et dynamiques regroupées au sein des fédérations professionnelles,
- la présence du GPMM, premier port français,
- une zone industrialo portuaire de premier rang,
- le Marché d'Intérêt National (MIN) qui concentre un grand nombre de flux,
- une main d'œuvre abondante,
- une filière agro-écologique en émergence,
- des centres de formation et d'innovation de haut niveau,

Des enjeux environnementaux prégnants

En 2017, 55 000 personnes ont été exposées sur le territoire de la Métropole à des teneurs supérieures aux valeurs limites d'oxydes d'azotes (NOx) et environ un millier a été exposé à des teneurs supérieures aux valeurs limites de particules PM10 (essentiellement sur le centre de Marseille). Lorsqu'on s'attache aux recommandations OMS, plus contraignantes, 77 % de la population est concernée par au moins un dépassement des teneurs en NOx ou en PM10. C'est pourquoi, un projet de zones à faibles émissions est à l'étude. Il permettra sur un périmètre donné de limiter l'accès des véhicules les plus polluants. Dans un premier temps, ne seraient concernés que les poids lourds et les véhicules utilitaires légers.

Au niveau environnemental, il s'agit de répondre également aux objectifs de la loi Grenelle qui vise l'augmentation de la part modale du transport de marchandises non-routier et du non-aérien de 14 % à 25 % d'ici à 2022. L'engagement fort, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les enjeux environnementaux, à travers notamment son Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) en cours d'élaboration renforce la nécessité d'une feuille de route claire et précise dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique.

L'emploi logistique fortement présent sur le territoire métropolitain

En région Sud, la logistique concerne un peu moins de 108 000 emplois, soit 9 % de l'emploi salarié.

La répartition de l'emploi dans la Région montre des disparités importantes. Le département des Bouches-du-Rhône concentre en effet plus de la moitié des emplois directs du transport et de la logistique (55 900 emplois), le poids des emplois logistiques est de 2 points supérieur à la moyenne régionale (11%).

Cette concentration et la part relative plus importante du compte d'autrui (transporteurs et prestataires de services logistiques) s'explique par la présence d'infrastructures structurantes telles que le Grand Port Maritime de Marseille-Fos, et de l'activité qui en découle, mais aussi d'une concentration d'activités économiques de diverses natures et d'une concentration de population. L'estimation des emplois métropolitains associés à l'activité portuaire est de 41 500 emplois, soit pratiquement les $\frac{3}{4}$ des emplois transport-logistique du département des Bouches-du-Rhône.

Il s'agit de conforter ces emplois et d'identifier de nouvelles perspectives de croissance en termes d'emplois non délocalisables.

1.2 Les compétences de la Métropole permettant d'agir sur la logistique et le transport de marchandises en ville

Le cadre légal

Afin de permettre une organisation optimale des flux, la filière logistique devra être appréhendée dans son ensemble : de la logistique amont (massification depuis les ports et utilisation des modes alternatifs à la route notamment) à la logistique urbaine.

Pour répondre à ces enjeux, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur :

- Sa qualité d'Autorité Organisatrice de Mobilité (AOM) qui lui permet, en vertu de l'article L.1231-1 du code des transports, modifié par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, de mettre en place des services publics de logistique urbaine afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, dès lors que l'offre privée est inadaptée à cette fin ;
- Le développement économique qui est l'une de ses compétences obligatoires. A ce titre, la Métropole promeut et assure l'essor des entreprises basées sur son territoire. Par ailleurs, elle aménage, entretient et gère les zones d'activités, dont les zones à vocation logistique ;
- La réalisation ou révision d'outils de planification et de programmation (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'urbanisme intercommunal, Programme Local de l'Habitat, Plan Climat Air Energie Métropolitain...) ;
- Le PDU qui doit prescrire une harmonisation des réglementations sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Le PDU en cours

d'élaboration fait d'ailleurs une place importante au volet logistique via l'organisation de l'espace public et la grande accessibilité du territoire.

2 Les orientations stratégiques de la Métropole pour concourir à une meilleure intégration de la logistique dans les politiques publiques et tendre vers des partenariats renforcés entre les différents acteurs institutionnels et privés.

2.1 Les documents stratégiques et la coordination des acteurs

Dans le cadre de l'agenda du développement économique élaboré en 2017, six filières prioritaires ont été retenues, dont la filière maritime et logistique. Les visions économiques et de mobilité sont ainsi partagées et portées par les Vices Présidents concernés et leurs équipes.

La création d'une instance de coordination pour la logistique métropolitaine

Le transport de marchandises relevant de logiques privées, la mise en place de nouveaux schémas organisationnels et de solutions innovantes ne peut être établie avec succès sans la participation active des partenaires privés : transporteurs, commerçants, logisticiens, producteurs, chargeurs, auxquels il convient d'associer les partenaires publics concernés.

Aussi, afin de coordonner les acteurs et de favoriser l'émergence de solutions logistiques, il est proposé de créer un groupe de travail qui regrouperait les partenaires publics et privés présents sur le territoire de la métropole. Ce groupe sera copiloté par la direction générale adjointe du développement économique et la direction générale adjointe de la mobilité.

Grâce au travail de concertation qui sera mené dans le cadre de ce groupe et à la confiance mutuelle qui se consolidera au fil du temps, des études partenariales pourront être lancées.

L'émergence de projets innovants en logistique nécessite du foncier disponible, des réseaux de transport performants, des lieux de chargement et de déchargement opportuns. C'est pourquoi un dialogue étroit entre les collectivités, les aménageurs, les entreprises, constitue la première étape essentielle à la mise en place de solutions logistiques performantes et adaptées aux exigences des citoyens et des professionnels.

Ce groupe pourra réunir une à deux fois par an, en fonction des thématiques, les différents services de la métropole intéressés (développement économique, foncier, aménagement...), ainsi que les membres

suivants : les communes de la Métropole, les EPCI limitrophes intéressés, le département des Bouches du Rhône, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les services de l'Etat et établissements publics (DDTM, DREAL, ADEME), les fédérations et associations professionnelles (Association des Utilisateurs du Transport de Fret, l'Association Française pour la Logistique, la Fédération Nationale des Transports Routiers, l'association Transport et Logistique de France) le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de transport, (RTM, RDT13, SNCF Réseau), les opérateurs privés de logistique, l'aéroport de Marseille Provence, le Marché d'intérêt National de Marseille, les aménageurs (SPLA, SOLEAM), les associations de commerçants et les associations d'entreprises des pôles d'activités. Cette liste n'est pas exhaustive.

Cette instance logistique dont l'objet sera d'alimenter les réflexions mais également de mettre en œuvre des actions rapidement opérationnelles, aura pour mission de :

- Contribuer à l'élaboration du schéma directeur de la Métropole en matière de logistique et de transport de marchandises en ville et établir des propositions thématiques :
 - par sites (zones industrielles, zones d'activité, ...)
 - par filières (agro-alimentaires, grande distribution, matériaux de construction, déchets, fret express, e-commerce...)
 - par mode d'approvisionnement (ferroviaire, portuaire, aéroportuaire ...)
 - par solutions : mutualisation, véhicules, action foncière
 - par technologies et systèmes d'information
 - en fonction de l'actualité ou des nouveaux projets d'infrastructure : « drives », réforme ferroviaire ...
- Favoriser l'établissement d'une charte logistique avec l'ensemble des partenaires précisant les sites stratégiques et les engagements respectifs de tous les membres.
- Décliner les actions de la charte en projets. Ceux-ci seront formalisés par les acteurs concernés et suivis dans le cadre de groupes de référents pour le suivi des projets opérationnels.
- Faire émerger et accompagner des projets innovants. L'avenir de la logistique urbaine est étroitement lié aux développements numériques. Il s'agira pour la Métropole de développer un écosystème performant avec les transporteurs, les chargeurs et les entreprises du numérique.

L'élaboration d'un schéma directeur / plan d'actions de la logistique et du transport de marchandises en ville

La mise en place d'un schéma directeur doit permettre de définir la stratégie de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de logistique et de transport de marchandises en ville. Ce schéma directeur contribuera notamment à nourrir les objectifs et orientations des documents de planification.

Le schéma directeur de la logistique a pour objectifs de contribuer :

- à l'amélioration de la qualité de vie des habitants (air et bruit) dans la Métropole,
- au développement économique durable du territoire,
- à la pérennisation et au développement de l'emploi,
- à l'émergence de solutions logistiques innovantes sur le territoire.

A travers ce schéma directeur, il s'agira notamment :

- d'anticiper l'évolution des besoins en logistique (identification des flux par filières, et des sites) ;
- de développer la complémentarité entre les modes et de favoriser l'usage des modes alternatifs à la route des flux entrants et sortants (ferroviaire, maritime) ;
- de prendre en compte la logistique dans les projets d'aménagement et de déplacements ;
- d'améliorer la gestion des trafics de transit poids lourds ;
- de mieux maîtriser l'empreinte environnementale du transport routier ;
- d'optimiser les livraisons des marchandises dans les communes de la Métropole ;
- de favoriser la massification donc la mutualisation du fret ;
- d'établir des préconisations pour développer une logistique métropolitaine intelligente et durable sur le territoire de la Métropole en lien avec les centres générateurs de trafic régionaux et internationaux : aéroports, GPMM.

L'élaboration d'une charte en faveur de la logistique urbaine

Elaborée en parallèle du schéma directeur, l'objectif de la signature d'une Charte est d'officialiser une relation partenariale entre acteurs des sphères privées et publiques de la logistique urbaine. La Charte n'a pas de portée prescriptive mais elle acte néanmoins des engagements de la part de tous les acteurs signataires.

Elle permettra d'engager les signataires directement sur la mise en œuvre de certaines actions opérationnelles inscrites notamment dans le futur

schéma directeur / plan d'actions de la logistique et du transport de marchandises en ville.

La Métropole s'appuiera ainsi sur le dispositif de gouvernance multi partenarial mis en place afin d'engager les signataires de la charte.

En s'inscrivant dans cette démarche d'engagement volontaire pour la logistique urbaine, la Métropole devra faire preuve d'exemplarité en la matière pour les opérations qu'elle pilote directement.

Cette démarche a pour objectif de maîtriser les impacts environnementaux de la logistique urbaine et créer un effet d'entraînement sur le territoire (la collectivité pilotant de nombreux flux).

2.2. Les actions opérationnelles

L'évolution des réglementations communales et la création d'Espaces Logistiques de Proximité

Actuellement la réglementation des livraisons en ville est un pouvoir de police du maire. Il existe autant de réglementations que l'on compte de communes au sein de la Métropole. Chacune de ces réglementations ayant ses propres caractéristiques, il est compliqué pour un transporteur de connaître toutes les modalités d'accès dans les centres villes et d'organiser ses tournées de livraisons. Certains véhicules autorisés dans une commune en fonction de leur taille, poids, ne le sont pas dans d'autres communes voisines. Aussi il subsiste un réel enjeu d'harmonisation des réglementations communales. Cela permettrait une meilleure lisibilité pour les transporteurs, une meilleure organisation de leurs tournées le respect des règles, et contribuerait ainsi à éviter certaines externalités : congestion routière, émissions polluantes, accidents.

Certaines communes ont entamé un travail de refonte de leur réglementation qui devient plus contraignante ; notamment à Marseille, où l'accès et le stationnement dans la Zone à Trafic Régulée contraindra les transporteurs à s'adapter en fonction des horaires et dimensions des véhicules.

Afin d'accompagner ces nouvelles politiques de réglementation des livraisons (qui devraient à terme être harmonisées), et notamment d'anticiper les futures contraintes qui pèseront sur les motorisations dans le cadre de la future Zone à Faibles Émissions, il est proposé de développer plusieurs Espaces Logistiques de Proximité.

La Métropole pourrait favoriser l'émergence d'espaces logistiques de différentes tailles par la mise à disposition, en centre-ville, de foncier accessible à des coûts abordables aux opérateurs de logistique urbaine, et par l'accompagnement de projets de ce type émanant d'initiatives privées.

Ces outils logistiques ont pour objectif d'optimiser et rationaliser le nombre de kilomètres routiers parcourus et l'occupation de l'espace public par les véhicules de livraisons. Le principe de fonctionnement est une dépose de la marchandise en heures creuses par de gros véhicules et une distribution terminale avec un chargement et un parcours optimisés, avec des petits véhicules peu émissifs (hybrides, électriques, cargo-cycles).

Une analyse particulière a été lancée par les services de la métropole sur les parkings pour identifier leurs potentiels d'accueil d'espaces destinés à la logistique. La Métropole souhaite notamment proposer une tarification spécifique pour l'accueil d'activités logistiques mise en œuvre par des opérateurs privés dans les parkings en concession.

Le parking du Mucem/ vieux port situé au J4 pourrait de par sa localisation et configuration accueillir un espace logistique en expérimentation à court terme.

Le développement du fret ferroviaire, notamment avec la création d'un service métropolitain dédié.

Au regard des enjeux logistiques et du faible recours au fret ferroviaire permettant pourtant la massification des flux, la Métropole lance une étude de faisabilité technique, économique et commerciale pour la mise en œuvre d'un service métropolitain de fret ferroviaire sur son territoire.

Ce dernier permettrait de relier l'ensemble des grandes plateformes logistiques en lien notamment avec le port. Cela permettrait sur ces « courtes distances » de favoriser le report modal du fret routier sur le ferré, notamment en prévision de l'absorption d'une part de la croissance du flux de marchandises du port. Les conclusions de l'étude permettront de dimensionner un service métropolitain de fret ferroviaire qui serait une première en Europe. Il s'appuierait sur la RDT13 qui assure déjà des activités de transports ferroviaires.

Des réflexions sont également en cours pour expérimenter des trains de fret à hydrogène toujours dans un souci de préservation de l'environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'affirmer le rôle de la Métropole et ses interventions concernant la logistique et le transport de marchandises en ville auprès des partenaires privés et institutionnels

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les orientations stratégiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville, telles que définies ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la mise en œuvre de ces orientations stratégiques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5495/19/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 de la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain MET 19/9912/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

Conformément à l'article 6.1.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RTM remet chaque année à l'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de

l'avenant n° 4 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'avenant 6 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'avenant 7 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-1388/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'avenant 10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 009-2333/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'avenant 11 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-3251/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'avenant 12 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 029-5119/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'avenant 13 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;

- Le rapport annuel d'Activité 2017 transmis par la RTM conformément au chapitre II de l'annexe 6.1.1 du contrat OSP n° 10/1380
- La synthèse du rapport d'activité RTM 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activités pour l'année 2017 a été remis par la Régie des Transports Métropolitains ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel d'activités pour 2017, remis par la Régie des Transports Métropolitains, titulaire du contrat d'obligation de services publics n°10/1380 relatif à l'exploitation des services de transports publics urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5496/19/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire du service public pour le service de transport de véhicules entre Marseille et l'Archipel du Frioul
MET 19/9885/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTM 002-1318/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par le groupement TRANSRADE.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par le groupement TRANSRADE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5497/19/CM

**■ Approbation de l'avenant 12 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"
MET 19/9978/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Le présent avenant après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole fixe l'accord des parties sur l'ensemble des opérations à mener sur le réseau en vue d'une part de clôturer la période des travaux de mise en place de la ligne BHNS du 1^{er} au 22 avril 2019 et d'autre part d'assurer à compter du 23 avril et jusqu'au 1^{er} septembre 2019 les ajustements d'offre de transport en commun induites par la réouverture des voies impactées par les travaux depuis le 31 août 2018.

Enfin à partir du 1^{er} septembre 2019 la RDT13 opérateur interne de la Métropole opérera la ligne BHNS tandis que le délégataire exploite un réseau modifié du fait du BHNS jusqu'à l'arrivée du nouvel exploitant prévue le 4 novembre 2019. Les modifications du réseau resteront limitées aux lignes impactées strictement par le tracé du BHNS.

En terme de qualité de service, les parties ont en outre convenu que l'accompagnement au changement et la bonne information des voyageurs exigeaient des moyens supplémentaires durant la période du 23 avril 2019 au 1^{er} septembre 2019, le présent avenant fixe l'impact économique de ces mesures nécessaires à une continuité sans faille du service public.

Le présent avenant comprend également les modernisations afférentes au système de vente et à l'harmonisation Métropolitaine des principes de commercialisation des titres de transport, événements structurants et concomitants à la mise en place du BHNS et de la nouvelle exploitation.

Le présent avenant définit et liste les obligations à la charge du délégataire pour assurer la continuité du service et maintenir une bonne qualité de service aux usagers, avec en perspective le mois de juin 2019, pour lancer et mettre en oeuvre les mesures organisées antérieurement en vue de :

- Permettre aux usagers de s'adapter aux nouveaux valideurs, aux distributeurs de titres sur la ligne du BHNS, d'accéder aux nouveaux titres de transport sans

contact sans perte sur des achats de billetterie éventuellement réalisés antérieurement ;

- De dispenser avec pédagogie une information aux usagers leur permettant de circuler en toute sécurité sur un réseau structuré autour d'une ligne à la fréquence et à l'amplitude nouvelles et opérée à l'aide de Matériels roulants électriques non bruyants ;
- De contrôler les titres des usagers du BHNS
- De collecter en toute sécurité les fonds issus de la vente des titres de transport, commercialisés dans les distributeurs automatiques installés aux points d'arrêt du BHNS
- De prévoir les moyens humains connexes à la mise en place par la Métropole des nouveaux matériels billettiques sur le réseau Aix en bus, en ce compris la bonne information et le libre accès aux installations, du futur nouvel exploitant jusqu'au dernier jour d'exploitation du réseau délégué ;

Dans le cadre de la délégation qui lui est confiée, le délégataire garantit par son organisation et notamment les moyens convenus par les parties au titre du présent avenant, continuité et qualité de service durant la période dite de « tuilage », qui s'étend de la fin des travaux de mise en place de la ligne BHNS fin mars début avril 2019, à la date fixée pour la fin anticipée de la convention de DSP, au 3 novembre 2019.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains

Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),

- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre-ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA.
- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013,

validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,

- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour

mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1^{er} février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1^{er} septembre

2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actées les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, y compris la mise en oeuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAIEV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégitante à 275 182 815 €HT ;

- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, tirait en premier lieu les conséquences du jugement du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 annulant suite à un recours pour excès de pouvoir délibération n° 2013-A-179 du 10 octobre 2013 d'approbation de l'avenant 3. Sans attendre que le juge soit saisi eu égard à l'avenant, les parties convenaient de retirer l'article à l'origine de l'annulation. L'offre commerciale était également ajustée pour adapter le service de transport au calendrier événementiel de l'Arena Pays d'Aix. L'avenant 10 harmonisait les indemnités forfaitaires applicables aux contrevenants au règlement de transport en vertu des textes en vigueur pour la lutte contre la fraude et les incivilités dans les transports en commun et mettait à jour la gamme tarifaire pour les Titres Diablines, pass groupe/partenaires et Titres Prioribus. L'avenant 10 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,51%, portant le coût du contrat à 275 274 115€HT.
- L'avenant n°11, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018 ajustait l'offre commerciale sur les lignes 6/141, 4,14,18,20 et 7. Certains produits de la gamme tarifaire visés par l'harmonisation Métropolitaine (nouveau titre Métropolitain scolaires à 60 euros) et par leur mise en vente sur le site internet Métropolitain, l'extension des conditions d'adhésion auprès de l'Agence commerciale en centre-ville du titre moins de 26 ans (100 euros)

Métropolitain étendu aux étudiants et assimilés sans condition de résidence, nécessitaient des règles de compensation, l'engagement de recettes du délégataire s'en trouvant affecté. L'avenant 11 tire également les conséquences de la décision du Conseil d'Etat, Communauté de Communes de la Vallée de l'Ubaye du 29 juin 2018 venue éclairer et réaffirmer les principes applicables aux biens de retour depuis la jurisprudence de 2012 Commune de Douai. En ce, il scelle l'accord des parties, pour requalifier sur la base de l'inventaire B des biens de reprise extraits des données comptables du délégataire au 31 août 2018, qui parce que nécessaires à l'exploitation du service délégué et acquis durant l'exécution du contrat ou avant sa signature et mis à la disposition de l'exploitation du service délégué, doivent être intégrés à l'inventaire A des biens de retour. L'avenant 11 donne à titre informatif les valeurs de ces biens qui seront reprises et réexaminées à dire d'expert lors du protocole de sortie et des inventaires comptables et physiques. L'avenant 11 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,55%, portant le coût du contrat à 275 364 569€HT.

2/ Ajustement de l'offre commerciale du 1^{er} au 22 avril, puis du 23 avril au 1^{er} septembre 2019

L'avenant 8 prenait en compte les impacts opérationnels et financiers des travaux d'aménagement de la ligne BHNS jusqu'à une date fixée au 31 mars 2019, in fine cette période prenant fin à la date du 22 avril, les parties ont convenu des conséquences économiques soit un impact de 78 926€ (HT valeur avril 2011 en terme de coûts supplémentaires pour le délégataire (charges variables et ETP).

A compter du 23 avril démarre une période de préparation à l'arrivée du BHNS. De nombreux aspect de l'exploitation du réseau sont impactés durant cette période qui prépare le lancement en septembre 2019 de la ligne BHNS opérée par la RDT13.

- La fin des travaux permet le retour de nombreuses lignes du réseau à leur itinéraire de septembre 2018, avec la réouverture des voies impactées, des ajustements permettent de limiter le nombre de véhicules en production et en même temps d'ajuster au mieux les temps de parcours d'adapter le réseau à cette mise en service : les lignes 1,2, 4, 5, 7, 8, 12, 14, 15, 18, 20 et 22 revenues à leur itinéraire de la rentrée 2018, permettent une économie de 13 650€, malgré dans le souci de garantir une bonne qualité de service, les moyens

supplémentaires sur les lignes 4 et 5 sont maintenus en partie.

- A partir de la mise en service de la ligne BHNS au 2 septembre 2019, les adaptations du réseau visant la suppression des doublons entraînent de facto la suppression des lignes 1, 2, 19, 20 et M4.

- Avec l'offre attractive du BHNS, l'optimisation du fonctionnement de la gare routière les lignes suivantes reprennent leur itinéraire de septembre 2018 tout en étant adaptées pour un fonctionnement sans doublon du réseau :

Lignes 3, 4, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 21, 22, M2

et M3;

- Les lignes 5, 10, 11, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25 et M1 reprennent leur itinéraire de septembre 2018.

Ces adaptations des lignes du réseau à l'arrivée de la ligne BHNS, constituent une économie de charges d'exploitation de - **506 417€** (HT valeur avril 2011).

A noter que le chiffrage complémentaire de la période d'aménagement des travaux du BHNS, ainsi que la gestion de la période d'adaptation du réseau impactent l'engagement de recettes du délégataire, cet impact est évalué à - **86 607€** du 1^{er} avril au 2 novembre 2019.

- Les coûts résiduels relatifs à la période de travaux d'aménagement de la ligne BHNS du 1^{er} au 22 avril 2019, s'élèvent quant à eux à 78 926€ (charges variables et ETP).

4/ Accompagnement des usagers aux adaptations du réseau et aux différentes phases de la mise en service de la ligne BHNS

L'information voyageurs, l'accompagnement sur le terrain et les dispositifs de commercialisation induits par la mise en service du BHNS sont chiffrés comme suit (467 735€) :

- a. Du 22 avril jusqu'à l'arrivée du BHNS, les charges relatives à l'information voyageurs et à la communication afférente s'élèvent à 79 000€. (moyens humains sur le terrain et information voyageurs).
- b. L'ensemble des dispositifs y compris l'harmonisation des supports (titres sans contact) et dispositifs de vente Métropolitains nécessitent des actions supplémentaires de 388 735€ (formation des conducteurs et personnels aux nouveaux matériels, information des usagers au nouveau règlement d'usage, signalétique, plans de quartiers...)
- c. Des moyens humains supplémentaires sont exigés pour le contrôle des équipements en billettique des bus, l'entretien et la maintenance des mobiliers urbains sur la ligne BHNS et la gestion des nouvelles infrastructures liées au BHNS comme le P+R colonel Jeanpierre ou le local conducteurs et contrôleurs de Saint Mitre. De même, l'articulation de la régulation de la ligne BHNS avec le réseau délégué impose un personnel compétent soit au total des coûts supplémentaires négociés à 238 910€.
- d. Enfin la ligne Mini 4 dont l'avenant 7 avait prévu l'arrêt à partir de l'été 2017, ainsi que le circuit A des Diablins, se sont révélés des services attendus des usagers et ont donc continué d'être opérés par le délégataire, il en résulte un surcoût total de 141 981€, couvrant notamment la période d'exploitation de la ligne Mini 4 jusqu'au 31 décembre 2018

Le présent avenant acte l'accord des parties sur les modalités de calcul de l'impact financier prévisionnel cette dernière année d'exploitation du réseau y compris les obligations du délégataire pour une transition optimisée et progressive vers la nouvelle exploitation qui débutera le 4 novembre 2019.

Soit une réduction de l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de -86 607€HT pour 2019 et une augmentation de + 407 485€HT des charges d'exploitation pour 2019.

5/ Evolution des impacts kilométriques depuis l'avenant 5 de référence

	2018	2019	Cumul
Kilomètres commerciaux avt 5 Réf contractuel Art 13	6 101 602	6 101 602	12 203 204
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	121 404
Impact km com offre 2016 (avenant 7)	149 011	115 999	265 010
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	0	0	0
Impact km com création lignes 16/16S (avenant 8)	0	0	0
Impact km com ligne 15 (Avenant 9)	0	0	0
Impact Km com avenant 11	6 735	20 204	26 939
Impact Km com avenant 12		-213 682	-213 682
Impact km com totaux	216 448	-16 777	199 671
Augmentation Km com vs avenant 5	3,55%	-0,27%	1,64%

6/ Impacts financiers de l'avenant 12

Impact CA : Total coûts (€valeur avril 2011)	2019
Impact travaux BHNS du 1er au 22 avril 2019	78 926
Modification d'offres du 22 avril au 1er septembre 2019	-13 650
Modification d'offres arrivée BHNS AU 3 novembre 2019	-506 417
Offre Mini 4 du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2018 +déviation circuit A Diablines	141 981
Accompagnement offre du 23 avril au 1er septembre 2019 (dont ETP 7000€)	79 000
Accompagnement offre du 2 sept au 3 novembre 2019 (dont 1680 heures agents guides de terrain avant été jusqu'à mise en place réseau+BHNS)	388 735
Tuilage nouvelle exploitation du 1er septembre au 3 novembre 2019	238 910
Impact recettes (€valeur avril 2011)	2019
Impact Recettes travaux BHNS	-27 447
Impact Recettes réseau du 22 avril au 2 novembre 2019	-59 160
Impact contribution financière (€valeur avril 2011)	2019
Total avenant 12	494 093

La contribution forfaitaire financière globale avec une augmentation en valeur absolue de + 494 093€ par rapport au dernier avenant est faiblement impactée passant 205 262 194€ à 205 756 287€ soit 0,24% sur la durée du contrat. En intégrant les effets des

avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 858 652 €/HT, soit une progression de +13,7% retracée dans le tableau ci-après.

Evolution CA DSP AIX EN BUS 2012-2019

	Euros	%
Contrat initial	242 515 000	
Avenants précédents (1 à 11)	32 849 569	10,05%
Avenant 12	407 485	0,168%
Protocole 2013	8 473 289	3,49%
Cumul avenants 1 à 12	267 298 760	13,71%

Le tableau ci-après retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 12

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 556	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369,85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183,28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenant 10	91 300	951,04	11 412
Avenant 11	90 454	942,23	11 307
Avenant 12	407 485	4 244,64	50 936
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11+12	24 783 765	258 164,22	3 097 971
Impact des avenants en %	10,22%	10,22%	10,22%
Contrat avenant inclus	267 298 765	2 784 362	33 412 346
Cumul Protocole et Avenants	33 257 054	346 428	4 157 132
Contrat, protocole et avenants inclus	275 772 054	2 872 625,56	34 471 507
Impact global (Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12)	13,7%	13,7%	13,7%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la commission de Délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section de Fonctionnement – Nature 611 – Sous-politique C210

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5498/19/CM

**■ Approbation du règlement intérieur et des tarifs des parkings métropolitains Verdon et Sainte Croix à Martigues
MET 19/9948/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre la Métropole gère les parkings des plages de Martigues Verdon et Sainte-Croix. Ces parkings sont ouverts et payants du 1^{er} mai au 30 septembre et contribuent à la promotion de l'activité touristique de la commune.

Ces parkings présentaient en 2018 une tarification forfaitaire. Celle-ci s'avère inadaptée au contexte particulier de ces parcs de stationnement très fréquentés. Aussi, il convient de proposer une nouvelle grille tarifaire au quart d'heure eu égard à la loi sur la consommation de 2013, tout en proposant des abonnements. Ce changement nécessite aussi la révision du règlement intérieur des parcs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère les parcs de stationnement des plages de Martigues Verdon et Sainte-Croix ;
- Qu'il convient de définir une nouvelle grille tarifaire pour ces deux parcs et d'actualiser le règlement intérieur applicable au sein de ces derniers

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le règlement intérieur et la grille tarifaire ci-joints, applicables à compter du 1^{er} mai 2019 au sein des parcs de stationnement Verdon et Sainte-Croix sis à Martigues ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-5499/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Rognes - Révision allégée n°1 - Bilan de la
concertation et arrêt du projet
MET 19/9759/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglomération Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2016-78 du 15 décembre 2016, la commune de Rognes a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-66 du 29 novembre 2017, la commune de Rognes a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objet l'extension du périmètre de la zone d'activités, route de Lambesc.

Par délibération n°2017-69 du 29 novembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre la procédure qu'elle avait engagée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM afin de poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation, dès approbation de la délibération d'engagement de la procédure, sur le site internet de la ville et dans un journal local diffusé dans le département et affichage en mairie.

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme, en mairie, d'un registre et d'une adresse électronique sur le site internet de la ville, destinés à recueillir toutes les observations du public ;

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme et sur le site internet de la ville du dossier d'études, jusqu'à ce que le Conseil Métropolitain tire un bilan de la concertation et approuve le dossier définitif du projet ;

BILAN de la CONCERTATION

Entre décembre 2017 et décembre 2018, un dispositif d'informations et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation, dès approbation de la délibération d'engagement de la procédure, sur le site internet de la ville, dans un journal local diffusé dans le département et affichage en mairie.

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme, en mairie, d'un registre et d'une adresse électronique sur le site internet de la ville, destinés à recueillir toutes les observations du public ;

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme et sur le site internet de la ville d'un dossier de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire un bilan de la concertation et approuve le dossier définitif du projet.

1/ LES MOYENS D'INFORMATION

La commune de Rognes a mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de révision allégée N°1 PLU.

Affichage et publication

La délibération de prescription de la révision allégée n°1 a été affichée en mairie à partir du 5 décembre 2017. Cette délibération a simultanément été publiée sur le site internet de la ville.

Parution dans la presse

Un avis paru dans le journal « La Provence » le 7 décembre 2017 a permis aux habitants de prendre connaissance du lancement de la procédure de révision allégée n°1 et des dispositifs de concertation mis en œuvre.

La mise à disposition des documents d'études en Mairie et sur le site internet

Une publication sur le site internet communal (<http://www.ville-rogn.es.fr/>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée n°1, dossier qui a été complété tout au long de la procédure. Le document, régulièrement alimenté, a également été mis à disposition en mairie.

2/ LES MOYENS D'EXPRESSION

La commune a recueilli les remarques des habitants sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de Rognes via la mise à disposition d'un registre de la concertation en mairie tout au long de la procédure, et via la réception de courriers et de mail à l'adresse : urbanisme@rogn.es.fr

Au total trois observations ont été formulées :

- deux dans le registre mis à disposition en mairie de Rognes,
- une par mail (observation identique à celle portée sur le registre),

A noter qu'aucune observation n'a été formulée par courrier.

3/ SYNTHÈSE THÉMATIQUE DES REMARQUES FORMULÉES ET ANALYSE AU REGARD DU PROJET DE REVISION ALLEGEE N°1 DU PLU

Les remarques ont porté sur les thèmes suivants :

1. L'adéquation entre la délimitation de la zone Nf 3 du PLU et la délimitation de l'emprise des carrières sur la carte produite par le BRGM en 1999. Cette remarque a également été transmise par courriel.
2. Une demande liée à la constructibilité de terrains en limite de zone urbaine.

Les réponses apportées :

1. Le projet de révision allégée a été conduit en étroite collaboration avec le pôle risques de la DDTM. La carte à laquelle fait allusion le pétitionnaire ne tient pas compte de l'extension de l'activité des carrières contrairement au zonage du PLU qui est nettement plus récent.
2. Cette demande est sans lien avec l'objet de la révision allégée n°1.

4/ BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, la municipalité a organisé la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée n°1 du PLU de Rognes.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

L'implication des habitants et des élus a permis de recueillir les avis et remarques sur le projet de révision allégée n°1 PLU.

Les avis exprimés démontrent l'intérêt des habitants pour la préservation de leur cadre de vie. Ces avis ne remettent pas en cause le projet de révision allégée n°1 PLU.

La Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Rognes se sont prononcées sur les choix et ont finalisé la révision allégée N°1 du PLU en tenant compte de l'ensemble des remarques.

Ainsi, il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2017-66 de la commune de Rognes du 29 novembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-69 de la commune de Rognes du 29 novembre 2017, donnant accord à la Métropole Aix -Marseille - Provence afin de poursuivre la procédure engagée,
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure

engagée par la commune en date du 11 décembre 2017 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes et ses évolutions successives en vigueur.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme annexé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci-dessus.

Article 2 :

Est arrêté le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes tel qu'annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5500/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2
MET 19/9807/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon de Provence a été approuvé le 24 mars 2015 et révisé le 31 mars 2016. Celui-ci a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 12 juillet 2017. Cependant, une procédure de révision allégée a été lancée par la commune de Salon de Provence par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2017 et du 12 décembre 2017. Elle concerne le développement d'activités économiques génératrices d'emplois aux abords de la RDn113 Sud, sur le quartier des Broquetiers et l'implantation du nouveau centre hospitalier, quartier des Gabins Ouest.

Par courrier de la commune de Salon de Provence du 13 décembre 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonnais du 27 février 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de permettre l'aménagement d'un site « gelé » par le PLU et mettre à jour par ailleurs la liste des emplacements réservés.

En effet, le site « Lèbre », reconnu à haute performance urbaine par le SCoT en vigueur est actuellement soumis à une servitude de constructibilité limitée par un « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement ».

Il s'agit donc d'autoriser la construction dans le secteur « Lèbre » d'un établissement de santé privé validé par l'Agence Régionale de Santé, venant s'articuler avec le centre de gérontologie public dont il complètera l'offre de soins en parfaite cohérence avec les besoins et aspirations de la population. Ce projet s'inscrit dans la suite logique de la présence à proximité de résidences seniors déjà existantes (Marcel Lyon et Ensouleirado) ou actuellement en cours de construction (allées de Craponne).

Le projet d'aménagement du site répond aux orientations générales du PADD, notamment les orientations 1 et 3 visant au renouvellement urbain du centre-ville par l'implantation d'activités tertiaires. Dans ce cadre, le « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement » peut être levé par cette procédure de modification simplifiée.

Cette procédure permettra de mettre à jour la liste des emplacements réservés notamment en supprimant ceux qui n'ont plus lieu d'être.

La procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon de Provence va permettre le classement de la parcelle

AO 192 située en zone UC 3 et autorisera ainsi la mise en œuvre du projet sur le site « Lèbre » en accordant la possibilité de réaliser un établissement de santé.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Salon de Provence du 13 décembre 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Salon de Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification

simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Salon de Provence ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Salon de Provence a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 13 décembre 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU pour permettre l'aménagement d'un site « gelé » par le PLU et mettre à jour par ailleurs la liste des emplacements réservés ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article unique

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5501/19/CM

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort - Approbation de la modification n° 1**
MET 19/9808/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par arrêté de Madame Le Maire de Mallemort du 4 décembre 2017, la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Mallemort a été engagée.

La commune de Mallemort a donné son accord pour la poursuite par la Métropole Aix Marseille Provence de la procédure engagée par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2017.

Par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°URB 017-3575/18/CM du 15 février 2018, il a été décidé de poursuivre la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

1. Corriger des erreurs matérielles sur le zonage, le règlement et un emplacement réservé :
 - Au sein de la ZAC du Moulin de Vernègues, des erreurs ont été portées sur le document graphique. Au moment de la retranscription de l'ancien Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) dans le PLU, des erreurs se sont glissées sur le zonage. Ces erreurs seront rectifiées afin de maintenir et de conforter le pôle touristique du Golf tel qu'existant,
 - Dans le règlement approuvé le 11 octobre 2017, des erreurs matérielles se sont glissées dans la rédaction de certains articles.
 - Sur le document graphique approuvé le 11 octobre 2017, l'emplacement réservé (ER) n°18 est identifié. Ce dernier apparaissait

déjà dans l'ancien POS. Or, en 2002, la commune avait renoncé à la réalisation de cet ER. Le maintien dans le PLU actuel constitue une erreur matérielle.

2. Modifier quatre Orientations d'Aménagement et de Programmation :
 - OAP N°2 et OAP N°10 : Ces dernières affichent un objectif de réalisation de logements et notamment de logements locatifs sociaux. Toutefois, compte tenu d'une part des objectifs de rattrapage de logements sociaux qui pèsent sur la commune et compte tenu d'autre part des possibilités de construire résultant du règlement de zone UB, il est envisagé d'augmenter la densité prévue initialement.
 - OAP N°3 : mettre en cohérence le périmètre présenté dans l'OAP N°3 avec le périmètre porté sur le zonage et l'ajuster selon le tènement foncier existant.
 - OAP N°6 au Hameau de Pont Royal : le périmètre initial de l'OAP est modifié pour prendre en compte le tènement foncier existant au Nord-Ouest intégrant une maison d'habitation et son jardin d'agrément.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont les pièces suivantes :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Règlement
- Zonage
- Liste des Emplacements Réservés

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme et notamment son article L153-36.

Par arrêté n°07/2018 du 14 août 2018, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 7 août 2018. L'enquête publique s'est déroulée du 10 septembre au 10 octobre 2018, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique comprenait :

- Un dossier administratif incluant la mention des textes qui régissent l'enquête publique et la publicité,

- Une notice de présentation,
- Le projet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- Le projet de Règlement,
- Le projet de Zonage,
- La liste des Emplacements Réservés,
- Les avis des Personnes Publiques Associées
- Deux registres d'enquête publique (un au sein de la commune de Mallemort et un au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais) ;

Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de Mallemort et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.

Plusieurs parutions de l'Avis d'Enquête publique ont été effectives dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise ». Les dates sont les suivantes : jeudi 23 août 2018 et mercredi 12 septembre 2018. Un erratum a été également publié le lundi 24 septembre 2018 au sein des deux journaux. Il concerne une erreur de date de permanence du commissaire enquêteur.

01/08/18	Unité Départementale De l'Architecture et Patrimoine des Bouches du du Rhône	Sans observation
21/08/18	Chambre d'Agriculture	Avis favorable
21/08/18	Agence Régionale De la Santé	Sans observation
23/08/18	DRAAF-PACA	Sans observation
23/08/18	INAO	Sans observation
24/08/18	France TELECOM	Remarques d'ordre général – Orange s'oppose à l'obligation d'une desserte des réseaux téléphoniques en souterrain sur les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles.
5/09/18/ 6/09/18 7/09/18	DDTM (Service Territorial Centre)	<p>Quelques fautes de frappes ont été répertoriées/ Les fautes de frappes seront corrigées.</p> <p>La carte du risque aléa feu de forêts page 18 de la notice explicative représenter l'aléa induit feu de forêts et non subi / Cette remarque va être prise en compte et la carte représentant l'aléa subi remplacera celle de l'aléa induit.</p> <p>Une interrogation concernant l'évolution de l'article 6 dans les zones UB, UC, UE 1 AU qui rend possible la construction de piscines à proximité immédiate des canaux, cours d'eau et du canal EDF. Cela est en contradiction avec les servitudes dont bénéficient ces ouvrages. / La non réglementation des bassins de piscine existait déjà sous le PLU approuvé, il s'agit d'un ajustement d'écriture pour plus de clarté.</p> <p>L'article 10 des dispositions générales du règlement (page13) impose le retrait par rapport aux canaux. Cet article peut être ajusté et complété pour une meilleure compréhension vis-à-vis des piscines, auxquelles le retrait s'impose également. Chaque sous paragraphe des articles 6 et article 7 sera complété pour expliciter le fait que le respect des distances par rapport aux canaux demeure.</p>
12/09/18	Conseil départemental des Bouches du Rhône	<p>Demande la mise à jour des Emplacements Réservés à son bénéfice. Il indique les rectifications nécessaires.</p> <p>/ La mise à jour de la liste des emplacements réservés sera réalisée.</p>

12/09/18	Service Département d'Incendie et de Secou 13	<p>Avis avec observations</p> <p>Un rappel sur la réglementation concernant la défense extérieure contre l'incendie (DECI) a été demandé. / Cette remarque sera prise en compte en ce qu'il s'agit de revoir la rédaction de l'article 4 relatif à l'eau et l'incendie. L'article sera complété par la mention : « Toute délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée au respect du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie actuellement en vigueur ».</p> <p>La seule mention de l'existence d'un risque feu de forêt dans l'article 9 du règlement est insuffisante. Demande un zonage à intégrer au PLU. / La remarque 2 n'est pas en lien avec l'objet de la modification. Cette remarque devra donner lieu à une analyse précise et détaillée. A ce stade, cela risque de remettre en cause l'économie générale de la modification. C'est pourquoi cette demande sera traitée dans un second temps selon une procédure plus adaptée.</p>
----------	--	--

Le dossier de projet de modification du PLU a été adressé aux personnes publiques associées par courrier du 20 juillet 2018. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis suivants ont été émis et sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Dates Remarque	Observations/ Réponse
10/09/18	<p>« 1) Pourquoi la modification du PLU a été si rapide et ne pas avoir attendu le résultat de la procédure sur PPRI ? 2) Pourquoi le hameau de Bramejean est inconstructible ? »</p> <p>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</p>
10/09/18 28/09/18 01/10/18 10/10/18	<p>Une Association a établi des observations sur le registre et déposé un tableau accompagné d'observations et de remarques auxquelles la Métropole a répondu.</p> <p>Ce document complété est joint à ce rapport.</p>
19/09/18	<p>« Où en est le projet de zone commerciale vers le rond-point de Douneau, parcelle 555 ? »</p> <p>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</p>
19/09/18	<p>Une pétitionnaire voudrait faire un appartement dans son garage et surélever sa clôture.</p> <p>Il n'y a aucun lien avec la procédure en cours. La Métropole invite le pétitionnaire à rapprocher du service urbanisme pour ce type de demande.</p>
19/09/18	<p>« Le PLU prévoit un prospect de 18 mètres par rapport au parcours du golf. Cela est problématique car un avenant N°1 au Règlement d'Aménagement de Zone (RAZ) de la Métropole de Royan en date du 17 février 1999, ramène le prospect à 5 mètres. Il semble que cet avenant n'a pas été repris dans le PLU. »</p> <p>Un pétitionnaire demande une réponse.</p> <p>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</p>
01/10/18	<p>Un pétitionnaire demande un changement de zone pour sa parcelle actuellement en Zone inondable.</p> <p>Demande une nouvelle étude d'inondabilité tenant compte des travaux effectués dans le lit de la Durance.</p>

	<i>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</i>
10/10/18	<p>Un Comité d'Intérêt de Quartier s'interroge sur plusieurs points :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Erreur potentielle de forme liée à l'enquête publique</i> 2. <i>Le Hameau de Bergeron in équité avec le secteur Bramejean.</i> 3. <i>OAP N°6 in équité avec le secteur Bramejean.</i> <p>1. La forme de l'enquête publique a été respectée.</p> <p><i>Les points suivants ne sont pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</i></p>
10/10/18	<p>Un pétitionnaire ayant déposé un recours sur le PLU approuvé s'interroge sur plusieurs points :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pourquoi le STECAL tourisme a-t-il été supprimé ? 2. Quel intérêt pour la commune de supprimer le Zonage Nt ? 3. Pourquoi notre recours n'a-t-il pas été pris en compte dans cette modification ? <p><i>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</i></p>

Dates Remarques	Observations/ Réponse
10/10/18	<p>Un pétitionnaire est en désaccord avec la densité de l'OAP n°6 qu'elle estime trop importante et souligne les conséquences de cette densité trop élevée.</p> <p><i>La densité proposée est la plus faible des secteurs de la commune à savoir 15 logements par hectare.</i></p> <p><i>De plus, les OAP définissent un parti d'aménagement permettant de respecter des principes d'insertion paysagère, de maillage, et de composante urbaine.</i></p>
10/10/18	<p>Un pétitionnaire revient sur la différence de traitement entre le quartier de Bramejean et la ZAC Moulin de de Vernègues qui construit une STEP privée et sa propre alimentation en eau potable.</p> <p><i>Cette demande n'est pas en lien avec l'objet de la procédure en cours.</i></p>

Le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 26 novembre 2018. L'avis formulé est favorable avec recommandations. Les recommandations sont les suivantes :

- La publicité à améliorer
- Une meilleure lisibilité des documents
- Une meilleure prise en compte de la modification n°5 au sein de la ZAC
- Une attention particulière sur les zones inondables

Madame la Présidente précise la nature des modifications apportées au projet de modification de Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées :

- La correction de fautes de frappe sur l'ensemble des documents.

- La lisibilité des documents améliorée conformément à l'avis du Commissaire Enquêteur.

Sur la notice explicative :

- La carte du risque feu de forêts lié à l'aléa subi page 18 sera insérée.

Sur le règlement :

- La rédaction de l'article 4 sera revue en y ajoutant un rappel sur la réglementation concernant la défense extérieure contre l'incendie

- Les articles 6 et 7 de chaque zonage sont complétés pour mieux expliciter le respect des distances par rapports aux canaux.

Sur la liste des emplacements réservés :

- Les emplacements réservés au bénéfice du département seront mis à jour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de Madame Le Maire de Mallemort du 4 décembre 2017, engageant la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Mallemort ;
- La délibération de la commune de Mallemort du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix Marseille Provence de la procédure engagée par arrêté de Madame Le Maire du 4 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune par Conseil Municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 14 août 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 26 novembre 2018 sur le projet de modification n°1

du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort ;

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Mallemort du 19 décembre 2018 donnant un avis favorable sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Mallemort ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mallemort, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Est précisée que la délibération approuvant la modification n°1 du PLU de la Commune de Mallemort :

- a) sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à Madame le Maire de la Commune de Mallemort ;
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5502/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Prescription - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation MET 19/9763/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et

de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans chaque territoire, est créé un conseil de territoire composé des conseillers délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Conformément aux articles L151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sera le document stratégique qui traduira l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il sera également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage des sols. Enfin, il se construit en référence à l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre sur le territoire.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme:

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal couvrira l'ensemble du périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il comprend 12 communes membres soit Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie. Le territoire compte environ une population de 105 000 habitants avec Aubagne qui joue le rôle de ville centre, sur une surface totalisant 246 km² dont 65% sont constitués d'espaces naturels. Le territoire présente une attractivité et un dynamisme affirmés, qui rayonnent sur l'ensemble du territoire métropolitain.

• Une nécessité d'intégrer les nouveaux enjeux:

En 2013, le Pays d'Aubagne et de l'Etoile avait fixé sa stratégie développement en approuvant son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Depuis, les communes ont fait évoluer leur document d'urbanisme. Le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) de l'Huveaune a été approuvé en février 2017. En outre, à l'instar du projet d'extension

de la Zone Industrielle des Paluds qui, au regard de ce PPRI, a dû être abandonné, des projets d'envergure ont évolué, impactant une partie de la stratégie territoriale.

- Participer à la construction métropolitaine :

Par ailleurs, l'engagement de multiples démarches métropolitaines de planification (Projet métropolitain, SCoT métropolitain, PLH, PDU, schémas économiques...) est aussi l'occasion pour les élus de réaffirmer ou d'amender la vision et les ambitions qu'ils partagent pour leur territoire et qu'ils souhaitent porter à l'échelle métropolitaine.

L'élaboration du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prendra en compte, après leur vote par la Métropole, les orientations définies dans le cadre des politiques publiques et des actions menées par cette dernière. Cela concerne notamment les documents de planification et de stratégie générale tels que le projet métropolitain et le SCOT mais également les schémas thématiques et programmatiques comme l'agenda des mobilités acté en décembre 2016, l'agenda du développement économique et ses trois schémas de développement relatifs aux commerces, aux zones d'activités et à l'immobilier de bureau, le Plan d'Action Foncière, le Plan d'Action pour le Tourisme, le Plan Alimentaire Territorial (PAT), le Programme Local de l'Habitat, le Plan Climat Air Energie Territorial ainsi que le Plan de Déplacements Urbains.

- La constitution d'un Projet de Territoire :

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a fait le choix de se doter d'un Projet de Territoire afin de fixer un cadre de développement partagé par l'ensemble des élus et qui oriente le territoire vers une nouvelle dynamique. Ce Projet de Territoire adopté en Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 10 décembre 2018, contient des orientations stratégiques qui pourront être traduites dans le futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du PLUi prenant en compte le Projet de Territoire

Trois grands axes structurants traduisent les ambitions et la stratégie:

1. Conforter l'attractivité du territoire :

Au travers d'un scénario d'objectif de croissance démographique et de production de logements ambitieux mais réaliste, du dessin d'une armature urbaine adaptée, le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile fait le choix d'une attractivité confortée. Une attractivité à la fois résidentielle, économique, touristique, reposant sur des piliers divers mais complémentaires – alliant enjeux paysagers, alimentaires et culturels.

2. Préserver et valoriser les richesses patrimoniales du territoire :

Le diagnostic du territoire met en évidence un environnement naturel multiple et précieux : un territoire comme « poumon vert » pour la métropole Aix-Marseille-Provence par l'omniprésence de ses massifs forestiers – solidaire, par son fleuve l'Huveaune comme réelle richesse paysagère et écologique - mais également fort d'un savoir-faire et d'un patrimoine qui le distingue : Pays d'une filière Argile à promouvoir. Enfin, un patrimoine des villes et villages vecteur d'un potentiel touristique, à protéger et valoriser.

3. Privilégier le développement dans les centres et près des transports collectifs :

L'aménagement du territoire doit se faire autour de trois facteurs complémentaires :

- Un centre-ville d'Aubagne comme pivot du territoire, attractif pour l'ensemble des populations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Des transports collectifs en sites propres comme supports d'organisation du territoire ;
- Des centres villes et villages revitalisés, dynamiques, à l'impulsion résidentielle nouvelle.

Les modalités de la concertation

Conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, les réflexions relatives au PLUi seront menées sur le territoire dans le cadre d'une concertation associant les habitants et toutes les personnes concernées.

- 1- Les objectifs de la concertation sont les suivants :
 - Donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation ;
 - Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;
 - Permettre au public de formuler des observations.
- 2- La durée de la concertation
La concertation se déroulera depuis la prescription du PLUi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de PLUi »
- 3- Les modalités de la concertation
 - Un dossier de présentation du projet de PLUi sera mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que dans chacune des 12 communes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ce dossier sera complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure. Le site internet du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile permettra un accès aux éléments du dossier ;
 - Un registre destiné à recevoir les observations du public sera mis à disposition du public au siège du Territoire et dans chacune des 12 communes du Territoire ;

- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation, selon les modalités ci-dessous :
 - o En les consignant dans les registres susmentionnés ;
 - o Et/ou en les adressant par écrit à :
Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 avenue de la Fleuride, 13400 Aubagne
 - o Et/ou en les adressant par voie électronique à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile via l'adresse suivante : urbanisme.pae@ampmetropole.fr
- Des réunions publiques seront organisées à deux étapes de la procédure d'élaboration du PLUi, à savoir :
 - o Présentation du diagnostic du territoire et du projet de PADD ;
 - o Présentation de l'avant « projet » de PLUi.

En particulier et pour chacune de ces deux étapes il est prévu a minima : une ou plusieurs réunions publiques à l'échelle du Territoire et dans chaque commune membre et/ou secteur géographique.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affiche au siège du Conseil de Territoire ainsi que dans chaque commune membre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le site internet du Territoire. L'annonce précisera les dates, lieux et objets des réunions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;

- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé par délibération le 18 décembre 2013 ;
- Le SCOT métropolitain engagé par délibération n°URB 001-1405/16/CM, Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération cadre n°URB 001-3635/18/CM, Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 février 2019 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément au Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Territoires, plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux et que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole ;
- Que le Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile doit élaborer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal couvrant l'intégralité de son territoire ;
- Que la délibération de prescription du PLUi doit obligatoirement définir les objectifs poursuivis conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- Que conformément aux articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il convient de délibérer sur les modalités de concertation.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du PLUi qui couvrira l'ensemble du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet de Région,
- Au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Au Préfet du Var,
- Au Président du Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur,
- A la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- Au Président du Conseil Départemental du Var,
- Aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Au Président du parc Naturel Régional situé sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Aux Présidents des Chambres de Commerces et d'Industrie des Bouches-du-Rhône et du Var,
- Aux Présidents des Chambres de Métiers des Bouches-du-Rhône et du Var,
- Aux Présidents des Chambres d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et du Var.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant l'autorité en matière d'organisation des transports urbains et en charge de l'élaboration du SCOT et du PLH, il n'y a pas lieu de lui notifier la présente délibération au regard des compétences.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et 153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var.

La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5503/19/CM

■ Demande d'engagement de la modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la commune d'Aix-en-Provence MET 19/9757/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012.

Ce document d'urbanisme vise à mieux mettre en valeur le patrimoine du centre historique d'Aix-en-Provence tout en confortant son attractivité.

En effet, une des spécificités du centre historique d'Aix-en-Provence est que sa forte valeur patrimoniale va de pair avec un dynamisme économique qui le sollicite beaucoup, notamment dans les espaces publics.

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence intègre ces problématiques dans la définition de son projet urbain, en l'orientant vers une meilleure organisation et valorisation des différentes fonctionnalités du centre, de manière à apporter une amélioration de la qualité de vie des Aixois et de leurs visiteurs.

Par ses dispositions, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur vise à ce que la concentration et l'enchevêtrement des activités sur ce territoire restreint trouvent leur place, sans pour autant porter atteinte à la valeur patrimoniale de ce lieu.

Il apparaît cependant nécessaire, pour que la politique de mise en valeur des espaces publics du centre historique puisse être poursuivie, de mieux définir les conditions d'insertion des activités économiques dans ces lieux patrimoniaux emblématiques.

Des études complémentaires réalisées en association avec les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont fait ressortir les difficultés actuelles engendrées par les usages du centre historique.

Une meilleure mise en valeur de l'occupation des espaces publics, notamment de la place des Cardeurs, apparaît nécessaire et supposerait d'intégrer au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur des préconisations allant dans le sens d'une occupation plus qualitative des espaces publics participant du patrimoine aixois.

Une évolution du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur est donc à envisager sur cet aspect.

A cet effet, il convient de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'engagement d'une procédure d'évolution du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence principalement dans la perspective d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de solliciter la prescription d'une procédure d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur auprès du Préfet, conformément à l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

Ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du document et relèvent ainsi d'une procédure de modification. Il s'agit de solliciter la modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence, une modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur étant actuellement en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Les articles L.313-1 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence nécessite une procédure de modification à l'initiative du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence principalement en vue d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces publics.

Délibère

Article unique :

Il est sollicité auprès de Monsieur le Préfet l'engagement d'une procédure de modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence principalement en vue de d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces publics.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5504/19/CM

■ Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial du Quartier Léon Arnoux à Pertuis - Approbation du programme des équipements publics et de leur financement - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement MET 19/9771/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 15 décembre 2015. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis au PLU figure la zone 1AU-a située au lieu-dit « La Pie Sainte-Anne », au Sud-Est de l'enveloppe urbaine de Pertuis et en bordure de la rue Léon Arnoux. Ce secteur est également identifié dans le contrat de mixité sociale signé avec l'État. La zone 1AU-a jouxte le quartier Léon Arnoux à dominante résidentielle qui s'est développé au cours des dernières décennies sous la forme d'habitat pavillonnaire.

S'inscrivant en accroche de l'urbanisation existante, la zone 1AU-a couvre une superficie totale d'environ 7,8 hectares.

Le règlement du PLU définit la zone 1AU-a comme une zone à Urbaniser à dominante d'habitat insuffisamment équipée, dont l'urbanisation est possible dès réalisation des équipements nécessaires.

Plusieurs conditions d'ouverture à l'urbanisation sont applicables à cette zone du PLU. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée ou concomitante à la réalisation de la voie de desserte faisant l'objet, au PLU, de l'emplacement réservé V31. Cet emplacement réservé V31 permet d'assurer un désenclavement du quartier au moyen d'une nouvelle voie reliant directement la rue Léon Arnoux au secteur de la gare ferroviaire de Pertuis. Cette future voie dont l'emprise est de 0,5 ha traverse longitudinalement la zone 1AU-a dans sa partie centrale, scindant la zone en 2 secteurs : un secteur Ouest d'environ 4,7 hectares et un secteur Est d'environ 2,6 hectares.

La zone 1AU-a fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « Léon Arnoux ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Il est souhaité de faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP), en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité. Le périmètre du PUP est délimité par le plan annexé à la présente délibération, ce périmètre correspond à celui de la zone 1AU-a du PLU et comprend les parcelles suivantes : AY 172, AY173, AY 67, AY 70, AY 71, AY 72, AY 165, AY 166, AY 167, soit une superficie d'environ 7,8 hectares (cf. Annexe 1).

Le programme de travaux d'équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 3 073 036 € HT, y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, ainsi que la maîtrise d'ouvrage et le financement sont décrits dans les annexes au présent rapport. Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la commune de Pertuis et du Syndicat Durance Luberon.

Les opérateurs participeront au financement des équipements publics réalisés par la commune et le Syndicat Durance Luberon au prorata des besoins générés par l'opération, soit un montant total de 2 006 477 € HT.

Ainsi, les prises en charge financières de ces travaux seront :

- 1 066 558,75 € HT à la charge de la commune, soit 35 % du montant total des travaux,

- 2 006 477 € HT à la charge des opérateurs immobiliers, soit 65 % du montant total des travaux.

Ainsi, compte tenu du programme prévisionnel de construction sur le périmètre du PUP, la participation moyenne est de l'ordre de 111 €/m² de surface de plancher.

Chacun des projets menés par les constructeurs au sein du périmètre du PUP Léon Arnoux, fera l'objet d'une convention de PUP qui fixera les conditions et les modalités de prise en charge financière des équipements publics.

Un opérateur immobilier a élaboré sur le tènement foncier du secteur Ouest un programme de 170 logements dont 90 logements aidés. Ce projet développera une surface de plancher prévisionnelle de 12 000 m². Une première convention de PUP sur ce tènement est présentée au Bureau de la Métropole du 28 février 2019.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En outre, en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme, et selon le principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas exigée de l'opérateur puisque celui-ci finance au travers du PUP les réseaux d'eaux usées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser l'opération de logements dite « PUP Léon Arnoux » en vue de produire des logements sociaux.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la viabilisation et l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre de PUP Léon Arnoux qui couvre une superficie d'environ 7,8 hectares.

Article 2 :

Est approuvé le programme des équipements publics à réaliser selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives.

Article 3 :

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5505/19/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur - Election de la Commission "aménagement" dédiée au projet MET 19/9772/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis d'une superficie de 14 ha, le Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 a, par délibération n°058-5189/18/CM du 13 décembre 2018, validé le principe du recours à la concession d'aménagement et a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur.

La ZAC du Jas de Beaumont à vocation principale d'habitat comprend un programme de construction d'environ 400 logements, un parc urbain de 2 ha, des espaces publics ainsi qu'une place publique comprenant des logements, des commerces et services de proximité.

Il est précisé que pour juger de l'ambition du programme, il sera demandé aux candidats de présenter un plan masse de la place publique accueillant les commerces et services. La surface de plancher destinée aux commerces et services indiquée initialement pourra donc être modifiée à la baisse, une fourchette de surface de plancher sera indiquée dans le cadre de la consultation.

Cette opération permettra à la ville et à la Métropole de mettre en œuvre leur politique de l'habitat, en proposant une gamme de logements favorisant la mixité sociale (40 % de logements locatifs sociaux) et un nouveau quartier respectueux de l'environnement ; la Métropole est engagée pour cette ZAC dans une démarche Eco quartier.

Dans cette délibération, la commission Aménagement dédiée au projet a également été constituée. En effet, les principes de son élection (dépôt des listes, modalités du scrutin) ont été exposés et approuvés, ainsi que le principe de désigner la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention. La procédure de mise en concurrence encadrée par l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret d'application du 1^{er} février 2016, va se dérouler en plusieurs étapes :

- Publication d'un Avis d'appel Public à concurrence,
- Remise des candidatures puis sélection des candidats admis à remettre une offre,
- Envoi du DCE aux candidats admis à présenter une offre,
- Analyse des offres et sélection des soumissionnaires admis à participer à la négociation,
- Phase de négociation,
- Remise de l'offre finale et signature du traité.

En conséquence, il convient d'une part de procéder à l'élection de la Commission « aménagement » dédiée au projet qui sera chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues préalablement à la

négociation et d'autre part de désigner la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention.

Pour rappel, les conditions de dépôt des listes sont les suivantes :

- Chaque liste doit être déposée avant 17 heures au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la commission concession,
- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de siège à pourvoir.

Au regard des conditions de dépôt des listes définies dans la délibération du 13 décembre 2018, l'élection de la Commission Aménagement est proposée.

Une seule liste a été déposée. L'élection s'est faite par vote électronique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants et R.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- Les délibérations n°URB029-1109/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la concertation relatif à la ZAC du JAS de Beaumont à pertuis, la délibération n°URB 030-1110/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et la délibération n°URB031-1111/16/CM approuvant le dossier de création de la ZAC et décidant de créer la ZAC ;

- La délibération n°URB 058-5189/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement et sur la création de la Commission « aménagement » dédiée au projet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement à un aménageur via une concession d'aménagement conclue aux risques de ce dernier.
- Les dispositions de Code de l'Urbanisme, dans son article R 300-9, prévoyant l'intervention d'une Commission « aménagement » chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues préalablement à l'engagement de la négociation.
- La détermination des modalités de dépôt des listes définies dans la délibération du 13 décembre 2018.
- Que la Commission est élue au sein du Conseil de la Métropole à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Délibère

Article 1 :

Les titulaires et suppléants nommés ci-dessous ont été élus :

Titulaires :

- Monsieur Pascal MONTECOT
- Monsieur Henri PONS
- Monsieur Alexandre GALLESE
- Monsieur Frédéric GUINIERI
- Monsieur Roger PELLENC

Suppléants :

- Monsieur Jean-Claude FERAUD
- Monsieur Philippe DE SAINTDO
- Monsieur Christian BURLE
- Madame Martine CESARI
- Monsieur Arnaud MERCIER

Résultat :

Présents : 174
Représentés : 40
Suffrage exprimés : 159

Liste 1 : 159
N'ont pas pris part au vote : 19
Vote blanc : 25

Article 2 :

Monsieur Pascal MONTECOT est habilité à engager les discussions et à signer la convention, à recueillir l'avis de la Commission à tout moment de la procédure et à proposer le choix du concessionnaire au Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes mesures visant à l'exécution de la présente délibération et à signer tous documents s'y rapportant pour la suite de la procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5506/19/CM

■ Approbation des modalités de poursuite par la Commune de Gardanne de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat MET 19/10393/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance et, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a donc été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole a décidé, notamment, de conclure avec la commune de Gardanne une convention de gestion portant sur l'exercice de la compétence zone d'activité économique.

Cette convention a été conclue à l'origine pour une durée d'un an et elle a été prolongée pour une nouvelle durée d'un an par délibération n°FAG 088-4544/18/CM du 18 octobre 2018.

En complément, les articles L. 5215-29 et R. 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient des dispositions particulières sur les conditions dans lesquelles sont poursuivies les opérations décidées par les communes avant le transfert des compétences et sur leur financement. Ces conditions sont fixées par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et de la commune concernée.

En particulier, l'article R. 5215-4 du CGCT précise que les opérations, autres que les zones d'aménagement concertée, qui ont reçu un commencement d'exécution avant le transfert de compétences soient poursuivies par les communes.

Ainsi, lorsqu'une opération d'aménagement ou de travaux en cours d'exécution participe à la mise en œuvre d'une compétence transférée à une métropole, elle est par principe poursuivie et achevée par la commune selon les modalités financières objet d'un accord entre l'EPCI et la commune.

En l'espèce, par délibération du 5 juillet 2007, la commune de Gardanne a décidé de réaliser le projet d'aménagement du site du Puits Morandat.

Ensuite, par délibération du 16 octobre 2008, la commune de Gardanne a décidé de confier à la SEMAG le soin d'assurer la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 4 avenants :

- un avenant 1 qui a modifié la durée de la concession en la portant à 12 ans au lieu de 8 ans et qui a ajusté le montant des participations à verser à l'opération ;
- les avenants 2 à 4 qui ont ajusté le montant des participations versées à l'opération.

Après adoption de l'avenant 4, le montant total des dépenses pour réaliser l'opération, comprenant le programme général des travaux et des équipements publics, s'élèvent à la somme de 10.341.119 euros HT.

Cette opération décidée et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2018 sera poursuivie et financée par la commune de Gardanne jusqu'à son achèvement.

Dans ce cadre, la commune attribuera à la SEMAG les participations suivantes, inscrites à l'avenant 4, par tranche annuelle et non mandatées à ce jour :

- 488.791 euros TTC pour l'année 2018 ;
- 580.800 euros TTC pour l'année 2019 ;
- 542.400 euros TTC pour l'année 2020.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R. 5215-12 du CGCT, cette opération sera achevée par la commune de Gardanne sous sa direction, sa responsabilité et à sa charge.

Les équipements publics réalisés par la commune au titre des présentes dispositions et qui relèvent d'une compétence de la métropole lui seront remis en pleine propriété soit à compter de la date de leur réception définitive sans réserve, (éventuellement partielle) soit à l'issue de la levée des réserves.

Après délibération concordante du Conseil de la Métropole et du Conseil Municipal de la Commune de Gardanne, la poursuite de l'opération sera effective en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 131-3150/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de La Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération du 5 juillet 2007, la commune de Gardanne a décidé de réaliser le projet d'aménagement du site du Puits de Morandat ;
- Que par délibération du 16 octobre 2008, la commune de Gardanne a décidé de confier à la SEMAG le soin d'assurer la réalisation de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement ;
- Que la concession d'aménagement a fait l'objet de 4 avenants dont un avenant qui a modifié la durée de la concession en la portant à 12 ans ;
- Qu'il est nécessaire de poursuivre l'opération dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la poursuite par la commune de Gardanne de l'opération d'aménagement du site du Pôle Yvon Morandat.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de poursuite par la commune de Gardanne de l'opération d'aménagement du site du Pôle Yvon Morandat

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant, est autorisé à prendre toute mesure destinée à l'application de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-5507/19/CM

■ **Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant 22 d'augmentation des objectifs et de prorogation MET 19/9776/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées. Ces concessions d'aménagement contractualisées en 2007 entre la ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille Habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,

- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des deux concessions EHI en traitant 50 immeubles dégradés supplémentaires dans chaque concession en engageant la maîtrise foncière de ces immeubles par voie d'expropriation dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,

- la revente systématique des immeubles maîtrisés à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre,

- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Pour le lot 1, la concession n° T1600918C0 a fait l'objet de l'approbation régulière des comptes rendus annuels à la collectivité et des divers avenants actualisant ses objectifs.

Par délibération du n°008-4214/18/CM du 28 juin 2018 a été approuvé le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°21 afférent.

A cette échéance la concession présentait les caractéristiques suivantes :

Montant total des dépenses :
21 405 526 euros TTC

Montant total des recettes :
10 395 526 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan : 11 010 000 euros TTC

Le bilan opérationnel est le suivant :

- 48 immeubles entièrement réhabilités par le concessionnaire après acquisition,
- 18 immeubles en cours de travaux ou en phase de préparation de chantiers,
- 5 immeubles en cours de maîtrise foncière

Sur les 97 immeubles inscrits, 66 sont traités ou en cours de traitement.

Pour augmenter l'objectif opérationnel de 50 immeubles nouveau à maîtriser et revendre à échéance du 31 décembre 2021 le nouveau bilan de la concession EHI lot 1 s'établit comme suit :

Montant total des dépenses :
37 977 034 euros TTC

Montant total des recettes :
11 880 257 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan : 26 110 000 euros TTC

Ainsi une participation de la Métropole augmentée de 15 100 000 euros

Un avenant n° 22 à ladite convention propose la prorogation de deux ans de la concession n° T1600918C0, l'augmentation des objectifs opérationnels et les moyens financiers alloués en conséquence.

Les travaux d'office réalisés par le concessionnaire pour le compte de la ville de Marseille feront l'objet d'un remboursement à la concession sur justificatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°008-4214/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°21 de la concession EHI n T1600918C0 ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la concession EHI lot 1 n° T1600918C0 est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne immédiatement mobilisable qui permet d'intervenir sans délais sur le parc privé dégradé de Marseille
- Que l'assignation de nouveaux objectifs impose une prorogation et une augmentation de la participation publique objet de l'avenant n°22

Délibère

Article 1 :

En vue d'engager sans délai à Marseille une action offensive de maîtrise d'immeubles dégradés par expropriation, est approuvée la prorogation de deux années de la concession EHI lot n°1 n° T1600918C0 passée avec Marseille Habitat, soit jusqu'au 31 décembre 2021 ainsi que l'augmentation correspondante de la participation publique, le versement du solde étant prévu selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2019 : 6 225 000 euros

2020 : 5 350 000 euros

2021 : 3 525 000 euros

Article 2 :

Est approuvée l'avenant n°22 à la convention d'aménagement n° T1600918C0, ci-annexé, qui proroge la convention jusqu'au 31 décembre 2021 et dispose les conditions d'atteinte des nouveaux objectifs.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout documents afférents à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5508/19/CM

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arcenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation de l'avenant 21 d'augmentation des objectifs et de prorogation
MET 19/9783/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne,

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée qui constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation, un renforcement des moyens humains, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Toutefois sans attendre la mise en place de ce cadre, la Métropole a décidé d'engager sans délais une action avec les outils existants.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la métropole Aix-Marseille Provence est concédante de deux opérations d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) suite au transfert des compétences concernées. Ces concessions d'aménagement ont été contractualisées en 2007 entre la ville de Marseille et deux concessionnaires, respectivement Marseille habitat et Urbanis Aménagement. Mises en place dans le cadre du premier protocole d'Eradication de l'Habitat Indigne, elles en constituent le volet opérationnel coercitif. Elles offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Il était demandé à chaque concessionnaire d'atteindre à échéance de 2019 les objectifs suivants :

- traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,

- acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- effectuer, en substitution des propriétaires défaillants, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures de police de l'habitat.

Compte tenu de l'urgence à agir, il est proposé aujourd'hui d'augmenter significativement l'objectif des concessions EHI en traitant 50 immeubles dégradés supplémentaires dans chaque concession en engageant la maîtrise foncière de ces immeubles

par voie d'expropriation dans un temps limité en se donnant les moyens de cette ambition :

- une prorogation jusqu'au 31 décembre 2021,

- la revente des immeubles maîtrisés en priorité à des bailleurs sociaux à prix d'équilibre, et à la marge à des propriétaires privés pour du logement locatif social ou de l'accession selon les situations,

- une augmentation de la participation publique correspondante puisque ces opérations seront largement déficitaires et que les opérateurs doivent renforcer leur effectifs pour tenir les délais contraints.

Pour le lot 2, la concession n° T1600919CO a fait l'objet de l'approbation régulière des comptes rendus annuels à la collectivité et des divers avenants actualisant ses objectifs.

Par délibération du n°007-4213/18/CM du 28 juin 2018 a été approuvé le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°20 afférent.

A cette échéance la concession présentait les caractéristiques suivantes :

Montant total des dépenses :
20 265 513 euros TTC

Montant total des recettes :
9 977 589 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan : 10 287 924 euros TTC

Le bilan opérationnel est le suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dans 12 immeubles : 27 logements ont été revendus à ce jour,
- 94 logements livrés dont 43 étaient sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement.

Sur les 75 immeubles inscrits, 55 ont été traités.

Pour augmenter l'objectif opérationnel de 50 immeubles à maîtriser et revendre à échéance du 31 décembre 2021 le nouveau bilan de la concession EHI lot 2 s'établit comme suit :

Montant total des dépenses :
36 154 478 euros TTC

Montant total des recettes :
36 136 910 euros TTC

Participation publique à l'équilibre du bilan : 24 811 253 euros TTC

soit une participation métropolitaine augmentée de 14 523 329 euros.

Un avenant n°21 à ladite convention propose la prorogation de deux ans de la concession n° T1600919CO, l'augmentation des objectifs opérationnels et les moyens financiers alloués en conséquence.

Les travaux d'office réalisés par le concessionnaire pour le compte de la ville de Marseille feront l'objet d'un remboursement à la concession sur justificatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°007-4213/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 ainsi que l'avenant n°20 de la concession EHI n° T1600919CO ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la concession EHI lot 2 n° T1600919CO est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne immédiatement mobilisable qui permet d'intervenir sans délais sur le parc privé dégradé de Marseille ;
- Que l'assignation de nouveaux objectifs impose une prorogation et une augmentation de la participation publique objet de l'avenant n°21

Délibère

Article 1 :

En vue d'engager sans délai à Marseille une action offensive de maîtrise d'immeubles dégradés par expropriation, sont approuvés la prorogation de deux années de la concession EHI lot n°2 n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement, soit jusqu'au 31 décembre 2021 ainsi que l'augmentation correspondante de la participation publique, le versement du solde étant prévu selon l'échéancier prévisionnel suivant :

2019 :	4 841 110	euros
2020 :	4 841 110	euros
2021 :	4 841 110	euros

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°21 à la convention d'aménagement n° T1600919CO ci-annexé, qui proroge la convention jusqu'au 31 décembre 2021 et dispose les conditions d'atteinte des nouveaux objectifs

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout documents afférents à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-5509/19/CM

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Programme d'interventions à déclarer d'utilité publique sur du Patrimoine privé dégradé - Approbation du troisième programme de restauration immobilière à soumettre à enquête publique - Approbation des modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique
MET 19/9787/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les politiques de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler,

diversifier mais aussi sévir, et, lorsqu'il le faut, pouvoir porter atteinte sans délais à la propriété privée lorsqu'elle est source de mal-logement. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale, un renforcement des moyens humains et financiers, un cadre opérationnel contractualisé avec l'Etat et des outils dédiés à la hauteur des ambitions : un aménageur d'intérêt national et une foncière d'habitat.

Sans attendre la mise en place effective de ce cadre opérationnel, la Métropole a décidé d'engager sans délais à Marseille certaines actions avec les outils existants.

Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celles de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur un patrimoine dégradé du fait de l'inaction volontaire ou du manque de moyens financiers des propriétaires, ou de la négligence.

Restauration immobilière :

Dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville de Marseille, la SOLEAM anime depuis 2016 l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites grand centre ville à volet copropriétés dégradées incitant les propriétaires et les copropriétaires privés à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement technique et financier. Faute d'adhésion des propriétaires à ce dispositif incitatif après plusieurs mois d'animation de l'opération malgré l'information, les mailings et le démarchage, il a été décidé de recourir à la procédure de restauration immobilière pour imposer les travaux nécessaires à la réhabilitation globale et pérenne des immeubles ciblés. A cette fin, une concertation a été organisée en février 2018 dont le bilan a été approuvé par délibération URB 015-3854/18/CM du 18 mai 2018.

Parmi les immeubles repérés comme les plus dégradés, 28 ont fait l'objet en septembre puis en décembre 2018 d'une saisine de la Préfecture sollicitant l'ouverture des enquêtes publiques préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) qui imposera un programme de travaux, à réaliser dans un délai fixé, sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Dans le cadre du renforcement de l'action en matière de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, il apparaît désormais incontournable d'imposer un troisième programme de restauration immobilière sur l'ensemble des immeubles privés le nécessitant inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU multisites.

Il s'agit de 47 immeubles en état médiocre ou mauvais, dont 24 copropriétés, dont la moitié sont fragiles, et 23 propriétés uniques. Le programme des travaux concernant ces immeubles à soumettre à enquête publique est joint en annexe.

Les immeubles expropriés permettront de produire du logement aidé, locatif social ou en accession à la propriété, dans le respect de la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) à chaque fois qu'elle participera au financement des opérations.

Production de logements sociaux :

Le deuxième volet d'action est l'application de la stratégie qui sera systématisée une fois en place les outils dédiés ; elle consiste à transformer le parc « social de fait » en parc « social de droit » en expropriant à cette fin les immeubles objets des actes de polices de l'habitat révélant l'incurie des propriétaires privés. Est ainsi visé l'expropriation de 100 immeubles dans le délai le plus court pour produire du logement social.

A Marseille, deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, sont actuellement signataires de concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) jusqu'à fin 2019 qui leur permet d'agir dans ce champ de compétence pour le compte de la Métropole. A cet effet sont proposés, par rapports distincts présentés à cette même séance du Conseil métropolitain, les avenants actualisant les objectifs opérationnels, les moyens et la durée de ces deux concessions pour la maîtrise de 50 immeubles chacune à échéance 2021. Le recours à ces outils permet d'enclencher dès à présent les procédures de maîtrise foncière devant aboutir à l'expropriation de ces immeubles en vue de reconstituer une nouvelle offre de logement social, notamment dans les secteurs carencés.

Le champ d'intervention prioritaire des concessionnaires EHI est constitué par les immeubles objets d'interventions et d'évacuations. Sur les quelques trois cents adresses déjà signalées, doivent être identifiés précisément les immeubles d'habitation privés qui devront faire l'objet d'un programme de travaux de réhabilitation et restructuration en vue de la production de logements sociaux institutionnels. La maîtrise foncière de ces biens impose l'obtention d'une Déclaration d'Utilité Publique du programme d'habitat social (DUP "logement social").

Cet objectif de maîtrise d'une centaine d'immeubles privilégie les immeubles isolés dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie d'ores et déjà identifiée affectant la stabilité des sols sur un périmètre plus large ou issue des mitoyens.

Compte tenu du cadre d'intervention, le recours massif aux DUP "logement social" relève d'une logique de renouvellement urbain et nécessite une concertation publique préalable dont le bilan devra être approuvé pour la constitution du dossier d'enquête publique.

Réserve foncière :

Pour les immeubles dégradés situés dans des îlots urbains dont l'état général est préoccupant, soit du fait des pathologies à la source des désordres (instabilité des sols, réseaux vétustes et fuyards, techniques de construction déficientes, etc.) soit du fait de la dégradation ou de la mutation de l'environnement urbain (proximité d'infrastructure générant de fortes nuisances, configuration morphologique obsolète des îlots, etc.) la maîtrise ponctuelle des immeubles dégradés ne permet pas d'apporter une solution d'ensemble pérenne. Pour répondre à ces situations qui appellent une maîtrise plus large et parfois du remembrement foncier propices aux opérations de renouvellement urbain nécessaire, il convient de pouvoir acquérir des immeubles sans connaître encore leur destination dans un projet d'ensemble. Pour être efficace cette stratégie appelle de recourir à la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière » qui permet d'engager les expropriations utiles ou nécessaires. Cette DUP « réserve foncière » constitue un outil complémentaire de la politique poursuivie de lutte contre l'habitat privé dégradé et le renouvellement urbain qu'elle nécessite à plus large échelle.

Compte tenu que les DUP "Réserve foncière", nécessitent également d'être soumises à concertation publique, celle-ci sera conjointe à celle organisée pour le DUP « logement social » puisqu'elles s'inscrivent dans le même stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Les modalités de concertation adoptées concernant la production de logements sociaux à Marseille par voie d'expropriation et la constitution de réserve foncière propice au renouvellement urbain dans le cadre de la lutte contre l'habitat dégradé, consisteront en :

- une exposition dans un lieu public pendant un mois des documents présentant la stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé et son volet relatif à la transformation du parc privé « social de fait » en parc « social de droit » ainsi que la constitution de réserves foncières propices au renouvellement urbain des îlots dégradés ou obsolètes, explicitant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique à solliciter pour poursuivre l'expropriation du foncier privé entrant dans cette stratégie

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de

Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet, sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°015-3854/18/CM du 18 mai 2018 approuvant le bilan de concertation pour la restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites « grand centre ville »
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les

objectifs de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites grand centre ville en vue de contraindre les propriétaires des immeubles les plus dégradés à réhabiliter leurs biens sous peine d'expropriation ;

- Que le recours à la Déclaration d'Utilité Publique « logement social » est nécessaire sur les immeubles les plus dégradés concernés par des mesures de polices en matière d'habitat en vue de leur traitement global et pérenne et dans l'objectif de transformer le parc « social de fait » en parc « social de droit », notamment dans les secteurs carencés ;
- Que le recours à la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière » est nécessaire sur des ensembles d'immeubles ou des îlots urbains impactés par des immeubles dégradés pour acquérir l'ensemble des biens nécessaires à un traitement d'ensemble pérenne de renouvellement urbain ;
- Que le recours à ces procédures de Déclaration d'Utilité Publique complémentaires « logement social » et « réserve foncière » impose une concertation publique préalable, et qu'elles relèvent de la même stratégie.

Délibère

Article 1 :

En vue d'engager les procédures d'expropriation s'inscrivant dans la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé approuvée le 13 décembre 2018, sont approuvées sur le territoire de la commune de Marseille les modalités de la concertation publique préalable à Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « logement social » et à Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière » pour maîtriser les immeubles et les îlots nécessaires à la production de logements sociaux et à la maîtrise du foncier nécessaire des projets de renouvellement urbain du tissu ancien dégradée.

Est ainsi visé dans le délai le plus court la maîtrise de 100 immeubles en vue de leur traitement en logements sociaux institutionnels.

Article 2 :

Est approuvé le troisième programme de travaux de restauration immobilière ci-annexé portant sur 47 immeubles de l'opération d'amélioration de l'habitat multisites « grand centre ville » à Marseille en vue d'obtenir sa déclaration d'utilité publique au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son concessionnaire, est autorisé à

demander à de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête publique préalable en vue d'obtenir l'arrêté déclarant d'Utilité Publique la réalisation du programme de travaux de restauration de ces immeubles, au profit de la Métropole ou de son concessionnaire.

Le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique est habilité à solliciter l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-5510/19/CM

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Espace Accompagnement Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'avenant n°1 à la charte de partenariat avec l'ADIL 13 MET 19/10126/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite au drame de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté par délibération du 13 décembre 2018 sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils nouveaux dont la Métropole souhaite se doter figure l'Espace Accompagnement Habitat sur le territoire de Marseille. Il aura vocation à contribuer à la lutte contre l'habitat indigne.

Située au 19 rue de la République 13001, au cœur du renouveau urbain, l'Espace Accompagnement Habitat représentera une nouvelle dynamique du centre-ville dans son approche « service à l'habitant » axée sur les besoins des ménages, elle se verra un centre de ressources « au service de tous les habitants de la Métropole ».

La mission de ce poly-service qui mettra en synergie plusieurs acteurs de l'habitat, sera de centraliser dans un même lieu les principaux services dédiés aux ménages : accueillir, informer, traiter, prévenir, accompagner afin de répondre à la recherche de logement des ménages, au souhait de rénovation ou d'adaptation de leur logement, d'acquisition et rénovation en centre ancien, d'acquies en vente état futur de logement, de réaliser des économies d'énergie, d'obtenir une aide pour réaliser un projet de rénovation, de répondre aux questions juridiques ou financières liées au logement, et surtout de permettre aux ménages de procéder au signalement d'habitat non décent, non conforme au règlement sanitaire départemental (RSD) voire au Code de la Santé Publique pour prévenir et éviter que les logements basculent dans la non décence ou insalubrité.

Au-delà de l'aspect pratique pour les ménages, l'Espace Accompagnement Habitat sera l'occasion pour la Métropole de mobiliser et regrouper autour d'elle et de sa stratégie en matière d'habitat, les acteurs publics et privés. Elle regroupera les acteurs spécialisés dans l'information et le conseil, dans les domaines du logement, de l'amélioration de l'habitat et de l'habitat durable et de l'énergie.

Ainsi l'ensemble des partenaires devront s'engager au côté de la Métropole dans la mise en place de l'Espace Accompagnement Habitat, s'adressant à un large public (locataires, propriétaires occupants et propriétaires bailleurs et privés).

Ce nouveau lieu d'accueil sera un guichet unique pour des démarches facilitées.

Le demandeur sera reçu en accueil général après analyse de la demande, il sera orienté vers les services de l'Espace Accompagnement Habitat qui apportera une réponse ou qui le dirigera vers d'autres compétences ou vers des services externes.

Un suivi sera effectué pour toutes demandes faites au sein de l'Espace Accompagnement Habitat qui assurera le suivi de la réponse finale.

L'ADIL 13 propose de compléter les missions qui sont déjà les siennes dans le cadre de la charte de partenariat signée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux missions socles dans le domaine du logement et de l'habitat et plus particulièrement de la lutte contre l'habitat indigne.

L'avenant n°1 a pour objectif de définir les engagements de l'ADIL 13 à contribuer activement aux services proposés par l'Espace Accompagnement Habitat dans les domaines de Lutte contre l'Habitat Indigne et d'informations et conseils sur les questions de l'Habitat et du Logement.

Les missions proposées par l'ADIL dans le domaine de la lutte contre l'habitat indigne répondent complètement aux besoins de la population et cadrent avec les politiques publiques développées dans ce domaine par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cela démontre la nécessité d'une présence quotidienne au sein de l'Espace Accompagnement Habitat. L'ADIL mobilisera pour cela un équivalent temps plein et devra recruter un nouveau collaborateur.

Comptes tenu de l'implication accrue de l'ADIL13 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans la stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne par la mise en œuvre d'une mission socle élargie par avenant n°1, le montant de la cotisation annuelle est portée de 380 000 euros à 425 000 euros.

Il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier dans la mesure où l'association proposera une présence quotidienne à compter du 1^{er} février

2019 qui précèdera la date du vote de l'assemblée délibérante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 13 juillet 2017
- La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que l'Espace Accompagnement Habitat est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Que la Ville de Marseille a été retenu comme territoire prioritaire où il convient d'expérimenter tout dispositif de lutte contre l'habitat indigne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la Charte de partenariat du 13 juillet 2017, qui définit les modalités de participation de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône à l'espace accompagnement habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui modifie la contribution financière annuelle pour la mise en œuvre d'une mission socle élargie.

Article 2 :

Le montant de la cotisation annuelle pour 2019 est porté de 380 000 euros à 425 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, sous-politique D110, nature 6281, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5511/19/CM

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - Instauration d'une autorisation préalable de mise en location sur le quartier Noailles à Marseille 1er arrondissement dans le cadre de la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne MET 19/9792/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un protocole d'Eradication de l'Habitat indigne a été signé par la Métropole et la Ville de Marseille le 21 décembre 2017. Il place la lutte contre l'habitat indigne au cœur de l'intervention privé dans le cadre du renouvellement urbain et de l'intervention sur l'habitat privé, selon une priorisation coordonnée avec les autres politiques publiques et leurs pilotes : l'Etat (Préfecture, Préfecture de Police, Ministère public), l'ARS, la Métropole, la Ville, la CAF; et les financeurs (Etat, Ville, Métropole, Région et Département, ANRU et ANAH).

Complémentaire de l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées et du protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain, ce protocole vise à améliorer les immeubles et îlots dégradés des tissus anciens centraux et de faubourgs.

Par délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne avec une traduction opérationnelle immédiate.

Parmi les outils nouveaux dont la Métropole souhaite se doter figure le permis de louer.

Il est envisagé de le mettre en place à Marseille à titre expérimental sur le quartier Noailles, selon délimitation ci annexée, au sein du périmètre couvert par le projet d'Opération d'Amélioration de l'Habitat Marseille Centre acté par délibération du 13 décembre 2018.

Au-delà des événements, le choix de ce quartier repose sur une proportion significative de logements potentiellement indignes, d'un taux important de propriétaires bailleurs privés (80 %) disséminées dans des copropriétés présentant des signes de fragilité ou de désorganisation, et d'une faible présence de bailleurs sociaux (4 % des résidences principales).

Depuis la loi ALUR codifiée aux articles L. 634-1 à L. 635-11 CCH, les EPCI peuvent définir des secteurs des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable dont les modalités sont explicitées par le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH : R.634-1 à R.635-4). La loi N°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN est venue préciser que ce dispositif d'autorisation préalable ne s'applique ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'Etat en application de l'article L. 351-2.

A compter de l'entrée en vigueur du permis de louer, l'autorisation préalable à la mise en location est obligatoire sur le périmètre retenu. Ce dispositif conformément à l'article R. 635-1 du Code de la Construction et de l'Habitation concerne la mise en location ou la relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

L'autorisation préalable délivrée par la Métropole conditionne la signature de chaque nouveau bail d'habitation.

La demande d'autorisation est déposée par le(s) bailleur(s) ou leur mandataire par formulaire CERFA n°15652*01 tel qu'annexé à la présente délibération. Cette demande pourra être adressée par voie électronique. Elle sera accompagnée obligatoirement des diagnostics techniques prévus à l'article 3-3 de la loi du 6 juillet 1989 (notamment, l'état des risques naturels et technologiques ; le diagnostic de performance énergétique ; le constat des risques

d'exposition au plomb ; l'état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz).

À son dépôt, la demande d'autorisation donne lieu à la remise d'un récépissé mentionné aux articles L112-3, R112-6 du Code des Relations entre le Public et l'Administration. L'autorisation préalable est délivrée expressément dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande, à défaut le silence de l'autorité compétente vaut autorisation tacite.

L'instruction comprend la visite du logement par un technicien dédié.

L'autorisation préalable de louer peut être refusée ou soumise à condition lorsque le logement ne répond pas aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1er juillet 2018 ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité. Le cas échéant la décision est motivée et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de la sécurité et de la salubrité.

L'autorisation préalable ne peut pas être délivrée lorsque l'immeuble dans lequel est situé le logement fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de péril ou relatif à l'équipement commun des immeubles collectifs à usage principal d'habitation.

La décision de rejet est transmise à la Caisse d'Allocations Familiales et aux services fiscaux.

Une fois obtenue, l'autorisation expresse doit être jointe au contrat de location à chaque nouvelle location ou relocation.

L'autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été remis en location.

Le transfert de l'autorisation à un nouvel acquéreur s'effectue par l'autorité compétente et la demande d'autorisation devra être renouvelée à chaque nouvelle location.

L'autorisation de louer est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité des bâtiments, ainsi qu'au droit afférent aux mesures administratives.

L'absence d'autorisation préalable est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire, cependant, le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé la demande d'autorisation ou en dépit d'une décision de rejet est sanctionné par une amende variant entre 5 000 euros et 15 000 euros qui tiendra compte de la gravité des manquements.

Le paiement de l'amende est ordonné par le Préfet dans le délai d'un an à compter de la constatation des manquements.

La Métropole a décidé de mettre en place une Maison de l'Habitat au 19 rue de la République dans le 1^{er} arrondissement. Ce sera le lieu de réception et

d'instruction les demandes d'autorisation préalable dans le cadre du permis de louer. La Métropole coordonnera avec la Ville de Marseille, l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales, parties prenantes du dispositif, le déroulé du dispositif jusqu'à la mise en œuvre des sanctions prévues.

La date d'entrée en vigueur de ce dispositif est fixée au 15 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 pour l'accès au Logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- L'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement ;
- L'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement ;
- Le Programme Local de l'Habitat approuvé par la Communauté urbaine de Marseille Provence ;
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Que la Ville de Marseille a été retenu comme territoire prioritaire où il convient d'expérimenter tout dispositif de lutte contre l'habitat indigne.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé d'instaurer une autorisation préalable de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

Article 2 :

Est approuvé sur le territoire de Marseille, quartier de Noailles 13001, le périmètre tel que défini en annexe pour instaurer l'autorisation préalable de mise en location ou relocation.

Article 3 :

L'entrée en vigueur du dispositif est fixée au 15 octobre 2019. Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location ou relocation seront déposées à l'Espace Accompagnement Habitat, 19, rue de la République 13001 Marseille, ou transmises par voie électronique.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents et à mettre en œuvre toutes les démarches nécessaires pour la mise en place de ce régime et notamment tous les actes avec la Métropole, les communes volontaires et les partenaires pour assurer la mise en place de ce dispositif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-5512/19/CM

■ Approbation de la souscription de parts sociales de la Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse par l'OPH Habitat Marseille Provence MET 19/9888/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau des caisses d'épargne participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions. Il a en particulier pour objet la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance, pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux. Il contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale.

L'Office Public de l'Habitat « Habitat Marseille Provence » souhaite ainsi souscrire des parts sociales de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, pour un montant de 15 millions d'euros, afin de réaliser un placement de trésorerie à un taux plus rémunérateur que le taux du Livret A.

L'article L. 421-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), prévoit en effet la possibilité pour les offices publics de l'habitat de souscrire ou acquérir notamment des actions ou parts de sociétés ou d'organismes à caractère mutualiste ou coopératif susceptibles de faciliter leur action dans le cadre de la réglementation des habitations à loyer modéré, ce qui est le cas du réseau des Caisse d'Epargne.

Cependant, en vertu de l'article R.421-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, « les souscriptions, acquisitions ou cessions par un office public de l'habitat de parts ou d'actions émises par les sociétés notamment visées à l'article L.421-2 doivent être autorisées par son conseil d'administration, après accord de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement.

Ainsi, pour que l'OPH « Habitat Marseille Provence » puisse souscrire des parts sociales de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité d'EPCI de rattachement de cet OPH, donne préalablement son accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L421-2 et R421-3 ;
- Le Code Monétaire et Financier ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°DEVT 009-1532/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 actant le rattachement de l'OPH Habitat Marseille Provence à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°2018.049 du Conseil d'Administration de l'OPH Habitat Marseille Provence du 27 septembre 2018 qui approuve la souscription de parts sociales de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Office Public de l'Habitat (OPH) « Habitat Marseille Provence » souhaite souscrire des parts sociales de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse afin de réaliser un placement de trésorerie à un taux plus rémunérateur que le taux du Livret A ;
- Qu'en vertu des dispositions de l'article R. 421-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, un OPH ne peut réaliser ce type d'opération qu'après accord de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de rattachement ;
- Que compte tenu de l'objectif poursuivi par l'OPH « Habitat Marseille Provence », il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité d'EPCI de rattachement de cet OPH, de donner préalablement son accord pour cette opération.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la souscription de parts sociales de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse par l'OPH Habitat Marseille Provence pour un montant de 15 millions d'euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-5513/19/CM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Coudoux pour la réalisation de prestations de services au titre de la compétence réseaux de chaleur et de froid urbains
MET 19/9755/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est notamment, depuis cette date, en charge de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

La commune de Coudoux a transféré à la Métropole, au 1er janvier 2018, un réseau public de chaleur bois qu'elle gérait auparavant en régie municipale dotée d'un budget annexe équilibré.

Actuellement, certaines prestations relatives à ce réseau ne peuvent être assurées par la Métropole en raison de l'absence des moyens transférés. Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, la Métropole a sollicité la commune de Coudoux, compte

tenu des moyens dont elle dispose, pour qu'elle réalise pour son compte, des prestations en matière de gestion du réseau de chaleur bois. Ainsi, pour l'année 2018, une convention de service entre la Métropole et la commune de Coudoux a permis d'assurer le bon fonctionnement du réseau de chaleur ainsi que l'équilibre du budget annexe.

Les crédits nécessaires sont portés en fonctionnement au budget annexe Réseau Chaleur chapitre 012 nature 6215 pour un montant prévisionnel de 6.500€

Nous vous proposons d'approuver une convention de service semblable pour l'année 2019, renouvelable par tacite reconduction, qui définit et encadre les prestations confiées à la commune de Coudoux dans le cadre de la gestion de ce réseau de chaleur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5215-27 et L 5217-7;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le réseau public de chaleur bois de la commune de Coudoux a été transféré à la Métropole au 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole ne dispose pas, actuellement, des moyens nécessaires pour assurer l'intégralité des tâches de gestion de cet équipement et ainsi garantir la continuité du service public ;
- Que la convention de service permet de remplir les conditions d'un service public de

proximité et une gestion efficace du réseau de chaleur ;

- L'expertise et les compétences de la commune de Coudoux en matière de gestion du réseau de chaleur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Coudoux relative à la gestion du réseau public de chaleur bois.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en fonctionnement au budget annexe Réseau Chaleur chapitre 012 nature 6215 pour un montant prévisionnel de 6.500 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5514/19/CM

■ Approbation de l'étude d'actualisation du Plan de massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence MET 19/9805/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face aux conséquences humaines et économiques catastrophiques liées aux feux de forêt, le Conseil de Territoire du Pays Salonais et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont, depuis de nombreuses années, investi dans la protection des forêts contre l'incendie dans les massifs de son territoire.

Ainsi, un premier plan dit Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestiers (PIDAF) du massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence avait été élaboré en 1991 et a fait l'objet d'une révision en 2005. Le Plan a une durée de 10 ans.

Afin de prendre en compte l'évolution législative, notamment l'article L 321-6 du Code Forestier prévoyant l'élaboration de Plan de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PPFCI), et la nouvelle stratégie de protection des forêts contre les incendies développée dans le Plan Départemental de la Forêt Contre l'Incendie dans le Département des Bouches-du-Rhône validé en 2009, une étude d'actualisation

de Plan de massif a été menée sur le massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence.

Pour mener cette étude, un Comité de Pilotage composé des élus, des représentants de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Office National des Forêts, du Centre Régional de la Propriété Forestière, a été mis en place.

Le Comité de Pilotage a réuni le 8 novembre 2018 l'ensemble des acteurs et des usagers de la forêt pour présenter le projet de l'étude. L'étude a pris en compte les observations qui ont été émises pendant la phase d'élaboration et de concertation.

Cette étude menée sur les communes de Cornillon-Confoux, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence et Saint-Chamas est composée :

- Du bilan des actions réalisées du précédent plan PIDAF ;
- D'un état des lieux et une mise à jour des données du massif ;
- De la définition des objectifs et orientations stratégiques ;
- Des propositions d'actions sur 10 ans et leur chiffrage prévisionnel ;
- Et en annexes les cartographies.

Le montant prévisionnel des études et travaux sur 10 ans est de 2 119 930 € H.T, soit 2 543 916 € T.T.C.
Le montant prévisionnel des subventions attendues est de 1 773 102 €

Les propositions d'actions à caractère de Défense de la Forêt Contre l'Incendie s'inscrivent dans le Plan Départemental de la Forêt Contre l'Incendie du Département des Bouches-du-Rhône et sont donc susceptibles d'être éligibles aux subventions de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une fois validée, l'étude sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de valider l'étude d'actualisation du Plan de massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'étude d'actualisation du Plan de massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, figurant en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-5515/19/CM

■ **Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service portant sur le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets ménagers et assimilés**

MET 19/9943/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est préalablement rappelé que par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de délégation de service public a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le

18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention, créé une société dédiée à l'exploitation du site, EVERE qui est donc le Délégué.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de quatre avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015.

Aujourd'hui, de nouvelles dispositions législatives viennent modifier le régime fiscal de la taxe générale sur les activités polluantes - incinération (dite « TGAP Incinération »).

Plus précisément, alors que les récentes lois de finances prévoient une augmentation progressive de son montant dès 2019 et jusqu'à 2025, dans le même temps elles prévoient un mécanisme incitatif pour les exploitants d'incinérateurs en vue d'augmenter la performance environnementale de leurs installations grâce à l'introduction de taux réduits pour les installations mettant en place des équipements réduisant leurs nuisances environnementales (par exemple certification selon la norme ISO 50001 ou encore réduction des taux d'émission de certains rejets, à savoir les NOx).

Globalement, en ce qui concerne l'installation dont le Délégué a la charge dans le cadre de la Convention, une TGAP Incinération à taux plein – dont il est contractuellement prévu le remboursement par le Délégué – représentera, selon le projet de loi de finances 2019, un montant annuel de plus de 4,32 M€ en 2019 et jusqu'à 9 M€ en 2025. Or, le respect des objectifs de performance environnementale permettra l'application d'un taux réduit et, ce faisant, une réduction très importante du montant annuel de TGAP Incinération, de 2,43 M€ en 2019 jusqu'à 3,6 M€ en 2025.

Compte tenu de l'enjeu pour les finances de la collectivité dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, la Métropole s'est rapprochée de son délégataire afin de trouver un accord permettant d'éviter que celle-ci subisse cette augmentation des taux de TGAP. L'objet de la négociation a été d'étudier les conditions de réalisation des investissements indispensables pour bénéficier du taux de TGAP réduit et ce, dès l'année 2019.

L'ensemble des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation/maintenance induits par ces mesures sera pris en charge par le délégataire qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux. En contrepartie, la Métropole versera au délégataire un complément de redevance dit CPF3 d'un montant annuel de 985 387€.

Ainsi, la conclusion de l'avenant 5 permet à la Métropole de réaliser plus de 26 M€ d'économie en incluant le versement du CPF3 sur les douze années restantes du contrat de délégation de service public.

Afin de mettre à jour la Convention des récentes évolutions réglementaires précitées, de clarifier les obligations respectives des Parties sur ces points et donc d'améliorer les relations contractuelles, les Parties ont décidé de la conclusion d'un avenant n° 5.

L'avenant n° 5 a pour objet :

- d'ajuster la rédaction de l'article 26 relatif à la mise en conformité des ouvrages et/ou des conditions d'exploitation ;
- d'instituer un CPF3 (Complément de Partie Fixe n°3) en contrepartie des incidences financières liées à la mise en place des dispositifs d'optimisation de cette taxe afin que, suite aux dernières évolutions réglementaires du Code des Douanes, le DELEGANT bénéficie d'un tarif optimisé de la TGAP Incinération ;
- de définir les modalités d'indexation de ce CPF3 ;
- de mettre à jour la rédaction de l'article 35 relatif au régime fiscal, au regard des dernières évolutions réglementaires et notamment celles relatives à la TGAP Incinération ;
- de définir les modalités d'information du DELEGANT dans le cadre de la mise en œuvre des actions « ISO 50001 » ;
- de compléter les informations à fournir par le DELEGATAIRE au DELEGANT dans le cadre des comptes-rendus techniques, afin d'y ajouter les données de suivi pertinentes au regard de la TGAP Incinération (« haute performance énergétique » et pesée commerciale).

Enfin, en application des articles 26 et 39 de la Convention, le présent avenant a également pour objet de prendre en compte les incidences financières de la mise en conformité réalisée suite à une évolution réglementaire relative aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature ICPE. Ainsi, le montant de l'investissement remboursé au délégataire par la Métropole s'élève à 219 580,82€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants n°1, 2, 3 et 4 en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015 ;
- L'avis de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession* et son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que de nouvelles dispositions législatives viennent modifier le régime fiscal de la taxe générale sur les activités polluantes - incinération (dite « TGAP Incinération »).
- Que le bénéfice d'un taux réduit de taxe générale sur les activités polluantes - incinération permettra au Délégué de réduire significativement le montant de cette taxe ;
- Qu'il y a lieu de mettre à jour la Convention de ces récentes évolutions réglementaires, de clarifier les obligations respectives des Parties et d'améliorer leurs relations contractuelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5 à la convention de délégation de service public portant sur le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets

comportant en particulier une unité de traitement thermique avec valorisation énergétique, ci-annexé ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets sur les exercices 2019 et suivants, à la nature budgétaire 611, contrat de prestation fonction 7213 et en section d'investissement chapitre 20151130000, nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-5516/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de concession pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge
MET 19/9879/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par une convention de concession de travaux en date du 27 décembre 2007, la Communauté du Pays d'Aix a confié au groupement d'entreprises ELYO/FAIRTEC, la conception, construction, exploitation et maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge.

Les articles 3 et 5 de la dite concession de travaux prévoyaient notamment la possibilité pour le concessionnaire de déployer une solution de co-génération, permettant de bénéficier d'un tarif de rachat bonifié moyennant une amélioration du rendement énergétique de l'unité (via la récupération et la valorisation de la chaleur « fatale » des moteurs).

Le concessionnaire a ainsi proposé au Pays d'Aix la mise en place d'équipements complémentaires présentant le double avantage :

- De valoriser l'énergie thermique dégagée par des moteurs, et donc de bénéficier de la prime à l'efficacité énergétique ;
- De traiter une partie des lixiviats produits sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois et d'éviter des dépenses d'élimination associées.

L'avenant n°1 à la concession a été notifié le 29 juillet 2011 et acté de l'ajustement des clauses techniques administratives et financières nécessaires à la mise en place d'une solution de cogénération basée sur le traitement thermique par séchage des lixiviats.

L'avenant n°2 a pour objet l'ajustement des clauses financières de la concession à la production électrique constatée par le concessionnaire. En effet, les 5 premières années d'exploitation de l'unité de valorisation, ont été marquées par la diminution régulière de la quantité de biogaz et par voie de conséquence des recettes de vente d'électricité.

En raison, notamment des tonnages de déchets enfouis significativement inférieurs aux prévisions, la quantité prévisionnelle de biogaz restera largement inférieure aux prévisions, ce qui ne permettra pas au concessionnaire de rééquilibrer son compte d'exploitation au cours des prochaines années.

Afin de rééquilibrer la concession, il a été convenu que l'effort financier soit partagé équitablement entre le Pays d'Aix et son délégataire. Sur la base d'un bilan prévisionnel de biogaz réaliste (quantités de déchets enfouis et des conditions de captage) il a été convenu de fixer une redevance à 33,3 cts €/kWh pour le restant de la durée de la convention.

Dans l'hypothèse où le débit de biogaz effectivement capté et amené sur l'installation du Concessionnaire s'approche durablement à moins de 5% du niveau prévu au Compte d'Exploitation Prévisionnel initial de l'offre du Concessionnaire, à savoir $2.033 \times 0,95 = 1931 \text{ Nm}^3/\text{h}$ de biogaz sur une durée continue d'au moins 8 semaines, quelle qu'en soit la cause, le niveau de la redevance serait celui de la concession initiale.

L'objet de l'avenant n°3 est d'acter l'ajustement des clauses techniques, administratives et financières de l'installation en terme de besoins de traitement des effluents.

En effet, la capacité de l'unité de co-génération étant limitée, elle n'est pas en capacité à éliminer la totalité des lixiviats générés sur l'Installation de Stockage, le solde est actuellement épuré dans une unité de dépollution interne au site de l'Arbois.

Le process d'épuration des lixiviats mis en œuvre et autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2018 est basé sur la concentration de la pollution et la séparation de la phase liquide (double étage de concentration : Osmose Inverse & d'évapo-concentration), et génère :

- D'une part, des sous-produits concentrés en pollution et devant être éliminés vers des centres de traitement agréés, appelés liquides denses
- Et d'autre part une phase liquide épurée appelée perméats, pouvant être rejetés directement ou indirectement au milieu naturel.

Suivant le même principe que les lixiviats, ces perméats peuvent être évaporés dans l'unité de co-génération. En conséquence, afin de prendre en compte cette évolution réglementaire et technologique, et conserver les tarifs bonifiés de vente d'énergie, il convient dès-lors de substituer les

perméats aux lixiviats dans le process de co-génération.

La Collectivité et le Concessionnaire ont décidé d'acter au travers du présent avenant n°3, les conditions techniques, administratives et financières de traitement du perméat, en lieu et place du lixiviat.

Cet avenant ne modifie pas les principes de rémunération et de partage des bénéfices introduit dans la concession de travaux via l'avenant n°1, le concessionnaire est autorisé à percevoir les recettes de vente d'énergie thermique co-générée et s'engage à reverser à la collectivité 50 % du montant de ces recettes, déduction faite de l'ensemble des charges liées au fonctionnement des installations de cogénération. Cet avenant ne prévoit pas de recettes supplémentaires et n'a donc pas d'impact financier.

Le présent avenant est conclu par la Métropole Aix-Marseille-Provence, substituée dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, depuis le 1^{er} janvier 2016, en application de l'article 43 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, et dans les conditions prévues à l'article L.5217-5 du CGCT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 Décembre 2007 qui approuve la convention de concession pour la conception, construction, exploitation et maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge ;
- La délibération n°2011_B095 du Bureau communautaire de la CPA du 1^{er} avril 2011 qui autorise la signature de l'avenant n°1 à la convention de concession précitée ;
- La délibération n°2011_B327 du Bureau communautaire de la CPA du 21 juillet 2011 qui modifie les annexes de l'avenant n°1 à la convention de concession précitée ;
- La délibération n°2015_B541 du Bureau communautaire de la CPA du 29 Octobre

2015 qui autorise la signature de l'avenant n°3 à la convention de concession précitée ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les évolutions technologiques et réglementaires en matière d'épuration des effluents du site sur l'ISDnD de l'Arbois nécessitent un ajustement contractuel.
- L'absence d'impact financier pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de cet avenant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, à la Convention de Concession de Travaux pour la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge.

Article 2:

L'avenant n'a pas d'impact financier

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 et tout autre document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-5517/19/CM

**■ Approbation du principe de délégation de service public pour l'avitaillement du Vieux-Port de Marseille
MET 19/9752/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9

200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence. En outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Le service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille est actuellement assuré par une société privée qui dispose d'une autorisation d'occupation temporaire. La Métropole souhaite aujourd'hui instaurer un service public d'avitaillement dont elle envisage de déléguer l'exploitation sous son contrôle étroit.

Le rapport de présentation, joint en annexe, a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

En effet, la délégation de service public paraît être la solution la plus adaptée dans la mesure où elle permet de confier de manière globale la responsabilité de la gestion à un opérateur spécialisé.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du Vieux-Port de Marseille, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et aux engins de servitude de la Métropole.

La Métropole met à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- la responsabilité de la garde, du stockage et de la distribution du carburant livré par la Métropole pour le fonctionnement des engins et bateaux de la capitainerie.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités (hors mise aux normes).

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité et le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port de Marseille par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que le service d'avitaillement fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer dans de bonnes conditions le service d'avitaillement des usagers du Vieux-Port de Marseille ;
- Que la Métropole ne dispose pas à ce jour ni de moyens matériels, ni du personnel qualifié pour assurer une gestion satisfaisante de ce service en régie directe ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, le recours à la gestion déléguée par voie d'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus opportun.

Délibère

Article 1 :

Est créé un service public d'avitaillement sur le Vieux-Port de Marseille.

Est approuvé le principe d'une délégation de service public d'une durée de cinq ans pour la gestion et l'exploitation du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille sous forme d'affermage.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation et des prestations du délégataire décrites dans le rapport de présentation annexé qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L.1411.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-5518/19/CM

■ Approbation du renouvellement du principe de délégation de service public pour l'avitaillement du Port de la Pointe Rouge situé à Marseille MET 19/9748/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-493/11/CC du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion de l'avitaillement du port de la Pointe Rouge.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service : en conséquence, il est envisagé de reconduire ce mode de gestion.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier

2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du port de la Pointe Rouge, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et engins de servitude de la Métropole.

La Métropole met à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- la responsabilité de la garde, du stockage et de la distribution du carburant livré par la Métropole pour le fonctionnement des engins et bateaux de la capitainerie.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités (hors mise aux normes).

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité et le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que le service d'avitaillement fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer dans de bonnes conditions le service d'avitaillement des usagers du port de la Pointe Rouge ;
- Que la Métropole ne dispose pas à ce jour ni de moyens matériels, ni du personnel qualifié pour assurer une gestion satisfaisante de ce service en régie directe ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, le recours à la gestion déléguée par voie d'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus opportun.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public d'une durée de cinq ans pour la gestion et l'exploitation du service d'avitaillement du port de la Pointe Rouge sous forme d'affermage.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation et des prestations du délégataire décrites dans le rapport de présentation annexé qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L.1411.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-5519/19/CM

■ Approbation du renouvellement du principe de délégation de service public pour l'avitaillement et le carénage du Port de Carry-le- Rouet MET 19/9749/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence. En outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser les services publics d'avitaillement et de carénage des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n°POR-002-690/11/CC du 21 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service : en conséquence, il est envisagé de reconduire ce mode de gestion.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de Métropole sur les modes de gestion possible pour ce service et de lui proposer de se prononcer sur le principe d'une délégation de service public.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé et peuvent être résumées ainsi :

- le droit exclusif d'assurer sur le port, le service de distribution de carburants aux usagers du Port de Carry-le-Rouet, ce qui inclut également la distribution aux bateaux et engins de servitude de la Métropole. La Métropole mettra à la disposition du délégataire les cuves et pompes nécessaires à cette activité dont elle assurera la mise aux normes.

- le droit exclusif d'assurer sur le port le service de grutage et de carénage pour l'entretien des bateaux des usagers, et des bateaux et engins de servitude de la Métropole. Pour ce faire, la Métropole mettra à disposition une grue de charge moyenne de 12 T à entretenir par le délégataire. En revanche, son remplacement sera pris en charge par la Métropole.

- l'exploitation et la gestion du service de carénage.

- la réalisation de toutes les installations nécessaires à l'exploitation de ces activités.

- l'exploitation technique, l'entretien courant, la sécurité, le gardiennage des installations et outillages mis à disposition dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur, tant pour l'aire de carénage que pour la station d'avitaillement.

- l'exécution des contrôles et vérifications réglementaires applicables aux installations et outillages d'exploitation.

- la prise en charge des dispositifs anti-pollution, conformément à la réglementation en vigueur.

Le concessionnaire sera en outre autorisé à effectuer des prestations accessoires et activités

complémentaires aux missions de service public qui lui sont confiées, telles que développées dans le rapport de présentation.

Il est envisagé de fixer la durée de la délégation de service public à cinq ans.

Au vu du rapport de présentation susvisé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le principe de déléguer l'exploitation des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet par voie d'affermage.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des prestations demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que les services d'avitaillement et de carénage font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer dans de bonnes conditions les services d'avitaillement et de carénage des usagers du port de Carry-le-Rouet ;
- Que la Métropole ne dispose pas à ce jour ni de moyens matériels, ni du personnel qualifié pour assurer une gestion satisfaisante de ces services en régie directe ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, le recours à la gestion déléguée par voie d'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus opportun.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public d'une durée de cinq ans pour la gestion et l'exploitation des services d'avitaillement et de carénage du port de Carry-le-Rouet sous forme d'affermage.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation et des prestations du délégataire décrites dans le rapport de présentation annexé qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L.1411.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-5520/19/CM

■ Approbation du renouvellement du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025

MET 19/9811/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2003, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueille au sein du territoire Marseille-Provence, sur le domaine public du port de plaisance de La Ciotat, le Salon Nautique « Les Nauticales ». Dans le cadre de sa politique favorisant un plus grand dynamisme des activités nautiques traduite au sein de son Livre Bleu, ainsi que le développement de services d'excellence pour ses citoyens, la Métropole a souhaité pérenniser la tenue de son salon nautique. Fort de ses 200 exposants, d'un site exceptionnel de 30 000 mètres carrés en plein centre-ville de la Ciotat, le prestige et l'affluence de ce salon classent ce dernier à la quatrième place des salons nautiques de France.

Depuis 2010, l'organisation du salon nautique est assurée dans le cadre d'une délégation de service public, sous le contrôle de la collectivité. Le renouvellement en 2015 de la DSP a vu retenir le groupement GRAND PAVOIS /SAFIM en qualité de délégataire pour assurer les éditions 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Le contrat d'affermage prend fin le 12 novembre 2020. Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions, et de l'intérêt à poursuivre la valorisation de cet événement qui promeut une image forte du pôle plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence et génère des retombées économiques, il apparaît opportun que la collectivité poursuive son implication dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

L'organisation de cet événement doit permettre de :

- promouvoir au plan national et à l'international le premier pôle national de plaisance que constituent les 28 ports de plaisance gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et favoriser la promotion de la politique métropolitaine dans ce domaine,
- promouvoir l'ensemble des activités économiques, industrielles, commerciales et tertiaires liées au nautisme, à la plaisance et aux loisirs marins, contribuer au développement économique dans le domaine des activités de la plaisance et en particulier à l'animation du port de La Ciotat.
- favoriser la sensibilisation aux politiques publiques, les rencontres et la concertation entre tous les acteurs du monde de la plaisance et de la mer.

La réalisation de ces objectifs implique de professionnaliser la gestion et d'en assurer le contrôle.

Il convient, en particulier, que toutes les exigences en termes de qualité de gestion et d'exploitation puissent être satisfaites en recourant aux meilleurs professionnels dans les missions qui participeront à son attractivité : négociations commerciales, marketing, accueil, promotion événementielle, prestations techniques associées. Pour atteindre les objectifs de développement ci-dessus indiqués et le niveau de service attendu, il convient de décider du mode de gestion le plus approprié.

Conformément à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport joint en annexe analyse les différents modes de gestion possibles et présente les raisons pour lesquelles il est proposé au Conseil de la Métropole de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, à savoir notamment :

- la nécessité de recourir à un professionnel disposant d'une compétence et d'un savoir-faire propres à cette activité essentiellement commerciale, la Métropole ne disposant pas de moyens adaptés;

- la prise en charge d'une partie du risque d'exploitation par le délégataire ;

- la motivation du délégataire pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement par les recettes de l'exploitation et qu'il supporte les risques de sa gestion, à l'inverse du titulaire d'un marché public qui ne supporte aucun risque et qui n'est pas incité à une gestion performante.

Le contrat serait conclu pour une durée de cinq ans, permettant l'organisation du Salon « les Nauticales » pour les éditions 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

A l'occasion de chacune de ces éditions, la Métropole mettra à la disposition du délégataire, les espaces nécessaires du bassin des Capucins à La Ciotat, soit 28 000 m² de terre-plein d'exposition et 17 300 m² de plan d'eau.

Les principales missions assurées par le délégataire seront :

- concevoir l'organisation et l'aménagement du salon dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante ;

- prendre à sa charge l'aménagement de l'espace Métropole AMP sous la direction de l'autorité délégante ;

- gérer les installations et les équipements nécessaires à l'accueil des exposants ;

- assurer la commercialisation des espaces à terre et à flot du salon notamment lors du Salon Nautique de Paris ;

- coordonner l'intervention des associations, clubs, professionnels, sportifs ou scientifiques pour l'organisation de l'animation du Salon ;

- proposer et mettre en œuvre tout au long de l'année, un ou plusieurs événements sur la façade maritime, lagunaire, littorale et/ou portuaire de la Métropole, dont l'objectif est de permettre d'accentuer la visibilité et l'attractivité du salon « Les Nauticales » ;

- assurer la communication (plan média, identité visuelle) et le service de presse du Salon. De façon spécifique, le délégataire devra intégrer dans sa proposition un plan de communication intégrant la préparation du ou des événements métropolitains, destinée à la promotion du salon, ainsi que l'action du délégataire au sein du salon nautique ;

- prendre en charge l'ensemble des dépenses et notamment celles occasionnées par la libération du plan d'eau ;

- encaisser les recettes auprès des usagers ;

- organiser la mise en place du salon, en installant les équipements, les accessoires et les commodités nécessaires et en coordonnant l'installation des exposants et autres participants ;

- exploiter le Salon durant les journées d'ouverture ;

- déployer des moyens humains en vue d'assurer une coordination locale du Salon tout au long de l'année.

Ces missions seront assurées dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante. Compte-tenu des sujétions particulières de service public, le Délégataire percevra également une contribution financière forfaitaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cependant, afin de maîtriser la dépense publique et de ne pas ôter à la convention de Délégation de Service Public le risque financier qui la caractérise, cette contribution financière forfaitaire annuelle sera encadrée contractuellement.

Les caractéristiques détaillées des prestations seront précisées dans le dossier de consultation des entreprises.

Au vu du rapport de présentation, joint en annexe, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence propose au Conseil de la Métropole d'approuver le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, d'une durée de cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'au vu du rapport de présentation joint en annexe, la délégation de service public, sous forme d'un contrat d'affermage d'une durée de 5 ans, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales est le mode de gestion le mieux adapté pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un contrat d'affermage d'une durée de 5 ans en vue de l'organisation et de l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence à La Ciotat pour les éditions de 2021 à 2025.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L 1411 -1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-5521/19/CM

**■ Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence - Retrait de la délibération Mer 001-5265/18 CM du 13 décembre 2018
MET 19/10043/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest-Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes ; l'un dédié aux ports issus du Territoire Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Marseille-Provence. Elles sont fixées et votées par le Conseil de la Métropole pour chaque année civile.

La fixation de leur montant a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 afin de permettre leur application au 1^{er} janvier 2019.

Toutefois, le quorum de 6 des 8 conseils portuaires saisis obligatoirement pour avis préalable n'a pas été atteint.

Dès lors, afin de se prémunir des conséquences d'un éventuel recours en annulation, il convient de retirer la délibération du 13 décembre dernier. Ce retrait a pour conséquence de faire disparaître rétroactivement la délibération n° Mer 001-5265/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant les redevances d'occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations annexes pour l'année 2019 – Territoire Marseille-Provence.

Ce retrait n'a pas pour conséquence de faire revivre les montants des redevances de l'année 2018 puisque ces montants avaient été approuvés pour l'année 2018 et sont devenus, de fait, caducs.

Aussi, compte tenu de la persistance d'un vide juridique du fait de la caducité des montants de la redevance et du retrait de la délibération, il convient d'approuver rétroactivement le montant des redevances pour l'année 2019 ; étant précisé qu'ils demeurent inchangés.

Ce principe a été notamment retenu par le Conseil d'Etat dans une décision relative aux redevances aéroportuaires pour services rendus mais transposable au cas d'espèce, CE 19 mars 2010, Syndicat des compagnies aériennes autonomes (SCAR A), requête n°305047.

Pour rappel, afin de compenser l'évolution mécanique des dépenses (inflation annuelle), il est proposé d'appliquer pour 2019 aux redevances d'occupation une augmentation minimale de 2,1% fondée sur l'ICHTE (coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution) étant précisé que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% et que les indices afférents aux travaux publics et maritimes (TP02, TP06b, TP07b) évoluent entre 3 et 3,8%.

Cette augmentation portera sur l'ensemble des redevances à savoir : occupation annuelle de postes à flot, terre-plein, carénage et prestations diverses.

Sur les redevances afférentes au passage et à l'occupation des postes à flot, l'augmentation s'applique sans pouvoir excéder le tarif actuel le plus élevé.

L'ensemble de ces redevances a été à nouveau présenté aux Conseils Portuaires sans condition de quorum conformément à l'article R 5314-23 3° du Code des Transports ; les observations émises ont été prises en compte.

Enfin, pour information, les périmètres et services portuaires dont la gestion a été déléguée ne sont pas concernés par cette démarche, les montants des redevances les concernant étant définis par contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° MER 001- 5265/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence ;
- Les documents joints en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Marseille Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 ;
- Que la délibération n° MER 001-5265/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence doit être retirée car le quorum de 6 des 8 conseils portuaires saisis obligatoirement pour avis préalable n'a pas été atteint ;
- Qu'en raison du retrait de la délibération susmentionnée et dans l'impossibilité de

poursuivre les montants des redevances de 2018 qui sont devenus caducs, il convient de délibérer pour approuver les montants des redevances pour l'année 2019 ;

- Les montants des redevances seront applicables rétroactivement au 1^{er} janvier 2019 ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires;

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération n° MER 001- 5265/18/CM du 13 décembre 2018.

Article 2 :

Sont approuvées pour l'année 2019, les redevances, ci-annexées, afférentes aux occupations du domaine public portuaire et aux prestations annexes applicables sur les ports métropolitains au sein du territoire Marseille Provence.

Article 3 :

Est approuvé le principe de rétroactivité de la présente délibération au 1^{er} janvier 2019.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au budget annexe Ports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-5522/19/CM

■ **Approbation du bilan de la concertation préalable concernant la requalification des espaces du Centre-Ville à Marseille
MET 19/10157/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

La réalisation des études de maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement INGEROP Conseil et

Ingénierie/Michel DESVIGNE Paysagiste TANGRAM Architectes.

Sur la base des premières études techniques, une concertation préalable dont le lancement a été approuvé par la délibération n°PROX 024-300/18/CT du 26 Juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence a été organisée, du 18 décembre 2018 au 05 février 2019.

Les modalités de cette concertation ont fait l'objet d'un avis de presse dans les annonces légales des journaux « La Marseillaise » (en date du 10 décembre 2018) et « La Provence » (en date du 11 décembre 2018).

Trois expositions permanentes, d'une durée de 7 semaines et utilisant comme supports neuf panneaux de concertation se sont tenues :

Au siège institutionnel du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

En Mairie des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements de Marseille ;

En Mairie des 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements de Marseille.

Les neuf panneaux exposés présentaient l'opération :

- 1 - Le périmètre AVAP de Marseille ; la gamme de matériaux ; la palette végétale ;
- 2 - La mobilité à l'échelle du centre-ville ;
- 3 - Palette de matériaux ; ambiances paysagères, ambiance et mobilier d'éclairage ;
- 4 - Le secteur Opéra et rue Beauvau ;
- 5 - Le secteur du Cours Jean-Ballard et place du Général de Gaulle ;
- 6 - Le secteur Canebière-partie-basse ;
- 7- Le secteur Bourse : rue des Fabres, rue Bir Hakeim, place Gabriel Péri et rue Henri Barbusse ;
- 8 - Le secteur rue Caisserie ;
- 9 - Le secteur Mazagran.

Outre les neuf panneaux exposés, une plaquette éditée en 3 000 exemplaires présentant l'opération était disponible sur les lieux d'exposition, ainsi qu'un registre mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a été organisée afin de présenter le projet à la population le mardi 18 décembre 2018 à 18h00 au siège institutionnel du Conseil de Territoire Marseille Provence, au Palais du Pharo.

Les observations formulées sur les registres sont très variées et peuvent être regroupées suivant les thèmes suivants :

- L'intérêt du projet ;
- Circulation stationnement ;
- Transports en commun ;

Modes doux ;
Parti paysager du projet ;
Aménagement de l'espace public ;
Les différents usages ;
Coûts et phasage des travaux ;
Observations diverses.

De nombreuses remarques ont été portées sur les registres, dont plusieurs contributions écrites d'associations de riverains, de commerçants et des chambres consulaires. Il est à noter que plusieurs avis expriment formellement une satisfaction par rapport au projet. Les remarques exprimées au cours de cette consultation du public ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport.

Les principales conclusions que l'on peut tirer de cette concertation sont les suivantes :

- Le projet de requalification des espaces publics du centre-ville recueille globalement des avis très favorables, qui expriment le souhait de disposer d'un centre-ville apaisé, grâce à la piétonnisation de plusieurs secteurs,
- Satisfecit pour les plantations envisagées dans le cadre du projet,
- Vigilance et attention particulière sur la gestion et l'entretien des espaces,
- Préoccupation vis-à-vis de la suppression des places de stationnement en surface et des mesures de compensation possibles (au niveau tarifaire et nombre de places résidents),
- Modalités de fonctionnement des aires piétonnes (contrôle d'accès, livraisons, dépose minute).

Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux du projet, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va donc poursuivre sur ces bases, l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°PROX 024-300/18/CT du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille intégrant notamment le secteur Mazagan.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5523/19/CM

**■ Approbation du bilan de la concertation menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la restructuration du terminal international à passagers à CAP Janet à Marseille (2ème et 16ème arrondissements).
MET 19/8900/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de

Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Dans ce cadre, il a notamment été décidé de mener un projet de regroupement sur le terminal existant du Cap Janet les flux de passagers à destination du Maghreb aujourd'hui diffus au sein du port, pour partie traités au Sud (Bassin de la Joliette) et pour partie au Nord du port, sur le Cap Janet. L'objectif est d'offrir une meilleure lisibilité de l'organisation du port, un meilleur niveau de service pour les passagers et une disposition plus opérationnelle pour les compagnies exploitant ces terminaux.

Ce projet est porté par le Grand Port Maritime de Marseille mais le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait en accompagnement la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international. Il s'agit donc d'un projet global avec une maîtrise d'ouvrage conjointement menée en parallèle par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole.

Par délibération n° VOI-002-1997/BM en date du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'Etat.

Par délibération n° VOI 001-3660/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé les modalités de la concertation préalable pour l'opération de restructuration du terminal international à passagers de Cap Janet.

Cette concertation préalable s'est déroulée du 17 septembre 2018 au 19 octobre 2018.

En application des articles L121-16 et R121-21 du Code de l'Environnement, un bilan de la concertation doit être établi et rendu public.

Le présent rapport a pour objet d'approuver le bilan de la concertation établi conjointement par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.121-16 et R.121-21 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI-002-1997/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'Etat ;
- La délibération VOI 001-3660/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole approuvant les modalités de la concertation préalable pour l'opération de restructuration du terminal international à passagers de Cap Janet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le bilan tiré de la concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le projet de restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements) qui s'est déroulée du 17 septembre 2018 au 19 octobre 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable menée conjointement par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole et portant sur la restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des

procédures et à la constitution des dossiers administratifs de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-5524/19/CM

■ Présentation du rapport annuel 2017 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence MET 19/9663/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, modifié par un avenant du 30 juin 2017, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2012. Sa durée est de 6 ans à compter de la date de notification. Il arrivera à échéance le 17 juillet 2018.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, le nombre total d'intervention (198) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 30 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 48 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 15 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 105 interventions.

Le compte d'exploitation 2017 fait apparaître un chiffre d'affaires de 17 252 euros et des charges d'exploitation de 13 276 euros soit un bénéfice d'exploitation de 3 976 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence;
- La délibération MET 16/438/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017 concernant la Délégation de Service Public n°12/087 a été remis par la société Gibbes Pharo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, remis par la société Gibbes Pharo, titulaire du contrat de délégation relatif à l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-5525/19/CM

■ Reclassement dans la voirie métropolitaine de l'ex RD7n située sur la zone d'activités de la Calade à Aix-en-Provence

MET 19/8831/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En application de l'article L.5218-2 I du CGCT, les communes ont continué d'exercer après le 1^{er} janvier 2016 les compétences qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'exercice de ces compétences par la métropole étant reporté au 1^{er} janvier 2018.

Par conséquent, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière de développement économique et notamment pour la « Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

Par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole précisait les périmètres des Zones d'activités identifiées sur la commune d'Aix-en-Provence qui sont :

- le pôle d'activité d'Aix-en-Provence
- la Pioline

- L'Ensoleillée
- le Camp de menthe
- le Pôle automobile
- la Calade

Sur le secteur de la Calade, la zone d'activité était traversée par la Route Départementale n°7n, dénommée : route d'Avignon.

Depuis le début de l'année 2018, le Département a mis en service la déviation de la Calade. Ce nouveau tracé de la RD7n contourne la zone par le nord et permet de supprimer la traversée d'une voie ferrée par passage à niveau, et ainsi de sécuriser toutes les circulations.

Aujourd'hui, le Département souhaite acter le reclassement de ces tronçons de l'ex RD7n dans la voirie métropolitaine qui traverse la zone d'activité de part en part (route d'Avignon). L'ancien passage à niveau étant désormais fermé, il demeure deux tronçons de voie, avec aires de retournement, de part et d'autre de la voie ferrée. Un plan de localisation est joint en annexe.

La Métropole étant désormais compétente sur ce secteur, il est aujourd'hui proposé d'approuver ce reclassement dans le domaine public routier de la Métropole, conformément aux dispositions de l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière, qui dispense d'enquête publique préalable ce reclassement puisqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte de ces voies.

Les caractéristiques des biens à reclasser sont les suivantes :

Périmètre	Type de voie	Nom	Longueur	Etat	Valeur
ZA La Calade (secteur nord)	route	d'Avignon	740 m	Bon	0
ZA La Calade (secteur sud)	route	d'Avignon	490 m	Bon	0

Ces routes comprennent une voirie à double sens, des surlarguers en accotements, des arbres d'alignement et des fossés attenants. Les deux voies se terminent au niveau de la voie ferrée par des aires de retournement.

Les sections à reclasser correspondent à l'ancien tracé de la RD7n compris entre le PR 55+0583 et le PR 56+1100 de la déviation de la RD7n.

Ce reclassement est consenti à titre gratuit par le Département.

Le Département adressera à la Métropole le détail du parcellaire concerné ainsi que la délibération de la commission permanente approuvant la cession de cette voie au profit de la Métropole et en vue de son affectation au domaine public routier métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 109-4565/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 validant la convention de gestion entre la métropole et la commune d'Aix-en-Provence et précisant les périmètres des zones d'activités sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver le reclassement de deux tronçons de l'ex RD7n sur le périmètre de la zone d'activités de la Calade et leur classement dans le domaine public routier métropolitain suite à la réalisation de la suppression du passage à niveau de la Calade.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le reclassement à titre gratuit de l'ancienne RD7n au sein du périmètre de la zone d'activités de la Calade à Aix-en-Provence et son classement dans le domaine public routier de la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-5526/19/CM

**■ Opération Lecture par Nature 2019 -
Lancement de l'appel à projets et approbation
des conventions types entre les communes de
la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/9926/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° CSGE 007-1890/17/CM du 30 mars 2017, a créé la première manifestation culturelle métropolitaine « Lecture par nature », laquelle s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés par la délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 déterminant la compétence politique culturelle métropolitaine.

Consécutivement aux résultats positifs de cette manifestation, il est proposé de lancer, pour 2019, un nouvel appel à projets dénommé « Lecture par nature 2019 », événement dédié à la lecture publique et au soutien de l'action culturelle des bibliothèques/médiathèques du territoire métropolitain.

Cet événement participe à la construction d'un réseau métropolitain de lecture publique, axe majeur de la politique culturelle métropolitaine. Il est assorti d'une enveloppe de 400 000 euros inscrite au budget primitif de l'année 2019, qui pourra être abondée dans le cadre du Contrat Territoire Lecture signé avec l'Etat.

1. Présentation de l'événement

Créée en 2017, cette manifestation en faveur de la lecture publique à l'échelle métropolitaine connaîtra sa troisième édition en 2019.

Pour mémoire, il s'agit de réaliser un projet fédérateur co-construit avec les communes et leurs bibliothécaires :

- Il relève de la plus-value métropolitaine ;
- Il se construit avec et dans les médiathèques/bibliothèques du territoire ;
- Il favorise et promeut la lecture quel que soit le support (livre, outils numériques,...) et quelle que soit la forme artistique et/ou culturelle dans un souci d'accès à la culture et à la connaissance au plus grand nombre (avec une dominante en direction des enfants et des jeunes adultes);
- Il se déroule en fin d'année pour avoir le temps matériel de son organisation et parce que cette période est propice à de nouveaux événements ;
- Il favorise l'égalité de traitement des communes pour un maillage métropolitain avec comme souci principal la recherche de nouveaux équilibres territoriaux.

L'ambition politique dans l'organisation de cet événement est de renforcer l'esprit de coopération entre Aix-Marseille-Provence et ses communes qui puissent susciter l'adhésion et l'implication des élus et des professionnels de la culture. Il s'agit de créer à terme les conditions opérationnelles d'un réseau métropolitain de la lecture publique. Les médiathèques et les bibliothèques sont aujourd'hui confrontées à de nouvelles pratiques culturelles qui nécessitent esprit d'innovation et de coopération. Elles restent des lieux de vie et de culture par excellence, proposant de nombreux services aux citoyens : « Lecture par nature 2019 » les accompagne dans une action culturelle d'envergure mutualisée pour les soutenir dans le service quotidien qu'elles apportent aux usagers.

2. Appel à projets

La Métropole lance un appel à projets auprès des structures culturelles dont les candidatures devront être élaborées à partir de la thématique « Culture et gastronomie » en lien avec l'opération départementale « Marseille Provence gastronomie 2019 ».

Les formes de ces projets sont ouvertes et peuvent s'appuyer sur tous supports et médias : spectacle vivant, numérique, expositions, conférences, lecture et toutes ses formes peuvent être croisées dans des projets pluridisciplinaires.

Une attention particulière sera portée aux projets qui permettent de mobiliser la participation des publics notamment le public jeune (enfants et jeunes adultes).

Dans la continuité de cette manifestation, la Métropole souhaite également, à l'instar de l'édition 2018, proposer un projet de parcours d'éducation artistique et culturel qui aura lieu au dernier trimestre 2019 avec une restitution dans le cadre de la nuit de la lecture en janvier 2020.

Ce projet de parcours s'inscrit dans la mise en place du contrat territoire lecture et dans la volonté de la Métropole de développer fortement un axe d'actions entre les bibliothèques et/ ou médiathèques et les écoles pour :

- favoriser une approche de la lecture par le plaisir et le goût de la découverte des livres,
- donner du sens à l'accueil des classes dans les médiathèques/bibliothèques,
- inciter les élèves à s'inscrire dans les médiathèques/bibliothèques,
- créer en médiathèques/bibliothèques des événements créatifs, festifs et participatifs,
- faire découvrir la diversité des fonds des médiathèques/bibliothèques et ces lieux comme « Tiers-lieu ».

Ainsi, un volet Éducation Artistique et Culturelle construisant les liens médiathèques ou bibliothèques et les scolaires, complètera l'événement en lien avec la programmation artistique.

Les classes seront déterminées en lien avec les médiathèques et/ou bibliothèques qui souhaitent participer au parcours, la Direction des Affaires Culturelles et les Inspections de l'Education Nationale.

Chaque projet devra comporter :

- un temps de représentation, choisie par la commune et son équipement,
- un temps de médiation ou d'ateliers, co-construite avec la structure d'accueil.

Chaque projet aura lieu dans au moins cinq communes sur le territoire métropolitain, ce parcours sera réalisé par les services de la Métropole en fonction des vœux des communes.

Une sélection métropolitaine sera établie sur la base des critères suivants, chaque projet retenu :

- Repose sur une exigence artistique et une pertinence de la médiation ambitieuses ;
- S'adapte à une présentation en bibliothèques ou médiathèques toutes de tailles différentes (voire espace public) ;
- Est porté par un opérateur en capacité de gérer de manière autonome la "tournée" de 5 à 10 dates de la même proposition en respectant la législation en vigueur.

Chaque projet pourra être l'occasion d'une captation audiovisuelle en vue d'une diffusion numérique.

Des partenariats avec d'autres acteurs du territoire, les librairies notamment, pourront être largement proposés en fonction des projets.

L'ensemble des projets retenus et leur diffusion au moins cinq fois lors du dernier trimestre 2019 dans autant d'équipements sur le territoire métropolitain, devra permettre de couvrir l'ensemble des demandes des communes et constituera la manifestation : « **Lecture Par Nature 2019** ».

3. Modalités de sélection des projets

La sélection des projets sera réalisée par un comité de sélection composé de professionnels et d'experts sous la présidence du vice-président délégué à la Culture ou de son représentant.

Le groupe retiendra maximum 10 projets qui seront ensuite proposés à l'ensemble des communes qui souhaiteront participer à l'événement.

4. Conventions d'accueil des manifestations et des ateliers Education Artistique et Culturelle

4 -1 Convention accueil manifestations

La Métropole organise cette opération avec les communes partenaires de la manifestation. Dès lors, chaque commune qui sera amenée à accueillir une ou plusieurs manifestations sur son territoire devra conclure avec la Métropole, organisateur de l'opération, une convention ayant pour objet de préciser les obligations et responsabilités liées aux conditions d'accueil des spectacles. Le modèle type de la convention à conclure figure en annexe de la présente délibération.

4- 2 Convention accueil des ateliers et leur restitution de l'opération Education Artistique et Culturelle

Une convention fixant les engagements réciproques des partenaires relatifs à la mise en place du projet d'Education Artistique et Culturelle « Lecture par nature » devra être conclue avec la commune, l'établissement scolaire et l'opérateur EAC choisi par la Métropole. Une convention type figure en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 déterminant la compétence politique culturelle métropolitaine

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de pérenniser l'action « Lecture par nature » pour 2019 ;
- La priorité donnée à la mise en réseau de la lecture publique à l'échelle métropolitaine ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de « Lecture par nature 2019 » ainsi que l'appel à projets correspondant ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la convention type ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes partenaires, accueillant des manifestations programmées dans le cadre de l'opération « Lecture par nature 2019 ».

Article 3 :

Est approuvée la mise en place, en continuité avec la manifestation « Lecture par nature » d'un projet de parcours d'éducation artistique et culturelle qui nécessitera la signature d'une convention particulière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, L'école /Le Collège/Le Lycée et chaque Opérateur EAC désigné.

La convention type figure en annexe de la présente.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions particulières entre la Métropole et les communes partenaires, ainsi que celles entre la Métropole et L'école /Le Collège/Le Lycée et chaque Opérateur EAC désigné.

Article 5 :

Les crédits nécessaires soit 400 000 euros sont inscrits au budget principal de la Métropole dédié à la Culture : Chapitre 011 Fonction 311 nature budgétaire 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.